

# L'APRÈS-GUERRE

## EN AFRIQUE DES GRANDS LACS

---

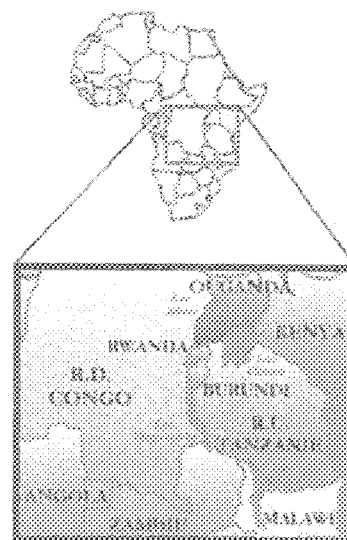
### Des stratégies pour une paix réelle et durable

Actes du colloque organisé par l'Organisation des professionnels congolais du Canada (OPCC) et la section Saguenay—Lac-Saint-Jean de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU)  
dans le cadre du 69<sup>e</sup> congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)

Sherbrooke

15 mai 2001

sous la direction de  
Antoine Lutumba NTETU, Ph.D.



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

**GRIR**  
G r o u p e  
de recherche  
et d'intervention  
régionales



Université du Québec à Chicoutimi

ISBN: 2-920730-74-6

# **L'après-guerre en Afrique des Grands Lacs**

---

**Des stratégies pour une paix réelle et durable**

Actes du colloque tenu  
dans le cadre du 69<sup>e</sup> congrès  
de l'ACFAS  
Sherbrooke  
15 mai 2001

Sous la direction de  
**Antoine Lutumba NTETU**  
Président de l'OPCC  
Professeur-chercheur  
Université du Québec à Chicoutimi

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI**

**GRIR**  
G r o u p e  
d e r e c h e r c h e  
e t d ' i n t e r v e n t i o n  
r é g i o n a l e s

Grand merci à Madame Françoise Lange pour la figure de la page couverture.

Coordination à l'édition : Suzanne Tremblay

Mise en page finale : Esther Cloutier

© Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt légal - 1<sup>er</sup> trimestre 2002  
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 2-920730-74-6



**Organisation des professionnels  
congolais du Canada  
(OPCC)**

*Composition du conseil d'administration  
exercice 2000-2001*

Betu, Brice Kumesu : Administrateur

Kanamby, Paul Mulemeri : Vice-Président

Likongo, Gérard Yona : Administrateur

Lubendi, Paul : Administrateur

Manga, Marie-Claude Mungul : Trésorière

Mbatika, Eugenie : Administratrice

Mutombo, K.K.Laurent : Secrétaire

Ntetu, Antoine Lutumba : Président

On'Ekanda, Hugues Okoko : Administrateur

Teuwen, Albert Teuwen : Administrateur

**Association canadienne pour les  
Nations Unies/Saguenay—Lac-Saint-Jean  
(ACNU)**

*Composition du conseil d'administration  
exercice 2000-2001*

Boudrias, Gervais : Administrateur

Cpnnelly, Luc : Administrateur

Dufour, Jules : Président

Girard, Guy : Administrateur

Mounivongs, Khamlay : Administrateur

Ntetu, Antoine Lutumba : Administrateur

Régnier, Jacques : Vice-Président

Whitney, Stephen : Secrétaire



## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	9
<i>Antoine Lutumba Ntetu</i>	
L'invention d'un nouvel ordre politique comme condition <i>sine qua non</i> de la paix civile dans la région des Grands Lacs : enjeu et défi.....	13
<i>Mwayila Tshiyembe</i>	
Clés pour une nouvelle stratégie de politique d'aménagement du territoire donnée comme base à la résolution et à la prévention des conflits en Afrique des Grands Lacs .....	25
<i>José Bonyeme</i>	
La prévention et la résolution pacifique des conflits en Afrique .....	31
<i>Jules Dufour</i>	
La nature de l'État congolais et sa réaction à l'impact de la guerre, à la fin des hostilités dont il est l'objet de la part des pays voisins (Ouganda, Rwanda, Burundi).....	45
<i>Paul Mulemeri Kanamby</i>	
Le testament de Laurent Désiré Kabila : son application et ses conséquences sur la stabilité en Afrique des Grands Lacs.....	71
<i>Annick Lambert</i>	
La santé des gouvernants et des populations gouvernées : interface pour le développement et le maintien de la paix en Afrique des Grands Lacs .....	83
<i>G. Yona Likongo</i>	
Lettre au Général Colin Powell, Secrétaire d'État des États-Unis : plaidoyer pour une autre politique en Afrique des Grands Lacs.....	91
<i>Melchior Mbonimpa</i>	
La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : historique, contenu et application des nouvelles techniques de mise en œuvre des droits de la personne.....	107
<i>Pascal Musulay Mukonde</i>	

La guerre des Grands Lacs : pour qui et contre qui ?.....	115
<i>Léopold Ntezurubanza</i>	
L'ONU et le maintien de la guerre : cas de l'Afrique des Grands Lacs.....	129
<i>M. Samba Matabaro</i>	
Le nouvel ordre politique comme enjeu et défi du dialogue intercongolais .....	139
<i>Mwayila Tshiyembe</i>	
ANNEXE : Programme initial du colloque.....	147

## AVANT-PROPOS

Il y a deux ans, précisément les 22 et 23 mai 1999, l'Organisation des professionnels congolais du Canada tint un symposium dont le titre fut *La crise politique en République démocratique du Congo et les enjeux de la guerre ougando-rwando-burundaise contre la République démocratique du Congo*. Ce symposium, qui connut un franc succès, aboutit à la formulation de vingt et une résolutions. Le souci de donner suite à l'une de ces résolutions, soit la résolution 19, a justifié la tenue du colloque dont les travaux font l'objet des présents actes. À titre de rappel, le libellé de la résolution 19 est le suivant : « Les participants invitent l'Organisation des professionnels congolais du Canada (OPCC) à initier des projets de recherche des stratégies qui aideront à gérer efficacement la période de l'après-guerre ».

Ce ne fut donc pas le fruit d'un hasard que des femmes et des hommes des sciences se soient réunis le mardi 15 mai à l'Université de Sherbrooke pour amorcer une réflexion sur la gestion de la situation de l'après-guerre dans la région des Grands Lacs Africains. Ce ne fut pas non plus le fruit d'un hasard que le thème central de ce colloque soit *L'après-guerre en Afrique des Grands Lacs : des stratégies pour une paix réelle et durable*. Bien au contraire, l'organisation de cet événement s'inscrivait dans la suite logique des recommandations émises lors du premier symposium tenu il y a deux ans.

Cependant, organiser un colloque est une chose et le justifier en est une autre. La question qui revenait constamment dans notre tentative d'intéresser le maximum de personnes à la démarche que nous entamions, il y a de cela près d'un an, était celle de savoir pourquoi penser à l'après-guerre au moment où les hostilités continuent et que les chances d'arriver à un dénouement pacifique dans la région sont très faibles. Croyez-nous, se posaient cette question aussi bien le public profane que des scientifiques avertis.

La tournure des événements, depuis l'assassinat du Président Joseph Désiré Kabila le 16 janvier 2001, et dont la disparition semble avoir entraîné des bouleversements dans les alliances entre forces en présence, permet de croire que l'OPCC avait une vision très éclairée et à long terme d'une situation dont l'horizon semblait incertain et s'éloigner de plus en plus. Dans tous les cas, l'OPCC était convaincue que la région des Grands Lacs Africains, comme d'autres régions en conflits de guerre, est en droit d'espérer à la fin de la guerre qui la secoue et au retour à une situation qui permettra une vie paisible.

Toutefois, un tel rêve ne peut devenir réalité que dans la mesure où l'on se préoccupe, dès maintenant, de préparer l'après-guerre. Les expériences du passé, tirées de plusieurs conflits à travers le monde, indiquent que la préparation à l'après-guerre est gage d'une paix réelle et surtout durable ; c'est l'ensemencement aujourd'hui pour le futur des germes d'une société résolument tournée vers la paix et évacuée de toute forme d'idéologie adepte de la résolution non pacifique des conflits ; c'est aussi poser les bases d'une société aspirant à une vie harmonieuse. Se préoccuper de l'après-guerre, c'est donc prévoir pour mieux prévenir. Nous citerons ici le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, monsieur Kofi A. Annan qui, dans un rapport publié l'année dernière, écrivit : « Il est presque universellement reconnu qu'il est préférable de prévenir que de guérir et que les stratégies de prévention doivent s'attaquer aux racines des conflits et non seulement aux actes de violence qui en sont les symptômes » (Annan, 2000 : 51)<sup>1</sup>.

Il est évident qu'un processus de retour à la paix, après plusieurs années d'un conflit de guerre, aura toujours à affronter des difficultés de divers ordres. Le problème n'est pas dans le fait que de telles difficultés apparaissent, mais bien dans le fait que celles-ci ne sont pas prévues de façon à être gérées efficacement pour le bien des populations, celles-là mêmes dont les esprits sont hantés par un rêve qui a comme nom *la paix*.

Cependant, une paix réelle et durable a également pour nom *le développement*. Dans le contexte actuel de la mondialisation, une réflexion prospective sur le développement ne peut évacuer la dimension économique ; cela semble une évidence. La question est plutôt de savoir quelle est l'approche à privilégier dans une telle démarche.

Dans une logique purement comptable, on doit avoir l'honnêteté d'avouer que l'emphase doit être mise sur la maximisation du profit. Rechercher une paix qui ne contribue pas à la rentabilité optimale du capital financier multinational sur un territoire jugé sensible est une tâche ardue, une mission impossible. La réalité est que la vie des femmes et des hommes est assujettie aux contrats financiers et aux transactions qui y sont afférentes. Dans ce contexte, une réflexion sur le développement doit aller au-delà des propositions d'une simple panoplie des mesures qui ne sont ni plus ni moins que des actes de charité collective en faveur des populations sur lesquelles on s'apitoie, exactement de la même manière qu'on le ferait pour un troupeau d'animaux blessés. Alors que l'important est de contribuer à renforcer sur place les moyens qui permettent aux populations de survivre et de vivre une vie meilleure. Il s'agit en fait de les impliquer dans un processus de recherche d'une paix réelle et durable en tant qu'actrices de développement. Dès lors l'enjeu est clair : la paix et le développement seront, en grande partie, tributaires de la capacité de nos populations à accroître la productivité. Nous nous permettons de relayer une autre pensée du Secrétaire général de l'ONU contenue dans le même rapport auquel on venait de faire allusion plus tôt : « Chaque étape franchie sur la voie de la réduction de la pauvreté et d'une solide croissance économique marque un progrès dans la prévention des conflits » (Annan, 2000 : 52)<sup>2</sup>.

La particularité d'une réflexion engagée dans cette perspective est d'introduire une autre dimension, un nouvel axe *paix – développement – productivité*. Dans l'Histoire et dans l'Économie du savoir, cette sensibilité s'intéresse à la question de l'augmentation du pouvoir de changement de l'espèce humaine, elle soulève la question du progrès, particulièrement du progrès scientifique et technologique. Les organisateurs du présent colloque étaient convaincus qu'un tel axe de réflexion aurait contribué à cerner davantage les conditions préalables à une paix durable qui passent par la nécessité de fournir aux populations un niveau d'éducation acceptable, d'améliorer les caractéristiques démographiques des foyers faibles et moyens et leurs conditions socio-économiques, et d'augmenter l'apport de la science et de la technologie au bien-être de tous, le tout rendu possible dans un contexte politique empreint de démocratie, de liberté et de justice. C'est précisément ici que le projet d'un colloque sur l'après-guerre en Afrique des Grands Lacs a touché la sensibilité des partenaires organisateurs du présent colloque.

Quant aux communications faites dans le cadre de ce colloque et aux échanges, elles ont touché à trois sous-thèmes : 1) Les guerres en Afrique des Grands Lacs : causes et conséquences ; 2) Les stratégies africaines de résolution non violente des conflits : historique, guerres évitées ; 3) L'après-guerre en Afrique des Grands Lacs : scène politique, développement économique et social. Cependant, les lecteurs et lectrices remarqueront que la présente publication a été enrichie par une autre communication faite à l'occasion de la *Journée des conférences sur le dialogue intercongolais* organisée en marge du colloque par l'OPCC, en date du 19 mai 2001, dans les locaux de l'Université du Québec à Montréal.

Les commentaires reçus et relatifs aussi bien au Colloque qu'à la Journée des conférences amènent à croire que les participants ont apprécié la qualité des orateurs et la richesse de leurs communications, le niveau élevé des débats ainsi que l'ambiance empreinte de respect et de tolérance qui avait régné tout au long des travaux. Il est important de signaler que l'organisation de ce colloque est le fruit d'une collaboration très étroite entre trois organismes : l'Organisation des professionnels congolais du Canada (OPCC), la section du Saguenay—Lac-Saint-Jean de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) et l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS).

À la veille de la publication des présents actes, nous tenons donc à remercier les membres des conseils d'administration de l'OPCC et de l'ACNU/Saguenay—Lac-Saint-Jean ainsi que ceux du comité scientifique et du comité organisateur de l'ACFAS. Un mot de remerciement tout particulier à Madame Marie-Claude Manga Mungul pour avoir accepté d'agir comme modératrice lors du colloque et à Madame Jocelyne Dazé de l'ACFAS pour sa collaboration exemplaire. Nous nous en voudrions de ne pas souligner la participation remarquée du professeur Makita-Makita Kasongo de l'Université de Lausanne (Suisse) aux assises de ce colloque.

Antoine Lutumba Ntetu

#### NOTES

- 1 Annan, Kofi A. (2000). *Nous les Peuples : le rôle des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle*. New York, ONU, Département de l'information, 91 pages.
- 2 *Op. cit.* (2000).





# **L'INVENTION D'UN NOUVEL ORDRE POLITIQUE COMME CONDITION *SINE QUA NON* DE LA PAIX CIVILE DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS : ENJEU ET DÉFI**

Mwayila TSHIYEMBE

Docteur d'État en droit, docteur en science politique, ancien professeur associé à l'Université de Lubumbashi (République démocratique du Congo, ex-Zaïre). Est actuellement professeur de géopolitique à l'Université de Paris XII et directeur de l'Institut Panafricain de Géopolitique de Nancy (France).

## **Résumé**

La région des Grands Lacs est secouée par une conflictualité politique extrême, dont les métastases touchent les pays du champ tels que le Burundi (depuis l'assassinat du président Melchior Ndadaye en 1993), le Rwanda (depuis l'assassinat du président Juvenal Habyarimana et le génocide tutsi), la République démocratique du Congo (depuis les rébellions de 1996 et de 1998 et le droit d'ingérence des puissances tutélaires). S'il en est ainsi, c'est que par-delà l'existence des causes secondaires multifformes qui la radicalisent (des régimes d'exception fondés sur la force des armes et non sur le libre consentement des peuples et des citoyens, ces pays n'ont ni constitution, ni gouvernement, ni parlement, ni contre-pouvoirs librement acceptés, les milices victorieuses tiennent lieu d'armée nationale, l'instrumentalisation de la rébellion comme marchepied vers le leadership régional. Désormais soumis au règne de l'arbitraire, ils croulent sous le poids des juridictions militaires, la lutte pour le pouvoir d'État en est l'invariant structurel. Vecteur régulateur de la paix ou de la guerre civile dans toutes les sociétés organisées, la lutte pour le pouvoir d'État génère une violence inéluctable, si elle n'est pas démocratiquement pacifiée. Et pour la pacifier démocratiquement dans la région des Grands Lacs, force est d'opérer une rupture radicale avec le modèle importé de l'État-nation (avec son primat unificateur et homogénéisant), et le processus de pseudo-démocratisation en chantier depuis 1990, afin d'inventer le modèle de l'État multinational ou l'État postnational (avec son primat différentiel et segmentaire) épousant l'histoire, la culture et les aspirations des sociétés plurinationales de ces trois pays, au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de la refondation du pacte démocratique (démocratie combinatoire ou participative) et républicain (la République entre dans les traditions et les traditions entrent dans la République) sur la volonté de vivre ensemble librement exprimée par les nations précoloniales dites ethnies et les citoyens, à travers le choix des valeurs d'une société de liberté, d'un pouvoir réellement légitimé et collectivement partagé, d'un droit senti comme naturel et d'un projet de développement durable (invention du capitalisme africain). Tels sont les termes du nouvel ordre politique interne et de la paix civile durable dont il reste à esquisser les tenants et les aboutissants.

## **INTRODUCTION**

**P**artant du postulat que l'après-guerre peut générer des stratégies d'une paix civile réelle et durable, le thème du colloque nous invite à faire l'analyse prospective de la région des Grands Lacs, secouée par une conflictualité politique extrême, dont les métastases attestent de la déliquescence des États tels que le Burundi (depuis l'assassinat du premier président de la République démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, en 1993), le Rwanda (depuis l'attentat contre l'avion du président Habyarimana et le génocide des Tutsi, en 1994) et l'ex-Zaïre devenu la République démocratique du Congo (depuis les rébellions de 1996 et de 1998 consécutives à la faillite du régime Mobutu).

Toutefois, parler d'État au sujet de ces trois entités n'est sociologiquement et politiquement qu'une imposture tenant aux oripeaux du droit, cyniquement octroyés par la communauté internationale. En effet, depuis que l'entreprise coloniale et postcoloniale a anéanti leur modèle historique de communauté politique multinationale et ses mécanismes de pacification démocratique de la lutte pour le pouvoir, le Burundi, le Rwanda et l'ex-Zaïre n'ont construit aucune autre communauté politique. Si bien que devenus des coquilles vides, ils ont basculé corps et biens dans une stratégie d'errance, buttant sur un double obstacle. D'un côté, la logique paradoxale du modèle occidental de l'État-nation (la primauté d'unification et d'homogénéisation) à laquelle ils sont assujettis par la pensée unique. De l'autre, la quête de l'État de droit démocratique postnational, fédérateur de toutes les nations et de tous les citoyens (la primauté de la différenciation et de la segmentation), exprimée par les « nations sociologiques » dites ethnies ou peuples précoloniaux constitutifs de leur substrat humain (Hutu, Kuba, Luba, Lunda, Kongo, Tutsi, Twa, etc.).

Compte tenu de cette contradiction fondamentale logée au cœur du politique, toute tentative de construction de l'État-nation en dehors de sa trajectoire historique et culturelle n'est qu'une mystification destinée à violenter la mémoire collective de l'unité et de la diversité structurant idéologiquement les sociétés plurinationales de trois pays en cause. La première est portée par les « sociétés ayant connu l'État multinational », telles que les royaumes du Rwanda, du Burundi, du Kongo, l'empire Lunda, le royaume Luba, le royaume Kuba, etc. La seconde reflète les « sociétés sans État », dont la création du politique et du droit a généré, jadis, la capacité de gouvernance locale et l'autonomie de gestion, sans commune mesure avec la thèse néolibérale de « moins d'État ». C'est le cas des Anamongo, Yaka, Fuliro, Nande, Shi, Pende, etc. de la République démocratique du Congo.

Dans cette hypothèse, la stratégie d'une paix civile réelle et durable n'est plausible dans la région des Grands Lacs qu'à deux conditions. Primo, opérer une rupture conceptuelle radicale avec le modèle fusionnel de l'État et de la nation, y compris sa conception de la démocratie comme pouvoir exclusif du nombre et de l'individu. Secundo, inventer une nouvelle communauté politique multinationale dont les nations dites ethnies et les citoyens seront à la fois la source de légitimation, pouvoirs constituants et entrepreneurs de l'action publique. Ainsi appréhendé, l'État postnational sera le modèle idéal-typique des sociétés plurinationales.

Autrement dit, c'est ici qu'il sied de focaliser la prospective sur la cause principale qui, par-delà les causes secondaires multiformes, exerce la fonction de régulation de la dialectique paix civile/guerre civile dans toute les sociétés organisées. Ce vecteur ou invariant structurel est bel et bien la fondation de l'État ou communauté politique et sa variable dépendante : la pacification démocratique de la lutte pour le pouvoir.

Le décor étant planté, il reste à répondre aux questions suivantes : quel État ? Quelle démocratie ? Quelle constitution ?

## **QUEL ÉTAT ? ÉTAT POSTNATIONAL**

### **Définition**

L'État multinational n'est pas seulement une personne morale, un territoire, une population et un gouvernement. En tant que communauté politique plurinationale, il est l'œuvre façonnée par les nations et les citoyens à la lumière de leur histoire et de leur culture.

En tant que gouvernement, il n'est pas un mode de domination par la force (Machiavel), par l'argent (Marx), par la violence légitime (Weber). Il est la « capacité d'agir ensemble » mobilisée par les nations et les citoyens, en vue de faire face aux enjeux et défis qui pèsent sur leur destin commun, selon les règles communément acceptées.

Par la nature multinationale, il incarne la mutation vers l'État postnational qui, création exclusive du politique, ne peut être confondu avec aucune communauté de caractères ou nation. Son principe de socialisation étant « un État pour plusieurs nations, celles-ci sont égales et jouissent de la même dignité et ont les mêmes droits ». D'où l'inexistence des droits de la majorité opposables au droit des minorités.

À ce titre, il est l'État fédérateur de la diversité de nations, de langues, de religions, de terroirs, de normes dont il a la charge de garantir la survie par son œuvre de connaissance et d'investissement. Du point de vue typologique, l'État postnational peut être un État fédéral, un État confédéral, voire un État régionalisé.

### **Nouvelle idéologie de l'État : l'humanisme patriotique contre le nationalisme**

Contrairement à l'État-nation qui prône le nationalisme, l'idéologie de l'État postnational est l'humanisme patriotique. En tant qu'humanisme, l'État postnational doit être le berceau des droits de l'homme et des peuples par-delà leur nationalité, langue, religion, culture etc.

Même s'il a reçu mission de protéger le nationalisme en tant qu'idéologie des peuples du pays qu'il régent, l'État multinational n'a pas qualité d'en revendiquer la paternité.

En tant que patrie, il doit être l'union sacrée des nations et des citoyens, ancrés dans les terroirs comme lieux de mémoire et d'activités unissant dans le même destin les morts et les vivants.

Ainsi, l'humanisme patriotique s'oppose-t-il au patriotisme constitutionnel de Jürgen Habermas, fondant la référence identitaire sur l'universalité des droits de l'homme et l'État de droit. Ce concept est inopérant dans le cadre de l'État multinational<sup>1</sup>.

### **QUELLE DÉMOCRATIE ?**

#### **Refondation du pacte démocratique sur la citoyenneté et la multinationalité**

À la différence de l'État-nation dont l'individualisme a fait de la citoyenneté l'unique pôle de légitimation, l'État multinational est un pouvoir fondé sur le double consentement des citoyens et des nations ou la *multinationalité*.

La *multinationalité* est un dérivé du mot *multination*<sup>2</sup> et peut être définie comme l'espace politique de fondation et de médiation d'un nouveau pacte démocratique, liant juridiquement chacune des nations et l'État par un strict respect de l'égalité et de droit à la différence, en vue de bâtir un destin commun. Elle exprime une autre façon de vivre l'État lorsque l'unité politique ne se confond pas avec l'unité nationale.

Ainsi définie, la *multinationalité* met deux principes en mouvement : 1) le principe de la double représentativité des nations et des citoyens en tant qu'entités distinctes ; 2) le principe de divisibilité de la souveraineté ou souveraineté partagée (ce partage se réalisant soit au profit des

nations et des citoyens sur le plan interne, soit au profit des États souverains sur le plan externe, notamment dans le cadre de l'intégration économique ou politique).

Chemin faisant, la *multinationalité* est l'espace politique et juridique consacrant la personnalité morale de droit public reconnue à chacune des nations fondatrices de l'État multinational. À la *multinationalité* s'attachent de nouveaux droits politiques des nations, notamment le droit à l'existence, le droit de vote, le droit à l'insurrection ou à la résistance contre l'oppression (qui n'est pas à confondre avec le droit à la sécession).

Par opposition à la *multinationalité*, la *citoyenneté* est l'espace politique et juridique de la liberté, attestant le lien d'appartenance et d'allégeance des individus à l'État. Par ce biais, ce n'est pas l'État qui s'approprie les citoyens. Bien au contraire, ce sont les citoyens qui suscitent l'État, désignent et destituent les gouvernants, selon les règles communément acceptées.

Partant de cette inversion dialectique, la citoyenneté est à polarisation variable, car elle est une dans l'État multinational fédéral, double dans l'État multinational confédéral où elle remplace la classique double nationalité. La citoyenneté de l'Union européenne va dans ce sens (Traité de Maastricht, art. 8).

### **Le fédéralisme intégral comme nouveau mode de distribution des pouvoirs**

Par-delà les principes classiques de séparation, d'autonomie et de participation, c'est la primauté de la triple fédération des nations (*multinationalité*), des citoyens (*citoyenneté*) et des terroirs qui conditionne ce type de distribution des pouvoirs. Sa fonctionnalité repose sur le postulat que l'État postnational est l'appareil de plusieurs nations disséminées sur plusieurs terroirs. Dans cet ordre d'idées, la rationalité de l'autorité et de l'action politique ne peut être effective que si le pouvoir est affecté d'abord en fonction des nations et des citoyens, ensuite des terroirs. Si bien que les cantons, les États fédérés, les provinces autonomes n'ont de signification politique que pour autant qu'ils constituent le berceau des nations et des citoyens en cause, fondateurs du nouvel ordre politique.

En outre, la fédération des terroirs suggère l'idée de dépassement du concept de territoire et l'investissement dans celui de l'espace, pensé comme cadre de vie tissé des réseaux, des flux d'échanges et des lieux de mémoire attachant les êtres humains à leur sol et à leur environnement. Il s'agit d'inventer une démocratie de proximité, dépassant le cadre étriqué du simple principe de subsidiarité (chaque niveau est habilité à gérer aux mieux de ses intérêts ses prérogatives de puissance publique, dans les matières où le niveau supérieur est incompétent).

Celle-ci prend corps et signification par la réhabilitation de la chefferie traditionnelle, de son gouvernement, de son assemblée d'une part, sa dotation de statut de première collectivité locale en dessous de la commune avec transfert des compétences spécifiques, notamment la petite école, la santé primaire, le développement rural, l'état civil, d'autre part.

En outre, la réhabilitation du droit de vote des nations est une étape importante de civilité pour réconcilier la République avec la tradition. À cette fin, chaque communauté villageoise désigne ses mandataires appelés « Grands électeurs ». Ces derniers, réunis dans un collège spécifique, participent librement à l'élection des représentants de la nation en cause ou sénateurs, dans toutes les assemblées communales, régionales et fédérales.

Ce processus s'appelle la *républicanisation* du pouvoir traditionnel et sa particularité est de montrer que dans une démocratie de proximité ou démocratie participative, les partis politiques n'ont plus le monopole de l'activité politique, leur représentativité limitée dans la démocratie occidentale faisant foi.

Quant au fédéralisme asymétrique, à l'instar du fédéralisme territorial, il ne tranche pas dans le vif la question de nationalité et de la citoyenneté (Canada, Belgique). Ainsi est-il obligé de loucher afin de « concilier le principe d'égalité entre les partenaires fédérés et la reconnaissance de degrés variables d'autonomie et de liberté, par des dérogations aux règles constitutionnelles, au bénéfice de quelques-uns »<sup>3</sup>.

### **Le régime présidentiel tricéphale comme nouvelle gouvernance**

Le régime présidentiel est probablement, le mode de gouvernement le plus proche de la mentalité africaine, à travers l'identification directe du gouvernant (roi, empereur) avec les gouvernés (nations et citoyens) ; la polycentralité du politique, de l'économique, du social et du culturel conforme à la culture politique de la segmentarité. Toutefois, il ne peut en épouser la quintessence que s'il est transformé en régime présidentiel tricéphale dont le centre nerveux est irrigué par la fonction de coordination stratégique de trois niveaux de gouvernements autonomes : le niveau fédéral, le niveau provincial et le niveau local ou chefferie.

À cela s'ajoute la rénovation de deux maillons faibles de ce mode de gouvernement, notamment le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, en recourant à la culture politique de l'*Arbre-à-palabre* et du Conseil des sages.

### **Culture de l'Arbre-à-palabre et rénovation de la fonction tribunitienne**

On peut optimiser l'efficacité du pouvoir législatif sans introduire, dans les mœurs politiques, des vertus traditionnelles de tolérance de l'opinion contraire, du respect de l'adversaire, du parler vrai, de la publicité des débats. En outre la valorisation de ce pouvoir implique la réhabilitation de la fonction de débattre comme préalable à la fonction de légiférer, afin que la qualité des lois soit privilégiée au détriment de leur nombre. Par motion, un référendum populaire peut obliger le Parlement à débattre d'une question d'intérêt vitale pour les nations ou les citoyens ne figurant pas à l'ordre du jour du Parlement et du gouvernement.

Cette réhabilitation de l'esprit de l'*Arbre-à-palabre* rejaillira sur les Parlements de ces trois pays qui, de ce fait, cesseront d'être des simples chambres d'enregistrement comme c'est le cas dans la démocratie occidentale. À condition, bien entendu, d'attacher à ce champ le principe traditionnel de faillibilité des majorités, destiné à corriger la démocratie à l'occidentale conçue comme pouvoir du nombre ou de la majorité.

À cette fin, le principe de gagnant/perdant doit être substitué par le principe de gagnant/gagnant. Dans cet esprit, le principe gagnant/gagnant instaure une démocratie dans laquelle le pouvoir est partagé proportionnellement au rapport des forces en présence, tel qu'il est établi par les urnes. Il s'agit d'une démocratie combinatoire et non d'une démocratie exclusive.

En amont de ce réaménagement devra être consacré un nouveau droit politique : le droit de l'opposition parlementaire de contrôler la gestion du gouvernement de la majorité. Son but est

d'éviter que la majorité parlementaire ne soit juge et partie, comme c'est le cas dans la démocratie occidentale, si l'on souhaite éradiquer la corruption.

Toutefois, l'élaboration concomitante d'une charte des droits et devoirs de l'opposition inscrite dans la constitution, y compris la constitutionnalisation de la commission indépendante des élections, se trouve en aval de cette réforme.

### **Culture du Conseil des sages et rénovation de la démocratie constitutionnelle**

Le renouveau du pouvoir judiciaire passe par la réhabilitation de l'esprit du Conseil des sages, véritable juridiction constitutionnelle, s'il faut utiliser le langage d'aujourd'hui. Selon la culture juridique traditionnelle, en effet, la justice est un pouvoir autonome et non une simple autorité judiciaire. Elle repose sur la légitimité populaire et l'indépendance des juges, dirions-nous aujourd'hui.

En effet, choisis dans les lignages régnants sur le critère de compétence et de moralité exemplaire, les juges témoignent par leur présence au cœur du champ politique, au même titre que les princes, les rois et les empereurs, que « le pouvoir des Ancêtres » n'est pas réductible aux seules têtes couronnées.

Par conséquent, ils jouissent d'un énorme prestige social leur permettant de traduire dans les actes le principe selon lequel « nul n'est au-dessus des lois ». Le fil conducteur de cette justice de proximité est l'impartialité, comme le confirme cette sagesse luba : « Tuyaya ku ba muanda, katuena tuya ku ba wetu ». Ce qui veut dire qu'en matière de justice « Nous allons vers les faits et non vers la parenté ».

Par ailleurs, le Conseil des sages interprète les lois fondamentales dites lois ancestrales ou « meyi a ka bukulu », pour utiliser une expression luba, et sa décision est irrévocable. Il procède aux modifications jurisprudentielles des règles anciennes en tenant compte de l'évolution de la société<sup>4</sup>.

Pour changer d'époque et d'échelle, il suffit de remplacer la légitimité des Anciens par la légitimité des Modernes, c'est-à-dire la légitimité démocratique fondée sur l'élection des juges du Conseil des sages ou de la juridiction constitutionnelle, au suffrage universel, à l'instar du chef de l'État, des représentants des nations et des citoyens. La naissance d'une démocratie constitutionnelle exempte du défaut de « la dépossession redoutable de la représentation politique », dont se fait l'écho Bastien François<sup>5</sup>, est à ce prix.

Faut-il souligner, s'il en est besoin, que ce déficit démocratique est la cause principale des controverses sur le conseil constitutionnel en France. Pour les uns, il est un gouvernement des juges ne pouvant pas se prévaloir d'une légitimité démocratique. Pour les autres, il est un défenseur nécessaire des gouvernés contre les gouvernants par la production du droit constitutionnel jurisprudentiel.

### **Invention de nouvelles citoyennetés**

S'il est vrai que la forme de la société détermine la nature de l'État, il est aussi vrai que l'État transforme la société. Pour ce faire, l'État multinational suppose une société nouvelle, différente de la société prétorienne dans laquelle « l'affrontement à nu de groupes sociaux

antagoniques, qui rejettent toute procédure de négociation et de compromis et ne se réfèrent à aucune règle de jeu commune »<sup>6</sup>, est la caractéristique principale, selon Samuel Huntington. La quotidienneté de la violence politique dans la région des Grands Lacs confirme la pertinence du concept de société prétorienne.

Après avoir reconnu l'existence des nations et créé les conditions de leur participation à la gestion de la chose publique, il importe de changer durablement de perspective, en couplant la solidarité des Anciens avec la solidarité des Modernes. Ceci suppose que la nouvelle société civile multiculturelle soit ordonnancée autour de quatre citoyennetés : la citoyenneté politique, la citoyenneté économique, la citoyenneté sociale et la citoyenneté culturelle, la démocratie étant « le moyen politique de protéger la diversité sociale »<sup>7</sup>.

### *La citoyenneté politique*

La citoyenneté politique est la plus connue, même si la proclamation et l'effectivité des droits du citoyen sont encore primordiales pour consolider ses fondations.

Toutefois, ces deux mécanismes ne suffisent plus et la citoyenneté a besoin d'innovation, car le sens classique de « participation d'êtres libres à une communauté de droits », est retourné et sert simplement de ressource en faveur de la préservation des intimités individuelles. Devenue un pouvoir d'achat politique, la citoyenneté œuvre pour l'établissement d'un individu privé dans sa sphère personnelle. C'est la naissance d'une nouvelle figure du citoyen, « le citoyen consommateur »<sup>8</sup>.

### *Nouvelles citoyennetés économique, sociale et culturelle*

Avant de s'épanouir et de prospérer politiquement, la citoyenneté est d'abord un lien sociétal coulé dans la solidarité, pour être le catalyseur de la volonté de vivre ensemble et d'un destin commun. Or la sociabilité autant que la solidarité constituent un défi politique permanent, dont les enjeux sont d'ordre économique, social et culturel.

Tant et si bien que de la lutte quotidienne pour la vie, il résulte un affrontement entre les citoyens, lié à la dynamique de production et de distribution des biens et services (matériels et symboliques), constitutifs de la richesse nationale, de la cohésion sociale et du raffermissement des identités collectives.

Poser le problème de la sorte, c'est faire appel à l'acteur, en inscrivant l'homme et son action individuelle ou collective au cœur de la complexité du réel, tel qu'il se décline matériellement ou symboliquement comme permanence et rupture. Dès lors, la consécration juridique de la citoyenneté économique, de la citoyenneté sociale et de la citoyenneté culturelle participe à la stratégie de rupture. Celle-ci pousse à la reconnaissance des individus et des groupes sociaux en tant que principaux acteurs de leur propre histoire.

À condition de rompre avec l'angélisme « des droits de créance exclusive sur l'État » et de transformer les droits économiques, sociaux et culturels en droits de l'homme et du citoyen, droits des nations et droits de l'État, par le biais d'un « partenariat incitatif ». Il s'agit de légaliser le pouvoir d'initiative de chaque citoyen, de chaque nation, de chaque État et l'inciter à participer activement à la création et à la distribution des richesses matérielles et symboliques.



## QUELLE CONSTITUTION ? NÉOCONSTITUTIONNALISME DÉMOTIQUE

Chaque fois que le pouvoir africain traverse une crise grave, le constitutionnalisme est sollicité comme solution ultime. Le Burundi, le Rwanda et l'ex-Zaïre n'ont pas échappé à la règle et ont connu deux types de constitutionnalisme : le constitutionnalisme de pacotille et le constitutionnalisme inefficace.

Le premier est de type soviétique. Il a été adopté dans les années soixante-dix pour servir de caution à la confiscation de pouvoir par le parti-État, au profit de son mentor « le président-fondateur », de droit président de la République. Et ce, au prix de la violation systématique des droits de l'homme et des peuples. Dans cette optique, la constitution est un moyen de domination politique<sup>9</sup> au profit du chef de l'État dont le pouvoir viager est placé au-dessus des normes.

Le deuxième est le produit des conférences nationales et autres forums démocratiques des années quatre-vingt-dix. Il s'agit d'un constitutionnalisme de crise ou de transition postulant que l'État de droit et la démocratie sont les clefs de voûte de la modernité politique. Toutefois, faute de définir la spécificité de l'État et de la démocratie à laquelle elle conférerait un fondement juridique, ce constitutionnalisme s'est noyé dans l'ingénierie, limité à la quête de l'efficacité du travail gouvernemental<sup>10</sup>. Par conséquent, il n'a pas permis de mettre fin ni à la déliquescence ni à la violence de l'État postcolonial.

Dès lors, le changement de la problématique de l'État implique une autre manière de penser la constitution comme acte de fondation<sup>11</sup> ou d'institution<sup>12</sup> d'un nouvel ordre. En d'autres termes, à l'État postnational correspond la constitution démotique.

L'adjectif démotique vient du mot grec « dêmotikos », formé de « dêmos » qui signifie « peuple ». Mais c'est à Marcel Prélôt que l'on doit son usage académique, pour qualifier une branche spécifique du droit constitutionnel « le droit constitutionnel démotique »<sup>13</sup> dont l'objet est l'étude de la « composition humaine de la collectivité étatique ». Or, s'il est de caractéristique qui vaille sur le substrat humain de l'État africain, c'est l'hétérogénéité des peuples ou nations dites ethnies dont la volonté de vivre ensemble n'a pas été sollicitée et articulée sur une communauté politique multinationale.

Toutefois, cette matrice ne peut être le fondement d'un nouvel ordre politique et juridique que si le terme démotique désigne les peuples ou les nations distincts des citoyens au sein d'un seul État. Dans cet ordre d'idées, l'enjeu de la constitution démotique est de fonder une triade : État/nations/citoyens destinée à remplir trois fonctions :

- restituer aux ethnies leur statut des peuples ou nations sociologiques ;
- fonder les nations et citoyens comme pouvoir constituant primaire et source de légitimation de l'État, en vue de réconcilier la légitimité traditionnelle avec la légitimité moderne ;
- instituer le pluralisme juridique pour attester la complémentarité du droit général produit par l'État et des droits particuliers produits par les peuples, afin d'accommoder la légalité traditionnelle avec la légalité moderne.

Ainsi appréhendée, la constitution démotique renouvelle de fond en comble l'infrastructure juridique au-delà du multipartisme et de la séparation des pouvoirs. En ce sens, le néoconstitutionnalisme démotique est une épistémologie de la norme fondamentale en tant que



variable structurelle de l'ordre social, politique et juridique, contraignant les acteurs à adopter des comportements raisonnables, selon les stratégies possibles, en fonction des compétences qu'elle définit.

Cette mutation de la notion de constitution ouvre le constitutionnalisme classique (reflétant l'héritage des civilisations juridiques et politiques occidentales) aux apports des civilisations politiques et juridiques africaines. Si bien que de la singularité constitutionnelle, l'horizon s'ouvre sur l'universalité.

Où le constitutionnalisme *strictissimo sensu* est l'idée selon laquelle le résultat souhaité (impossibilité du despotisme ou liberté politique) ne peut être atteint que si au nombre des principes sur lesquels est fondée la constitution figure le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois.

### **LE PARADOXE SOCIOLOGIQUE HUTU/TUTSI (AU RWANDA ET AU BURUNDI)**

Les conflits de citoyenneté paraissent insolubles dans ces deux pays en raison du paradoxe sociologique qui impose un dualisme national-ethnique et un leadership politique irréductible.

En effet, à la lumière de cette réalité sociologique et historique, le choc de ce dualisme frontal fait que la majorité sociologique d'origine hutu est une minorité politique, tandis que la minorité sociologique d'origine tutsi est une majorité politique.

Forts de ce clivage, les acteurs de la violence globale d'origine hutu et tutsi sont habités par des logiques paradoxales étant donné qu'ils n'ont pas la même signification du changement du leadership politique.

Pour s'en convaincre, les acteurs politiques de la violence d'origine hutu pensent que la solution politique passe par la démocratisation du pays, seule garante d'une légitimité fondée sur le principe de la majorité ou de la victoire du nombre. Dans cet ordre d'idées, la démocratisation est perçue par eux comme le seul instrument capable de mettre fin à la domination politique et militaire tutsi.

Pour les acteurs de la violence d'origine tutsi, au contraire, la survie de leur nation est liée à la conservation du leadership politique et militaire, donc de l'État. De ce point de vue, la démocratisation du pays est une menace mortelle et inacceptable (l'assassinat du président Melchior Ndadaye, démocratiquement élu au Burundi, vient étayer cette thèse).

### **Quelle peut être l'issue de cette conflictualité ?**

Il faut souligner les dangers qu'implique cette stratégie à somme nulle où la victoire d'une nation est la défaite de l'autre, ce qui n'incite pas les acteurs de la violence à sortir de cette impasse.

Pour ce faire, le cadre général de l'État postnational mérite quelques adaptations, notamment l'instauration du principe démocratique traditionnel de gagnant/gagnant contre le principe démocratique occidental de gagnant/perdant.

À cette fin, un système politique et constitutionnel de partage proportionnel de tous les pouvoirs d'État (politiques, économiques, sociaux, culturels, matériels et symboliques) doit être instauré, la finalité étant d'extirper la peur d'extermination qui taraude chaque nationalité en cas de changement du leadership étatique.

Dans cet esprit, le caractère multinational de l'État rwandais et burundais doit être affirmé ; l'existence des Hutu et des Tutsi comme deux nations différentes doit être reconnue, la cruauté du génocide et des massacres ayant ruiné la thèse de la nation une et indivisible ressassée par l'historiographie officielle ; le droit inaliénable de chaque nation à vivre en paix à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de chacun de ces deux États doit être garanti, moyennant la réhabilitation des pouvoirs traditionnels tutsi, hutu et twa, seuls représentants légitimes de ces peuples

## CONCLUSION

Il s'agit, pour la première fois depuis la décolonisation, de mettre à profit l'histoire, la culture et l'ingénierie institutionnelle des peuples africains pour jeter les bases de la refondation du pacte démocratique et républicain, sur la « volonté de vivre ensemble » librement exprimée aussi bien par les nations que par les citoyens de ces pays. Et ce, autour d'un choix préalable des valeurs d'une société de liberté, d'un pouvoir réellement légitimé et collectivement partagé, d'un droit senti comme naturel et d'un projet de développement durable.

Dans cette optique, la paix civile est un projet<sup>14</sup> de société démocratique, bâti sur un pacte social accepté par l'ensemble des nations et des citoyens, en vue de forger un destin commun. Tels sont les termes du nouvel ordre de paix civile dépassant le cadre étriqué des accords de paix d'Arusha (du 4 août 1993 pour le Rwanda et du 28 août 2000 pour le Burundi), des accords de paix de Lusaka du 10 juillet 1999 pour la République démocratique du Congo et de la pseudo-démocratisation en chantier depuis 1990.

## NOTES

- 1 M. Coutu (1998), « Citoyenneté et légitimité. Le patriotisme constitutionnel comme fondement de la référence identitaire », in *Droit et Société*, n° 40, p. 631-646.
- 2 Cette conception de la multination comme droit d'option collectif est différente de celle de Karl Renner (in *Nation, mythe et réalité*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1998, p. 97-99, traduction française de S. Pierré-Caps et C. Tixador), appelée « l'autonomie personnelle » et où le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se déploie à l'intérieur même de l'État, en fonction d'un droit d'option individuel. Lire également S. Pierré-Caps, *La multination. L'avenir des minorités en Europe centrale et orientale*, Paris, Odile Jacob, 1995, p. 264-271.
- 3 Maurice Croisat (1999), « Le fédéralisme asymétrique : l'expérience canadienne », in *Revue française de droit constitutionnel*, n° 37, p.29-47.
- 4 T. Olawale Elias (1998), *La nature du droit coutumier*, Paris, Présence Africaine, 2<sup>e</sup> édition, p. 224-226.
- 5 Bastien François, « Justice constitutionnelle et démocratie constitutionnelle : critique du discours constitutionnaliste européen », in CURAPP, *Droit et politique*, *op. cit.*, p. 53-64.
- 6 S. Huntington (1968), *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press.
- 7 A. Touraine (1994), *Qu'est-ce que la démocratie*, Paris, Fayard.

- 8 Thierry Leterre (1997), « La naissance et les transformations de l'idée de la citoyenneté », in Philippe Tronquoy (direction), *Citoyenneté et société*, Cahiers français n° 281, mai-juin, p. 10.
- 9 Y. Faure (1981), « Constitution et exercice de pouvoir en Afrique », in *Politique africaine*, n° 1, janvier, p. 34-35.
- 10 André Cabanis et Michel Louis Martin (1999), *Les Constitutions d'Afrique francophone. Évolutions récentes*, Paris, Karthala, p. 192.
- 11 Michel Troper et Lucien Jaume (direction) (1994), *1789 et l'invention de la Constitution*, Paris, LGDJ, p. 23-43.
- 12 Maurice Hauriou (1925), *Précis de droit constitutionnel*, Paris Sirey, p. 96.
- 13 Marcel Prélôt et Jean Boulouis (1990), *Institutions politiques et droit constitutionnel*, Paris, Dalloz, 11<sup>e</sup> édition, p. 28-33.
- 14 Alain Rey (2001), « La paix toujours à redire », Actes de colloque de l'Université de la Paix sur le thème Redéfinir la paix à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, in *Les Cahiers de la paix*, n° 8, p. 1375-141.



# **CLÉS POUR UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DONNÉE COMME BASE À LA RÉOLUTION ET À LA PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DES GRANDS LACS**

José BONYEME

L'auteur est originaire de la République démocratique du Congo (RDC). Après cinq ans en tant que responsable du service de phytopathologie pour la FAO au Gabon, il s'est installé au Canada où, toutefois, il a fait de son pays d'origine, la RDC, l'objet de prédilection de ses nombreuses études et publications. Docteur en géographie et développement régional, diplômé en pédagogie appliquée, Bonyeme est spécialisé en gestion urbaine et géopolitique africaines.

## **Résumé**

Des affrontements interethniques aux guerres civiles, au génocide et à la guerre régionale, l'Afrique des Grands Lacs ne finit pas d'en pâtir de ces conflits qui interpellent politiques, humanitaires et scientifiques et les contraignent à s'atteler à explorer des nouvelles stratégies susceptibles de générer un climat favorable pour une paix durable. Le présent projet tente de définir des clés pour une nouvelle stratégie répondant aux attentes pressantes traduisant une aspiration à une paix pérenne dans la région, la rendant fertile à un effort pour le développement. Diverses ressources et divers territoires éprouvés, où des populations aux priorités et attentes divergentes aspirent à la paix afin de s'engager sur la voie du développement, donnent lieu à un scénario aux variables pertinentes pour confectionner une stratégie de l'aménagement du territoire pouvant servir comme base de résolution et de prévention des conflits.

## **L'INVITE**

Si l'on est seul à rêver, on reste dans le rêve ; si nous rêvons ensemble, peut-être arriverons-nous à nous réveiller ! (Paroles tirées d'une chanson brésilienne).

**L'**Afrique des Grands Lacs ne finit pas d'en pâtir des sanglants conflits qui interpellent politiques, humanitaires et scientifiques, et les contraignent à s'atteler à explorer des nouvelles stratégies susceptibles de générer un climat favorable pour une paix durable. Nous offrons, pour cela, de prendre raccourci en indiquant la piste d'une nouvelle stratégie d'aménagement du territoire contribuant à répondre aux attentes pressantes traduisant une aspiration à une paix pérenne dans la région, et aussi rendant fertile l'effort pour le développement.

Nous avons dit raccourci, mot chargé d'un projet d'alternative tracé par la récurrence des questions qui, d'un dit à l'autre, se sont accrochées à tous les niveaux de l'interprétation de cet autre conflit en trop que vit l'Afrique des Grands Lacs, des transformations souhaitables et des moyens à prendre pour construire cette chère paix durable. Le raccourci devient alors ce vocable unifiant, par prise de distance des sollicitations captées sur des registres différents, ceux-là mêmes qui font comme si en ce moment actuel la situation n'était pas suffisamment

grave pour que s'explique ce vouloir trouver d'autres chemins, avec pour toute prétention de rendre ponctuel et vigilant, sinon permanent et alerte, le réflexe pacifique pour le bon fonctionnement de la société.

La voie du raccourci, qu'indiquent ici les clés pour une nouvelle stratégie de politique d'aménagement du territoire, place celui-ci (l'aménagement du territoire) au centre de la réflexion et en fait un passage obligé menant à l'objectif. Tels des jalons, les clés pour une nouvelle stratégie de politique d'aménagement du territoire, que nous poserons tout au long de la présente réflexion, ne sont que des repères ajustables avec précision lors d'affiner une stratégie.

### **DES TRADITIONNELS AUX NOUVEAUX AXES PRIMORDIAUX**

Pour toutes les écoles traditionnelles de l'aménagement du territoire, celui-ci est essentiellement un enjeu national ; il fait l'objet de textes de loi, de décrets, il mobilise une administration centrale. Parmi les thèmes forts de l'action publique en ce domaine, il faut reconnaître les mesures étatiques d'imposition successive des systèmes d'organisation et d'encadrement, lesquelles traduisent une volonté d'homogénéisation et de cohérence qui aboutissent à établir une formalisation en donnant un fondement légal et juridique aux organisations et hiérarchies locales. En ce sens, les stratégies traditionnelles d'aménagement du territoire s'articulent, le plus souvent, autour des axes primordiaux dont :

- résoudre le double phénomène de concentration et des disparités ;
- assurer l'intégration économique totale du pays ;
- rationaliser l'exploitation de ressources ;
- assurer la mise en valeur de l'ensemble des potentialités du territoire ;
- servir la compétitivité globale du pays.

Revenant à l'esprit initial de notre communication, à savoir la quête de clés pour une nouvelle stratégie de politique d'aménagement du territoire donnée pour servir comme base de résolution et de prévention des conflits, il apparaît tout naturellement que l'invitation est ici formulée pour aller au-delà d'une politique d'aménagement qui se contente des axes primordiaux traditionnels.

Il s'agit ici d'effectuer une réorientation fondamentale, à la jonction du structurel et du conjoncturel, dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie de l'aménagement du territoire. Car au regard de ce que coûtent les conflits pour l'Afrique des Grands Lacs, on se rend compte que les problèmes, de l'évolution du social et de l'équilibre générateur de la paix, que l'on savait immenses, apparaissent désormais comme étant non passibles de traitement, sauf au prix d'un effort persistant, profond et émancipateur. C'est ici que nous situons une véritable stratégie d'aménagement du territoire, au-delà d'un simple saupoudrage des activités productrices, qui consiste en une véritable mobilisation des potentiels, accompagnés d'une actualisation de tous les possibles disponibles, dans le cadre d'un processus savamment dosé ayant pour but la promotion de l'Africain des Grands Lacs par et pour lui-même, l'amenant, à la longue, à ne se réaliser qu'à travers des valeurs citoyennes favorables au développement du dialogue et au maintien de l'équilibre social, politique et économique ; bref des valeurs approuvées à la restauration et au maintien de la paix.

À l'échelle locale, pareille stratégie d'aménagement est supposée couler les Africains des Grands Lacs et toutes leurs diversités dans le moule aux caractéristiques suivantes :

- l'existence d'un sentiment inhérent d'appartenance à un réseau et qui est prépondérant à la référence identitaire ethnique ou aux solidarités paroissiales ;
- l'établissement d'un lien entre les gouvernants et les gouvernés, sans avoir besoin de l'intermédiaire d'autres structures d'opportunité politique ;
- l'apparition d'un sens minimum de consensus nécessaire au maintien de l'ordre social ;
- la promotion et l'exercice, au sein des populations, d'un esprit de concertation.

À partir de là, il est aisé de constater, sur le plan analytique, le noble objectif d'une nouvelle stratégie d'aménagement du territoire : l'instauration subtile des rapports d'intégration consentie et la promotion d'une nouvelle culture politique qui ne sera plus ni paroissiale, ni de brutalité, mais de participation, de négociation et de concertation.

## LA SYSTÉMIQUE POUR MÉTHODE ET CONTENU

L'orientation, telle que définie ci-haut, oblige d'abord à accoucher d'un construit scientifique, comme outil de travail, lequel permettrait la conceptualisation et la modélisation des articulations territoriales et sociales dans la région de l'Afrique des Grands Lacs, utiles pour en dégager une compréhension et une projection synthétiques, non pas de son ontogenèse, ni de son essence, mais des dynamiques qui sous-tendent sa phénoménologie. Nous avons jugé utile, pour ce faire, de recourir à la norme « système » comme construit scientifique. Cette norme, nous la voulons englobant toute la totalité des éléments de l'Afrique des Grands Lacs, dans toute sa complexité, desquels éléments les interactions engendrent la dynamique du système en fonction des particularités de son organisation. L'interaction, la complexité, la totalité et l'organisation, ce sont là des maîtres-mots qui permettent de comprendre la dimension fonctionnelle du système :

L'interaction, entre les éléments du système, est responsable de la modification ou de la permanence du comportement et de la nature des éléments du système. C'est une relation simple ou réciproque entre les éléments du système. Les éléments de ce système sont les individus, les groupes d'individus, les tribus, les ethnies, les États, les organismes de tous genres, les entreprises, les partis politiques, etc.

La complexité sous-tend l'idée que le système présente un état de désorganisation apparent, derrière lequel nous avons des raisons de penser qu'il existe un ordre caché, latent, dont on ne connaît pas le code.

Le concept de totalité prône que l'objet d'étude, la phénoménologie de l'Afrique des Grands Lacs, soit perçu comme un tout organisé, et donc structuré avec des liens d'interrelation entre les éléments du tout organisé.

L'organisation, enfin, désigne un agencement de relations entre les éléments impliquant à la fois le concept de totalité et d'interaction entre les éléments de l'organisation (ou de l'organisé). Il s'agit ici de toutes formes d'organisation sous l'influence de facteurs endogènes et exogènes, y inclus des phénomènes d'auto organisation.

Par ailleurs, avoir la phénoménologie de l'Afrique des Grands Lacs pour objet revient à s'intéresser à son aspect fonctionnel. Comme pour tout système, l'Afrique des Grands Lacs comporte des flux de natures diverses, des centres de décision, des boucles de rétroaction, des délais, des entrées et des sorties. Les flux de matières, de produits, d'énergie, de monnaies, d'informations, etc. circulent dans divers réseaux et transitent dans des réservoirs du système. Ensuite, des centres de décision reçoivent les informations et les transforment en actions, agissant sur les débits des différents flux. Quant aux boucles de rétroaction, elles ont pour objet d'informer les décideurs de ce qui se passe en aval et donc de leur permettre de prendre leurs décisions en connaissance de cause. Cependant, les délais permettent de procéder aux ajustements, dans le temps, nécessaires à la bonne marche du système. Et, les entrées et les sorties matérialisent les rapports du système avec son environnement.

Cette conception met l'accent sur la formation et l'articulation d'espaces locaux, provinciaux, nationaux et régionaux de développement, leur reconnaissant à tous le statut des acteurs sensibles aux préoccupations :

- de répondre aux aspirations des populations locales qui veulent être, individuellement et collectivement, les acteurs de leur propre développement, tant pour le choix des objectifs que pour celui des moyens ;
- d'atténuer la concentration des hommes, des capitaux et des moyens de production, et le resserrement des interdépendances à l'échelle régionale ;
- de mieux maîtriser le contenu matériel et social du développement (modes de consommation et styles de vie, technologies, organisation de l'espace, rapport à l'environnement naturel et à la gestion des milieux, etc.).

C'est une logique qui redonne de l'importance aux acteurs locaux (sociaux et spatiaux) et sort la notion de développement ainsi que la définition des stratégies de développement de la seule récupération par des États-nations. La logique traditionnelle de la politique d'aménagement du territoire comme enjeu national a fait aboutir à l'établissement ou au renforcement d'une centralisation nationale peu à même de répondre aux trois préoccupations qui viennent d'être énoncées. Les flux et les interactions dans le système s'opèrent en fonction des dynamiques à l'œuvre dans l'évolution de la structuration de l'organisation de l'espace en question : l'Afrique des Grands Lacs.

## **LES STRUCTURANTS TERRITORIAUX**

Depuis les mouvements des grandes migrations bantoues, aux vagues successives des invasions hamitiques, à la traite négrière, à la colonisation, à l'époque de la guerre froide et à la présente donne post-bipolaire, l'Afrique des Grands Lacs a connu une évolution marquée par d'innombrables affrontements, et ce à différentes échelles : clanique, tribale, ethnique, provinciale et étatique. Quelles étaient les dynamiques en œuvre à travers toutes ces périodes ? Nous les avons regroupées en :

- dynamique d'intégration ;
- dynamique de désintégration ;
- dynamique transnationale.



### La dynamique d'intégration

La dynamique d'intégration a influencé la structuration du territorial par les vecteurs centraux dont l'économie de marché, le système de communication et les médias, et le système de transport. L'évolution de marchés des technologies de communication et des moyens de transport pousserait, à travers le temps, au dépassement des frontières ethniques et étatiques, et de leurs modes de régulation, les inscrivant dans une logique régionale, voire mondiale. Cette dynamique intégrante rend plus ou moins obsolète les combats idéologiques et nationalistes isolationnistes. Par ailleurs, la dynamique d'intégration n'entraîne que les entités et les acteurs qui répondent ne fut-ce qu'aux exigences minimales du seuil d'accessibilité au marché ; faute de quoi, elle marginalise. Surtout lorsqu'elle est générée par et autour des intérêts exogènes.

### La dynamique de désintégration

Il s'agit ici de l'ensemble des forces de désintégration dont les principaux vecteurs sont l'ethnicité, l'augmentation par l'éducation des capacités analytiques des individus, l'attachement à des structures d'opportunité politique plus proches des individus que l'État, l'informel et le mode de vie lignager. Cette dynamique a pour soubassement « le culturel ». Elle exploite les vieilles lignes de clivage entre les *proto-nations* ou les nations post-coloniales. Dynamique de décentralisation culturaliste et différentialiste où la nation est essentialiste et rattachée à un mythe fondateur. Elle met en jeu des stratégies d'acteurs, où des « entrepreneurs politiques » mobilisent des groupes en fabriquant des nouvelles priorités collectives où la différence et la diversité culturelles sont des fléaux.

### La dynamique transnationale

Celle-ci génère des liens au-delà des frontières sortant de la logique et de l'image de la décentralisation ou de la centralisation. Il s'agit d'une dynamique, véhiculée essentiellement par des courants d'idées et des personnes, circulant dans des espaces importants et créant des réseaux qui s'insinuent au cœur des organisations. C'est la dynamique résultant d'interactions entre acteurs collectifs minoritaires, États et une structure partielle du jeu international. Ses vecteurs centraux les plus repérables sont, entre autres, l'économie informelle et le sociétal. Elle engendre des phénomènes tels la *déterritorialisation* de la violence par des organisations clandestines ou des gouvernants, la spécialisation de certains entrepreneurs comme des intermédiaires dans les trafics d'États.

### DES CONTRAINTES POUR UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'ensemble des enchevêtrements conflictuels en Afrique des Grands Lacs, qu'il s'agisse de conflits à raison stratégique ou de ceux de passion, recourt aux dynamiques en œuvre et au mode dominant pour chercher une légitimation (légitimité). Ces enchevêtrements conflictuels sont du ressort de la permanence plus que de la rupture. Les vecteurs centraux desdites dynamiques s'arriment aux ordres des circuits dichotomiques du système africain : le rationnel et l'organique, le lignager et le marchand, le formel et l'informel. Chaque ordre devenant le mode dominant, dépendamment des vecteurs centraux et de la dynamique en œuvre qui s'en servent. En outre, la structuration de l'organisation de l'espace et l'exploitation des ressources en Afrique des Grands Lacs sont complexes, car la multitude d'acteurs, les fortes disparités

étatiques et les divergences obédientielles au niveau de la géopolitique internationale (conséquence du nouvel ordre mondial) les opèrent suivant les dynamiques qui leur sont favorables et suivant le mode dominant qu'elles privilégient.

Compte tenu de tout ce qui précède, on remarque que là réside toute la problématique de l'aménagement du territoire et les difficultés de choix qu'il impose dans le sens du respect des aspirations des différentes échelles de l'organisation du système et de la réconciliation de dynamiques et de modes de fonctionnement dominants. Là aussi ressort clairement la nécessité et le caractère indispensable d'une politique d'aménagement du territoire capable d'anticiper et de gérer les contradictions du système, ceci n'étant possible que si la stratégie de politique d'aménagement du territoire :

- se charge des dynamiques qui sous-tendent la phénoménologie du système ;
- identifie les facteurs de pressions internes qui régulent, modifie ou orientent les principes dynamiques à contraindre ou à accélérer pour assurer l'équilibre dynamique du système social ;
- permet d'appréhender les niveaux où agir et les effets anti-intuitifs des décisions ;
- anticipe les rétroactivités.

Ce n'est qu'ensuite que l'on sera à même de formuler les mesures à adopter pour permettre au système d'atteindre un équilibre dynamique satisfaisant. Nous entendons par là un équilibre fonctionnel du système dans lequel chaque habitant concourt à l'édification du climat social de paix, tandis que la région de l'Afrique des Grands Lacs, en tant qu'entité systémique, sera capable de se mettre à profit pour le développement. Pour réussir à confectionner une stratégie de politique d'aménagement du territoire à partir des outils dont il est question ici, il faut une collaboration franche entre le politique et le scientifique. Le scientifique dans la conception du modèle et sa formalisation, le politique dans la définition des lignes directrices du projet de société auquel le modèle s'inscrit.

Il n'y aura pas de *happy end*, le *deus ex machina* n'est pas de l'ordre du social et du spatial ; les éléments de la difficile solution sont toujours déjà là, sur place. Ce n'est ni utopie, ni indigénisme, peut-être un raccourci.

## LA PRÉVENTION ET LA RÉOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS EN AFRIQUE

Jules DUFOUR

Docteur en géographie de l'Université Laval, détient également une Maîtrise ès Arts (géomorphologie) et une Licence ès Lettres (géographie) de la même université. Il est actuellement professeur, directeur du programme de Doctorat en études régionales et directeur du Groupe de recherche et d'interventions régionales à l'Université du Québec à Chicoutimi. Il est le président en exercice de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) - Section Saguenay—Lac-Saint-Jean.

### Résumé

Depuis 1960, l'Afrique est la région du monde la plus affectée par les luttes armées. On pourrait, sans risque de verser dans l'exagération, affirmer que le continent, dans toute sa totalité, est un immense conflit dont les différents points chauds ne diffèrent qu'en degré d'intensité des affrontements qui s'y déroulent. Très peu sont ceux des États africains qui peuvent s'estimer présentement être durablement à l'abri d'une confrontation armée. Chacun d'eux héberge au moins une guerre ouverte, une guerre rampante ou une guerre latente. Il apparaît avec évidence que les deux principales menaces contre la paix et la sécurité en Afrique sont : le mal-gouvernement des États et la misère cumulative des masses. Cette communication attire l'attention sur les conflits qui ont éclaté en Afrique en rapport avec le tracé de frontières héritées de la colonisation. Cette question est à ce point sensible et omniprésente qu'elle interpelle les dirigeants africains pour procéder à la redéfinition de ces frontières. Le re-examen de ces frontières est incontournable quelles qu'en soient les conséquences. Parallèlement à cette interpellation, la communication fait une évaluation de ce que l'on peut, à juste titre, considérer comme des réalités propres au continent africain et, donc, à la République démocratique du Congo. Il s'agit de la guerre, de la famine, de la maladie, de la souffrance et de la mort qui constituent le pain quotidien d'une large majorité des habitants. Ce sont là un ensemble d'ingrédients porteurs des germes belligènes, tant à l'intérieur des États, entre les dirigeants et leurs populations, qu'à l'extérieur de leurs frontières, entre les États. À cette fin, la communication soumet deux séries de propositions, selon qu'il s'agit des conflits internes ou externes, pour enrayer leurs causes.

### INTRODUCTION

**L**e mouvement pour la paix et la justice au Canada et au Québec est très préoccupé par la situation qui prévaut en Afrique, en Asie du Sud-est et en Amérique latine. Plusieurs campagnes et projets ont été lancés au cours des dernières années pour amener le gouvernement canadien à augmenter son aide au développement social à l'égard des pays les plus démunis, car il n'y a pas d'autres façons d'assurer la sécurité humaine.

Le mouvement, placé sous la direction de l'Alliance canadienne pour la paix, travaille très fort pour promouvoir le désarmement et le transfert des sommes d'argent consacrées à la guerre et à la préparation à la guerre vers les autres secteurs de l'économie et pour en arriver ainsi à créer une véritable économie de paix. Le slogan du mouvement est « développer autrement ». Il ne faut pas l'oublier, le Canada est très intéressé par l'industrie de la guerre. Beaucoup d'entreprises, ici, sont des filiales américaines et de nombreux contrats d'armements sont alloués aux

entreprises canadiennes. Ces contrats sont très lucratifs et on n'hésite pas à les promouvoir au nom de la création d'emplois. Le Canada est membre de l'OTAN et du NORAD et il n'a pas le choix de suivre la voie tracée par les Américains qui n'hésitent pas à recourir à la force et à la guerre pour solutionner des conflits. Cela va dans le sens de leurs intérêts.

La décision de participer à la guerre du Golfe et à celle des Balkans a été prise par le Canada sans tenir un débat de fond sur les enjeux et sur les autres voies offertes pour solutionner ces conflits. La démocratie, encore une fois, a été bafouée et plusieurs sont inquiets de cette situation.

C'est dans ce contexte qu'en mai 1998, l'Association canadienne pour les Nations Unies - Section Saguenay—Lac-Saint-Jean a organisé, en collaboration avec le Réseau des chercheuses africaines de la diaspora, un colloque sur les conflits armés en Afrique qui s'est déroulé à Québec dans le cadre du Congrès annuel de l'ACFAS. Nous avons invité, à cette occasion, l'ancien président de la République du Mali, le Général Amadou Toumané Touré dont l'expérience en matière de résolution pacifique des conflits est tout à fait remarquable non seulement au Mali même, mais aussi en République Centrafricaine et ailleurs. Ce colloque a remporté un franc succès. Il en est ressorti qu'il est absolument nécessaire de recourir aux principes de la sécurité coopérative et, ainsi, d'amener tous les acteurs impliqués à travailler ensemble pour trouver une solution négociée à un conflit.

Aujourd'hui, je voudrais présenter trois aspects qui entourent les conflits armés en Afrique, soit l'agenda pour la diplomatie préventive et la sécurité collective proposé par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le désarmement (UNIDIR), la situation des enfants-soldats et le rôle des femmes dans les négociations de paix et dans le rétablissement de la paix. Je terminerai en évoquant les propositions pratiques formulées par le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dans un rapport sur les causes des conflits armés en Afrique présenté au Conseil de sécurité en avril 1998<sup>1</sup>.

## LA SITUATION ACTUELLE DES CONFLITS

L'Afrique, au début de ce nouveau siècle, présente au monde l'image d'une terre en perdition où la guerre, la famine, la maladie, la souffrance et la mort constituent le « pain quotidien » d'une large majorité des habitants. Les rapports qui nous parviennent de l'Algérie, du Soudan, de la Somalie, du Sierra Leone, de la République démocratique du Congo, du Burundi, du Libéria et de l'Angola vont certainement dans ce sens.

Depuis 1960, l'Afrique est la région du monde la plus affectée par les luttes armées ou les crises politiques porteuses de germes de guerre. On pourrait, sans grand risque de verser dans l'exagération, affirmer que le continent, dans sa totalité, est un immense conflit dont les différents points chauds ne diffèrent que par le degré d'intensité des affrontements qui s'y déroulent. Très peu sont ceux des États africains qui peuvent s'estimer présentement être durablement à l'abri d'une confrontation armée. Chacun d'eux héberge au moins une guerre ouverte, une guerre rampante ou une guerre latente.

Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), on observait, en 1999, plus de vingt-sept conflits majeurs dans le monde, un conflit majeur étant défini comme :

the use of armed force between the military forces of two or more governments, or of one government and at least one organized armed group, resulting in the battle-related deaths

of at least 1000 people in any single year and in which the incompatibility concerns control of government and/or territory. (SIPRI Yearbook, 2000)

Pour sa part, l'Afrique était le théâtre de onze de ces conflits, soit plus de 40 % de l'ensemble. Ces conflits, de même que l'achat d'équipement militaire et l'entretien des armées nationales, ont entraîné des dépenses estimées à 10,6 milliards de dollars US en 1999, ce montant correspondant à peu près à ceux observés au cours des années 90 (SIPRI Yearbook, 2000). On estime qu'il y a plus de 100 millions d'armes de faible calibre (1/5 du total mondial) en circulation illégale dans l'ensemble du continent. La prolifération de ces armes engendre un cercle vicieux tragique qui se traduit de la façon suivante:

- l'escalade des conflits sociaux et politiques en des conflits armés ;
- la vengeance;
- le réarmement dans un contexte concurrentiel ;
- des profits substantiels pour les mercenaires et les trafiquants d'armes illégales ;
- l'aggravation des conflits.

Tout cela entraîne des pertes considérables au plan du développement économique et la fuite des investissements étrangers, pose des obstacles au respect des droits de l'homme, augmente la souffrance des réfugiés, provoque le déplacement des personnes à l'intérieur des pays et enlève tout espoir en l'avenir chez les jeunes (DDA 2000 Update, décembre 2000).

En mai 1999, le Secrétaire général des Nations Unies, au cours de la cérémonie de clôture de la Conférence mondiale de l'Appel de la Haye pour la Paix 1999, a passé brièvement en revue la situation qui prévalait alors sur le continent et il a réitéré la nécessité de trouver le plus rapidement possible une solution à tous les conflits armés en Afrique. Il a de nouveau fait appel à la communauté mondiale pour qu'elle fasse plus pour l'Afrique, et ce dans tous les secteurs.

## L'AGENDA POUR LA DIPLOMATIE PRÉVENTIVE

Nous pouvons affirmer que les deux principales menaces contre la paix et la sécurité en Afrique sont le *mal-gouvernement* des États et la misère cumulative des masses. Cette menace persistante rend nécessaire la réorientation du mode de gouvernement de l'État africain compte tenu des réalités propres au continent, bien sûr, mais sans porter atteinte à certains principes universels d'un bon gouvernement que sont, entre autres, la justice sociale synonyme d'égalité des droits et des opportunités et le respect des droits du citoyen.

Ayissi, dans une étude pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) publiée en 1994, après avoir passé en revue l'histoire des trente dernières années en Afrique, propose un agenda pour la diplomatie préventive en Afrique. L'auteur, dans sa revue, s'est penché sur les discours en matière de paix et de sécurité collective en Afrique (Ayissi, 1994).

La diplomatie préventive, selon cet auteur, apparaît comme la voie la moins coûteuse, la plus pratique et la plus efficace pour l'Afrique afin de lui permettre d'accéder à un état durable de paix et de sécurité. Selon lui, la diplomatie préventive est la console d'une machine unique qui englobe plusieurs leviers tels que le maintien de la paix, le rétablissement de la paix et la consolidation de la paix.

LE MAINTIEN DE LA PAIX (*Peace-keeping*) prévient l'ascension vers les extrêmes d'un conflit engagé ou sur le point de l'être (interposition ou création de zones-tampons entre belligérants après un accord de cessez-le-feu).

LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX (*Peace-making*) prévient, par l'établissement des contacts entre les belligérants, la radicalisation des positions qu'entraînerait l'absence totale de dialogue.

LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (*Peace-building*) prévient la reproduction des conditions ayant conduit à la guerre, par la création de « structures » propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités.

Selon Boutros Boutros-Ghali, « l'action en faveur de la paix est comme un processus continu s'inscrivant dans le temps et dans la durée. De la diplomatie préventive au rétablissement de la paix à sa consolidation après les conflits, le cycle doit se poursuivre sans fin » (1995).

### **Ratification des accords internationaux de désarmement**

Ratification, par chaque État africain, des principaux accords internationaux de limitation des armements et de désarmement. Cette mesure vise non seulement à instaurer plus de confiance au sein de la communauté des États africains, mais également à prouver à la communauté internationale la volonté de l'Afrique de se bâtir une paix et une sécurité durables.

Aucun pays n'a signé ou ratifié tous les traités relatifs à la limitation des armements de destruction massive. Rappelons qu'il s'agit, notamment, du Traité de non prolifération nucléaire, de la Convention sur les armes biologiques, de la Convention sur les armes chimiques, du Traité des fonds océaniques et du Traité d'interdiction des essais atomiques.

### **L'Afrique. Une ZLAN**

Signature d'un Traité faisant de l'Afrique une Zone libre d'armements nucléaires (ZLAN) et de toute arme de destruction massive. Cela fait plus de trente-cinq ans que l'on tente de faire de l'Afrique une zone dénucléarisée, c'est-à-dire depuis 1964. Il faut le rappeler, l'Amérique latine l'est depuis 1967 ainsi que le Pacifique Sud. Des efforts substantiels dans ce sens ont été déployés et l'Afrique est devenue une Zone exempte d'armes nucléaires avec la signature du Traité de Pelindaba au Caire en 1996 (résolution de l'Assemblée générale de l'ONU : 54/48).

### **Adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme**

Adhésion effective de chaque État africain aux idéaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à ceux de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

### **Une solution viable aux problèmes frontaliers**

Engagement sans délai d'une action globale en vue de trouver une solution viable au problème des frontières. Plus d'une quarantaine de conflits frontaliers ont eu lieu entre États africains depuis l'indépendance, dont treize ont abouti à la confrontation armée. Une diplomatie préven-

tive soucieuse d'efficacité dans les résultats devrait se donner pour mission prioritaire, entre autres, un réexamen de cette question des frontières. Quelle que puisse être l'ampleur des douleurs et des déchirements auxquels l'ouverture d'un tel dossier pourrait conduire au niveau de la communauté africaine, ce réexamen s'impose comme une exigence incontournable.

### **Une solution aux conflits internes**

Engagement d'une action collective en vue de trouver des solutions réalistes aux multiples conflits internes dont sont victimes les États africains. Un autre dossier important abandonné par l'OUA en 1963 est celui des conflits internes. Aucun pays africain ne pourra vivre durablement en paix et en sécurité quand, à ses frontières, la guerre fait rage, les réfugiés abondent et les rebelles installent leur base. Depuis le Sommet du Caire (1993), l'OUA peut désormais intervenir dans la recherche des solutions aux conflits. Elle l'a fait à plusieurs reprises, mais non sans peine. Citons l'exemple de la Mission internationale de protection et d'observation pour le rétablissement de la confiance au Burundi (MIOB) à la fin de 1993 et celui du règlement du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 2000.

### **L'instauration d'un registre régional**

Instauration, au niveau du Secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) d'un registre régional sur les mouvements des armes conventionnelles en Afrique. Ce registre serait un élément indispensable de construction de la confiance entre les États africains, car il instaurerait la transparence des importations d'armements par les États ou leur transfert au sein du continent. Il serait un modèle réduit de celui des Nations Unies installé à New York.

### **La création d'aires sous-régionales de sécurité coopérative**

L'Afrique pourrait, dans ce contexte, se diviser en cinq ensembles. Chaque ensemble deviendrait la première instance de négociation en cas de conflits, puis viendrait l'OUA et, enfin, l'ONU. Ces ensembles, tels que proposés par Ayissi dans son analyse, seraient les suivants :

1. les pays du Maghreb avec la Libye et l'Égypte ;
2. l'Afrique de l'Ouest - 16 pays ;
3. l'Afrique centrale et équatoriale - 10 pays ;
4. l'Afrique de l'Est et de l'océan indien - 12 pays ;
5. l'Afrique australe.

### **La reconversion des forces armées africaines**

Engagement d'un processus de restructuration, de reconversion ou de démobilisation des forces armées africaines. Puisque garante de la stabilité des institutions publiques, de l'intégrité du territoire national et de la sécurité du citoyen, l'armée est généralement considérée comme symbole de souveraineté et signe d'autorité de l'État. Pour remplir sa mission, sa vocation classique veut qu'elle n'ait qu'un seul instrument à sa disposition : la force.



Il serait primordial qu'étant donné que les menaces qui pèsent sur la sécurité de l'État et de ses citoyens ne sont plus d'ordre militaire, que l'armée procède à une reconversion profonde de sa force comme nous l'avons recommandé, ici, en 1992, dans notre rapport final des résultats de l'Enquête populaire sur la paix et la sécurité au Canada. Il faudrait procéder à sa reconversion, car l'armée s'avère un corps oisif et parasite, un « investissement » non productif dont la seule existence contribue à la ruine de l'État et à la création de la misère, considérée comme la principale menace à la sécurité. Pire, dans une situation de tarissement des ressources publiques et de baisse générale du niveau de vie des citoyens, une armée oisive et non recyclée est à tout moment guettée par la tentation d'user de sa force pour conserver ses privilèges et avantages matériels, créant ainsi un facteur supplémentaire d'injustice sociale et d'insécurité.

Il faudrait même penser, dans le contexte du désarmement général et complet commandé par l'ONU, de rendre les armées inconstitutionnelles dans tous les pays, comme c'est le cas au Costa Rica. Les avantages tirés d'une telle décision seraient, à moyen et à long terme, fantastiques pour le développement économique et social de l'Afrique et aussi de tous les pays qui sont amenés par les pays producteurs d'armes conventionnelles ou les trafiquants à consacrer une proportion importante de leurs devises pour les acquérir et les entretenir, comme ce fut le cas dans un grand nombre de pays africains depuis leur indépendance.

### **Un fonds de financement pour la diplomatie préventive au sein de l'OUA**

Création, au sein du Secrétariat général de l'OUA, d'un fonds de financement des opérations de diplomatie préventive et de maintien de la paix alimenté, en partie, par des prélèvements sur les budgets de défense des États africains. Rétablir, maintenir, construire et consolider la paix coûtent cher. Mais leur prix, par rapport à ce qu'auraient coûté les conflits qu'ils permettent d'éviter ou de résoudre, est insignifiant. Pour cette raison, il est indispensable que l'Afrique fasse tous les efforts nécessaires pour faire vivre le mécanisme de diplomatie préventive récemment créé au sein de l'Organisation de l'unité africaine. Il est proposé que le Fonds soit alimenté à même les budgets de défense des États et qu'il ne compte pas seulement sur les contributions volontaires, comme il a été entendu chez les chefs des États africains.

### **Un centre régional de l'ONU pour la paix et le désarmement dont la mission est renforcée et élargie**

Renforcement et élargissement de la Mission du Centre régional de l'ONU pour la paix et le désarmement en Afrique. Il faudrait, dans ce contexte, que le Centre des Nations Unies pour la paix et le désarmement de Lomé voit sa mission renforcée et élargie pour traiter dorénavant de la diplomatie préventive et des menaces non-militaires contre la paix et la sécurité. Il faut que ce Centre soit doté : d'un véritable « observatoire » de la situation des conflits sur le continent ; d'un mécanisme d'alerte rapide permettant de saisir dans les meilleurs délais les instances compétentes des situations porteuses de germes de conflits ; d'un Centre d'analyse des conflits et des situations belligères.

### **Le renforcement des capacités en Afrique**

Il faut rendre efficace le gouvernement de l'État, libérer l'initiative privée et ré-enseigner au citoyen longtemps sclérosé une culture de la production efficiente des biens économiques. Il faut donc encourager en ce sens l'*African Capacity Building Initiative* (ACBI) (Banque mon-



diale, Banque africaine de développement et Programme des Nations Unies pour le développement) dont l'objectif est de raffermir les capacités et les institutions des pays de l'Afrique en matière d'analyse des politiques et de gestion du développement afin de rendre ces pays mieux à même de former des analystes et des gestionnaires qualifiés.

### **Un pool mondial d'assistance à l'Afrique**

Création d'un pool mondial d'assistance à l'Afrique. Il faudrait préconiser une action urgente en faveur de la création et de l'institutionnalisation d'un véritable pool mondial des porteurs d'assistance à l'Afrique.

### **Résolution du problème de la dette et fonds de garantie des recettes d'exportation**

Recherche concertée d'une solution réaliste au problème de la dette africaine et création d'un fonds international de garantie des recettes d'exportation des pays africains. La dette est très lourde à supporter pour la plupart des pays africains et même si elle n'est pas élevée par rapport à celle de l'Amérique latine, par exemple, elle est énorme et très difficilement supportable. Pour un pays comme l'Algérie, près de 60 % de ses revenus d'exportation étaient consacrés à la dette en 1990, l'Ouganda 54,5 %, Madagascar 47,2 %, le Burundi 43,6 %.

Dans de telles conditions, continuer d'investir pour le développement économique et social afin de sortir de la misère, source de guerre, relève pratiquement de l'exploit. Lorsqu'à cette situation s'ajoutent le tarissement des flux extérieurs d'assistance et la détérioration continue et cumulative sur une longue période des termes de l'échange, cela devient tout simplement impossible.

Depuis une dizaine d'années, les transferts nets des flux financiers vers l'Afrique sont négatifs. Si le développement économique et social des peuples est appelé à être « le nouveau nom » de la paix et de la sécurité en Afrique, il est urgent que, d'une part, une concertation rapide s'engage entre l'Afrique et ses créanciers afin de trouver une issue réaliste au problème de la dette africaine et que, d'autre part, la question de la détérioration cumulative des termes de l'échange puisse trouver une solution viable.

### **Principe d'imposition de la paix**

Adoption au sein de l'OUA, comme mesure d'exception, du principe d'imposition de la paix et définition claire et précise de ses conditions d'application. La souveraineté n'a de sens que tant qu'elle demeure responsable et respectueuse des engagements contenus dans le Contrat social. Une souveraineté devenue irresponsable ou inexistante (comme en Somalie) n'a plus droit à l'existence, et encore moins à son caractère absolu et perpétuel, principale raison d'être et d'être absolue. Dans ces circonstances, qui s'accompagnent souvent d'un climat d'instabilité et de violence, le citoyen se rebellant contre des gouvernements devenus illégitimes, et même hors-la-loi au regard des engagements du Contrat social, la communauté internationale — incarnée par l'ONU — et la communauté africaine — incarnée par l'OUA — ont non seulement le droit, mais aussi et surtout le devoir de décider de l'imposition de la paix dans toute contrée en danger de guerre. L'imposition de la paix n'est pas toujours automatiquement effectuée contre le

pouvoir souverain de l'État. Parfois, elle a pour mission de sauver ce pouvoir contre une menace illégitime. Angola - Burundi - Mozambique - Libéria -

## LES ENFANTS-SOLDATS

Selon le dernier rapport rendu public à La Haye en mai 1999 par la Coalition pour arrêter l'utilisation des enfants soldats dans les situations de guerre, on croit que plus de 120 000 enfants de moins de dix-huit ans participent présentement aux conflits armés en Afrique. Certains de ces enfants n'ont pas plus de sept ou huit ans.

Les dix pays les plus affectés par ce problème sont l'Algérie, l'Angola, le Burundi, le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo, le Libéria, le Rwanda, le Sierre Leone, le Soudan et l'Ouganda. On croit que la guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie ainsi que celle de la Somalie ont été également marquées par ce phénomène. Les risques pour les enfants de participer à la guerre sont très grands. Ils sont de bons combattants, n'ont peur de rien et croient que c'est un jeu, selon les propos mêmes d'un commandant rebelle en République démocratique du Congo. Ils reçoivent peu d'entraînement avant d'être envoyés au front. Des rapports en provenance du Burundi et du Congo-Brazzaville montrent qu'ils sont souvent ainsi massacrés durant les combats. Ils sont les plus vulnérables.

Ceux de l'âge de sept ans sont employés comme messagers ou informateurs et ils sont très efficaces. On peut le comprendre puisqu'il est bien difficile de penser qu'ils pourraient être des espions à cet âge. À l'âge de dix ans, ils deviennent des soldats, peuvent manipuler des grenades et porter un fusil. Ils sont aussi utilisés comme éléments de repérage de l'ennemi et sont ainsi placés en avant des soldats adultes. Ils sont donc sacrifiés comme de la véritable chair à canon. Des atrocités sont souvent commises par les enfants-soldats ayant été forcés de prendre des drogues et de l'alcool. Cela est bien connu. Ils sont ainsi poussés par les adultes à commettre ces atrocités.

La majorité des États africains placent l'âge de recrutement à dix-huit ans. C'est le cas de l'Afrique du Sud et de la Mauritanie qui sont passées de seize à dix-huit ans. En Angola, le gouvernement a abaissé l'âge à dix-sept ans. C'est légal à cet âge puisque la loi internationale en cette matière établit l'âge du recrutement à quinze ans. Le Burundi et le Rwanda ont l'âge de recrutement le plus bas de l'Afrique avec quinze et seize ans respectivement. La Libye accepte des volontaires à dix-sept ans sinon plus jeunes. Au Mozambique, la constitution permet d'abaisser, en temps de guerre, l'âge du recrutement, qui est normalement fixé à dix-huit ans. La Coalition souhaite que les États africains respectent leurs propres lois dans ce domaine et qu'ils fassent tout pour que cela se produise le moins souvent.

## LE RÔLE DES FEMMES

Il y a une volonté ferme des femmes, dans les pays engagés dans des conflits ou qui ont connu des conflits armés, de s'impliquer davantage dans les négociations de paix et de travailler activement au rétablissement de la paix. Elles sont encouragées à le faire grâce au Fonds des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM). À La Haye, en mai 1999, j'ai assisté à un panel de discussion sur la participation des femmes au processus de paix au Rwanda et au Burundi. Ce fut extrêmement intéressant de voir comment les femmes exigent non seulement d'être entendues mais aussi d'être écoutées. Il ne faut pas l'oublier. Ce sont les grandes victimes du mal-développement et des guerres. Elles veulent que cela cesse. Les conclusions de ce panel

ont montré qu'il est très difficile pour les femmes de participer directement aux discussions qui se déroulent aux tables de négociations puisqu'elles ne sont qu'observatrices. Elles sont cependant très actives à l'intérieur des travaux préparatoires. Il ne faut pas oublier qu'au Rwanda, par exemple, le gouvernement compte deux femmes au Conseil des ministres et que sept sous-ministres sont des femmes. Les femmes au Burundi souhaitent jouer un rôle plus important, ce qui serait déterminant pour l'établissement d'une paix durable dans ce pays.

## LES EFFORTS GLOBAUX DE PAIX

Malgré les difficultés énormes rencontrées par les pays africains sur la route du règlement des conflits et de la paix, des efforts substantiels sont déployés un peu partout pour maintenir la paix ou pour la rétablir. Le tableau 1 présente un aperçu de la présence de l'ONU en Afrique et de ses projets d'aide à la médiation ainsi que quelques missions d'observation réalisées dans le cadre du processus d'élimination des mines terrestres<sup>2</sup>.

**Tableau 1**  
**Les efforts de paix en Afrique**

ÉLÉMENT	DATE
<b>L'Afrique, une zone exempte d'armes nucléaires</b>	1996
<b>Maintien de la paix, opérations à partir de 1960 :</b>	
ANGOLA – UNAVEM I	12/1988 – 05/1991
ANGOLA – UNAVEM II	05/1991 – 02/1995
ANGOLA – UNAVEM III	02/1995 – 06/1997
ANGOLA – MONUA	06/1997 – 02/1999
CENTRAL AFRICA REPUBLIC – MINURCA	04/1998 – 02/2000
CHAD/LIBYA – UNASOG	05/1994 – 06/1994
CONGO – ONUC	07/1960 – 06/1964
LIBERIA – UNOMIL	09/1993 – 09/1997
MOZAMBIQUE – UNUMUZ	12/1992 – 12/1994
NAMIBIA – UNTAG	04/1989 – 03/1990
RWANDA – UNAMIR	10/1993 – 03/1996
RWANDA /UGANDA – UNOMUR	06/1993 – 09/1994
SIERRA LEONE – UNOMSIL	07/1998 – 10/1999
SOMALIA– UNOSOM I	04/1992 – 03/1993
SOMALIA– UNOSOM II	03/1993 – 03/1995
<b>Maintien de la paix, opérations en cours :</b>	
Éthiopie et Érythrée - MINUEE	07/2000
République démocratique du Congo – MONUC	30/11/1999
Sahara occidental – MINUSCO	04/1991
Sierra Leone – MINUSIL	22/10/1999

...suite

Tableau 1 (suite)

ÉLÉMENT		DATE
<b>Élimination des mines terrestres / Quelques missions d'évaluation :</b>		
Angola - L'un des pays les plus affectés par les mines dans le monde		1993
Burundi		1998
Égypte		2000
Éthiopie - On compterait 500 000 mines dans ce pays		1998
Namibie		1999
Mozambique		1993
Sierra Leone		2000
Somalie		1998
Zambie		2000
Zimbabwe		1999
<b>Actions préventives et rétablissement de la paix :</b>		
Afrique	Représentant spécial du SG pour la région des Grands Lacs – <i>Berhanu Dinka (Éthiopie)</i>	01/2000
	Conseiller spécial du SG – <i>Ibrahim Gambari (Nigéria)</i>	12/1999
	Envoyé spécial du SG en Afrique – <i>Mohameh Sahnoun (Algérie)</i>	12/1997
Angola	Représentant du SG et Chef du Bureau de l'ONU en Angola – <i>Mussagy Jeichande (Mozambique)</i>	2000
Burundi	Représentant du SG et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi – <i>Jean Arnault (France)</i>	05/2000
	Conseiller senior de l'ONU auprès du Facilitateur du processus de paix au Burundi – <i>Jean-Claude Kpakpo (Bénin)</i>	10/1998
République centrafricaine	Représentant du SG et Chef du Bureau de l'ONU – <i>Cheikh Tidiane Sy (Sénégal)</i>	05/2000
Côte d'Ivoire	Envoyé spécial du SG en Côte d'Ivoire – <i>Ibrahim Fall (Sénégal)</i>	02/2000
R.D. Congo	Représentant spécial du SG pour la RDC et Chef de mission – <i>Kamel Morjane (Tunisie)</i>	11/1999
Érythrée/Éthiopie	Représentant spécial du SG pour l'Érythrée et l'Éthiopie – <i>Legwaila Joseph Legwaila (Botswana)</i>	09/2000
Guinée-Bissau	Représentant du SG et Chef de la UNOGBIS – <i>Samuel C. Nana-Sinkam (Cameroun)</i>	04/1999
Liberia	Représentant du SG au Liberia et Chef de la UNOL – <i>Felix-Cyril Downes-Thomas (Gambie)</i>	12/1997
Sierra Leone	Représentant spécial du SG pour le Sierra Leone et Chef de mission – <i>Oluoyemi Adeniji (Nigéria)</i>	12/1999

...suite

Tableau 1 (suite)

ÉLÉMENT		DATE
<b>Actions préventives et rétablissement de la paix (suite) :</b>		
Somalie	Représentant du SG et Chef du Bureau politique de l'ONU pour la Somalie	10/1997
Soudan	Envoyé spécial du SG pour les questions humanitaires au Soudan – <i>Tom Eric Vraalsen (Norvège)</i>	06/1998
Sahara occidental	Représentant spécial du SG pour la MINURSO – <i>William Eagleton (USA)</i>	05/1999
	Envoyé personnel du SG pour le Sahara occidental – <i>James A. Baker III (USA)</i>	03/1997

## CONCLUSION

Une myriade d'initiatives sont prises pour donner à l'Afrique une paix durable. Les efforts de l'ONU et ceux des organismes de la société civile sont déterminants et ont donné jusqu'à maintenant des résultats tangibles un peu partout sur le continent.

Il faut cependant se rappeler qu'il ne s'agit pas de tout simplement rétablir ou de maintenir la paix ; il est primordial de construire la paix, ce qui doit se faire en adoptant des politiques et en prenant des mesures qui vont dans le sens des principes qui sous-tendent le développement durable : équité, développement économique juste, réponse aux besoins essentiels des populations locales, etc.

Dans les conflits qui ont affecté le Sierra Leone et la République démocratique du Congo, l'intervention de l'ONU a exercé un effet positif sur la recherche de la paix. Les mesures proposées par l'ONU pour donner suite aux recommandations du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique furent les suivantes : l'adoption des résolutions du Conseil de sécurité visant le renforcement et la surveillance des embargos d'armes dans la région ; l'amélioration de la sécurité des réfugiés et l'augmentation de l'aide pour les pays qui les accueillent ; l'augmentation de la coopération en matière de sécurité avec l'Organisation de l'unité africaine et les différentes organisations régionales ; l'envoi de missions visant à appuyer les efforts de médiation au Sierra Leone, en République démocratique du Congo, dans la Corne de l'Afrique et au Burundi ; une augmentation de douze à vingt-trois des pays pouvant participer directement aux efforts de rétablissement et de maintien de la paix.

Permettez-moi de terminer cet exposé en reprenant les propos mêmes du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, inscrits dans son rapport adressé au Conseil de sécurité en avril 1998 :

Le développement est un droit fondamental de l'être humain et si l'Afrique ne s'engage pas dans cette voie, elle ne peut guère espérer moins que de se déchirer dans des conflits. Les gouvernements devraient revoir leurs priorités et d'abord essayer de répondre aux besoins fondamentaux et de faire reculer la pauvreté. Il faut absolument mettre en valeur le capital humain, en particulier en assurant l'instruction de base et de bonnes conditions de santé publique. Il faut aussi renforcer la justice sociale si l'on veut que le développement et la croissance économique produisent des résultats bénéfiques et que la société se développe de façon équilibrée. On doit notamment reconnaître les obstacles structurels

à l'égalité des droits entre les sexes et les supprimer par de vastes réformes. Pour relancer en Afrique la dynamique de paix et de développement, il faut avant tout une réelle volonté politique, tant de la part du continent lui-même que de celle de la communauté internationale. L'Afrique doit démontrer qu'elle veut vraiment des solutions politiques plutôt que militaires, qu'elle prend les exigences de la gestion publique au sérieux et qu'elle est résolue à opérer les diverses réformes qui s'imposent pour promouvoir la croissance économique. La communauté internationale, quant à elle, devra savoir « intervenir là où elle peut avoir le plus d'influence et investir là où les ressources font défaut ». Le Conseil de sécurité est invité à tenir tous les deux ans une réunion ministérielle, et une réunion au sommet dans les cinq années à venir, afin de faire le bilan de ce qui a été entrepris pour engager le continent africain dans la voie de la paix et du développement et de déterminer les mesures encore à prendre.

Le Secrétaire général, devant les progrès réalisés dans la résolution et la prévention des conflits en Afrique déclarait, à l'occasion de la dernière réunion du Conseil de sécurité avec les ministres africains :

Africa today, on the eve of the millenium, reveals a remarkable combination of accomplishments and unresolved problems, of opportunities seized and chances missed. At a time when half the world's war-related fatalities are occurring in Africa, there are places in Africa when governments persist in spending money on weapons. They call ill afford for wars they should not fight ; where conflicts are seen as business opportunities for arm merchants and rebel groups alike. (K. Annan, 1998 cité dans Fleshman, M., 1999)

Yet there are also places, many more than is commonly recognized, where we are witnessing dramatic changes for the better. The return of elected government in Nigeria, the smooth transfer of authority from Mr. Nelson Mandela to President Thabo Mbeki in South Africa, sustained efforts at economic reform and political pluralism, and African diplomatic initiatives in Sierra Leone, the Democratic Republic of Congo, Guinea-Bissau and the Horn of Africa are signs that « good governance, accountability, transparency and the rule of law are slowly gaining ground ». (Annan, 1998 cité dans Fleshman, 1999)

Ces propos optimistes du Secrétaire général donnent confiance à ceux et celles qui travaillent pour la promotion de la paix et de la justice en Afrique et aussi à ceux et celles qui sont solidaires de la cause africaine dans le monde. Je crois que nous le sommes tous et toutes.

## NOTES

- 1 Il importe de mentionner que le texte de la présente communication est une version remaniée de celui de la conférence prononcée dans le cadre d'une rencontre des membres de l'Organisation des professionnels congolais au Canada, à Montréal, en mai 1999. Le texte de 1999 se trouve à l'adresse Internet suivante : [http://www.aieq.qcca/productions\\_scientifiques/conflits\\_afrique.htm](http://www.aieq.qcca/productions_scientifiques/conflits_afrique.htm)

- 2 Sources :
- L'ONU en Afrique : <http://www.un.org/peace/africa/>
- Représentants personnels du Secrétaire général de l'ONU et envoyés spéciaux :  
<http://www.un.org/News/ossg/srsg.htm>
- Missions d'évaluation des mines terrestres : <http://www.un.org/Depts/dpko/mine/assessment.htm>
- Missions de maintien de la paix terminées en Afrique :  
[http://www.un.org/french/peace/peace/co\\_miss/co\\_miss.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/co_miss/co_miss.htm)
- Missions de maintien de la paix en cours en Afrique :  
[http://www.un.org/french/peace/peace/cu\\_mission/body.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/body.htm)

## BIBLIOGRAPHIE

- ANNAN, K. (1998). *Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique*, rapport du Secrétaire général de l'ONU, New York, ONU, 26 pages.
- ANNAN, K.A. (2000). *Nous les Peuples. Le rôle des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle*, New York, Nations Unies, Département de l'information, 91 pages.
- AYISSI, A.N. (1994). *Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide : vers la diplomatie préventive et la sécurité collective*, Travaux de recherche n° 27, Genève, UNIDIR, 138 pages.
- BOUTROS-GALI, B. (1995). *Agenda pour le développement*, recueil de textes, New York, Nations Unies, 150 pages.
- CRUZ, A. (Ed.) (1998). *Voices from Africa. Conflict, Peace & Reconstruction*, Issues n° 8, Genève, UN Non-Governmental Liaison Service, 126 pages.
- FLESHMAN, M. (1999). « Sharing Africa's Peacekeeping Burden. UN Secretary-General Report Stirs Security Council Debate on Double Standards », *Africa Recovery*, United Nations Department of Public Information, vol. 13, n° 4, décembre, p. 4-5.
- L'appel de La Haye pour la paix (1999). *L'Appel*, New York, Mai.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES (1989). *Étude des conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*, New York, Département des affaires du désarmement, rapport du Secrétaire général, Nations Unies, 84 pages.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES (1998). *Afrique. Résumé et note de synthèse sur le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité concernant les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique*, matériaux d'information destinés à la presse, avril, 16 pages.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES (1998). *Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique*, rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité des Nations Unies, New York, Département de l'information des Nations Unies, 16 pages.
- NOVICKI, M. (1997). « Le Secrétaire général insiste en Afrique sur le lien entre paix et développement », *Afrique Relance*, vol. 10, n° 4, janvier-avril, p. 1.
- RÉSEAU DES FEMMES ŒUVRANT POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (1998). *Lutte contre la violence faite aux femmes*, document de synthèse et de discussion, Kigali, novembre, 20 pages.
- SIPRI (2000). *SIPRI Yearbook 2000*, Stockholm, 2001.

UNITED NATIONS DEPARTMENT FOR DISARMAMENT AFFAIRS (2000). *Bamako Declaration*, United Nations DDA 2000 Update, december, p. 3.

UICN (1997). *Declaration of Principles*, International Conference on Trans-boundary Protected Areas as a Vehicle for International Co-operation. Somerset West (Cape Town), 16-18 September, 2 pages.

### **Sites Internet**

L'ONU en Afrique :

<http://www.un.org/peace/africa/>

Représentants spéciaux et personnels du Secrétaire général de l'ONU et envoyés spéciaux :

<http://www.un.org/News/oss/srsg.htm>

Missions d'évaluation des mines terrestres :

<http://www.un.org/Depts/dpko/mine/assessment.htm>

Missions de maintien de la paix terminées en Afrique :

[http://www.un.org/french/peace/peace/co\\_miss/co\\_miss.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/co_miss/co_miss.htm)

Missions de maintien de la paix en cours en Afrique :

[http://www.un.org/french/peace/peace/cu\\_mission/body.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/body.htm)



# LA NATURE DE L'ÉTAT CONGOLAIS ET SA RÉACTION À L'IMPACT DE LA GUERRE, À LA FIN DES HOSTILITÉS DONT IL EST L'OBJET DE LA PART DES PAYS VOISINS (OUGANDA, RWANDA, BURUNDI)

Paul Mulemeri KANAMBY

Détenteur d'un doctorat en science politique de l'Université Laval. Il fut conseiller de l'ancien Premier ministre du Québec, le regretté Robert Bourassa, et également ancien conseiller en affaires interparlementaires à l'Assemblée nationale du Québec, ancien conseiller en affaires internationales au ministère des Relations internationales et au Ministère des Relations avec les citoyens du gouvernement du Québec. Consultant et conseiller des secteurs gouvernementaux, paragouvernementaux et privés, il est l'actuel vice-président de l'OPCC.

## Résumé

L'objet de cette étude est de réfléchir sur des conditions susceptibles de conduire à un *modus vivendi* convivial entre les quatre pays en guerre et la perspective de leurs relations au lendemain de la fin de cette guerre. En effet, depuis deux ans, la République démocratique du Congo (RDC) vit dans la tourmente de la guerre d'agression dont elle est l'objet de la part de ses voisins, en l'occurrence le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda. Les ennemis de la RDC justifient cette guerre en invoquant, d'une part, la raison de protéger les Tutsi établis en RDC et de l'autre, les raisons de sécurité à leurs frontières qu'ils partagent avec la RDC. Quant à ce dernier pays, il s'appuie sur le droit de légitime défense pour restaurer l'intégrité de son territoire. Le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ayant été consacré par les Chartes de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'État congolais campe sur sa position selon laquelle le problème de la protection des populations vivant à l'intérieur de son territoire et celui de la sécurité des frontières relèvent exclusivement de son pouvoir en tant qu'État souverain. Les deux camps sont ainsi motivés par leurs propres intérêts fondés sur des considérations quasiment irréconciliables. Dans cette perspective, l'idéal panafricaniste constitue une des voies que nous nous proposons d'explorer pour favoriser le rapprochement entre les belligérants, même si la conciliation entre la proclamation de cet idéal et le sentiment d'appartenance nationale n'est pas facile à établir.

## PROLOGUE

Le Congo-Kinshasa dans la tourmente de la guerre d'agression  
dont il est l'objet et la perspective de ses relations avec ses voisins,  
au lendemain de la fin de cette guerre.

## NATURE DE L'ÉTAT CONGOLAIS

**A**fin de mieux comprendre les causes profondes de l'éclatement et de la persistance de la guerre qui sévit en République démocratique du Congo (RDC), il nous semble tout indiqué d'analyser au préalable la quintessence même de la structure constitutive de son entité, tant du point de vue formel ou organique que du point de vue de sa substance mécanique intrinsèque existentielle, c'est-à-dire de son substrat socioculturel.

## CONFIGURATION FORMELLE DE L'ENTITÉ CONGO-KINSHASA

À l'instar de tous les pays du monde, la définition de la configuration physique de l'État congolais est le fruit de son histoire avec tout ce que cela implique quant au cadre dans lequel il a vu le jour, où il évolue et qui, par voie de conséquence, lui a imprimé son cachet spécifique. Il en résulte que les pays africains, dont le Congo-Kinshasa, sont, comme tous les pays du monde, différents les uns des autres. Aussi, si, d'une manière générale, la situation politique des États africains paraît de premier abord relativement semblable, elle varie en fait d'un État à l'autre en raison de la diversité de leur passé historique : l'héritage traditionnel, le sceau de la colonisation suivant la puissance coloniale et, enfin, les conditions de l'accession à la souveraineté internationale. C'est l'ensemble de toutes ces empreintes qui ont façonné les sociétés des États africains contemporains, dont celle de la RDC.

Nous n'entendons pas analyser l'évolution historique du Congo-Kinshasa comme telle, ni le régime colonial, mais plutôt l'aspect sous lequel celui-ci a façonné sa colonie et la manière dont celle-ci a réagi. Dans cet ordre, nous examinerons dans un premier temps la genèse de l'entité Congo-Kinshasa et, dans un deuxième, les contraintes découlant de cette naissance.

### Genèse de l'entité Congo-Kinshasa

Au moment où les Européens pénétrèrent l'Afrique, le terme *Congo* n'était qu'une expression géographique limitée à certains territoires qui sont aujourd'hui répartis entre le Congo-Kinshasa, le Congo-Brazzaville et l'Angola. L'étendue du Congo correspondait alors à ce qu'on appelait, à l'époque, le royaume Kongo. Quant aux autres régions qui feront plus tard partie de l'entité Congo-Kinshasa, elles étaient des unités politiques disparates sous forme de petits royaumes ou de mosaïques de groupes ethniques dont les délimitations territoriales ne s'étendaient pas généralement au-delà de leur organisation communautaire respective.

Constitué ainsi à partir d'éléments hétérogènes, l'État congolais tel qu'il se présente aujourd'hui n'existait pas avant la colonisation. Son unité actuelle est l'œuvre coloniale. Les frontières tracées en conséquence de cette construction n'avaient aucune réalité avant la pénétration européenne. Elles sont le résultat d'une compétition qui opposa longtemps les puissances européennes en Afrique.

Dans la foulée de la Conférence de Berlin qui, en février 1885, fixa les règles du jeu et les conditions du partage de l'Afrique, les contours géographiques de l'entité Congo-Kinshasa furent à la fois décidés par le roi Léopold II de Belgique, la France, le Portugal, l'Angleterre et l'Allemagne, sans évidemment consulter les Africains vivant sur les territoires visés.

La technique appliquée à cette fin n'ayant ainsi tenu compte ni des réalités sociologiques ni de celles relatives à la nature et à la géographie de ces territoires, les conséquences se traduisirent immédiatement par la brisure de certaines unités politiques dont les fragments furent séparés et/ou rattachés à des possessions anglaises, portugaises, françaises et allemandes, c'est-à-dire à des territoires distincts. Il en résulta, d'une part, un démembrement des ethnies qui étaient homogènes avant la colonisation et, d'autre part, une union, par contrainte, à l'intérieur des mêmes frontières, union des populations qui étaient jadis séparées les unes des autres, voire parfois hostiles.

Sur cette lancée, la destruction du royaume du Kongo au sud-ouest divisa les Bakongo entre le Congo-Kinshasa, le Congo-Brazzaville et l'Angola ; la dislocation de l'empire des Lunda, des

Lamba et des Tshokwe entre le Congo-Kinshasa et la Zambie ; au nord et au nord-est, le démantèlement du royaume des Azande entraîna le partage de ce groupe entre le Congo-Kinshasa, la République Centrafricaine et le Soudan ; le découpage de la frontière entre l'Ouganda et le Congo-Kinshasa provoqua à l'est le fractionnement des Nande entre ces deux pays ; la définition de la frontière entre le Congo-Kinshasa et le Rwanda, également à l'est, morcela les ethnies congolaises des Hunde, des Havu et des Shi de part et d'autre.

Nous ne citons ici que des groupes ethniques frontaliers les plus importants. Du reste, ce qu'il y a lieu de retenir au-delà de cette opération forcée, c'est que le Congo construit sur cette base regroupe un nombre important d'ethnies dont l'estimation varie selon les auteurs. Toute étude méticuleuse révèle cependant qu'il s'agit généralement des redites à peu de nuances près, complaisamment serinées sans le moindre effort d'une analyse même la plus élémentaire. On en trouve ainsi qui vont jusqu'à dénombrer quatre cents ethnies au Congo-Kinshasa. En réalité, le nombre de groupes qui composent ce pays se situe entre cent et cent vingt.

Cette inflation du nombre s'explique par l'erreur que commettent souvent les profanes qui interprètent mal les données de la cosmogonie africaine où les groupes ethniques englobent des sous-groupes, lesquels portent et/ou peuvent porter des noms qui les distinguent du nom collectif dont ils sont issus. Ce chevauchement a incidemment pour effet d'amener les non avertis à compter à la fois les sous-groupes et les groupes originels distinctement, gonflant ainsi erronément les données<sup>1</sup>.

Il est d'autant plus nécessaire de faire cette mise au point que la méprise découlant de ce chevauchement conduit souvent à la présentation des faits inexacts et, partant, comme nous le verrons ultérieurement, à des solutions inadéquates à des situations de crise. En attendant le développement de notre analyse, cette explication, qui peut sembler au premier abord à une digression, trouve ainsi sa justification et sa pertinence à cette étape ci de notre réflexion.

### **Conséquence de la fusion au sein de l'entité Congo-Kinshasa**

La question qui se pose maintenant est de savoir quel a été l'impact de la fusion sur le *modus vivendi* de différents groupes ethniques rassemblés sur cette base, à l'intérieur de la nouvelle entité. Comme ils étaient désormais contraints à vivre sur le même territoire et sous le même régime colonial, il va sans dire qu'ils étaient, par le fait même, appelés à s'adapter, de gré ou de force, aux nouvelles conditions et, dans cette foulée, à modifier d'une manière ou d'une autre la nature de leurs relations pré-coloniales.

Dans cette section, nous nous proposons d'examiner la manière dont ces relations étaient gérées par l'autorité coloniale, la façon dont la population congolaise les assumait et comment elle en était imprégnée, bref la nature du système colonial belge au Congo-Kinshasa. L'étude de ces relations s'avère d'autant plus pertinente que, pour comprendre la situation actuelle du Congo-Kinshasa, il importe de connaître, comme pour chaque État, le cadre dans lequel est né ce pays, c'est-à-dire son passé.

#### *Nature du système colonial du Congo belge*

La structure du système colonial belge reposait sur deux types d'organisations politico-administratives : l'un était conçu pour les Européens et l'autre, pour les Africains.

### *Structure organisationnelle européenne*

La personne qui prit l'initiative et entreprit l'œuvre coloniale belge au Congo-Kinshasa ne fut nul autre que le roi régnant de l'époque : Léopold II, arrière-grand-père du roi actuel, Albert II. L'idée qu'il se faisait de la colonie et qui avait, par la suite, inspiré la nature et l'organisation du système, tout le temps qu'a duré ce système, était fondée, non exclusivement mais fondamentalement, sur une motivation économique, l'établissement des relations entre la Belgique et sa colonie ne devant se réaliser que dans l'intérêt du pays colonisateur. « Il (Léopold II) voulait entreprendre une œuvre africaine, il voulait la développer pour la prospérité de son pays ».<sup>2</sup>

Voilà la conception sur laquelle se fonda la doctrine coloniale belge et qui marqua la nature même de la gestion du Congo belge. Cette gestion était assurée par une organisation monolithique constituée d'institutions suivantes : l'Administration ou l'État, l'Église ou les missions et le Capital ou les grandes entreprises. Dans leur articulation, ces institutions qui étaient entièrement contrôlées par des éléments blancs étaient assignées à la réalisation du même objectif économique par la collaboration sans faille. Sur cette base, l'État, l'Église et le Capital devaient travailler de concert, en conjuguant quotidiennement leurs efforts à l'unisson. Les directives étaient sans circonlocutions :

L'Administration n'a pas pour mission de se faire elle-même agriculteur, industriel ou commerçant [...] Les fonctionnaires s'appliqueront, dans toute la mesure du possible, à faciliter l'installation, dans leur région, des planteurs, des industriels et des commerçants.<sup>3</sup>

Pour insister sur le rôle prédominant des entreprises, le gouverneur général<sup>4</sup>, Maurice Lippens, dut préciser, en sa qualité de responsable de l'exécution de la politique coloniale au Congo que : « [...] tout fonctionnaire du gouvernement devait être pénétré de l'idée que sa raison de vivre était de favoriser et de développer notre colonisation et que ce devoir consistait dans l'aide qu'il apporterait aux grandes sociétés »<sup>5</sup>.

Quant à l'égard des missionnaires, qui étaient pour la plupart belges<sup>6</sup>, l'Administration coloniale exigeait de ses agents à leur prêter main-forte et des religieux à collaborer avec l'État.

Les agents du gouvernement ne travaillent pas seuls à l'œuvre de la civilisation. Les œuvres religieuses y participent dans une mesure au moins égale [...] Les agents du gouvernement, quelles que puissent être leurs opinions, ont l'obligation stricte d'aider les missionnaires.<sup>7</sup>

Dans les instructions données aux missionnaires, il est explicitement souligné que « tout prêtre (doit) du respect [...] à l'autorité civile »<sup>8</sup>. La loi coloniale et la morale chrétienne étaient ainsi inextricablement liées. De tous les trois partenaires, le Capital était cependant celui qui était le plus choyé, l'organisation du système ayant fondamentalement été basée sur la dynamique de la collaboration de tous les trois, collaboration manifestement destinée à permettre aux grandes entreprises de réaliser facilement les objectifs pour lesquels elles avaient été créées. En d'autres termes, l'Église et l'État étaient au service du Capital.

C'est dans cette perspective que le Gouvernement colonial avait mis sur pied quatre compagnies à charte<sup>9</sup> qui donnèrent naissance aux grandes sociétés, lesquelles se développèrent au fur et à mesure à l'échelle de la Colonie. Jouissant de privilèges qui consistaient dans un monopole absolu des activités industrielles, commerciales et agricoles dans l'aire géographique

respective qui leur était concédée, ces compagnies avaient le droit exclusif de mettre en valeur le sol et le sous-sol, soit directement, soit par la création de sociétés avec prise de participation. Les pouvoirs qui leur étaient conférés sur leurs concessions étaient quasiment étatiques : droit de recruter et d'organiser des corps de police, d'en assurer l'administration, de lever les impôts, etc.<sup>10</sup>

En définitive, les grandes entreprises disposaient des pouvoirs politiques et administratifs sur les territoires qui leur avaient été confiés. Non seulement l'Église et l'Administration devaient faciliter la réalisation de leurs objectifs, mais en outre elles ne déféraient des cas à l'État que quand elles-mêmes avaient échoué de les résoudre, et cela dans le seul et unique but de faire affirmer leur autorité ou de faire appliquer leurs décisions. Vis-à-vis des Congolais, cette politique a eu pour conséquence de désorganiser le milieu traditionnel des régions concédées. Car, pour favoriser l'implantation des entreprises, la loi autorisait les fonctionnaires coloniaux à décider du lieu de résidence des Congolais, sans prendre en considération leurs coutumes et leurs droits les plus élémentaires.

Sur fond de ce monopole des grandes entreprises, la structure européenne qui était, comme on l'a dit, entièrement contrôlée par des éléments belges était ainsi dotée de pouvoirs démesurés de décider du sort des Africains, en plus de jouir du privilège de choisir librement le mode d'organisation de ses membres exclusivement blancs. Sur le plan structural administratif, la Colonie avait à sa tête un gouverneur général qui représentait le Roi belge au Congo-Kinshasa. Dans l'exécution de la politique à suivre, le gouverneur général veillait à l'application de cette politique. Il était, à cet effet, secondé par les gouverneurs de province, ceux-ci par les commissaires de district et ces derniers, par les administrateurs de territoire. Sur cette base, la Colonie était subdivisée en six provinces, vingt-quatre districts et cent trente-deux territoires.

Du gouverneur général à l'administrateur du territoire, aucun congolais n'était inclus ni associé à la gestion de la structure. Par contre, des éléments blancs, eux, prenaient activement part à l'organisation et à la conduite de la structure traditionnelle, et ce à tous les niveaux de celle-ci, du sommet à la base. Cette interaction entre les deux structures se situait du côté européen au niveau de l'administrateur, c'est-à-dire le plus bas, et du côté congolais, à celui des chefs coutumiers, c'est-à-dire le plus élevé. Elle révélait ainsi le peu de considération que le colonisateur accordait aux institutions africaines.

### *Structure organisationnelle traditionnelle*

Le fondement de l'entreprise coloniale ayant été, comme on vient de le voir, l'exploitation économique du Congo, le colonisateur avait conçu un système à vase clos dont le principe de base était la différenciation entre les intérêts des Européens et ceux des Congolais, différenciation qui s'était traduite par une politique de développement séparé. Selon cette politique, les activités des Congolais devaient rester liées et motivées par les conditions dans leur milieu traditionnel.

Dans la foulée de la dynamique de cette interaction fondée sur des rapports discriminatoires à l'égard des autochtones, la structure européenne avait pour fonction de gérer la Colonie dans son ensemble, tandis que la structure traditionnelle qui reposait sur des institutions coutumières avait à assurer la gestion des institutions ethniques et, donc, à la fois spécifiques, locales et différentes les unes des autres.

Fondées sur l'organisation traditionnelle existant avant la colonisation, les institutions ethniques dites entités administratives indigènes étaient placées sous l'autorité de l'administrateur de territoire qui était évidemment blanc. Celui-ci les dirigeait, dans une large mesure, suivant la coutume, c'est-à-dire sur la base des entités socio-politiques propres à chaque groupe. Ainsi, le territoire était le palier administratif charnière des structures traditionnelle et européenne et, à ce titre, la cellule de base de l'administration coloniale belge.

Dans sa gestion, le colonisateur avait pris des mesures telles qu'il avait développé le sentiment d'appartenance ethnique et donné par là au facteur ethnique une dimension constamment mobilisatrice favorable au particularisme. Il s'agissait entre autres des mesures suivantes : institutionnalisation du port obligatoire de la carte d'identité sur laquelle devait être formellement indiquée l'appartenance ethnique de l'indigène<sup>11</sup>, interdiction d'associations et de mouvements formés sans l'autorisation du commissaire de district<sup>12</sup>, prohibition des activités politiques<sup>13</sup>, autorisation des associations ethniques appelées par euphémisme associations culturelles<sup>14</sup>, etc.

Si l'on sait que les communautés ethniques se distinguent les unes des autres et que chacune d'elles porte un nom collectif connu de toutes les voisines, on admet que le rôle unificateur dont on a souvent parlé est plus apparent que réel. En appliquant ses lois suivant les spécificités ethniques et, donc, locales, le colonisateur belge continuait, en fait, à renforcer les particularités ethniques comme les foyers socio-politiques de leurs membres respectifs, alors que pour faciliter les contacts entre Congolais, il eût dû normalement concevoir et appliquer une politique telle que ces particularités soient considérées comme des éléments d'un ensemble. En ne prenant pas de mesures adéquates pour construire des modèles socio-politiques applicables à la grandeur du pays, le colonisateur n'avait fait, en réalité, que dresser une clôture autour des ethnies qui continuaient à garder à l'intérieur de la Colonie leur particularité, voire leur hostilité les unes à l'égard des autres.

Le fait même que l'interaction entre les deux structures ait lieu au plus bas niveau européen était une indication de la faible considération que le colonisateur accordait aux institutions traditionnelles. En effet, les administrateurs qui dirigeaient les territoires étaient au plus bas niveau de la hiérarchie administrative européenne, mais au sommet de celui des institutions traditionnelles.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici que cette façon de gouverner le Congo-Kinshasa en mettant l'accent sur l'origine ethnique aura un impact décisif sur l'évolution du pays et que les conséquences continueront à peser de tout leur poids sur le fonctionnement de la Colonie au lendemain de son indépendance. Et pour cause : jusque fin 1958, année où fut autorisée la création des partis politiques, les Congolais n'avaient pas de contacts nourris entre eux. Ils n'envisageaient, pour ainsi dire, les problèmes d'ordre national que sous les impératifs locaux. L'indépendance s'étant précipitée et la brièveté d'existence des partis n'ayant pas permis de résoudre le problème de fragmentation posé par la nature du système traditionnel, il en est résulté une diversification des courants de pensée comme conséquence des particularités régionales.

Les difficultés qu'a connues le premier gouvernement du nouvel État trouvent là une partie de leur explication. C'est que la plupart des partis politiques congolais<sup>15</sup> étaient régionaux et/ou ethniques. Cette réalité s'est imposée par la manière dont est structurée l'organisation ethnique. De manière générale, la philosophie qui inspire l'organisation ethnique veut que tous les membres soient unis par une forte conscience d'une commune filiation<sup>16</sup>, conscience qui les

conduit à considérer que les intérêts de chacun se confondent avec ceux de toute l'ethnie. Sur le plan politique, cette psychologie sociale a pour conséquence d'amener les membres à considérer l'expression politique de chacun d'eux comme étant celle de son groupe et vice versa. Ainsi, l'individu est politiquement militant non pas par esprit de doctrine, mais parce qu'il appartient à un groupement quelconque qui suit la personne désignée par la communauté. L'expression politique demeure de ce fait de caractère collectif. Ce sont des groupes bien plus que des individus qui s'expriment. Même dans la crise actuelle, cet aspect de la réalité congolaise est perceptible mais avec moins d'intensité qu'avant.

### **RÉACTION DE L'ÉTAT CONGOLAIS À L'IMPACT DE SON AGRESSION PAR SES VOISINS**

Tout État étant, comme nous l'avons noté plus haut, conditionné par le cadre dans lequel il est né, le Congo-Kinshasa, qu'attaquent le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda, ne porte pas seulement l'empreinte du régime colonial belge auquel il a succédé, mais aussi celle du système pré-colonial qui a, d'une manière ou d'une autre, donné le décor dans lequel sont intervenues les structures coloniales. Il s'agit ainsi d'un Congo constitué à partir des données de l'époque pré-coloniale, des apports du legs colonial belge et enfin de l'héritage du Général Mobutu.

C'est l'ensemble de toutes ces influences qui a façonné et imprégné, à des degrés divers, la société congolaise telle qu'elle est de nos jours. Le Général Mobutu ayant, comme ses prédécesseurs, opté pour un modèle de société inspiré de celui du colonisateur, c'est le sceau de la colonisation qui semble avoir le plus marqué l'État congolais. Dans cette optique, nous entendons examiner respectivement l'état des lieux de ce pays au moment de son invasion par ses voisins et la perspective à laquelle celle-ci est susceptible de donner lieu au lendemain de la fin des hostilités.

### **ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉTAT CONGOLAIS LORS DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE**

La guerre qui oppose aujourd'hui la République démocratique du Congo à ses voisins de son flanc oriental est le prolongement de celle qu'a menée M. Kabila, de 1996 à 1997, avec l'appui de ces derniers, contre le Président Mobutu. Au terme de cette guerre que perd celui-ci, M. Kabila s'empare du pouvoir et s'auto-proclame, le 17 mai 1997, président de la République. Un an après, plus exactement le 2 août 1998, les alliés d'hier, à savoir l'Ouganda, le Rwanda et, plus tard, le Burundi se retournent contre le Président Kabila qu'ils traitent d'ingrat pour avoir unilatéralement mis fin à leur collaboration militaire et pris la décision du rapatriement de leurs troupes.

Loin d'obtempérer à cet ordre, les pays ainsi expulsés renforcent leur présence sur le sol congolais en augmentant le nombre de l'effectif de leurs troupes au Congo-Kinshasa et en décidant avec fatuité, non seulement de s'y installer, si pas à demeure, en tout cas pour une période indéterminée, mais en outre de poursuivre de plus en plus loin, leur offensive à l'intérieur des frontières de ce pays où ils déploient leurs troupes, tout en perpétrant des massacres des populations<sup>17</sup> dans leur sillage.

Au moment où nous écrivons ces lignes, on enregistre des avancées diplomatiques à la suite du changement à la tête de l'État par le remplacement de Kabila père<sup>18</sup> par son fils d'une part ; et de l'autre, par l'accession au pouvoir d'une nouvelle équipe aux États-Unis qui, sous le président Bill Clinton, soutenaient les pays agresseurs du Congo-Kinshasa. Sous la pression



de la communauté internationale, ces pays ont promis d'arrêter les combats et de se retirer du territoire congolais moyennant certaines conditions. Si jamais cette perspective devait se concrétiser, car il ne s'agit encore que d'un engagement verbal, ce serait davantage en raison de l'apport des efforts diplomatiques que du résultat d'une victoire militaire de l'État congolais. Examinons donc les causes de cette faiblesse.

### **Héritage du Maréchal Mobutu**

Aussi loin que l'on remonte dans le passé du Congo-Kinshasa depuis son accession à l'indépendance, on ne trouve aucune victoire de l'armée congolaise qui n'ait été remportée sans un concours militaire étranger. De la sécession sud-katangaïse à la situation actuelle qui perdure en attendant des interventions extrinsèques, en passant par la rébellion muleliste<sup>19</sup> et l'invasion du Congo-Kinshasa par les troupes ougando-rwandaïses en 1996, l'État congolais n'a eu de cesse d'avoir recours à l'extérieur pour venir à bout de chacune de ces crises. Sans l'aide militaire de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie au gouvernement Kabila, il est probable que celui-ci fût renversé. S'explique, ainsi, la raison pour laquelle ces pays maintiennent encore leurs troupes dans l'espace territorial contrôlé par ce dernier.

Cette faiblesse caractéristique de l'État congolais n'est pas seulement militaire mais aussi politique et sociale. Son origine réside dans la manière dont les institutions de l'État sont structurées et dont celui-ci assure l'organisation de son système. Nous venons de dire que la situation actuelle dans laquelle se trouve ce pays est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs dont le passé colonial est le plus dominant, celui-ci étant le modèle qu'ont choisi les dirigeants pour gouverner le nouvel État.

### *Régime Mobutu*

La structure fondamentale du régime Mobutu, auquel a succédé Laurent Désiré Kabila, était constitué par le système de parti unique. Dans le cas sous espèce, celui-ci s'appelait le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR)<sup>20</sup>. Pour justifier la suppression du multipartisme et l'imposition du monopartisme, le Maréchal Mobutu a invoqué plusieurs arguments stigmatisant à la fois l'organisation héritée de la colonisation et celle qui inspire les institutions traditionnelles.

### *Stigmatisation des avatars coloniaux*

Dans un premier temps, le Président Mobutu a dénoncé le multipartisme comme un instrument dont le colonisateur belge se servait pour diviser les Congolais. Les entités socio-politiques ethniques ayant été la base sur laquelle le colonisateur gouvernait les Congolais, cette argumentation n'était pas sans fondement à tous égards, le système colonial belge ayant interdit, jusqu'à 18 mois de l'indépendance, la formation des partis politiques extra-ethniques. À ce propos, il n'est pas sans intérêt de souligner ici la nature des difficultés qu'a éprouvées le nouvel État pour former le premier gouvernement au lendemain de son accession à l'indépendance.

Au scrutin de mai 1960 qui a été le premier et le dernier avant l'indépendance<sup>21</sup>, aucun parti n'a pu recueillir un nombre important de sièges au Parlement<sup>22</sup>. Le Mouvement National Congo-



lais, aile Lumumba (MNC-L)<sup>23</sup>, considéré alors comme le vainqueur des élections, n'a eu que 33 sièges sur 137, soit 24 %<sup>24</sup>. Pour dégager le cadre de la coalition gouvernementale, M. Lumumba, que l'on chargea de cette tâche, fut obligé, dans l'espoir de réussir sa mission, de se soumettre aux caprices des individus et à des considérations d'ordre extra-idéologique<sup>25</sup>.

À cause de cette personnalisation du jeu politique qui a eu finalement pour effet de médiatiser toute action politique, en ce sens qu'aucune adhésion populaire à l'action gouvernementale ne pouvait se réaliser sans passer par des personnalités politiques en tant que telles, vu le nombre et la diversité des ethnies et/ou des régions qu'elles représentaient, le Premier ministre Lumumba s'est trouvé dès le début soumis aux impératifs du Mythe de Sisyphe et, donc, dans l'incapacité de coordonner la conduite du gouvernement et, derrière lui, celle des parlementaires. En effet, ceux-ci étaient tellement attachés à leur milieu ethno-régional que lors de l'investiture du gouvernement, il y eut, dans des partis, plusieurs défections basées soit sur le fait que des représentants de telle région ou de telle ethnie n'y avaient pas été inclus<sup>26</sup>, soit sur le fait que la présentation des candidats ministrables par les chefs des partis avait été faite à l'insu des instances de leurs formations.

L'action politique se plaçait ainsi, comme le souligne Mme Bouvier, davantage « au niveau des éligibles que des électeurs »<sup>27</sup> et les formations politiques étaient dès lors « plus partis de personnalités que partis de masses »<sup>28</sup>. En ayant offert ou retiré leur appui en fonction des portefeuilles escomptés<sup>29</sup>, les parlementaires concevaient leur participation à la vie politique comme un moyen non de soutenir l'action gouvernementale, mais de l'infléchir dans le sens de leurs intérêts ou de leurs préférences personnels ou de groupes.

Des exemples fourmillent, mais celui d'Albert Kalonji<sup>30</sup> a atteint le paroxysme de ce parois-sialisme en réussissant à entraîner les parlementaires de son ethnie dans son projet de rupture avec le Premier ministre Lumumba. Pour n'avoir pas été nommé ministre<sup>31</sup>, il boycotta le gouvernement dont la traduction trouva son aboutissement dans la proclamation de la sécession<sup>32</sup> de la région habitée par son ethnie luba, c'est-à-dire la région du Sud-Kasaï<sup>33</sup>.

Tous ces événements se sont produits quelques jours ou quelques semaines après l'indépendance ; mais lorsque le Président Mobutu y a fait allusion pour imposer l'unipartisme, la situation, sans être au point, s'était à ce point améliorée qu'elle s'était accommodée d'une certaine forme de pluralité des partis<sup>34</sup>. Toujours est-il qu'il n'a pas tenu compte de cette amélioration et qu'il a agi comme si le contexte était demeuré figé ou statique et que, donc, pour lui le danger de l'éclatement du pays était, à tout le moins, possible. S'obstinant à cette idée en disant que le colonisateur est omniprésent et qu'il n'a changé que de visage, il a présenté la suppression du multipartisme comme le moyen de mettre fin au passé colonial.

### *Fustigation de la dimension anachronique de l'organisation traditionnelle*

Les résultats des élections préparant l'indépendance ayant révélé que les Congolais n'ont été jusque-là habitués à envisager les problèmes nationaux, pour ne pas dire extra-ethniques, que sous l'influence des impératifs locaux et que c'est en conséquence de cela que la plupart des partis politiques ont eu tendance à se constituer sur une base ethno-régionale, le Général Mobutu<sup>35</sup> en a conclu, dans cette perspective, que des formations politiques ainsi organisées, loin de concrétiser le multipartisme démocratique, ont contribué à la fois à accentuer et à perpétuer l'expression de l'hétérogénéité ethnique et, partant, à favoriser l'anarchie.

Dans ces conditions, la construction nationale parut, aux yeux de Mobutu, comme un projet irréalisable à cause de son incompatibilité avec le maintien du pluripartisme. Il justifia alors son refus du multipartisme par cette incompatibilité qui dictait, selon lui, inéluctablement le monopartisme comme un moyen approprié pour lutter contre le sentiment d'appartenance paroissiale<sup>36</sup>, lequel est fondé sur les différenciations ethniques. À cette fin, il prit une série de mesures sévères, notamment l'interdiction des partis politiques, l'institutionnalisation du parti unique et la consécration de la prééminence de ce parti sur les organes constitutionnels<sup>37</sup>, et ce en condamnant parallèlement, au nom de l'unité nationale, les particularismes et les organisations politiques d'inspiration ethnique.

Sans nier le poids de cette argumentation, on se doit de reconnaître qu'elle était outrancière pour des raisons que l'on devine. Il est vrai que les oppositions ethniques demeurent la source latente de tensions, lesquelles sont susceptibles de se cristalliser à tout moment sur les difficultés de toutes sortes auxquelles l'État peut se confronter. Comme on l'a vu, les désordres sociaux et la mutinerie qui ont éclaté au lendemain de l'indépendance, ont dégénéré en incidents au caractère composite<sup>38</sup>, à la fois politique, xénophobe, social et, surtout, ethnique. Le nouvel État n'ayant pas remis en question le système hérité de la colonisation, ces désordres ont débouché plus sur des antagonismes ethniques que sur d'autres facteurs parce que ceux-ci se sont superposés aux divisions ethniques, lesquelles, faute d'être restructurées sur une base nationale, ont continué, comme par le passé, à servir de cadre organisationnel de leurs membres respectifs<sup>39</sup>.

Durant la lutte pour l'indépendance qui a opposé les Congolais au colonisateur, l'anticolonialisme a été un slogan mobilisateur ayant permis de réaliser, pour un temps, la solidarité des Congolais au-delà de leurs diversités ethniques. Celles-ci se sont manifestées au grand jour lorsque le facteur colonial qui les unissait a disparu et que les changements socio-économiques, qui ont été souvent promis avant l'indépendance, n'ont guère paru devoir se matérialiser. Aussi, le thème de l'anticolonialisme s'est peu à peu usé, tout en perdant de sa force entraînante.

Pour raviver l'enthousiasme populaire perdu, le Président Mobutu a pensé remplacer le thème de l'anticolonialisme par celui de l'anti-néocolonialisme. Il s'y est pris en disant au peuple congolais que le colonisateur n'a pas complètement disparu du décor, mais qu'il est omniprésent sous divers visages, notamment à travers les partis politiques que ce dernier manipule pour déstabiliser le pays. La suppression du pluripartisme se présente ainsi non seulement comme un moyen de détruire le passé colonial, mais aussi celui de justifier le monopartisme pour encadrer la population congolaise et construire l'unité nationale sur la même lancée. Ayant ainsi été imposé et non librement avalisé ou créé par la population, le système établi par le Général-Président s'est naturellement heurté, d'une manière ou d'une autre, à la résistance populaire, du moins à un moment donné.

### *Conséquences immédiates et lointaines de la gestion du régime Mobutu*

De l'indépendance au deuxième coup d'État du Général Mobutu<sup>40</sup>, le Congo-Kinshasa était régi par un système pluraliste. L'arrivée de ce dernier a mis un terme à cette règle du jeu. Dictateur, celui-ci a dirigé le pays, sans partage, d'une main de fer. Il ne tolérait pas la moindre contestation de son autorité ou de son pouvoir. Il prenait facilement ombrage dès qu'un de ses collaborateurs devenait populaire ou se mettait à jouir d'une certaine influence.

Deux éléments qu'a définis Mabileau<sup>41</sup> ont caractérisé le régime Mobutu : la concentration et la personnalisation du pouvoir qui se traduisent, d'une part, par la monopolisation de l'autorité politique par une personne ; de l'autre, par la personnification du pouvoir qui permet à ce pouvoir de s'incarner dans la personne de son détenteur. Le but poursuivi est d'établir un pouvoir fort et personnalisé pour permettre l'union nationale autour d'une personne. Dans le cas sous étude, cette option par le Général Mobutu signifiait que, pour répondre aux impératifs de la construction nationale, il fallait qu'il se donne suffisamment d'autorité pour qu'il puisse faire triompher l'intérêt national sur les revendications particulières ou locales et montrer, dans cette foulée, que l'attachement à sa personne concrétisait l'unité du pays.

La première préoccupation étant de construire la nation en regroupant les Congolais au sein de son parti unique, le Président Mobutu, qui se disait être le guide et l'image de la nation en voie de formation, prétendait transcender les oppositions et qu'il était le père et le sage de cette nation. Son nom était donné aux principales avenues de toutes les villes du pays, sa pensée présentée à la fois comme une vision originale du monde, la traduction des exploits et la promesse de ses réalisations. Des éloges à son endroit étaient généralisés. Dans les faits, la constitution l'avait consacré président à vie<sup>42</sup>. Il était quasiment un dieu, ses discours et ses propos ayant pratiquement force de loi et la désobéissance à ses ordres pouvant être considérée comme un crime ! Un véritable culte lui était rendu, à tel point qu'il s'était fait décerner les titres de Timonier et de Père-Fondateur de la Nation.

Pour assurer la participation active de différentes ethnies à la gestion du parti et des affaires de l'État, le Général Mobutu s'est employé, dans un premier temps, à effectuer des dosages ethniques au sein des institutions, notamment en attribuant des fonctions politiques ou administratives à des personnalités disposant d'une certaine audience dans leur région ou ethnie d'une part ; et de l'autre, en adoptant le système de la liste nationale unique pour élire les députés par cooptation. Cette formule était d'autant plus facile à appliquer que tous les Congolais, vivants ou morts, étaient, de gré ou de force, membres du MPR. Le résultat des élections se traduisait alors par une assemblée nationale dont la totalité des sièges était politiquement monocolore.

Sur le plan de la gestion administrative, la pratique Mobutu a consisté à faire permuter, hors de leur province d'origine, des hauts fonctionnaires et des cadres moyens dans d'autres régions du pays, dans le but avoué de favoriser le processus d'intégration nationale en faisant ainsi vivre par ces fonctionnaires le sentiment qu'ils sont partout chez eux, à l'échelle du Congo-Kinshasa.

### *Effets positifs et pervers de la gestion du régime Mobutu*

Comme sous le régime colonial où toutes les ethnies congolaises étaient indistinctement victimes de la discrimination raciale et de l'injustice socio-économique, sous la dictature de Mobutu elles ont été invariablement soumises à l'arbitraire de celui-ci. Dans les deux cas, même si la finalité et la forme étaient différentes, la population congolaise a été empêchée d'exercer ses droits et libertés fondamentaux tels que prescrits par l'ONU dans la Déclaration universelle des droits humains. Cette privation et l'ensemble des souffrances qu'elle a endurées ont eu pour effet de sensibiliser les Congolais, au-delà des clivages ethniques, davantage au fait qu'ils vivaient les mêmes conditions depuis la colonisation et qu'ils avaient, donc, un sort commun à partager.

De fait, les Congolais traduisent de plus en plus cet intérêt commun dans des actes quotidiens aussi anecdotiques que des mariages interethniques, des déplacements et/ou des déménagements volontaires dans des régions éloignées de leur milieu d'origine, des créations d'organisations extra-ethniques, politiques ou autres. Il s'agit là d'un ensemble de facteurs qui ont favorisé et consolidé le sentiment du vouloir vivre collectif.

Ce vouloir vivre collectif est cependant gêné par la double allégeance à l'égard de l'ethnie et du pays. Ce phénomène, qui est universel jusqu'à un certain point mais un peu particulier au Congo-Kinshasa, est la conséquence de la gestion du Président Mobutu. C'est que ce dernier avait été amené, avec le temps, à se créer une sorte de coterie politique qui avait fini par se perpétuer au gouvernement sans qu'existe de solution de remplacement. Cette coterie politique dirigeante du MPR représentait un milieu dont les traits apparemment caractéristiques la différenciaient des autres couches de la société congolaise : un niveau de vie élevé provenant de leurs émoluments, un recrutement qui se raréfiait à mesure de l'occupation des postes et qui favorisait l'apparition des familles des notables que la population, par dérision, s'amusait à surnommer dinosaures.

En plus de s'accrocher au pouvoir qu'elle refusait de partager, cette coterie politique mobutienne assumait les fonctions de l'État selon des conceptions généralement incompatibles avec les impératifs de la construction nationale et de l'intérêt général. Pour elle, exercer une fonction politique ou administrative équivalait à la considérer comme une partie intégrante de son patrimoine personnel. Elle estimait en conséquence que la perte éventuelle de cette fonction était une tragédie pour son ex-détenteur et ses proches qui se voyaient alors ruinés.

S'explique ainsi l'installation du cercle vicieux de la corruption qui devint une tradition largement répandue : l'attribution de rémunérations démesurées, les détournements de fonds assurés de l'impunité, l'affairisme des acteurs gouvernementaux et, par-dessus tout, avec l'usure du pouvoir, la pratique du népotisme selon la conception traditionnelle de l'entraide familiale. Étaient révélatrices de cette désarticulation du système les invitations plusieurs fois répétées du Général Mobutu au sens du patriotisme et à l'assainissement des fonds publics. Outre qu'ils prouvaient que le système était gangrené, ces appels récurrents, qui étaient en soi une auto-accusation, témoignaient de l'impuissance de ce système à s'auto-réguler sainement et, partant, à relever le défi que s'était lancé son concepteur.

Le régime était si corrompu que la première préoccupation à laquelle étaient réduits des acteurs politiques consistait envers et contre tout à leur maintien au pouvoir, non pas pour des raisons nobles du sens de l'État, mais davantage pour se requinquer dans l'opulence ostentatoire conformément à la psychologie patrimoniale sur fond de mercantilisme. L'engagement politique ayant ainsi été considéré comme source d'enrichissement et, donc, comme une profession, la vie politique s'était transformée en une lutte pour l'argent et les énormes possibilités qu'offrait celui-ci à toutes fins utiles.

### *Répercussion sur l'armée*

Rien d'étonnant dès lors que la pratique et le recours systématiques à la gabegie débouchent sur la désorganisation de l'institution nationale vouée à garantir la sécurité du pays, à savoir l'armée, et constitue de ce fait une des causes majeures de l'apathie et, donc, du manque de bravoure et de combativité de celle-ci. Par crainte d'être renversé à son tour par des éléments de l'armée et se priver ainsi de prébendes provenant de sa charge, le Général Mobutu, qui avait gardé intactes les structures et la philosophie de l'armée coloniale, avait continué, à l'instar du

colonisateur<sup>43</sup>, à s'appuyer sur cette dernière, mais en détruisant ce qui constitue le socle d'une vraie armée : coordination d'action et esprit de corps autour d'une structure pyramidale sur fond de discipline.

Après avoir corrompu la hiérarchie militaire en lui accordant des avantages financiers, il s'est progressivement constitué une garde prétorienne composée majoritairement de ses proches. Dans un deuxième temps, il a mis sur pied des milices partisans et des groupes armés parallèles<sup>44</sup> pour enlever le monopole de la force à l'armée, dont il se méfiait. Par la suite, et ce jusqu'à son renversement par Kabila, il n'a cessé de procéder fréquemment à des mutations et à des limogeages des hauts officiers au sein des états-majors qui n'avaient aucune coordination entre eux. Le Général Mobutu était le seul trait d'union de quatre unités<sup>45</sup> que constituaient les forces armées congolaises. Regroupées sous son autorité personnelle, celles-ci étaient unies par l'intermédiaire de leurs chefs respectifs qui n'avaient des comptes à rendre qu'à lui. Entre eux, il n'y avait pas de contact direct. L'un d'eux qui se serait hasardé à le faire aurait été suspecté de conspiration et se serait ainsi exposé à la vindicte du Chef de l'État, avec tout ce que cela comportait d'inconvénient.

Pour combler le vide laissé par les troupes métropolitaines qui avaient la charge d'assurer la défense de la colonie face aux menaces extérieures, le Président Mobutu avait créé une unité d'élite<sup>46</sup> appelée *Division Spéciale Présidentielle* (DSP). Au nombre de 10 000 personnes, celle-ci était constituée d'éléments originaires de sa région et dévoués exclusivement à sa personne. Quant au gros de l'armée estimé à 49 000 soldats, il était, au demeurant, négligé et équipé d'armes légères défensives, souvent sans munitions. Il ne s'entraînait pas ou presque. Sa charge consistait à quadriller la population et à la réprimer chaque fois qu'elle tentait de contester le système.

Recevant très irrégulièrement sa solde, le gros de l'armée, pour assurer sa subsistance, rançonnait impunément la population et, donc, avec l'accord tacite du pouvoir. Après tout, le slogan de l'armée n'était-il pas : fidélité au président, toujours au président et rien qu'au président ? De toute façon, elle n'avait jamais été, du reste, éduquée à défendre et à protéger le pays, encore moins la population. Bien au contraire, car on lui rabâchait quotidiennement les oreilles que les civils étaient des veules, des pleutres et des bons en rien, indignes d'attention<sup>47</sup>.

Alors que sous le régime colonial il y avait d'un côté les Métropolitains, qui étaient protégés par l'armée contre d'éventuelles insurrections des masses congolaises, et de l'autre, les Congolais soumis à une forte surveillance pour les empêcher de s'attaquer aux éléments colonisateurs, sous le régime Mobutu, on trouvait d'un côté l'armée au service des dirigeants avec leurs fidèles et leurs militants et de l'autre, l'opposition et le peuple sous haute surveillance de peur qu'ils ne remettent le système politique en cause. L'armée avait un comportement tel vis-à-vis de la population qu'elle ne sentait pas le besoin de s'en préoccuper, encore moins de veiller sur elle. Ses éléments étaient certes conscients qu'ils appartenaient à un même pays et qu'ils avaient le même chef suprême, mais en dehors de leur allégeance à l'égard de ce dernier, ils étaient confortés dans leur engagement professionnel plus par intérêt corporatiste que par intérêt national. C'est ainsi qu'il suffisait, par exemple, qu'il y ait un seul militaire tué, par accident ou autrement, pour que spontanément ses congénères d'uniforme réagissent aveuglement par des séries d'exécutions sommaires de la population civile en guise des représailles.

Telles sont les conditions dans lesquelles opérait l'armée congolaise lorsque le Rwanda et l'Ouganda ont attaqué la RDC en 1996. Or, à l'époque, le Président Mobutu auquel les soldats

étaient mécaniquement et organiquement liés était malade en Europe, donc absent du pays. Ainsi, non seulement, les soldats ont été envoyés au front sans être payés, mal équipés et sans coordination, mais en plus le pays était, à ce moment-là, sans chef et, de ce fait, l'armée était sans directives harmonisées et centralisées. On connaît la suite et les conditions dans lesquelles le Président Kabila a pris le relais sous la haute surveillance de ses anciens alliés. Du jour au lendemain, quand il a procédé à l'expulsion de ces derniers, il s'est trouvé dans une situation analogue à celle que lui avait léguée le maréchal Mobutu, c'est-à-dire celle d'un pays dont l'armée accusait des carences d'ordres divers : organisationnel, civique, moral, psychologique, etc.

#### RÉACTION DE LA RDC À LA GUERRE ET LES PERSPECTIVES DE SES RELATIONS AVEC SES VOISINS EN VUE D'UNE PAIX DURABLE

Lorsque Laurent Kabila déclenche, en octobre 1996, les hostilités qui ont conduit à la chute du Maréchal Mobutu, il est désapprouvé<sup>48</sup> par la population qui le considère alors comme un traître parce qu'il s'appuie sur des forces étrangères, en l'occurrence rwandaises et ougandaises. Mais au fur et à mesure qu'avance M. Kabila et que, parallèlement, les troupes de Mobutu perdent du terrain, l'attitude de la population change en sa faveur. Et pour cause : la population kinois l'accueille avec euphorie lors de l'entrée dans la capitale de ses troupes composées pourtant d'éléments hétérogènes étrangers qu'elle haïssait. Comment peut-on expliquer ce comportement, à première vue, paradoxal ? La réponse à cette question se trouve dans ce qui constitue la quintessence du nationalisme congolais.

#### Retombée de la dynamique du nationalisme congolais

La condamnation initiale de M. Kabila par la population d'utiliser les troupes étrangères malgré sa désaffection à l'égard du régime Mobutu révèle éloquemment la réalité du fait congolais en tant qu'entité permanente à laquelle le peuple congolais a fini par croire et s'identifier au-delà de la diversité ethnique. Elle rejetait le leadership de Mobutu, mais elle n'était pas pour autant prête à lui préférer un étranger, en l'occurrence les Rwandais et les Ougandais qu'elle voyait derrière Kabila. Cela expliquera plus tard la raison pour laquelle la population vomira également les chefs rebelles soutenus par les mêmes Rwandais et les mêmes Ougandais contre Kabila, leur allié d'hier.

C'est qu'à la faveur de la communion de leurs conditions de souffrances, les Congolais ont développé, avec le temps, des sentiments de solidarité entre eux. À l'instar des enfants d'une même famille qui se battent chez eux mais qui s'entraident aussitôt qu'un des leurs est attaqué par un étranger, ils préfèrent avoir affaire à un mauvais Congolais qu'à un bon Étranger qui s'immiscerait dans un conflit entre Congolais. Dès lors que Kabila s'est fait accompagner de troupes rwandaises et ougandaises pour renverser Mobutu, il a été vu comme un enfant qui fait appel à un étranger pour tuer son frère ou sa sœur. Même s'il partageait le même objectif que la population, celui d'évincer Mobutu, celle-ci l'a condamné à cause du moyen qu'il a utilisé. La fin ne doit pas justifier les moyens. Il y a des valeurs, dont celle de la solidarité familiale et, par extension, celle de la nation, qui passent avant tout et qui doivent, en conséquence, être observées, quel qu'en soit le prix.

Quant à l'appui subséquent que la population a accordé à M. Kabila lors de son entrée à Kinshasa, sa signification était empreinte d'équivoque. Ne connaissant pas encore le nouveau Maître mais lui laissant quand même le bénéfice du doute parce qu'enfant du pays, cet appui



tardif exprimait plus le soulagement d'une population résignée qui saluait enfin la débâcle et la chute d'un régime tortionnaire et corrompu qu'un appui mitigé à un compatriote longtemps révolté dont elle ne savait encore rien sur ses intentions, mais qui venait de réaliser un tour de force en démystifiant l'inaébranlabilité d'un système réputé jusque-là indéfectible.

Voilà pourquoi la population n'a pas tardé à manifester sa colère quand elle s'est aperçue que les troupes accompagnatrices et leurs cadres ne sont pas rentrés chez eux après l'installation de Kabila au pouvoir. Leur omniprésence à l'échelle du pays et dans les postes stratégiques confirmait à ses yeux la crainte qu'elle avait sur les intentions qu'elle prêtait à ces Étrangers de vouloir, par Kabila interposé, gouverner le Congo-Kinshasa. Devant le sentiment anti-rwandais qui ne cessa de se développer, le Président Kabila, pour regagner la confiance du peuple, fut acculé à se débarrasser de ses anciens alliés en les renvoyant chez eux. La réaction de la population fut spontanée : elle accueillit la décision en liesse jusqu'à se rendre prismeau-tière dans la chasse aux éléments tutsi de la capitale<sup>49</sup>. On constate depuis la même hostilité dans les régions occupées où pourtant la population est soumise à une surveillance féroce. La réaction de celle-ci à l'occupation s'est même traduite par des hostilités ouvertes que mènent des groupes armés connus sous le nom de Mayi Mayi. Ils sont éparpillés à la grandeur des régions occupées, mais ils coordonnent leurs activités.

La souffrance causée par la guerre contribue à provoquer dans le peuple congolais une réaction sentimentale spontanée contre les trois pays envahisseurs. Les combattants Mayi Mayi qui sont soutenus par la population sont le symbole de ce patriotisme. Autant à l'époque coloniale où le commun des Congolais était solidaire des membres d'autres groupes ethniques devant le colonisateur, autant dans cette guerre où l'ancien Congo belge est victime, non d'une guerre civile entre Congolais, mais d'une guerre d'invasion, sanctionnée par l'occupation d'une partie de son territoire, il se sent lié à ses compatriotes devant les pays agresseurs. De même qu'il considérait le colonisateur comme un élément étranger que devaient combattre tous les Congolais pour s'en affranchir, il est aujourd'hui convaincu que, dans cette guerre, tous les Congolais<sup>50</sup> ont le devoir de bouter les pays agresseurs hors du territoire national pour permettre au peuple congolais de disposer librement de son destin.

Ce qui est à l'origine de cette solidarité des Congolais, c'est ce qui a déterminé leur lien social, à savoir la solidarité du voisinage à l'intérieur de l'espace territorial de l'entité Congo qu'avait défini le colonisateur et où celui-ci les avait confinés. De ce sentiment de solidarité est né le sentiment d'appartenance au territoire créé par le colonisateur, territoire qui est devenu Congo-Kinshasa, entité par laquelle s'expriment, à l'unisson, les différentes ethnies congolaises qui y vivent. Cette entité s'appelle l'État congolais. Lors de la lutte pour l'indépendance, l'intelligentsia et la classe politique se sont servies de cet État comme cadre pour galvaniser les masses populaires en leur faisant prendre conscience, au-delà de la lutte contre le colonisateur, des valeurs léguées par les ancêtres, de l'utilité du culte des héros congolais qui avaient résisté à l'invasion du colonisateur, des légendes et des mythes des ancêtres, bref de la reconstitution et de la réhabilitation du passé historique de l'ensemble du peuple congolais.

Cette prise de conscience d'une originalité historique commune remonte à l'époque coloniale où tous les Congolais subissaient indistinctement les affres du système. À cause du sort commun que ce système leur réservait, celui-ci fut à la base de cette prise de conscience et, par là même, l'éclosion du sentiment d'appartenance à l'entité Congo-Kinshasa. À ce passé colonial douloureux s'est superposée la dictature de Mobutu qui a eu, à son tour, pour effet de renforcer ce sentiment. Chaque nouvelle épreuve qui frappe collectivement les Congolais se traduit par un resserrement de leurs liens au-delà des références ethniques. La guerre qui les oppose aux trois pays agresseurs a le même effet.

Comme Mobutu avant lui, Laurent Kabila a joué la carte de l'appartenance pour sensibiliser la population aux conséquences de la guerre. L'un et l'autre ont accusé le néo-colonialisme non seulement d'être à la base des ennuis de leur pays, mais aussi d'avoir assassiné l'ancien Premier ministre Lumumba pour s'être battu pour la préservation de l'unité du Congo-Kinshasa. Mobutu l'a proclamé héros national tandis que Kabila s'est dit le continuateur de son œuvre.

De Lumumba à Kabila en passant par le Collège des commissaires généraux, Ileo, Adoula, Tshombe<sup>51</sup> et Mobutu, on se rend compte que le maintien de l'intégrité de l'entité Congo est une constante de la politique de ce pays. C'est elle qui sous-tend le nationalisme congolais. Celui-ci est ainsi à la fois l'aboutissement d'un long processus et d'un long passé d'efforts, de sacrifices, de dévouements, de gloires, et la volonté commune des Congolais de vivre ensemble. Fondée sur l'exaltation de l'idée d'État-nation, pour lequel les leaders congolais s'assignent, pour fin première, le maintien de son existence et de son indépendance, l'idée nationale porte en elle une représentation du futur dont l'État apparaît le garant. L'hostilité de la population envers les agresseurs et son appui inconditionnel au pouvoir malgré la précarité de sa situation traduit ainsi son adhésion indéfectible à la foi nationaliste et son attachement conséquent à l'entité Congo-K qu'est la République démocratique du Congo. Comment dès lors expliquer cette incapacité de l'État congolais à reconquérir intégralement son territoire ?

### **Réaction de l'État congolais et les perspectives de ses relations avec ses voisins impliqués dans la guerre, à la fin des hostilités**

#### *Portée de la résistance congolaise*

Bien qu'elle implique plus de sept pays, la guerre dont il est ici question est incorrectement appelée guerre des Grands Lacs africains, car elle n'oppose pas ces pays les uns aux autres. Il s'agit plutôt d'une guerre qui se déroule uniquement sur le sol congolais. À vrai dire, c'est une guerre contre le Congo-Kinshasa et non une guerre des Grands Lacs africains. Même le Congo-Kinshasa, qui est agressé, limite ses attaques à son espace territorial. Il n'ose pas ou, du moins, il n'a pas encore été au-delà de son territoire, ne serait-ce que pour répliquer aux assauts de l'ennemi. Il est réduit à réagir seulement ; il ne prend pas d'initiative. À part le Congo, aucun autre pays impliqué dans cette guerre ne subit des dégâts chez lui. Bien au contraire, ils en tirent de gros profits. Plusieurs rapports des Nations Unies sont, à cet égard, très éloquents. Ceux-ci font à la fois état des pertes de vies humaines et des pillages des richesses de ce pays. Le Comité international pour le secours (CIS), un organisme des Nations Unies, a publié le 9 juin 2000 une étude attirant l'attention sur l'augmentation constante du nombre de morts de suite de la guerre : « 1,7 million de personnes au cours de vingt-deux derniers mois. Entre août 1998, début de la [deuxième agression]<sup>52</sup> et mai 2000, 2,3 millions de personnes sont mortes dans cinq provinces de l'est du pays », c'est-à-dire celles qui sont sous l'occupation de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi<sup>53</sup>. Un nouveau rapport rédigé par un autre comité des Nations Unies a été publié le 16 avril 2001. Étude d'un groupe d'experts chargés d'enquêter sur l'exploitation des ressources au Congo-Kinshasa, celle-ci conclut :

que les gouvernements de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, dont les troupes occupent une partie du Congo de l'Est, profitent de la guerre en pillant de l'or et d'autres minerais précieux, des diamants, du bois d'œuvre, de l'ivoire et des revenus de taxes et d'impôts.<sup>54</sup>



Cette étude, qui accuse également le Rwanda d'utiliser des prisonniers rwandais pour extraire les ressources congolaises, fait état de graves abus des droits humains perpétrés par les envahisseurs sur les régions congolaises qu'ils occupent. Plusieurs fois, le Conseil de sécurité a condamné ces pays qu'il a traités, en date du 9 avril 2000, de *pays non invités* afin de les distinguer de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie qui sont des pays alliés au gouvernement congolais sur son invitation. À leur égard, le Conseil de sécurité avait voté une résolution les enjoignant de *se retirer, sans délai, du territoire congolais*. Dans cette même résolution, le Conseil de sécurité avait condamné les crimes commis sous la responsabilité de ces pays et promis une enquête à ce sujet.

Étant donné la nature de cette guerre et la faiblesse militaire dont l'État congolais fait preuve, les divers rapports et résolutions des Nations Unies, dont nous n'avons cité ici que quelques-uns, peuvent constituer déjà des préalables pour préparer la voie aux conditions favorables à l'établissement des relations de bon voisinage. Dans cette perspective, il importe de prendre des mesures telles que la population congolaise, victime de cette guerre, soit rassurée qu'elle ne se fera plus attaquer et que les dommages qu'elle a subis soient réparés. En d'autres termes, la communauté internationale a l'obligation morale et la responsabilité juridique de décourager la pratique de l'impunité en sanctionnant systématiquement les auteurs d'actes criminels.

Assurer l'impunité aux auteurs des crimes ne ferait que conforter ces derniers dans leur pratique de la violence et accentuer, de ce fait, la déstabilisation du Congo-Kinshasa et, éventuellement, de celle de l'Afrique centrale à moyen ou à long terme, ce pays étant entouré de neuf pays. Il est vrai que cette guerre dont le Congo est victime est la conséquence de sa situation interne. S'il avait été bien gouverné, ses voisins ne se seraient pas avisés de l'envahir. Les éléments que nous avons exposés plus haut et que nous avons présentés comme des causes principales de cette situation révèlent que les conditions internes de ce pays ne sont pas encore réunies pour lui permettre d'assurer seul sa défense, du moins à court terme.

On dit que lorsqu'un gouvernement est soutenu par son peuple, il est à même d'atteindre son objectif. Mais nous constatons pourtant que le gouvernement Kabila (autant celui du père que du fils qui lui a succédé), qui a l'appui de la population congolaise, ne parvient pas à venir à bout des pays qui ont envahi et qui occupent son pays, et ce, nonobstant l'hostilité de cette population envers ces occupants. L'explication est bien simple : l'attachement de la population à l'État congolais, et partant son nationalisme au stade actuel, n'est pas encore suffisamment consistant pour permettre au gouvernement en tant que notion concrète de l'État de se servir d'elle comme plate-forme pour imprimer une dynamique sensibilisatrice et mobilisatrice de toute la population congolaise à une action politique collective d'envergure nationale, inspirée du sentiment d'appartenance. Mais il est assez fort pour résister aux assauts visant à le torpiller ou à le supprimer. Le défi est donc de le requinquer parce que si on ne fait pas attention, le danger qu'il dégénère et qu'il régresse est omniprésent sous diverses apparences, déguisées ou affichées.

À cet égard, l'apport du régime Mobutu, qui a duré trois décennies, a été négatif. Il n'a pas détruit le sentiment d'appartenance, mais il n'a pas non plus, dans les faits, contribué à son essor. Il s'est tout au plus contenté du *statu quo ante* en entretenant, entre la population et le gouvernement, des types de rapports que celle-ci avait, à peu des nuances près, avec le colonisateur, des Noirs s'étant tout simplement substitués aux Blancs. Le développement des relations entre la population et l'État d'une part, et celles entre les individus de l'autre, était ainsi davantage favorisé par la communion des conditions de misère que par celle d'exaltation.

Sur cette base, les rapports établis entre le gouvernement et la population dans le cadre de l'appartenance nationale n'étaient pas fermes, de ce fait, parce qu'ils étaient tributaires des humeurs des dirigeants et, donc, diffus, aléatoires, velléitaires, voire fugaces. Il s'agissait des rapports tissés dans un cadre d'un État-nation embryonnaire, qui était à ses premiers balbutiements et dont les éléments constitutifs étaient épars, chancelants, équivoques, flottants et/ou lâches. Le socle sur lequel il reposait consistait en une organisation fragile, inconsistante.

Voilà pourquoi, tout en étant attachés à l'État congolais, certains politiciens déçus par leur échec n'hésitent pas à poser des actes de nature à détruire cet État qu'ils prétendent aimer. Au besoin, ils exploitent, au détriment de l'État, les réactions de la population sans sincèrement traiter celle-ci comme un élément déterminant du jeu politique. Ils s'en servent essentiellement pour leurs ambitions personnelles. Mobutu ne disait-il pas qu'après lui, il souhaiterait que le déluge s'abatte sur son pays si celui-ci venait à le désavouer ? Les rebelles congolais qu'utilisent les Ougandais et les Rwandais ne participent-ils pas aux massacres des leurs, soit directement ou en les couvrant par leur silence ? Ils préfèrent voir leur pays sombrer que réussir sans eux. Il s'agit là, certes, du fait de quelques individus mais il révèle la fragilité du pays. Ils agissent ainsi parce qu'ils savent qu'ils peuvent toujours s'en tirer en cas d'échec. C'est pourquoi il faudrait que la communauté internationale soit vigilante à l'égard de tels individus : rendre leur exil difficile lorsqu'ils se révèlent être des criminels. Dans un pays stable et organisé, de telles pratiques ne sont pas seulement impensables, mais elles constituent même des actes de trahison, donc des crimes suprêmes.

Nous avons dit que la question nationale sert de creuset pour canaliser et cimenter les sentiments encore épars des masses populaires autour de l'idée de l'affirmation de l'identité originale collective. Nous avons également noté que l'affirmation de l'identité originale collective trouve son fondement dans le passé historique colonial commun et dans la représentation du futur dont l'État s'avère être le garant. Mais tous ces éléments ne sont pas suffisants s'ils ne traduisent pas sociologiquement et politiquement les particularités ethno-régionales à l'échelle du pays, c'est-à-dire nationale.

Sous cet angle, ce qui caractérise la faiblesse de l'État congolais, c'est le maintien des structures coloniales et son incapacité de construire un ou des modèles socio-politiques de dimensions nationales et d'exprimer les spécificités ethniques sous forme de théorie, de telle sorte que l'ethnie ne soit plus considérée en elle-même par ses membres comme leur foyer socioculturel mais plutôt comme élément d'un ensemble, cet ensemble étant l'entité Congo-Kinshasa.

#### *Perspectives des relations du Congo-Kinshasa avec ses voisins impliqués dans la guerre à la fin des hostilités*

La RDC partage ses frontières avec neuf pays d'Afrique centrale dans lesquels vivent plusieurs ethnies dont certaines sont à cheval sur plusieurs de ces pays. La coexistence pacifique dépend donc des relations de bon voisinage entre les États de cette région, d'une part, et entre les différentes ethnies qui y vivent, d'autre part.

De manière générale, la RDC entretient de bonnes relations avec ses voisins depuis son accession à l'indépendance. Contrairement à ce qu'on serait porté à penser, ce pays n'a jamais été confronté, comme certains pays d'Afrique de l'ouest<sup>55</sup>, à la problématique des frontières héritées de la colonisation. Ce n'est que tout récemment, après son invasion par le Rwanda à l'automne 1998, que ce dernier y a fait délibérément allusion, et ce de mauvaise foi<sup>56</sup> pour

justifier maladroitement son intervention belliqueuse. On constate d'ailleurs qu'il change de version à mesure que la situation évolue. Au début, il avait évoqué la protection des éléments tutsi établis au Congo et la sécurité de sa frontière avec le Congo ; en deuxième lieu la récupération d'une partie de la province congolaise du Kivu qu'il prétend avoir été arrachée du Rwanda par l'arbitraire du colonisateur ; ensuite le spectre de l'omniprésence sur le territoire congolais d'anciens militaires et miliciens hutu ; puis la protestation contre les alliés du gouvernement congolais ; maintenant il exige comme préalable la reconnaissance par la communauté internationale des chefs rebelles congolais qui lui sont dévoués comme des interlocuteurs de premier plan !

Comme on le voit, le Rwanda, qui est versatile, cherche plus à s'imposer qu'à négocier. À moins qu'il y ait un vaincu, dans une situation de guerre, le diktat ne conduit jamais à la paix parce qu'il impose unilatéralement les conditions. Même dans le cas où il y aurait un vaincu, une paix acquise sous cette forme reste hypothéquée, surtout si le perdant se sent lésé dans ses droits. Il sera naturellement porté à préparer sa contre-attaque en vue de la déclencher au moment qu'il jugera propice. Il s'installera alors un cercle vicieux qui se traduira par un armement en spirale par les belligérants.

La voie indiquée est donc celle de la négociation que la communauté internationale sera appelée à superviser. Ce cadre permettra un échange de vues entre les parties afin d'aboutir, pacifiquement et en toute confiance, à la conclusion d'un accord sans ambiguïté. Toutefois, il est bon de noter que même si la guerre venait à prendre fin avec l'aide de la communauté internationale, les difficultés de l'armée congolaise ne seraient pas pour autant aplanies et la RDC continuerait donc à rester exposée aux menaces extérieures. Après tout, n'est-ce pas la faiblesse structurelle de l'armée congolaise qui a permis aux pays agresseurs d'envahir et d'occuper le Congo-Kinshasa ?

Actuellement, la RDC est militairement divisée en trois composantes distinctes : deux factions armées de rebelles<sup>57</sup> et les troupes gouvernementales. En prévision du retour à la paix, cet aspect militaire soulève des points d'interrogation : que faire pour faciliter la pacification du pays et le processus de stabilisation ? Faut-il réunir intégralement les différentes factions au sein d'une même armée ou plutôt procéder à un tri ? Dans le cas du tri, à qui incombera cette responsabilité ? Voilà autant de questions auxquelles on est confrontés à ce propos. Les accords de Lusaka, qu'appuie la communauté internationale, recommandent la fusion intégrale de différentes forces en présence. Notre analyse nous amène à émettre des réserves à ce sujet pour les raisons suivantes : non seulement le risque de rivalité est inéluctable et, donc, source d'incertitude et d'insécurité qui sont préjudiciables à la paix même, mais en plus ce compromis est de nature à réhabiliter des malfaiteurs, des criminels et des individus non recommandables qui auraient été recrutés par les différentes armées pour diverses raisons, sur une base pas toujours honorable. Il en résulterait le maintien de l'indiscipline, de l'incompétence, de la pusillanimité et son corollaire : le manque de combativité ; bref la conservation et la préservation de tous les ingrédients qui ont constitué jusqu'à ce jour les attributs de l'armée congolaise.

À ces raisons déjà graves et lourdes de conséquences pour la sécurité du Congo-Kinshasa s'ajoute une autre aux effets dévastateurs et délétères, à savoir *la violation de la Loi de la nationalité congolaise* par l'entremise de l'unification automatique des factions armées. En effet, en fusionnant celles-ci sans conditions préalables, on intégrerait les Banyamulenge, majoritaires dans l'armée du RCD/Goma, dans l'armée congolaise, nonobstant leur nationalité rwandaise. Il ne s'agirait ni plus ni moins que du jeu du loup dans la bergerie. Ce serait là la violation non seulement de la loi congolaise qui allègue que le droit à la prestation du service

militaire est exclusivement réservé aux nationaux, mais également du principe le plus élémentaire du concept de souveraineté qui reconnaît à chaque État la prérogative de définir ses lois en général, et celles qui ont trait à la sécurisation de son territoire en particulier.

Cette préoccupation est d'autant plus fondée qu'il y a lieu de craindre l'infiltration plus que probable de l'armée congolaise par d'autres soldats rwandais sous le nom des Banyamulenge, ne serait-ce que pour torpiller les efforts de pacification. Ne perdons pas de vue que les pays agresseurs sont toujours dirigés par ceux-là mêmes qui ont pris l'initiative de la guerre. Par conséquent, ils ne peuvent logiquement souhaiter que l'armée congolaise se relève, car ils vivraient en permanence dans l'appréhension que si celle-ci parvenait à se restructurer et à se requinquer, elle leur rendrait la monnaie de leur pièce. N'oublions pas que l'initiative du Président Kabila de rompre avec eux les avait pris de court et que depuis lors, ils s'évertuent à l'abattre pour ne pas avoir à subir ses représailles.

Il en résulte que l'intégration automatique de différentes factions armées constituerait une voie royale par laquelle ceux qui revendiquent la nationalité congolaise par le biais des armes l'obtiendraient sans coup férir, non sans avoir, avec fatuité, versé tant de sang de Congolais ! Ce serait en même temps récompenser la violence en consacrant le droit de la force au détriment de la force du droit. Sur place, au Kivu qui est une des provinces surpeuplées, ce procédé engendrerait un chaos indestructible dont on ne saurait prévoir l'issue. Il est dommage que la plupart des pays occidentaux qui dominent la scène internationale jugent les affaires africaines en général, et celles du Congo-Kinshasa en particulier, avec leurs œillères ethnocentriques qui les empêchent, avec condescendance, de tenir compte des spécificités ultramarines. Ils ont tendance à interpréter des choses selon leurs normes à eux, sans faire l'effort de comprendre le contexte de l'autre<sup>58</sup>.

Pour cette raison et afin de sortir de ces sentiers battus, nous proposons ci-après, à titre contributif, une série de recommandations pouvant éventuellement servir d'outil de réflexion destiné à définir des pistes d'action pour l'établissement d'une paix durable entre la RDC et ses voisins de l'Est, à savoir l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

## RECOMMANDATIONS

À une guerre, il peut y avoir plusieurs causes. Pour trouver des solutions, l'identification de ces causes s'impose. C'est ce que nous avons fait au cours de notre réflexion. Il est également approprié de déterminer la responsabilité pour permettre réparation, le cas échéant. Les causes peuvent être lointaines ou immédiates, internes ou externes. Selon le cas, les solutions diffèrent. Dans la situation présente, nous avons épinglé un certain nombre d'éléments sur lesquels nous axons les recommandations ci-après :

### **1) Relativement au problème de la sécurité des frontières qu'invoquent l'Ouganda et le Rwanda pour justifier leur présence en République démocratique du Congo**

Dans la mesure où le problème de la sécurité des frontières est garanti par le droit international en ce sens que la communauté internationale y veille, aucun État n'a le droit de pénétrer dans un autre pays avec ses forces armées sous prétexte de protéger ses frontières et d'assurer sa sécurité. En conséquence, le retrait immédiat du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda du territoire congolais est un préalable incontournable. Concernant le problème de l'insécurité causée par les réfugiés rwandais, ougandais et burundais en RDC, il importe d'inviter la

communauté internationale à aider à l'instauration d'un processus de réconciliation nationale et de démocratisation, non seulement en RDC sur qui on exerce des pressions, mais aussi au Rwanda, en Ouganda et au Burundi où sévit la dictature. La présence des milices armées est la conséquence de l'absence du pluralisme démocratique. Il est de notoriété publique que, dans ces trois pays, c'est la violence qui a toujours eu raison du droit en raison des conflits ethniques qui perdurent. Le Kivu en subit chaque fois l'impact. La résolution des problèmes que vit cette province congolaise nécessite ainsi la prise en compte de la situation au Rwanda, au Burundi et en Ouganda. Ce n'est après cette étape qu'on sera en mesure de désarmer les milices<sup>59</sup>. Elle ne saurait disparaître en dehors de la démocratie.

## **2) La question de la nationalité des éléments tutsi établis au Congo-Kinshasa**

Depuis l'avènement du gouvernement du Front Patriotique Rwandais (FPR) dominé par la minorité tutsi, celui-ci s'acharne à attaquer le Congo-Kinshasa qu'il accuse d'avoir renié la nationalité congolaise aux Tutsi établis au Congo-Kinshasa. Pendant un temps, il a justifié son intervention par ce fait. Il s'agit là d'un précédent pernicieux qui rappelle celui d'Hitler avec les Sudètes en Tchécoslovaquie en 1938. Comme le droit international laisse aux États le loisir de définir souverainement et à leur guise les conditions d'acquisition et de perte de la citoyenneté<sup>60</sup>, le problème de la protection des populations, nationales ou étrangères, vivant sur le territoire national relève exclusivement de la souveraineté de chaque État, dans le cas d'espèce l'État congolais et non rwandais. Il est inadmissible d'utiliser les armes pour faire valoir les revendications de nationalité. Celle-ci s'acquiert conformément à la loi et non par la force.

## **3) L'intangibilité des frontières**

Sous prétexte que les frontières des pays africains, dont le Congo-Kinshasa, sont arbitraires, le Rwanda, qui a pourtant profité de ce partage<sup>61</sup>, a violé la souveraineté de l'État congolais pour récupérer la région où vivent les exilés tutsi. Pourquoi n'a-t-il pas formulé la même revendication pour les zones où habitent les réfugiés hutu ? Pour préserver et restaurer l'harmonie des États, ceux-ci se doivent d'observer le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Le problème de la différence de la densité de la population entre le Rwanda et le Burundi d'une part, et le Congo, de l'autre, souvent évoqué par ces derniers et la communauté internationale<sup>62</sup>, ne doit pas être réglé par la guerre, aux dépens du droit et de la justice immanente.

## **4) Apport de la communauté internationale**

La communauté internationale a le devoir moral et juridique d'assumer sa responsabilité dans le rétablissement de la paix dans cette région, notamment en prenant les mesures susceptibles d'amener les belligérants à se conformer à la Charte des Nations Unies en matière de paix et en encourageant ceux-ci à s'engager, chacun chez lui, dans le processus de démocratisation et de réconciliation nationale. Dans la même foulée, étendre le cadre du Tribunal pénal international (TPI) d'Arusha à la République démocratique du Congo, au Burundi et à l'Ouganda pour traduire en justice les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'Humanité commis dans ce pays de 1960 à nos jours.

## **5) Sécurité du Congo**

Un Congo fort est un facteur de stabilité dans la région. S'impose donc, avec pertinence, la création d'une armée républicaine dans le cadre d'un État de droit. À cet effet, l'État congolais devrait rendre le service militaire obligatoire, dans la perspective d'une stratégie visant à protéger l'intégrité territoriale sur une base permanente. Dans l'immédiat, il faut considérer les

Forces d'auto-défense populaires (FAP), dits mayi mayi, comme des patriotes et, pour cette raison, consacrer leur réhabilitation et leur reconnaissance comme des interlocuteurs de premier plan appelés à prendre part au dialogue national intercongolais.

Pour doter le pays d'une armée fiable, il faut mettre l'accent sur la nécessité de jouer constamment la carte du patriotisme qui constitue un moyen par excellence pour permettre aux soldats non seulement d'assurer leur cohésion et leur détermination, mais aussi de former un esprit de corps appelé à les maintenir unis contre vents et marées, cela en *faisant vibrer les cordes sensibles de ce patriotisme*. Pour l'armée congolaise, ce sentiment d'appartenance sur fond de patriotisme est d'autant plus particulièrement vital pour le pays que celui-ci est un immense territoire entouré de neuf pays dont l'État doit, par la force des choses, tenir compte dans la définition de sa politique consacrée à la politique du bon voisinage.

En raison de l'importance qu'a l'armée dans chaque pays et, de ce fait, de celle de son organisation, la structure de l'armée congolaise ainsi que la philosophie, dont elle doit s'inspirer, sont à redéfinir complètement, après avoir fait table rase de celles qui furent mises en place par le colonisateur et que le maréchal Mobutu avait prises à son compte. Désormais, la constitution de l'armée nationale congolaise devra se fonder à la fois sur la notion de *recrutement national* des citoyens et celle de participation consciente de toute la population à l'égard de cette armée. De cette façon, l'armée sera considérée comme une émanation du peuple et, donc, une institution nationale créée par et pour lui dans le cadre d'un État de droit. Dans cette perspective, il s'avère pertinent d'inculquer aux soldats l'amour de la patrie de telle sorte que l'engagement auquel ils se soumettront sera davantage une obligation morale qu'une contrainte ou une résignation.

## NOTES

- 1 Pour une connaissance approfondie, lire notre thèse de doctorat : Kanamby, P. Mulemeri, *La politique internationale du Congo-Kinshasa de 1960 à 1965, essai d'explication de l'échec de cette politique fondée sur le non-alignement et le panafricanisme*, p. 56-63 ; Cornevin, R. (1975), *Histoire de l'Afrique*, Payot, Paris ; Cornevin, R. (1963), *Histoire du Congo-Léo*, Éd. Berger-Levrault, Paris.
- 2 Daye, cité par Cornevin, R., *Histoire du Congo*, *op.cit.*, p. 91.
- 3 « Rufast ou Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents au service territorial au Congo belge », 5<sup>e</sup> édition, Ministère des Colonies, Bruxelles, 1930, p. 11-12.
- 4 Le gouverneur général, représentant du roi dans la colonie, était le chef suprême de l'Administration coloniale au Congo.
- 5 Buell, R.L., cité par Young, C. (1965) in *Introduction à la politique congolaise*, p. 16, CRISP, Éd. universitaires du Congo, Bruxelles.
- 6 Pour que l'effort missionnaire soit essentiellement belge, le Roi Léopold II signa, en 1906, un concordat avec le Vatican qui lui donna le feu vert. Voir Cornevin, R., *op.cit.*
- 7 Rufast, *op.cit.* p. 57-58.
- 8 « Recueil d'Instruction aux Missionnaires, Conférence des Supérieurs des Missions Catholiques au Congo belge », Imprimerie J. Kuyt-Otto, Louvain, 1930, p. 17.

- 9 Il s'agissait des compagnies suivantes : 1) Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (CCCI) ; 2) Compagnie du Katanga pour l'exploration du Haut-Congo (CK) ; 3) Compagnie des Chemins de Fer et des Grands Lacs (CFL) ; 4) Comité National du Kivu (CNKi). Lire à ce propos : Lewin, R., et Joye, P. (1961), *Les trusts au Congo*, Société populaire d'édition, Bruxelles ; *Morphologie des groupes financiers*, CRISP, Bruxelles, 1961, sans auteur.
- 10 Lewin, R. et Joye, P., *op.cit.*, p. 19-33 ; lire aussi Merlier, M. (1962), *Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance*, p. 57-63, Éd. F. Maspero, Paris.
- 11 Young, C., *op.cit.*, p. 131.
- 12 Ordonnance du 11 février 1926, citée par Strouvens, L., et Piron, P. (1948), « Codes et Lois du Congo Belge », Éd. Larcier, 6<sup>e</sup> édition, Bruxelles, p. 822.
- 13 La Revue *Voix du Congolais*, citée par de Schrevel, M., *op.cit.*, p. 68.
- 14 Young, *op.cit.*, p. 132 ; Caorasse, P., « Leaders africains en milieu urbain », Collection Centre d'études des problèmes sociaux indigènes, CEPsi, Élisabethville, p. 36-38.
- 15 Il n'y avait que deux partis nationaux ayant présenté des candidats à l'échelle du pays : le Mouvement National Congolais aile Lumumba (MNC-L) et le Parti National de Progrès (PNP).
- 16 Cette conscience d'une commune filiation qui rassemble le groupe est limitée aux croyances religieuses, aux traditions et aux normes morales selon le cadre défini par l'ancêtre. Lire Balandier, G. (1963), *Sociologie actuelle de l'Afrique noire, Dynamique sociale en Afrique Centrale*, PUF, 2<sup>e</sup> éd., Paris. Nous avançons également cette affirmation sur la base de notre expérience personnelle.
- 17 Une étude d'un organisme des Nations Unies (comité international pour le secours) publiée le 9 juin 2000 fait état d'au moins 1,7 million de morts des suites de la guerre entre août 1998 et mai 2000... dans cinq provinces de l'est du pays, c'est-à-dire celles qui sont sous l'occupation de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi. À ce nombre, cette étude ajoute 700 000 personnes mortes pour des raisons liées à cette guerre. À noter que la guerre se poursuit et que, donc, ce nombre qui totalise 2,3 millions est inférieur au chiffre réel. Par ailleurs, il n'inclut pas la province de l'Équateur contrôlée par l'Ouganda. Il s'agit de la période qui va de la deuxième agression à mai 2000 (du 2 août 1998 à mai 2000). La première agression est celle qui a permis à M. Kabila d'accéder au pouvoir avec l'aide de ces pays.
- 18 Le Président Kabila a été assassiné le 16 janvier 2001 dans des conditions qui restent encore nébuleuses et son fils a été désigné dans des circonstances également obscures pour lui succéder.
- 19 Les mulelistes étaient des partisans de Pierre Mulele, ancien ministre de l'Éducation du gouvernement Lumumba. Il professait le socialisme à visage humain. À la suite de l'assassinat du Premier ministre Lumumba, il déclencha une rébellion qui embrasa presque les trois cinquièmes du pays. Il a fallu une intervention armée belgo-américaine pour y mettre fin.
- 20 Par dérision, la population avait fini par interpréter les sigles par les mots : mourir pour rien.
- 21 Le scrutin de mai 1960 fut la première et la dernière manifestation politique d'envergure réellement nationale, du moins avant l'indépendance. Cette affirmation reste vraie même si la première expérience du scrutin universel date de décembre 1959, c'est-à-dire à sept mois de l'indépendance. Mais comme il fut boycotté par les Congolais, on ne peut vraiment le considérer comme ayant été une étape importante dans le processus de politisation.
- 22 Le MNC-Lumumba était suivi de loin par les autres partis, dont le nombre de sièges variait de 1 à 15. Voir Congo 1960, T.I, *op.cit.*, p. 261-265. Précisons qu'à l'exception du MNC-L et du Parti National de Progrès (PNP), les partis politiques congolais étaient régionaux et/ou ethniques. Ils n'avaient donc pas de vocation nationale. De ce fait, ils ne pouvaient prétendre à une représentation nationale. Voir Orban, E. (1971), « Forces centripètes et centrifuges au Congo-K », in *Fédéralisme et Nations*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal.
- 23 À la suite des divergences entre M. Lumumba et quelques-uns de ses collaborateurs, le parti se scinda en deux ailes : aile Lumumba et aile Kalonji.



- 24 Congo 1960, T.I., *op.cit.*, p. 262-264.
- 25 *Ibidem*, p. 299. Pour former le gouvernement, Lumumba a dû mener de laborieuses tractations, non pas seulement avec des représentants des partis, mais aussi et surtout avec des individus qui lui semblaient disposer d'une certaine audience personnelle dans leur région et/ou ethnie.
- 26 Voir Congo 1960, T.I., *op.cit.*, p. 299.
- 27 Bouvier, P., *op.cit.*, p. 147.
- 28 *Ibidem*, p. 128.
- 29 *Ibid.*, p. 289-300.
- 30 Albert Kalonji était un adjoint de M. Lumumba. Il s'est séparé de celui-ci pour créer le MNC Kalonji (MNC aile Kalonji). Il n'a pratiquement entraîné dans cette rupture que des éléments de son ethnie.
- 31 Voir Congo 1960, T.I., *op.cit.*, p. 218-222, 299.
- 32 Il y a eu la sécession de la région du Sud-Katanga, mais comme celle-ci a été l'œuvre du colonisateur dont le projet était connu bien avant l'indépendance, nous ne situons pas les deux cas au même diapason. Sur la sécession katangaise, il existe beaucoup d'ouvrages, dont Congo 1960, T.I., *Ibid.*, p. 225-256.
- 33 *Ibid.*, pp. 218-222.
- 34 Lors du coup d'État du Général Mobutu en novembre 1965, les régions sécessionnistes étaient déjà réintégrées et les divers partis congolais s'étaient regroupés en deux grands blocs sous forme de fédération opposant le Président Kasa-Vubu au Premier ministre Tshombe qui briguaient la magistrature suprême, le premier visant à garder son poste et l'autre, à lui succéder.
- 35 Lorsque M. Mobutu a perpétré son coup d'État de 1965, il avait le grade de lieutenant général. Quelques années plus tard, il s'est octroyé le grade de maréchal. Que le lecteur soit donc indulgent pour les titres de M. Mobutu que nous présentons invariablement : tantôt président, tantôt général ou Maréchal.
- 36 L'adjectif paroissial vient du mot paroisse que j'utilise ici au sens figuré comme un concept désignant une entité organisationnelle locale réduite à un groupement d'humains. Ceux-ci sont liés entre eux par le sentiment d'appartenance fondé sur le terroir, la famille, la culture, l'histoire, la croyance, l'origine... J'ai jeté mon dévolu sur ce terme plutôt que sur celui de tribalisme à cause de sa connotation qui dérive d'un relent colonialiste et raciste. Depuis la colonisation d'autres peuples par les Occidentaux, le mot tribu est utilisé par ceux-ci pour désigner l'organisation des peuples non blancs, organisation sociale qu'ils considèrent comme primitive.
- 37 Présenté comme un instrument de l'État conçu pour encadrer le peuple, le MPR, parti unique de Mobutu (voir supra), avait le monopole gouvernemental. L'organisation constitutionnelle consacrant la prééminence du parti qu'on avait fini par appeler parti-État, le Président du MPR, qui était de ce fait le président de la République, en l'occurrence M. Mobutu, prenait toutes les décisions. Il était à la fois chef de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. Dans les faits, il empiétait complètement sur ces deux derniers pouvoirs.
- 38 Voir à ce sujet : Congo 1960, T.I., *op.cit.*, p. 680-682 ; Stenman, A. (1961), *Les premiers mois de la République du Congo*, ARSOM, Sciences morales et politiques, N.S., T. XXV, Bruxelles, p. 5-23 ; Biebuyck, D., and Douglas, M. (1961), *Congo Tribes and Parties*, Royal Anthropological Institute, London.
- 39 Il s'agit, bien sûr, des membres respectifs des ethnies constitutives du Congo-K. L'expression du mécontentement, surtout économique, était traduite par chaque groupe dépendamment de la façon dont il était organisé.
- 40 Il a fomenté son premier coup le 5 septembre 1960 lorsqu'il a écarté le Premier ministre Lumumba afin de permettre aux adversaires de celui-ci de prendre le pouvoir qu'ils ne pouvaient détenir par des moyens légitimes et légaux.



- 41 Mabileau, A. (1964), *La personnalisation du pouvoir*, Paris, PUF.
- 42 Pour être président de la République, il fallait d'abord maîtriser le mobutisme, être président du MPR. Qui aurait pu être plus mobutiste que Mobutu lui-même.
- 43 Sous le régime colonial, l'Armée était composée de Blancs et de Noirs. Tous les officiers étaient blancs et c'étaient eux qui encadraient les soldats congolais. Les deux races ne se mêlaient pas. Les Noirs étaient principalement utilisés pour protéger le système et la population blanche, en cas de conflits internes. Quant à la protection et à la défense de la Colonie, c'étaient des tâches réservées aux troupes belges. En fait, les soldats congolais étaient davantage dressés pour réprimer les insoumis et les séditeux africains qu'éduqués civiquement pour assurer la sécurité territoriale, responsabilité qui, comme je viens de le dire, était assignée aux troupes métropolitaines. Voir à ce sujet, Verhaegen, B. (1967), « L'armée nationale congolaise », *Études congolaises*, Vol. X, n° 4, juillet-août, Kinshasa.
- 44 Il y avait plusieurs forces occultes mais, à côté d'elles, deux étaient officiellement connues : la garde civile (GC) et le service d'action et de renseignement militaire (SARM). Composée de 10 000 personnes, la GC était chargée d'assurer l'ordre, en marge de la gendarmerie. Quant au SARM, son effectif était de 3 000 individus. Son rôle, comme l'indique le nom, consistait à explorer et à glaner des renseignements par des militaires en parallèle avec le service de renseignements civil.
- 45 Armée de terre, aérienne, marine et la gendarmerie. Il avait supprimé la police en l'intégrant dans cette dernière.
- 46 Forte de 10 000 individus, la DSP constituait véritablement la principale unité sur laquelle comptait le Président Mobutu pour assurer le maintien de son régime. Elle avait un armement sophistiqué : des chars de combats, des missiles téléguidés, des engins de Staline, etc.
- 47 Durant toute la période coloniale, les soldats congolais étaient gardés dans des camps retirés, en dehors de tout contact physique avec leurs compatriotes civils, sauf à de rares occasions, au moment des fêtes, quand ils étaient autorisés à rendre visite à leurs membres de famille. Leurs relations avec les civils congolais ne s'établissaient ainsi que dans le cadre strictement ethnique. Le seul contexte dans lequel ils pouvaient se rencontrer était celui d'hostilité dans lequel les soldats étaient amenés à se livrer à des pratiques répressives pour punir les manifestants. Cette citation du ministre des Affaires africaines est significative : « Toute l'éducation civique des soldats était basée sur le culte de l'ordre et le mépris des mouvements politiques subversifs », in Rapport du Ministre chargé des Affaires générales en Afrique, 1960, p. 315.
- 48 Pour riposter à l'attaque de Kabila, le Maréchal Mobutu dû interrompre, en décembre 1996, sa cure en Europe où il se faisait soigner. Malgré l'hostilité de la population à son endroit, celle-ci l'accueillit en héros pour le soutenir contre les envahisseurs qui accompagnaient Kabila.
- 49 Des médias occidentaux ont exagéré, à ce sujet, en accusant le gouvernement congolais d'avoir incité la population au pogrom des Tutsis. Même si certains dirigeants ont certes contribué à aviver et à exacerber la haine, on se doit néanmoins de reconnaître que le terrain était à ce point miné qu'il était prêt à exploser à tout moment. C'était devenu une question de momentum. En fait, la décision de Kabila avait eu même l'effet positif de désamorcer la catastrophe. S'il n'était pas intervenu pour mettre les Tutsis à l'abri de la vindicte populaire, il y aurait eu du carnage.
- 50 Il ne faut évidemment pas prendre mes propos au pied de la lettre, l'unanimité étant impossible. Dans la lutte pour l'indépendance, il y avait des Congolais qui désapprouvaient l'idée de l'indépendance. Il en va de même dans cette guerre d'invasion où il y a des Congolais qui collaborent avec les agresseurs. Dans les deux cas, la dissidence était le fait des individus, donc des minorités.
- 51 M. Tshombe a d'abord été président (à l'époque, le gouverneur de province portait le titre de président provincial) de la province du Katanga qu'il amena dans la sécession sous l'instigation de la Belgique. Il devint Premier ministre du pays de juillet 1964 à octobre 1965. À ce titre, il pratiqua la politique de l'unité nationale et combattit le séparatisme.
- 52 Il y a eu deux agressions : la première est celle qui a permis à Kabila de prendre le pouvoir avec l'aide américaine en filigrane (Lire Boissonnade, E., 1998, *Kabila clone de Mobutu ?*, Éd. Moreux, Paris ;

Muhindo, L.K., 1999, *Regards sur les conflits des nationalités au Congo*, Éd. Yira, Kinshasa). La deuxième date du 2 août 1998 quand le Rwanda et l'Ouganda ont pris sur eux la responsabilité d'attaquer le Congo-Kinshasa, refusant d'observer la décision du Président Kabila qui leur avait demandé de quitter le Congo-Kinshasa.

- 53 Cette étude n'inclut pas la province de l'Équateur qui est également sous le contrôle de l'Ouganda. À noter également que la guerre se poursuit au moment où nous écrivons. Ainsi donc, ce chiffre est inférieur à la réalité.
- 54 Ce rapport conclut aussi que les pays alliés profitent de ce conflit. Même si c'était le cas, il y aurait lieu de nuancer l'ampleur et la motivation de la présence de tous ces pays sur le sol congolais. La venue des alliés au Congo-Kinshasa répondait à un appel d'un État souverain dont le gouvernement est internationalement reconnu. Quant aux envahisseurs qui utilisent des rebelles congolais, ils violent le droit international et il est de notoriété publique que ces rebelles, qui sont ignorés par tous les États, même par leurs mentors, n'ont aucun pouvoir devant ces derniers. C'est pourquoi le rapport des Nations unies recommandent qu'on leur impose un embargo sur tout.
- 55 Dès le lendemain de leur indépendance, les pays tels que le Togo, le Bénin, le Ghana ont vu des ethnies frontalières partagées entre des États remettre en cause ces frontières en vue de leur réunification.
- 56 Le Rwanda n'a aucune ethnie rwandaise partagée entre lui et la RCD. C'est plutôt celle-ci qui a perdu, en faveur du Rwanda, certains groupes par l'effet des frontières : des éléments d'ethnies hunde, havu et Shi. Quant à ceux qui se disent Banyamulenge, ethnie fictive créée de toutes pièces, ils ne sont même pas à la frontière mais complètement enclavés. Il s'agit d'un petit groupe d'individus qui s'étaient exilés auprès du chef des Bafulero qui les accueillit allègrement à titre de réfugiés. Voir à ce sujet Kanamby, P. (1999), *Question nationale et citoyenneté congolaises*, inédit, Montréal ; Boissonnade, E., *op.cit.*
- 57 Il y avait trois factions rebelles dirigées respectivement par Onusumba du Rassemblement des Congolais pour la démocratie-Goma (RCD) sous la tutelle du Rwanda, RCD-ML (mouvement de libération) née de la dissidence du RCD-Goma et Mouvement de libération congolais (MLC). Le RCD-ML était dirigé par le professeur Wamba dia Wamba avec l'appui de l'Ouganda. À la suite des rivalités, Wamba a été chassé et remplacé par le chef du MLC, Jean-Pierre Bemba soutenu également par l'Ouganda, qui a dissous le RCD-ML en l'intégrant dans son parti. M. Mbemba contrôle ainsi la province Orientale et celle de l'Équateur tandis que le RCD-Goma occupe les deux provinces du Kivu, le Maniema, le Nord-Katanga et une partie de la province Orientale.
- 58 Même si le droit international laisse aux États le loisir de déterminer souverainement et à leur guise les conditions d'acquisition et de perte de la citoyenneté, la plupart des Occidentaux qui pratiquent le droit de sol ont tendance à rejeter les arguments de l'État congolais et à conclure que celui-ci est dans le tort quand il considère comme étranger un individu dont la présence des arrières-parents au Congo-Kinshasa remonte à plusieurs décennies. Il n'y a pas longtemps que l'Allemagne, qui est en train de modifier cette loi sous le gouvernement actuel de M. Schroeder, était régie par le droit de sang. Elle s'est jamais fait vilipender. Le Japon non plus, pour ne citer que ces deux cas.
- 59 On voudrait rappeler ici de ne pas confondre les forces d'auto-défense populaires (FAP), dites Mayi Mayi, avec les miliciens rwandais, ougandais et burundais. Eux sont des patriotes comme l'ont été les résistants français sous le gouvernement de Vichy, en France, pendant l'occupation nazie. Ils défendent leur patrie contre les assaillants. C'est tout à leur honneur. Eux sont chez eux et ils n'ont pas envahi un quelconque pays. Ils n'exercent que leur droit de légitime défense. Dans leur cas, on peut même prendre en considération leur intégration dans l'armée.
- 60 À moins de prouver qu'il y a crime et/ou persécution, même là c'est à l'ONU ou à L'OUA d'intervenir.
- 61 Lire Kanamby, P., *op.cit.*
- 62 M. Boutros Boutros Ghali, ancien secrétaire général des Nations Unies, y avait fait allusion ainsi que certains Américains.

# LE TESTAMENT DE LAURENT DÉSIRÉ KABILA : SON APPLICATION ET SES CONSÉQUENCES SUR LA STABILITÉ EN AFRIQUE DES GRANDS LACS

Annick LAMBERT

Docteure en statistiques de l'Université du Wisconsin. Elle est professeure à l'Université du Québec à Hull et secrétaire générale de l'ONG *Global MultiCultural Dialogue*. Elle est aussi membre du Centre de recherche sur la démocratie pour le développement en Afrique (CERDDAF).

## Résumé

Un historique rapide permettra d'identifier les principaux acteurs dans la guerre de la région des Grands Lacs africains et les enjeux de cette guerre. Nous rappellerons le rôle de Laurent Désiré Kabila, de sa politique et du peuple congolais dans cette guerre de même que l'importance de l'alliance de l'Angola, de la Namibie et du Zimbabwe avec la République démocratique du Congo. À la lumière des événements récents, nous étudierons la responsabilité des gouvernements ou des groupes d'action étrangers dans l'assassinat du Président Mzee Laurent Désiré Kabila, selon les nouvelles informations qui apparaîtront d'ici la conférence. Les relations entre la République démocratique du Congo, son Président Joseph Kabila et les grandes puissances seront aussi étudiées en distinguant les politiques des gouvernements démocrate et républicain aux États-Unis. Au plan de la reconstruction, notre première considération s'adressera à la population congolaise en considérant les dégâts de la guerre, en particulier le grand taux de mortalité dans la région congolaise occupée, le problème du Hiv-Sida et l'usage actuel des armes biologiques. Les conséquences de cet usage et la prévention d'un usage répété de ces armes biologiques seront analysées dans le domaine de la médecine, de l'industrie pharmaceutique et de l'industrie agro-alimentaire. Dans un cadre plus général, voire mondial, nous démontrerons que la reconstruction se place dans une logique de prolongement de la guerre et nous essaierons d'envisager les institutions nécessaires pour briser le cercle lucratif destruction-reconstruction.

## ASPECTS FONDAMENTAUX DU PROBLÈME CONGOLAIS

**L**es éléments à la source même de la guerre actuelle en République démocratique du Congo sont récurrents dans l'histoire congolaise. L'histoire débute avec la colonisation qui a causé tant de malheurs à la population de ce pays à travers plusieurs générations. Ces malheurs se poursuivent quarante ans après l'indépendance nationale du Congo. Le plus déterminant de ces éléments est sans conteste l'existence de nombreuses richesses naturelles au Congo, notamment les minerais, l'eau, la forêt, la faune qui suscitent des convoitises et provoquent de profondes jalousies entre les grandes puissances et leurs sociétés multinationales.

Pour certains, le peuple congolais devrait disparaître de son espace géographique présent. C'est pour cette raison que des génocides sont utilisés justement comme moyen de dépeuplement pour obtenir ainsi un accès plus facile aux richesses convoitées.

## Les convoitises internationales envers les richesses du Congo

Au Congo le passé est toujours présent. Il y a 116 ans que la conférence de Berlin a partagé l'Afrique entre pays colonisateurs, laissant au Roi des Belges le Congo immense et riche avec un statut de pays ouvert. D'où le qualificatif de « l'État indépendant du Congo », c'est-à-dire un État ne dépendant de personne, pas même de ses citoyens. Les États puissants ont, par là, imposé au Roi Léopold II leur volonté de laisser la libre circulation des personnes et des biens sur le territoire et la libre exploitation des richesses du Congo. Ces convoitises ont connu un seul moment d'apaisement durant l'époque où la « propriété » du Roi Léopold II a été cédée à son royaume, la Belgique, en 1908.

Cinquante ans plus tard, avec l'annonce de l'indépendance de ce pays, c'est la Belgique elle-même qui va mettre le feu à la colonie par la destruction des entreprises et le détournement du patrimoine congolais lorsqu'elle quitte le Congo. Immédiatement, emboîtant le pas à la Belgique, toutes les puissances se réfèrent à la décision historique de 1885 pour se disputer à nouveau le partage du gâteau congolais. Le statut actuel du pays ne change rien à la donne. Récemment, cet adage « le partage du gâteau » revient à la mode et se retrouve utilisé couramment dans l'opinion et la presse internationales.

Au Congo, la course au trésor a repris et se poursuit de plus belle. Elle attire le brigandage à l'échelle mondiale. La convoitise, en particulier celle des multinationales, apparaît de façon sauvage et au grand jour. La violence de la décolonisation est souvent représentée par l'image atroce de l'assassinat, le 17 janvier 1961, de Patrice Émery Lumumba, le premier Premier ministre du Congo, démocratiquement élu en 1960, et de ses deux disciples Okito et Mpolo.

Le livre écrit par Ludo de Witte en 1999, *L'assassinat de Patrice Lumumba*<sup>1</sup>, montre les dessous de ce triple assassinat et rétablit les responsabilités partagées entre le gouvernement belge de l'époque, l'administration Eisenhower et les Nations Unies. L'acharnement des démocraties occidentales contre le Congo et ses leaders est démontré par les correspondances cachées. Il est aisé de constater à quel point le Congo, de l'indépendance à ce jour, est condamné sciemment et délibérément par ces grandes puissances. Parmi les méthodes utilisées pour affaiblir ce pays qui, à l'époque belge, était présenté comme un modèle de développement sur le continent, on note en particulier :

- les tentatives de sécession du Katanga et du Kasai ;
- l'usage de la presse pour discréditer les leaders nationalistes, notamment Lumumba puis Kabila auprès de leur peuple ;
- la diabolisation de ces leaders à l'étranger en les traitant de dangereux et de fous communistes ou marxistes ;
- le soutien tous azimuts des oppositions destructives et meurtrières (conflits armés) notamment au Katanga et au Kivu ;
- la généralisation de la corruption comme moyen de destruction de l'État et de la perversion des mœurs des populations congolaises ;
- les embargos injustes contre le Congo.

L'ironie du sort veut que le livre de Ludo De Witte sur l'assassinat de Lumumba soit publié alors que les événements se répétaient, comme l'indique la liste ci-dessus, et que le Président Laurent Désiré Kabila échappait à de nombreux attentats à sa vie jusqu'à ce qu'il succombe. Les documents du gouvernement américain donnent une idée de l'acharnement provoqué par la présence de Lumumba, et par la même occasion de l'état de la science en 1960, beaucoup plus avancée que ce qu'en savait le public. Sidney Gottlieb, utilisant le pseudonyme Joseph Schneider, fut envoyé au Congo avec des armes biologiques provenant de la base militaire de Fort Detrick-Maryland<sup>2</sup> : « The available toxins, according to Schneider's testimony before a Senate Committee, included tularemia (rabbit fever), brucellosis (undulant fever), anthrax, smallpox and Venezuelan equine encephalitis (sleeping sickness) ».

Cette convoitise des richesses congolaises a été momentanément assouvie pendant la période de Mobutu puisque l'Occident avait libre accès aux richesses du Congo moyennant le coût de la corruption.

Pour passer au présent, un élément envenime la situation depuis les années quatre-vingt-dix. Il s'agit de la fièvre de la mondialisation qui augmente encore la violence de cette convoitise. La citation suivante<sup>3</sup> du journal *Nouvelle Solidarité* exprime clairement les enjeux et le niveau où la bataille se joue. Le signal du départ de la course aux richesses a été donné :

À l'heure où se profile la désintégration du système financier international, l'oligarchie financière basée à Londres, à Wall Street et ailleurs, s'est lancée dans une course effrénée au contrôle des mines, dans l'éventualité d'une volatilité soudaine de l'ensemble des liquidités monétaires au niveau mondial. Or l'Afrique est l'un des continents qui recèle la plus grande densité de métaux précieux.

Dans notre numéro du 13 décembre, nous évoquons le rôle des compagnies minières anglo-américaines et de l'appareil Busch, notamment du groupe Barrick Gold dans le drame zaïrois.

Un rapport écrit en 1998 par un ingénieur civil des mines, Pierre Buracyetse<sup>4</sup>, explique clairement les objectifs et les actions des multinationales dans le domaine minier, de même que leur acharnement : « Les grands financiers de ce monde, chasseurs de richesses minières, ont les yeux braqués sur l'Afrique centrale où les gisements découverts sont encore vierges ou mal exploités et susceptibles d'ouvrir des marchés aux grands capitaux ».

L'American Minerals Fields Incorporated (AMFI) est une compagnie canadienne :

L'AMFI, créée en 1995, a été forgée comme instrument destiné à exécuter en Afrique la volonté de domination économique des financiers occidentaux [...]

En effet, les sociétés multinationales ne se contentent plus aujourd'hui de dicter leurs lois aux gouvernements du monde, même aux plus puissants, ni de contrôler ces États. Elles nourrissent désormais l'ambition de fonder un nouvel ordre mondial [...] Souvenez vous de la fameuse phrase de George Bush au début de la guerre d'Irak : « Nous allons fonder un nouvel ordre mondial ».

Dans ce rapport reviennent constamment les idées de retracer les frontières, de reconquête, de remodelage des pays du monde et de total mépris pour les populations. Au vu de la situation en Afrique, il est très difficile de nier les affirmations de Pierre Buracyetse, car elles sont en complet accord avec la réalité.

## Les génocides du peuple congolais

L'autre élément récurrent dans l'histoire du Congo est celui du génocide. Le livre *Le fantôme de Léopold II* de Adam Hochschild, publié en 1998, décrit la période de la colonisation et le génocide de dix millions de congolais perpétré par le Roi des Belges, Léopold II, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle.

La période de l'indépendance, 1960 à 1965, a coûté 500 000 vies congolaises et la mortalité pour la guerre en cours est évaluée à 2.5 millions. De notoriété publique, les États-Unis ont expérimenté et utilisé à grande échelle leurs armes biologiques à de nombreux endroits, mais en particulier en Afrique en utilisant les vaccins. La citation précédente de la CIA montre l'état de la science en 1960, mais les vraies recherches qui ont mené à la création d'innombrables virus, bactéries et croisements des deux ont commencé en 1962 sous le couvert du « special virus cancer program ». Certaines dates importantes dans l'évolution des événements sont notées ci-dessous :

De 1950 à 1960 : expériences sur la population avec des vaccins en Ouganda<sup>5</sup>, avec des vaccins ou des stérilisations au Katanga<sup>6</sup>.

1967 : éruption simultanée de la fièvre Marburg en Allemagne et en Yougoslavie. Une hypothèse sur l'origine du virus est formulée ici<sup>7</sup> : « Thus it seemed even more plausible that the "natural reservoir" of the Ebola and Marburg viruses was in NCI (National Cancer Institute) laboratories [located in Uganda] ».

1969 : le département de la défense des États-Unis obtient dix millions de dollars du congrès pour fabriquer un virus aux effets semblables à ceux du SIDA.

1973 : vaccinations au Soudan contre la variole soupçonnées de contamination par le virus d'Ébola (ressemble au virus de Marburg).

1975 : l'OTRAG s'installe au Congo<sup>8</sup> dans le nord du Katanga, région de Manono : « There were approximately 750 000 African villagers that lived in that region, and under the contract terms that Mobutu had given for 250 million dollars, he allowed for the experimentation on these individuals as well ».

1976 : épidémies d'Ébola au Soudan et peu après dans le Nord du Congo.

Fin 1970 : vaccinations contre l'hépatite B en Afrique centrale, simultanément avec celles des homosexuels de New York qui ont occasionné le SIDA.

À partir des années 70 : contrôle de la population exercé par des campagnes de contraception forcée, de stérilisation, de vaccins causant la stérilité (tétanos).

1995 : épidémie d'Ébola à Kikwit (R.D. Congo), pour laquelle l'analyse du virus fait d'étranges révélations :

Indeed it was hard to believe that Ebola Zaire, which had differentiated itself genetically from its predecessor Ebola Sudan, over the course of five months and 500 miles, had emerged almost 20 years later, over the same distance, virtually unaltered. Some believe that modern technology may have helped, that is, refrigeration <sup>9</sup>

Le résultat de toutes ces vaccinations parle pour lui-même : « In Zaire the virus was so widespread that scientists had a hard time constructing studies on risk factors. It was difficult to find a control group that was not infected »<sup>10</sup>.

Les deux facteurs que nous avons considérés, l'acharnement de nombreux pays à vouloir profiter des richesses du Congo et les méthodes génocidaires, se rejoignent dans la citation suivante<sup>11</sup> :

[...] deux cartes. La première est une carte de la densité de la population en Afrique. Vous remarquerez que, dans ce continent très peu peuplé, la région des Grands Lacs est l'une de celles où la population est la plus dense. Mais on doit considérer ce fait en considérant une autre carte — celle des ressources naturelles de l'Afrique. Un fait apparaît de façon évidente : la région des Grands Lacs [...] est l'une des réserves mondiales les plus importantes en richesses minières.

Et l'on voit ainsi toute l'horreur du plan mis en application depuis les années quatre-vingt-dix qui consiste à mettre au pouvoir, par la force et contre la volonté de la grande majorité, un groupe social (les Tutsi) de 2,5 millions de personnes dans la région des Grands Lacs qui en compte plus de 100 millions (République démocratique du Congo, Tanzanie, Burundi, Rwanda et Ouganda).

Avons-nous réussi à convaincre l'auditeur que c'est un piège terrible, manufacturé de toutes pièces par les démocraties occidentales et leurs multinationales, qui se refermait alors sur le Congo, un piège qui ne laissait à ce pays aucune chance de s'en sortir ? C'est dans ces conditions que le 17 mai 1997, Laurent Désiré Kabila prend le pouvoir en République démocratique du Congo.

## LA LEÇON DE LA DÉMOCRATIE

### Le côté occidental

Le plan, que nous venons de décrire a été mis au point par certains pays occidentaux qui s'en cachent et se qualifient de démocraties. Pourtant, nous avons vu bien rarement ces pays occidentaux soutenir la naissance d'une démocratie dans les pays en voie de développement et nous les avons vus à maintes reprises y torpiller les démocraties naissantes. Nous avons vu bien souvent aussi les mêmes nations soutenir les dictatures les plus abominables, plus récemment celles de Mobutu, Museveni dont la réélection truquée a été passée sous silence, de Kagame et Buyoya pour en rester à la région des Grands Lacs.

Les objectifs occidentaux sont très clairs et les méthodes employées sont bien connues : les dirigeants occidentaux ne veulent pas de grands pays ni de grandes nations, surtout si elles sont peuplées ou risquent de le devenir. Les tentatives de dislocation du Congo entrent dans cette logique, et le Congo en a réchappé plusieurs fois de justesse. D'où la règle soigneusement appliquée : diviser pour régner.

Une autre option, utilisée en particulier avec Mobutu, consiste à mettre au pouvoir une minorité et un dictateur qui en est issu. Cette façon de faire assure les grandes puissances de l'obéissance dévouée et forcée de cette minorité et du dictateur puisqu'ils n'ont pas le support de la majorité. Cette majorité est hostile au leadership, et le leadership imposé de l'extérieur est souvent répressif.



Tous ces crimes commis par l'Occident sous couvert de l'action civilisatrice et bienfaitrice qui veut aider les autres nations à se démocratiser ont besoin de rester cachés, par honte certainement mais aussi pour pouvoir se perpétuer. La désinformation et la propagande, élevées à un niveau scientifique, garantissent fort bien que la population occidentale va rester ignorante et donc consentante.

Quelle fraction de la population en Amérique du Nord sait vraiment qu'il y a une guerre au Congo ? La plupart des professeurs d'université l'ignorent. Ceux qui le savent croient les arguments qui apparaissent dans les journaux malgré la logique déficiente de ces médias, qui sont la propriété des États ou des multinationales intéressés. Le citoyen qui veut vraiment savoir doit d'abord être conscient qu'il devra trouver la réalité par lui-même, qu'il doit aller au-delà de l'information médiatique, faire appel à d'autres informations et aussi à sa propre logique. Par contre, les gouvernements de ces pays sont très informés.

### **Le côté congolais**

La situation dans son entièreté était bien connue de Laurent Désiré Kabila avant sa montée au pouvoir. Il savait qu'il ne pouvait rien attendre de l'Occident qui ne cherchait qu'à détruire le Congo pour les raisons habituelles. Il a accepté son rôle pour tenter de déjouer le piège que l'Occident a tendu à son pays.

- *Laurent Désiré Kabila et l'Occident :*

Laurent Désiré Kabila a mis en place les éléments qui peuvent aujourd'hui arrêter le processus diabolique que nous avons décrit dans la première partie de notre exposé. Cet homme a accompli une tâche presque irréalisable. Peut-on le représenter selon l'image insignifiante que la presse occidentale donne de lui ? Cette pratique de discrédit est bien connue pour avoir été pratiquée contre de nombreux leaders nationalistes au Congo et ailleurs.

- *Laurent Désiré Kabila et le Congo :*

Pour effectuer ce retournement de situation, Laurent Désiré Kabila a utilisé des méthodes non violentes qu'il est très intéressant d'identifier et d'analyser. Les qualités de non-violence du dirigeant sont aussi celles du peuple congolais. Le peuple congolais est connu comme étant particulièrement pacifique, et très apte à résoudre les conflits qui l'affligent par des moyens pacifiques.

Laurent Désiré Kabila a déraciné le mobutisme et ses animateurs. En effet, les pratiques de corruption qui ont permis aux dignitaires du Mouvement populaire de la révolution de s'enrichir et d'enrichir leur contrepartie en Occident ont été, à l'arrivée du nouveau régime, mises en difficulté. La vie politique et économique s'est retrouvée tout d'un coup apaisée avec l'exil vers l'Occident de criminels de tous bords.

Cette action a donné une nouvelle confiance au peuple congolais, de même que naissait une vigilance vis-à-vis des exploiters des richesses du Congo qui créent et aggravent la misère du peuple. Le gouvernement congolais doit tenir compte désormais de l'exigence du peuple qui ne veut plus se laisser continuellement abuser.

Laurent Désiré Kabila a respecté la vie humaine. Ainsi, à son arrivée à Kinshasa, en mai 1997, il a assuré la sécurité de tous les opposants et autres dignitaires mobutistes qui sont restés dans le pays. Même les Forces armées zaïroises (FAZ) combattues par sa rébellion ont été par la suite équipées et intégrées dans les nouvelles Forces armées congolaises (FAC). Certains



généraux ont été intégrés dans le gouvernement et le commandement militaire, comme c'est le cas des Généraux Kalume et Kayembe, et du Colonel Ondekane, actuel commandant du RCD, qui étaient chargés de l'intendance dans les FAC.

Aucun leader de l'opposition n'a été physiquement inquiété. S'adressant aux anciens mobutistes et autres leaders de l'opposition réunis, Laurent Désiré Kabila a dit un jour que « si il se trouvait dans leur position [de vaincu], sa tête ne serait pas sur ses épaules aujourd'hui ». Cela signifie que tous ces mobutistes et certains leaders de l'opposition congolaise ont trempé dans des crimes et ont supprimé systématiquement ceux qui s'opposaient à eux. Ce que Laurent Désiré Kabila n'a pas fait.

Attaqué par James Kabarebe qui a tenté de l'assassiner en juillet 1998, il a seulement renvoyé ce dernier dans son pays, le Rwanda. Kabarebe, lui par contre, est toujours vivant. Jonas Mukamba Kadiata Nzemba a trempé également dans un complot visant à éliminer Kabila ; lui aussi a été libéré et vit tranquillement à Kinshasa. Au niveau même de la ville, il a réduit le crime au maximum et la ville de Kinshasa pendant la guerre, en fait depuis le départ des Rwandais et jusqu'à présent, est restée tout à fait sécuritaire.

Dès son accession au pouvoir le 17 mai 1997, Laurent Désiré Kabila a pris une série de mesures pour le bien de la population. En un an, avant la guerre, il a :

- unifié les quatre zones monétaires ;
- ramené l'inflation à deux chiffres ;
- supprimé l'impression parallèle du Zaïre à partir du Brésil et de l'Argentine ;
- fait une réforme monétaire réussie en créant une monnaie qui ne porte pas son effigie ;
- créé un service national qui utilise d'abord 6 000 jeunes congolais de toutes les provinces dans le 1<sup>er</sup> centre de Kanyama Kasese où ils apprenaient toutes sortes de métiers ;
- créé la police nationale, séparée de l'armée ;
- rééquipé l'armée en avions de combat ;
- commencé les réparations des grandes infrastructures, ponts et routes...

Au cours des quatre dernières années de sa vie, Laurent Désiré Kabila a réussi à faire échouer la plupart des plans occidentaux tendant à mettre le Congo sous la coupe réglée des minorités tutsi :

- il a refusé de jouer le rôle de marionnette des Rwandais une fois au pouvoir, ce qui a redonné la fierté nationale aux congolais ;
- les contrats miniers léonins ont été supprimés ;
- les emprunts désordonnés et sans objectif national ont été gelés ;
- il a lancé le mot d'ordre nationaliste qui veut que les Congolais comptent d'abord sur leurs propres efforts ;

- il a évité l'échec du Congo face aux puissances occidentales camouflées derrière les forces du Rwanda et de l'Ouganda en signant, contre toute attente, l'accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo conclu à Lusaka en juillet 1999.

- *Laurent Désiré Kabila et l'Afrique :*

Après avoir examiné les apports de l'Occident vis-à-vis des pays africains nouvellement indépendants, Laurent Désiré Kabila a préféré baser son action pour le développement du Congo sur l'espace africain. Il a fait adhérer son pays à la Communauté de développement économique des Pays de l'Afrique Australe (SADC). Ces nouvelles amitiés vont permettre au Congo de résister contre les attaques de l'Occident. En 1998, agressé par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi avec la bienveillante complicité de la Communauté internationale, il fait alliance avec l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie, mettant donc quatre grands pays contre trois petits pays sans ressources autres que celles données par l'Occident (l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi).

La population a reconnu que son président la défendait. Les Congolais sont très conscients que leurs problèmes sont créés par l'étranger, surtout par l'Occident qui dirige en fait le trio Ouganda-Rwanda-Burundi. Ils ont compris les objectifs de la guerre qui leur est imposée. Accusé d'être un obstacle à la paix par l'Occident, Laurent Désiré Kabila est considéré comme un grand pacifiste par son peuple, et c'est son peuple qui est le meilleur juge.

Si Laurent Désiré Kabila avait dit aux puissances occidentales, à l'instar de Mobutu : « Prenez ce que vous voulez », il n'y aurait pas eu de guerre et il serait bien vivant. De l'avis du peuple congolais, leur président est donc mort pour avoir voulu le protéger contre l'exploitation extérieure.

En comparant avec une certaine objectivité les actions de Laurent Désiré Kabila à celles menées par l'Occident qui foment des guerres aussi meurtrières, qui ne respecte pas les peuples d'Afrique ni pour leur autodétermination, ni pour le choix de leur dirigeant, qui pille le patrimoine de ce continent, qui abuse la dignité de ces peuples, il apparaît clairement que dans tous les aspects, Laurent Désiré Kabila a suivi la moralité que prêchent les nations occidentales, a respecté les désirs de son peuple et a agi pour son bien, en respectant la valeur de la vie humaine et les principes de justice, dans la mesure du possible en situation de guerre.

## **L'HÉRITAGE DE JOSEPH KABILA**

La paix en République démocratique du Congo est bien l'œuvre que Laurent Désiré Kabila lègue à Joseph Kabila. Après sa mort seulement, sa résistance contre l'invasion de son pays et l'incapacité des agresseurs à obtenir une victoire militaire ont conduit la Communauté internationale à se résoudre à imposer la paix aux belligérants.

Ce revirement de la Communauté internationale n'a été rendu possible que grâce aux changements intervenus dans le leadership aux États-Unis d'Amérique. Le départ des démocrates et l'arrivée des républicains a auguré une ère de paix en République démocratique du Congo. Évidemment, ce changement aux États-Unis correspond à la disparition de Laurent Désiré Kabila et l'arrivée du Général Major Joseph Kabila à la présidence. Ce dernier a initié de nombreuses démarches diplomatiques en Occident et en Afrique, une façon selon lui d'imposer sa volonté de paix, avec des arguments incontournables dans un style de gentleman, ne reniant rien aux convictions de son prédécesseur : l'intégrité du territoire, la souveraineté nationale, l'indépendance politique du pays.

## **La guerre d'agression et les États-Unis d'Amérique**

La guerre imposée au Congo était soutenue avant tout par les États-Unis et par l'administration Clinton dont elle porte si bien la marque. Les Républicains, en particulier Herman Cohen, Chester Crocker et d'autres comme Marek regardaient avec effarement la guerre abominable soutenue par l'administration démocrate.

Avant d'être assassiné, le Président Laurent Désiré Kabila avait reçu l'invitation de George Bush pour le déjeuner de prière du 1<sup>er</sup> février 2001, montrant ainsi qu'il pouvait espérer un changement total de la politique américaine envers son pays. De grands changements allaient prendre place de toute façon, peut-être plus lentement qu'avec Joseph Kabila, car le changement de président permet de changer d'avis plus facilement : on peut toujours alléguer que le fils est différent du père.

La mort de Laurent Désiré Kabila et l'arrivée de Joseph Kabila, un répit pour les nationalistes congolais parce que les conditions de la mort de Laurent Désiré Kabila sont tellement particulières : assassinat très bien préparé, faisant intervenir plusieurs parties et de nombreuses complicités. Il y a tout un ensemble de facteurs qui jouent et peuvent accélérer le processus de paix. Tous ceux qui attendaient le beau feu d'artifice sont déçus mais forcés de le cacher. Joseph Kabila apparaît aux consciences coupables comme le fantôme de son père Laurent Désiré, lui-même apparaissant comme le fantôme de Lumumba. Les instigateurs de l'assassinat et leurs complices n'ont pas d'autre choix que de reconnaître leur échec, malgré le succès de l'assassinat, et de composer avec la situation en entrant dans la course économique.

Plusieurs éléments ont dérouté l'Occident : la réaction ou plutôt l'absence de réaction violente de la population congolaise après l'assassinat, malgré les tentatives externes pour créer le désordre ; l'attachement que le peuple congolais a démontré pour son président assassiné ; l'échec du parti prévu à prendre et à garder le pouvoir ; la transition et le passage du pouvoir à Joseph Kabila. Tous ces éléments confirment à ceux qui avaient l'intention de s'arroger le pouvoir qu'ils ont échoué. Les deux premiers éléments sont une conséquence directe de la politique de Laurent Désiré Kabila, de son travail pour éduquer la population et de sa défense des intérêts de son peuple. Les deux autres sont des conséquences de l'organisation de son gouvernement qui a choisi le successeur qui convient au peuple, donc dans la ligne de conduite du défunt président.

Cet élément d'éducation de la population et de confiance au peuple est l'œuvre de Laurent Désiré Kabila. En ces quelques années il a réussi à donner au peuple la confiance perdue pendant la période qu'a duré la dictature de Mobutu, à faire comprendre au peuple qu'il a un rôle à jouer et que son avenir lui appartient. Maintenant, le peuple est capable de reconnaître ce qui lui est dû et de s'organiser pour l'obtenir.

## **Joseph Kabila, les raisons avancées de la guerre, le dialogue national et les risques de partition du Congo**

La guerre que subit la République démocratique du Congo avait connu une préparation militaire, diplomatique et médiatique. Trois fausses raisons avaient été préparées pour justifier la guerre auprès du public : le manque de démocratie, le refus de la nationalité congolaise aux Banyamulenge, la sécurité des frontières rwandaises et ougandaises.

Lorsque la guerre a éclaté en août 1998, elle était bien préparée et la Communauté internationale l'était aussi. L'élément déclencheur fut le renvoi des unités combattantes de L'Armée patriotique rwandaise qui étaient au Congo (le 17 juillet 1998). Deux semaines plus tard le Congo est attaqué à partir de sa capitale Kinshasa (le 2 août 1998), et devant l'échec des assaillants à maîtriser la ville de Kinshasa, le pays subira des attaques de toutes parts.

Avant de mourir Laurent Désiré Kabila a signé l'accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo. Pour dire vrai, cet accord contenait deux éléments dangereux pour le Congo : le risque de partition du Congo, sur le modèle de Chypre, en plaçant les forces de l'ONU au milieu du Congo à la ligne de démarcation avec les territoires occupés ; l'usage du dialogue inter congolais par les puissances extérieures pour s'ingérer dans les affaires congolaises. L'attitude de Laurent Désiré Kabila devant ces difficultés s'illustre assez bien par sa persévérance à vouloir convaincre par des mots les agresseurs de son pays, tout en galvanisant la résistance interne contre la recolonisation et la partition du territoire national.

À la mort de Laurent Désiré Kabila, les trois fausses raisons de la guerre ne tiennent plus qu'à un fil, que son successeur parvient facilement à rompre. Un autre acquis est relatif à la reconnaissance par la Communauté internationale de son impuissance à diviser le Congo. Le refus des Congolais à séparer leur vaste pays s'est finalement imposé. Rappelons que des tentatives dangereuses de sécession du Kivu ont été effectuées en juin 1999 et ont échoué à cause de ce même refus massif de la population. Le Président Joseph Kabila exige dans tous ses discours le retrait des troupes étrangères et réclame le dialogue national sans ingérence étrangère. Ces demandes sont maintenant acceptées, le travail pour qu'elles le soient a été effectué par Laurent Désiré Kabila. Ainsi, nous voyons que lors de son assassinat, Laurent Désiré Kabila laissait un gouvernement capable de perpétuer la défense des intérêts congolais, et il laissait aussi tous les éléments permettant la résolution de la guerre.

En restant sur cette logique, Joseph Kabila a bénéficié du capital de confiance et de sympathie que le peuple congolais avait placé en son prédécesseur. Ce peuple lui a accordé promptement sa légitimité. Ainsi, après son investiture, il a mené avec le soutien du peuple l'ouverture politique et économique pour satisfaire le bien-être social des populations, le renforcement des alliances avec les alliés africains du Congo et entamer l'ouverture du dialogue (diplomatique) avec l'Occident en vue, selon lui, de dissiper les « incompréhensions » qui ont existé entre cette partie du monde et son prédécesseur.

## CONCLUSION

La résistance du peuple congolais et du gouvernement de Laurent Désiré Kabila est historique. Au cours des dix dernières années, qui marquent une accélération catastrophique de la violence au niveau mondial et l'éclatement de nombreuses guerres, il n'y a qu'un seul cas où les objectifs de la guerre ont été déjoués, c'est le cas de la République démocratique du Congo avec le gouvernement de Laurent Désiré Kabila. Tous les autres pièges tendus en Yougoslavie, au Timor oriental, en Irak et dans les pays arabes en général ont réussi ; la guerre a atteint les objectifs fixés, selon les désirs de ceux qui l'avaient créée.

La question principale que l'on se pose dans cette conférence peut être formulée, selon nous, de la manière suivante : Comment atteindre la stabilité en Afrique des Grands Lacs ? Pour répondre, il faut absolument préciser notre objectif et définir le type de stabilité qui devrait s'installer dans cette partie du monde. Regardant le Congo en particulier, il y a eu deux modèles : celui représenté par Lumumba puis Kabila où le Congo atteint la démocratie sans

difficultés et des conditions de vie acceptables pour ses citoyens ; celui représenté par Mobutu ou par le plan de succession prévu lors de l'assassinat de Kabila et qui a échoué, où le Congo ne peut pas atteindre la démocratie par absence de soutien de la population.

On s'aperçoit alors que seulement le deuxième modèle est soutenu par la Communauté internationale mais, appliqué pendant trente-deux ans à l'époque de Mobutu, il a conduit à une catastrophe économique, politique et sociale et a décimé la population. Accepter ce modèle une fois de plus pour le Congo revient au suicide de masse. Le premier modèle est refusé par la Communauté internationale qui le fait échouer à chaque fois, ce qui se manifeste en particulier par les assassinats répétés des leaders congolais. Le Congo est en droit de demander aux grandes puissances : Que voulez-vous de nous ? Et jusqu'à présent la seule réponse qu'il a obtenue est celle de Goldfinger : « I want you to die ». La Communauté internationale est-elle prête à donner une autre réponse ? Jusqu'à présent, rien ne l'indique. Nous la voyons regarder ailleurs et demander, avec l'air le plus innocent possible : Comment atteindre la stabilité en Afrique des Grands Lacs ?

## NOTES

- 1 Ludo De Witte (2000), *L'assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala, 416 p.
- 2 Rapport de la Coalition to Oppose the Arms Trade (COAT).
- 3 *Nouvelle Solidarité* du 21 février 1996, p. 6.
- 4 Rapport de l'ONG SOS Rwanda-Burundi
- 5 Audiotape « On Vaccines » by Dr Horowitz.
- 6 Témoignages recueillis par l'auteur.
- 7 *Emerging viruses Aids and Ebola* by Dr Horowitz, p. 392.
- 8 Interview with Dr Horowitz.
- 9 *Emerging viruses Aids and Ebola* by Dr Horowitz, p. 471.
- 10 *Idem*, p. 258.
- 11 Extrait des publications du Political Action Committee de Larouche.



# LA SANTÉ DES GOUVERNANTS ET DES POPULATIONS GOUVERNÉES : INTERFACE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE MAINTIEN DE LA PAIX EN AFRIQUE DES GRANDS LACS

Yona G. LIKONGO

Canadien d'origine congolaise, il est docteur en médecine, chirurgie et obstétrique, titre décerné par l'Université nationale du Zaïre. Il a également complété un stage rotatoire en chirurgie générale à l'Université de Sherbrooke et en chirurgie pédiatrique à l'Hôpital Sainte Justine (Montréal, Québec). Il est aussi diplômé en Administration internationale de l'École nationale d'administration publique.

## Résumé

Il paraît évident que la santé est le meilleur bien au monde. Si l'on veut la paix, il faut investir dans la santé et non dans la guerre. Il s'agit ici de la santé de ceux et celles qui gouvernent autant que de celle des populations gouvernées. La bonne santé permettra aux habitants des Grands Lacs Africains de réfléchir ensemble, en toute sérénité, sur leur avenir collectif et d'en arriver à la conclusion que la coexistence pacifique est la meilleure solution pour tous les pays de la région. À ce sujet, on ne peut s'empêcher de citer le docteur Halfdan Mahler, alors directeur sortant de l'Organisation mondiale de la santé, qui, en 1998, a dit à l'occasion de la Journée mondiale de la santé : *« Il est vrai, il faut l'admettre, que la santé n'est pas tout, mais il est vrai aussi qu'il n'y a rien sans la santé. Il est donc dans l'intérêt de l'espèce humaine que soit suivi le mot d'ordre : la santé pour tous, tous pour la santé »*. Évidemment il est ici question de la santé dans le sens où la conçoit l'Organisation mondiale de la santé, c'est-à-dire un état de complet bien-être physique, mental et social, et pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité. C'est dans cette perspective qu'un plan régional de santé en huit points est proposé. Ce plan est une invitation à tous les scientifiques de la région à conjuguer leurs expertises pour aider à la mise en place des stratégies de développement d'une infrastructure sanitaire régionale. C'est un rêve de paix et de solidarité humaine réalisable, au-delà des différences ethniques, de sensibilités politiques et d'orientations philosophiques.

## INTRODUCTION

Je remercie le Comité organisateur du 69<sup>e</sup> congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, l'Organisation des professionnels congolais du Canada et l'Association canadienne pour les Nations Unies/section Saguenay—Lac-Saint-Jean de m'avoir accordé le privilège de m'adresser à ce prestigieux auditoire pour parler de la santé comme pierre angulaire et semence de développement et de maintien de la paix en Afrique des Grands Lacs.

Pour commencer, j'aimerais vous dire ceci : si j'avais à choisir entre le pouvoir politique d'un chef d'État et la santé, entre le confort matériel d'un riche et la santé, entre l'apparence physique d'Apollon et la santé, entre la gloire des héros et la santé, le choix est clair pour moi ; dans tous les cas, je choisirais la santé.

Pourquoi la santé ? Parce que de toute évidence la santé est le meilleur bien au monde. Tout comme un oiseau malade ne peut chanter, un savant malade ne peut faire avancer la science.

Victime d'un infarctus massif du myocarde ou d'un accident vasculaire cérébral étendu, l'homme le plus riche du monde sera plus vulnérable qu'un pauvre sans-abri en santé. Imaginez un déséquilibré mental à la tête d'un État : tout peut arriver.

Je m'en voudrais de ne pas citer le Dr Halfdan Malher, alors directeur sortant de l'OMS qui a dit, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé en 1998, « Il est vrai, il faut l'admettre, que la santé n'est pas tout, mais il est vrai aussi qu'il n'y a rien sans la santé. Il est donc dans l'intérêt de l'espèce humaine que soit suivi le mot d'ordre : LA SANTÉ POUR TOUS - TOUS POUR LA SANTÉ ». Selon l'OMS, la santé est définie comme « un état de complet bien-être physique, mental et social, et pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité ». Cette définition est certes fondamentale, mais dans mon exposé, je vous propose la définition suivante : la santé est un état de bonheur total d'origine multidimensionnelle : biopsychosociale, matérielle, corporelle, spirituelle et éducationnelle.

L'objectif de cette communication étant LA SANTÉ CONTRE LA GUERRE, vous me permettez d'attirer votre attention sur la guerre qui se déroule en ce moment dans la région des Grands Lacs Africains, spécifiquement sur le sol congolais.

Depuis près de trois ans, la guerre qui déchire le plus vaste et le plus riche pays de l'Afrique des Grands Lacs, soit la République démocratique du Congo, a déjà fait 2 300 000 morts (dont 1 700 000 liés directement à la guerre dans les provinces du pays sous l'occupation du Rwanda et de l'Ouganda, entre août 1998 et mai 2000). Ces chiffres ont été révélés le 19 juin 2000 par le Comité international pour le secours (CIS). Des chiffres officiels estiment aujourd'hui à trois millions le nombre de morts. Pour vous permettre d'apprécier l'ampleur de ce drame humain retenant peu d'attention de la Communauté internationale, le tableau 1 rappelle quelques drames humains pris au hasard et sans commentaires.

**Tableau 1**  
**Quelques drames humains**

1 <sup>re</sup> grande Guerre mondiale	21 000 000 morts (dont 8 M de militaires et 13 M de civils)
Génocide juif (Holocauste)	6 000 000 morts
Génocide arménien	1 400 000 morts
Génocide Rwandais	500 000 à 800 000 morts
Guerre d'Espagne	350 000 morts
Guerre du Congo Zaïre	3 000 000 morts (chiffre non définitif)

Alors que cette guerre n'est pas finie et continue de faire des victimes, tenir un discours de paix peut sembler à d'aucuns soit un exercice de diversion, soit un exercice utopique et futile. Certains pourraient même y voir carrément un aveu de capitulation. Je dois reconnaître que c'est une façon de voir les choses qui est tout à fait légitime. Mais lorsque vous avez la volonté et la générosité de faire le bonheur de futures générations, il faut dire non à la guerre et investir davantage dans la santé des hommes et des femmes qui gouvernent et des populations gouvernées, pour bâtir une paix durable. Car la santé est sans aucun doute une semence



d'espoir et de paix dans la mesure où elle permet une saine communication interpersonnelle, interethnique et inter-États, grâce à la vision équilibrée des choses, à l'usage adéquat du jugement et de l'autocritique. La santé est une arme de paix dans la mesure où elle joue un rôle déterminant sur les comportements et les attitudes personnels. Elle est une source d'espoir parce qu'elle fait aimer la vie.

Mais cette arme ne pourra être efficace qu'à la condition que l'intelligentsia de chaque pays de la région des Grands Lacs Africains cesse d'être spectatrice, passive, complaisante, voire complice des dirigeants politiques et militaires plus ou moins en santé, c'est-à-dire plus ou moins équilibrés. Je suis persuadé que lorsque la majorité des intellectuels et des scientifiques de ces pays auront la santé et le courage d'assumer avec dignité et détermination leurs responsabilités face au pouvoir politique, en restant critiques plutôt que courtisans, à l'écoute des populations dont on a confisqué la santé et les libertés élémentaires et dont la voix est éteinte par la famine, la maladie et l'oppression, alors les conditions seront propices à la démocratie et à la promotion de la santé qui permettra enfin aux habitants de la région de réfléchir ensemble, avec sérénité, sur leur avenir collectif pour en arriver à la conclusion que la coexistence pacifique est la meilleure solution pour tous les pays de la région.

C'est dans cette perspective que je me permets de proposer très humblement un plan de santé régional en sept points. Ce plan s'inspire de l'action de l'OMS depuis 1978, c'est-à-dire depuis la déclaration d'Alma Ata (URSS). En fait, une question fondamentale et difficile que j'ai osé poser est celle-ci : Comment utiliser la santé pour prévenir la guerre ? Conséquemment, j'ai essayé d'y répondre de manière non exhaustive en sept points.

### **Harmonisation des services de santé nationaux**

Pour optimiser le développement de l'infrastructure sanitaire de l'ensemble des pays de la région des Grands Lacs Africains, je propose la formation d'un Comité interministériel composé d'experts des ministères de la Santé des pays concernés, assisté éventuellement par le comité régional de l'OMS. L'objectif visé est le rapprochement des professionnels du secteur de la santé, en vue de l'élaboration et de la promotion de la santé des populations de la région, dans l'esprit de la Déclaration finale de la Conférence internationale d'Alma-Ata, sur les soins primaires. Selon cette déclaration :

Les soins de santé primaires sont des soins de santé essentiels fondés sur des méthodes et une technologie pratiques, scientifiquement valables et socialement acceptables, rendus universellement accessibles aux individus et aux familles dans la communauté par leur pleine participation et à un coût que la communauté et le pays puissent assumer à chaque stade de leur développement dans un esprit d'autoresponsabilité et d'autodétermination. Ils font partie intégrante du système de santé national, dont ils sont la cheville ouvrière et le point focal du développement économique et social de l'ensemble de la communauté. Ils sont le premier niveau auquel les individus entrent en contact avec le système national de santé, rapprochant le plus possible les soins de santé des lieux où les gens vivent, travaillent et constituent le premier élément d'un processus continu de protection sanitaire.

### **Formation en toxicomanie**

La toxicomanie est un phénomène devenu mondial qui se propage à une grande vitesse, au point de devenir un problème de santé publique pour beaucoup d'États. Pour la région des

Grand Lacs, l'objectif est la réalisation d'un projet pilote de partenariat international de formation en toxicomanie : prévention et réadaptation. Kinshasa (RDC) pourrait bien abriter les locaux du Centre de formation. À cet effet, l'OMS, l'Université de Montréal et l'Organisation des professionnels congolais du Canada ont déjà amorcé des échanges à ce sujet depuis le 1<sup>er</sup> juin 1998. Le gouvernement de la RDC, contacté par l'OPCC, a déjà donné son accord de principe par l'intermédiaire de son ministre de la Santé publique de l'époque, le Dr Jean-Baptiste Sondji.

### **Programme de vaccination**

Je suis convaincu que pour les pays de la région des Grands Lacs Africains, le succès sanitaire passe par la prévention. Le monde médical s'accorde quant à la supériorité de la prévention sur le traitement des maladies. Vous conviendrez avec moi que s'il y a eu des maladies dont la médecine peut revendiquer l'éradication totale ou partielle, c'est bien grâce à la prévention, et particulièrement au programme de santé publique de l'OMS. Nous n'avons qu'à penser à la variole, à la poliomyélite, à la fièvre jaune, etc... Un programme de vaccination épidémiologique des vaccins existants doit être établi dans les pays de la région. Ici, il y a un exemple à citer. Il s'agit de l'expérience de « Vaccination commando » initiée et réalisée au Burkinafaso en 1985, sous le régime du président Thomas Sankara. Il me paraît important de le souligner avec fierté et de s'inspirer de cette belle réalisation d'un chef d'État africain qui en a fait une priorité santé pour son pays. Il était plus que temps que les dirigeants d'Afrique des Grands Lacs en fassent autant pour leurs compatriotes, bien qu'il soit malheureux de constater aujourd'hui que l'industrie biomédicale consacre beaucoup plus d'argent à la fabrication de nouveaux médicaments qu'au développement de nouveaux vaccins.

### **Programme de santé des enfants**

Je suis persuadé de n'apprendre rien à personne en disant que l'espoir de vivre en santé se construit à partir de l'enfance. Il en est de même pour la paix : l'espoir de vivre en paix véritable et durable se prépare à partir de l'enfance. Il est par conséquent indispensable de mettre en place un programme de santé pour les enfants. Un programme qui tienne compte de leurs besoins fondamentaux et qui s'applique à satisfaire ces besoins autant que possible.

Ce programme peut bien s'articuler sur les cinq catégories de besoins définies par Maslow selon leur prédominance :

- a) les besoins physiologiques (nourriture saine, eau potable, sommeil) ;
- b) les besoins de sécurité (protection morale et physique) ;
- c) les besoins sociaux (affection, amitié) ;
- d) les besoins d'estime (respect de soi et des autres, considération) ;
- e) les besoins d'accomplissement (effectuer ce que l'on peut faire de mieux).

Je propose que les parlementaires des pays concernés votent une loi qui protège les enfants contre la prostitution, la pédophilie, les travaux forcés et le phénomène des enfants-soldats. Des rencontres périodiques de type « immersion » entre adolescents des différents pays de la région pourraient avoir lieu une fois par année. De telles rencontres sont susceptibles de créer des liens sociaux (affection, amitié) favorables à la consolidation d'une paix durable.

## **Programme de lutte contre le SIDA et autres maladies transmissibles**

On ne dira jamais assez que :

- la prévention reste le meilleur outil contre les infections ;
- le chemin de la prévention est à la fois le plus économique et le plus efficace.

Le mode de transmission le plus observé du VIH est le rapport sexuel (87 %), suivi de la transmission mère-enfant (8 %) devant la contamination par voie parentérale (5 %).

Ceci étant, les ministères de la Santé publique et les centres de santé feront l'éducation populaire : apprendre aux populations respectives comment elles peuvent contribuer par elles-mêmes à freiner la propagation du VIH et des autres maladies transmissibles, sans trop attendre une éventuelle aide internationale ou un vaccin qui n'est pas encore disponible. Chaque ministère de la Santé publique et chaque comité de la Croix-Rouge nationale de chaque pays de la région devront exercer un contrôle régulier et rigoureux afin que le sang contaminé ne soit transfusé. Quant aux individus, ils préviendront la transmission sexuelle du SIDA en réduisant au minimum leurs partenaires sexuels, en évitant les rapports sexuels non protégés et en utilisant en tout temps un préservatif du début à la fin d'une relation sexuelle où il y a pénétration vaginale, orale ou rectale.

## **Programme de salubrité de l'environnement**

Selon le dictionnaire Larousse, l'environnement est un « Ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques et culturelles [sociologiques]), susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines ».

Il faut dire que l'environnement en tant que facteur d'équilibre socio-écologique n'a jamais retenu vraiment l'attention des gouvernements des pays de Grands Lacs Africains. En effet, dans ces pays, il n'existe guère de planification des programmes de développement qui protègent l'environnement pour la santé des populations de la région. Il va sans dire que les sociétés multinationales agissant comme de véritables prédateurs, du moins dans cette région, ne peuvent s'y intéresser plus que les gouvernements concernés.

Autrement dit, il n'y a jamais eu dans cette région, tant de la part des États que de la part des sociétés multinationales, une préoccupation d'un développement harmonieux entre les populations et leurs écosystèmes. Devant un modèle de développement économique centré sur l'industrialisation effrénée, où le profit compte davantage que l'humain, particulièrement vrai dans cette partie du monde, nous assistons impuissants à la dégradation progressive et constante de l'environnement avec la pollution des terres, de l'eau, de l'air et des aliments, à la destruction des ressources naturelles, à l'épuisement des ressources non renouvelables et bientôt à la croissance des maladies industrielles. Il est à noter que les pays d'Afrique des Grands Lacs partagent le même environnement et les mêmes maladies endémiques et épidémiques, tel que décrit dans le tableau 2.

Pour la santé des populations, les pouvoirs publics des pays de la région devraient s'occuper de la salubrité de l'environnement. Ils devraient savoir que le manque d'hygiène et la pauvreté sont en partie responsables de beaucoup de maladies et d'infections.

**Tableau 2**  
**Les maladies endémiques et épidémiques**  
**dans les pays de l'Afrique des Grands Lacs**

<b>Endémiques</b>
➤ Le paludisme (malaria), transmis par le moustique Anophèle femelle.
➤ L'Onchocercose (maladie de cécité des rivières), transmis par la mouche Simulium damnosum.
➤ La trypanosomiase humaine africaine (maladie du sommeil), transmise par la mouche tsé-tsé
<b>Épidémiques</b>
➤ SIDA, VIH transmis par l'activité sexuelle, par le sang et de mère à enfant lors d'une grossesse.
➤ Tuberculose pulmonaire transmise par le Bacille de Koch par voie flüggienne.
➤ Dans cette région du monde où les habitants crèvent de faim et où les conditions de vie sont désastreuses, la tuberculose pulmonaire est aggravée par la présence du VIH et forme avec ce dernier une association morbide SIDA-TUBERCULOSE.
➤ Les infections respiratoires aiguës : il s'agit d'une insuffisance respiratoire manifestée sous forme de broncho-pneumonie, de pharyngite et d'otite.
➤ Les maladies diarrhéiques : le choléra, l'amibiase, la dysenterie bacillaire...
➤ Fièvre hémorragique à virus ÉBOLA.

Nous recommandons aux gouvernements de soutenir des stratégies de santé nationale afin de préserver et d'améliorer les conditions de vie des populations puisque tout développement économique et social repose sur les ressources humaines en bonne santé. Par contre, la misère, la pauvreté et les inégalités sociales sont des facteurs défavorables à la paix.

### **Programme de santé des victimes survivantes de la guerre**

Il nous paraît naturel et obligatoire que l'État prenne en charge, du moins en partie, les victimes survivantes de la guerre, tant civiles que militaires. Pour ce faire, le gouvernement doit avoir une volonté politique sincère et des moyens matériels suffisants. Force est de constater que ceci est loin d'être évident en ce qui concerne les gouvernements de l'Afrique des Grands Lacs. D'autre part, il est difficile, sinon inconcevable, d'imaginer que les victimes survivantes de la guerre, abandonnées à leur propre sort, puissent militer en faveur de la paix. Ceci étant, nous proposons :

- a) la création d'un **Fonds d'aide aux victimes de la guerre**. Ce fond devra être alimenté à même les frais de dédommagement qui devront être versés par tous les pays ou toutes les sociétés qui auront participé de près ou de loin au pillage systématique des ressources minières et autres richesses de la République démocratique du Congo dans les territoires occupés par le Rwanda et l'Ouganda (justice oblige). Création d'un **Régime de santé universel** en faveur des victimes de la guerre, lequel régime consisterait en une émission d'un ticket modérateur qui donnerait accès aux soins médicaux et chirurgicaux de même qualité, mais à moitié prix ;
- b) la création de la **Journée de la mémoire positive**. Une date sera choisie par les mouvements pacifistes des pays de l'Afrique des Grands Lacs. Cette date sera décrétée

Journée de la mémoire positive. Une fois l'an, des citoyens pacifistes (qui sont généralement en bonne santé mentale) se réuniront de manière rotatoire dans l'un ou l'autre des pays de la région afin de créer des liens de camaraderie, de confiance et d'amitié, et pour célébrer la mémoire des belles choses de la vie qui nous unissent : l'amour, l'amitié, la fraternité et la justice.

## CONCLUSION

Ce plan est une invitation à tous les intellectuels et scientifiques du monde en général, et des pays de la région des Grands Lacs en particulier, à la mise en commun de leurs expertises pour contribuer à l'établissement de stratégies de santé nationales des pays d'Afrique des Grands Lacs en vue d'en arriver au développement de l'infrastructure sanitaire régionale pour la santé de l'humanité. C'est un appel à l'exercice de la liberté des intellectuels et des scientifiques à une saine collaboration qui pourrait servir d'exemple aux dirigeants politiques souvent aveuglés par l'ambition et la soif du pouvoir personnels.

À celles et ceux qui peuvent avoir, de près ou de loin, une quelconque influence sur tout acteur de cette guerre : chef d'État, gouvernement, société multinationale, parti politique, particulier ou marchand d'armes, je vous exhorte à exercer cette influence pour arrêter ce carnage afin d'éviter la perte de vies humaines et l'installation irréversible d'un cercle vicieux de violence-vengeance qui ne profitera peut-être qu'à une infime minorité d'extrémistes et de prédateurs des différents camps, tandis que la région toute entière sera en proie à la misère et à l'insécurité chroniques.

En répondant « Oui » à cet appel de paix et de solidarité humaine, réalisable somme toute, au-delà des différences ethniques, des sensibilités politiques et des orientations philosophiques, nous aurons eu au moins le mérite d'avoir agi en tant que femmes et hommes libres, en santé, épris de justice et de paix pour l'équilibre de différentes sociétés de l'espèce humaine.

## BIBLIOGRAPHIE

CRENER, M. et MONTEIL, B. (1981), *Principes de management*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec.

Déclaration d'Alma-Ata (Conférence internationale sur les soins de santé primaires) (1978), in *Contact*, Commission médicale chrétienne, n° 38, novembre, p. 11-3.

INSTITUT DE RECHERCHE CLINIQUE DE MONTRÉAL (1992). *Symposium sur la santé positive*, Montréal, 30 octobre.

LIKONGO, Y. (1997). *Lettre ouverte à l'Intelligentsia congolaise*, 23 décembre.

MAHLER, H. (1978). « La justice dans le monde », *Santé du monde*, mai, p. 3.

MASLOW, A. (1954). *Motivation and Personality*, New York, Harper and Row Publishers inc.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (1974). « Programme d'action minimum dans le domaine de la santé pour la période 1997-1999 », *Affaires sociales et Famille*, RDC, octobre.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (1987). *Action intersectorielle en faveur de la santé*, Genève, 162 p.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (1987). *Appui économique aux stratégies nationales de la santé pour tous*, document de base, quarantième assemblée mondiale de la santé, Genève, 145 p.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (1988). *Journée mondiale de la santé*, Genève.

THEBAUD, A. (1986). « Le jeu des organismes internationaux de la santé », dans *PRÉVENIR, La santé dans le tiers monde*, premier semestre.

# LETTRE AU GÉNÉRAL COLIN POWELL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS : PLAIDOYER POUR UNE AUTRE POLITIQUE EN AFRIQUE DES GRANDS LACS

Melchior MBONIMPA

Canadien d'origine burundaise, Melchior Mbonimpa est détenteur de deux titres de doctorat : en philosophie et en théologie. Depuis dix ans, il est professeur de philosophie et de sciences religieuses à l'Université de Sudbury en Ontario. L'Afrique, spécialement la région des Grands Lacs, est son principal terrain de publication. En avril 1999, il a comparu comme témoin expert de la défense au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha (Tanzanie).

## Résumé

Cette communication reprend le contenu d'une longue lettre au Général Colin Powell, Secrétaire d'État américain, sur le rôle de son pays parmi les acteurs clés, agissant dans l'ombre ou au grand jour, dans le conflit qui ravage actuellement l'Afrique des Grands Lacs. Nous pensons qu'il n'est pas possible de parler de l'après-guerre en faisant abstraction de l'épreuve du présent : ce serait poser devant l'histoire et hors de l'histoire un idéal abstrait, figé, utopique dans le mauvais sens. Nous aborderons donc l'après-guerre en partant de l'analyse des conditions actuelles pour y surprendre les traces ou les tendances dans lesquelles l'avenir entre déjà dans le présent. Notre plaidoyer pour une autre politique américaine dans la région est fondé sur l'examen de la nature de la guerre qui y sévit, en ses causes proches ou lointaines, endogènes ou exogènes ; en son extension et ses conséquences directes et indirectes. De cette analyse, nous tirerons des arguments pour engager les États-Unis à œuvrer pour un armistice urgent, suivi d'un pacte de stabilité liant tous les belligérants, et de la nécessaire instauration d'une vraie démocratie dans tous les pays de la région. Nous plaidons également pour la constitution d'une Fédération est-africaine incluant le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie, car seul un tel ensemble intégré mettrait un terme définitif aux guerres civiles interminables dans les trois premiers pays cités, et, par voie de conséquence, à leurs tentations annexionnistes vers l'ouest, c'est-à-dire vers la République démocratique du Congo.

## PROLOGUE

Monsieur le Secrétaire d'État,

**V**ous me permettrez d'abord de vous adresser mes chaleureuses félicitations. Quand, pour la première fois dans son histoire, votre grand pays a pris l'initiative de confier à un Noir le commandement suprême de ses forces armées, c'est à vous qu'il s'est tourné. Et quand, de nouveau pour la première fois, il a voulu se donner un Noir comme chef de sa diplomatie, c'est encore à vous qu'il a eu recours. Comme beaucoup d'autres Noirs à travers le monde, et sans verser dans un sentimentalisme puéril, j'ai à votre égard une admiration qui ne cherche pas à se dissimuler. Pour un fils d'immigrant qui n'est pas diplômé de Harvard ou d'une autre prestigieuse université des États-Unis, cela signifie d'abord que vous êtes incontestablement brillant et que, très tôt, vous avez mis hors jeu le minimalisme. Car, aux États-Unis comme ailleurs, rien n'est donné aux nouveaux venus, gratuitement, par pur privilège. On peut donc deviner que vous avez conquis durement galon sur galon jusqu'à vous hisser au sommet.

Comme vous le constaterez dans ce qui suit, je vous envoie cette lettre parce que j'ai des réserves profondes à l'égard de la politique des États-Unis en Afrique des Grands Lacs au cours des dix dernières années. Un vieil ami qui a fait partie d'un *brain trust* de critiques de la politique souvent invités à Washington m'a dit qu'un jour, il a demandé une audience au Président Ronald Reagan. On répondit positivement à sa requête, mais à une condition : qu'il trouve des raisons d'« engueuler » le Président ! Le chef de la plus puissante nation du monde voulait qu'on lui dise sans détours ce qu'il y avait d'inacceptable dans ses politiques, car des flatteurs, le Président des États-Unis n'en manquera jamais. Je vous raconte cette petite histoire parce que je suppose que la formidable vertu qui consiste à donner la parole à « l'avocat du diable » existe encore à Washington.

Je sais que dans votre pays, un changement d'administration n'entraîne que rarement une modification drastique en politique étrangère, car le principe de continuité de l'État prévaut sur les clivages idéologiques. Mais il devrait être permis d'espérer une exception à cette règle, notamment quand une erreur du passé est impérativement à corriger parce qu'elle est lourde de conséquences pour l'humanité et parce qu'en se ravisant, les États-Unis prouveraient leur grandeur. Je crois que justement, nous sommes en présence de ce cas d'espèce et je m'emploierai à le montrer dans cette lettre.

J'estime que vous êtes la personne la plus indiquée pour recevoir mon analyse de la situation, mes critiques constructives et surtout les solutions que je propose, et qui constituent ma modeste contribution à l'effort nécessaire de penser la paix dans cette zone troublée de notre commune humanité. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais, Monsieur le Secrétaire d'État, me présenter brièvement, afin que vous sachiez qui je suis, ce que je représente, à qui je veux faire du bien (ou du mal !). Je suis Canadien d'origine africaine. Je suis professeur d'université. L'une de mes spécialisations est la philosophie politique. La critique de la politique en Afrique des Grands Lacs est mon principal secteur de recherche et de publication<sup>1</sup>. Je ne représente rien ni personne. Je n'appartiens à aucune des multiples factions en guerre dans cette région et je ne milite dans aucun parti. Mais je ne revendique pas le statut de spectateur non engagé : je ne peux être indifférent aux convulsions sanglantes qui secouent une région où je suis né.

Venons-en maintenant à l'objet de cette lettre. J'ai déjà fait allusion au rôle des États-Unis dans les bouleversements pénibles qui affligent les habitants de l'Afrique des Grands Lacs. En tant que chef de la diplomatie américaine, vous êtes capable, si vous le désirez, d'entraîner votre pays à jouer un rôle différent de celui que les deux dernières administrations démocrates ont assumé. Pour les besoins de la clarté, il serait utile que je rappelle les faits qui, dans cette région plus que partout ailleurs au monde, justifient amplement les propos que l'on prête à l'un des plus grands sages auxquels l'humanité ait donné le jour : « La vie est une longue agonie. Elle n'est que douleur, et les bébés ont raison de hurler dès qu'ils sortent du sein maternel »<sup>2</sup>. Après le rappel des faits, j'avancerai des propositions pour un « Pacte de stabilité » susceptible de mener à une « paix des braves » qui mettrait fin à la guerre de tous contre tous. J'achèverai cette lettre par un épilogue qui ramasse en dix thèses tout le contenu de mes propos.

Je sais, Monsieur le Secrétaire d'État, que votre temps est précieux, et que vous n'aurez peut-être pas le loisir de parcourir tout ce document. Bien entendu, je serais ravi que vous puissiez prendre connaissance de l'ensemble du texte, mais si cela est impossible, vous pouvez, après ce prologue, aller immédiatement à l'épilogue pour avoir un condensé de mes propos avant de soumettre le reste du document aux fonctionnaires du « Central African Desk » au Département d'État.



## CHRONIQUE D'UNE DÉCENNIE SANGLANTE

Monsieur le Secrétaire d'État,

Il n'est pas difficile de deviner ce que vos experts vous disent à propos des convulsions qui affligent l'Afrique des Grands Lacs. Ils en ont une vision étriquée, réductrice, et donc mystificatrice. Voici en condensé leur version de la situation :

En Afrique des Grands Lacs, nous avons un allié de longue date, très brillant, très progressiste, et dont l'influence dans la région est indiscutablement bénéfique. C'est le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni. Après avoir mis fin à une longue guerre civile dans son propre pays, il s'est lancé dans une reconstruction difficile qu'il a menée avec succès, car l'Ouganda est désormais l'un des pays de la région dont la « croissance » est soutenue. Voici deux signes qui ne trompent pas : l'Ouganda est l'un des rares pays africains où la campagne de prévention du Sida porte des fruits qui lui valent l'éloge unanime des organismes internationaux œuvrant sur le terrain. Il est aussi l'un des rares pays du continent noir à avoir inventé une forme de « démocratie à l'africaine » qui redonne du pouvoir aux autorités traditionnelles.

Hors de son propre pays, le Président ougandais a joué un rôle déterminant dans l'endiguement de l'islamisme et du racisme caractéristiques du régime soudanais en apportant un soutien sans faille à John Garang et aux combattants de la liberté du Sud chrétien et animiste. Il a également appuyé au Rwanda et au Zaïre le renversement de Habyarimana et Mobutu, deux exécrables tyrans soutenus par les Français. Bien entendu, il a quelques difficultés pour le moment. Celui qu'il a aidé à s'installer au pouvoir à Kinshasa pour remettre le Zaïre sur les rails s'est révélé incompetent, ingrat, et même traître. Au lieu de collaborer à accoucher d'une Afrique débarrassée de dinosaures totalitaires, Laurent Désiré Kabila a faussé compagnie à ses partenaires de l'Est et a même décidé de croiser le fer avec eux. Et comme il ne pouvait mener une guerre victorieuse contre des armées aussi bien équipées et disciplinées que celles de l'Ouganda et du Rwanda dont la renommée n'est plus à faire, Kabila a appelé au secours les Angolais, les Zimbabwéens, les Namibiens et bien d'autres. Ensuite, le Président Museveni a eu également maille à partir avec ses amis Rwandais dans les « territoires occupés » à l'est du Zaïre, devenu République démocratique du Congo. De lourds combats ont opposé les deux armées pour le contrôle de Kisangani, mais notre médiation discrète a réussi à obtenir un cessez-le-feu et des négociations secrètes pour aplanir les différends et reconstituer un front commun. Dans cette situation, l'Amérique n'a qu'un choix : rester fidèle à ses alliées ougandais, rwandais et leurs amis de la région comme les Burundais, les Éthiopiens et les Érythréens. Notre politique doit aussi veiller à maintenir l'Afrique du Sud hors du conflit pour qu'elle continue à tenir le rôle de médiation entre les belligérants.

Tel est donc, sans caricature aucune, le discours justificatif de l'action américaine en Afrique des Grands Lacs pendant la dernière décennie. Avant d'en montrer les failles, je voudrais d'abord éviter de donner l'impression que je tente de passer sous silence les causes endogènes du chaos désastreux qui règne dans cette région. Je ne me livrerai pas à un réquisitoire contre les États-Unis sans évoquer au préalable le contexte dans lequel son implication a eu lieu, très probablement avec de bonnes intentions, au moins au départ. Avant de chercher des boucs émissaires à l'extérieur de cette malheureuse zone, il faut d'abord affirmer avec force que les premières causes des dérapages monstrueux sont certainement locales. La plus importante de ces causes est, sans nul doute, ce que j'ai appelé « la lutte des castes » dans mes ouvrages où j'analyse cette forme multiséculaire du conflit social dans une partie de l'Afrique des Grands Lacs, surtout au Rwanda et au Burundi. C'est effectivement à partir du conflit Hutu-Tutsi,

caractéristique de ces deux petits pays, que toute la région s'est embrasée, comme par contamination. La guerre s'est d'abord étendue au Zaïre avant de devenir « panafricaine » : il y a maintenant plus de dix pays africains qui sont, directement ou indirectement, impliqués dans ce conflit. Voici comment la « lutte des castes » est entrée en crue, débordant les frontières où elle se confinait jusqu'à il y a dix ans.

## Contexte et prétextes

Monsieur le Secrétaire d'État,

Je voudrais d'abord rappeler au passage qu'au Rwanda comme au Burundi, la population est composée de 85 % de Hutu, 14 % de Tutsi et 1% de Twa. À l'époque précoloniale, cette population était déjà structurée en une hiérarchie de castes<sup>3</sup>. Au sommet de la pyramide, il y avait les seigneurs tutsi. En bas, il y avait la masse des serfs qui suent, les Hutu. Et plus bas encore, la petite minorité d'intouchables, les Twa, véritables parias de l'Afrique des Grands Lacs. La colonisation européenne n'a pas détruit cette structure : au contraire, elle l'a renforcée. Au moment des indépendances, la domination tutsi s'est maintenue au Burundi, jusqu'à nos jours. Mais avec l'aide de la Belgique, qui était alors la puissance tutélaire, la majorité hutu s'est emparée du pouvoir au Rwanda. C'est ce que l'on a appelé « la révolution sociale » de 1959.

On ne peut certainement pas incriminer les États-Unis pour le refus du changement que l'élite tutsi rwandaise a manifesté depuis 1959. Ses leaders, à commencer par le roi et son entourage, ont préféré l'exil au compromis. Pour eux, il était impensable que le pouvoir change de camp. Et, à partir des pays voisins (le Burundi, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre), ils ont tenté à maintes reprises, notamment entre 1960 et 1963, de réimposer par les armes la hiérarchie des castes, pourtant rejetée par les urnes. Car, il faut rappeler que la « révolution sociale » de 1959 a été sanctionnée ou ratifiée par le vote populaire. Le régime de Kayibanda n'était donc pas un régime auto-proclamé et anti-tutsi, comme cherchant à l'accréditer les griots de la domination de caste désormais restaurée à Kigali. Et quel que soit le pli totalitaire que prit le régime suivant, celui de Habyarimana, le discours qui fait de sa nature anti-tutsi son trait essentiel relève de la propagande.

Le 1er octobre 1990, un groupe armé qui s'appelle FPR (Front patriotique rwandais) attaqua le Rwanda à partir de l'Ouganda. Il s'agissait de descendants de réfugiés tutsi qui, depuis 1959, n'avaient jamais accepté le renversement de la hiérarchie des castes au Rwanda. Ce fut la surprise générale, car, en trente ans, on avait fini par croire qu'au Rwanda la société de caste ne serait jamais rétablie. Le premier argument qu'avancait le FPR pour justifier son attaque était de mettre fin à la dictature du président hutu alors au pouvoir au Rwanda. Mais cet argument cache mal une mauvaise foi sans bornes, car, à cette époque, le Rwanda, comme la plupart des pays africains, s'ouvrait à la démocratie, notamment par l'acceptation du multipartisme. Le second argument est que les réfugiés tutsi avaient le droit de rentrer dans leur pays, le Rwanda, y compris par les armes parce que le président Habyarimana s'opposait au retour pacifique. Cet argument s'appuie sur une contre-vérité. Car si pendant longtemps Habyarimana a soutenu que son petit pays était déjà surpeuplé (ce qui n'était pas faux!), il avait fini par admettre le « droit de retour » aux réfugiés tutsi et il s'était déjà mis au travail pour organiser ce retour en bon ordre. Voici des faits, des gestes et des dates qui démontrent ce changement de cap:

- le 9 février 1989 : Habyarimana met en place une « Commission spéciale sur les problèmes des émigrés rwandais » ; entendez : les réfugiés tutsi ;

- le 15 février 1989 : l'Ouganda et le Rwanda entament des rencontres interministérielles pour trouver une solution à la question des réfugiés rwandais ;
- le 17 août 1989 : à Washington, le gouvernement rwandais participe à un congrès international destiné à discuter des solutions aux problèmes des réfugiés rwandais ;
- le 14 novembre 1989 : à Kampala, deuxième rencontre interministérielle rwando-ougandaise sur la même question ;
- mai 1990 : la Commission spéciale sur les émigrés rwandais publie son rapport : *Le Rwanda et ses émigrés* ;
- le 27 juillet 1990 : troisième rencontre interministérielle entre le Rwanda et l'Ouganda. Cette rencontre aboutit à un accord qui ne sera pas appliqué, justement parce que moins de trois mois plus tard, le FPR attaque le Rwanda, à partir de l'Ouganda, court-circuitant ainsi l'application de l'entente sur un rapatriement pacifique.

Tout cela montre bien que les motifs du déclenchement des hostilités n'étaient pas l'instauration de la démocratie ou le retour des réfugiés. En fait, dès avant la première tentative d'invasion du Rwanda par le FPR, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'une main invisible a manipulé les événements en brouillant les cartes au maximum pour que le jeu qui se tramait reste indéchiffrable. Mais après coup, tout est devenu clair, et voici ce qui ne peut plus être nié.

### **Le rouleau compresseur**

Monsieur le Secrétaire d'État,

Quand son pays fut attaqué, Habyarimana se trouvait aux États-Unis, et, comme par hasard, le Président Yoweri Museveni y était également. Ce dernier prétendit qu'il n'était au courant de rien, mais ni lui, ni le Président Bush (père), l'hôte des deux Africains, ne manifesta aucune intention d'arrêter l'agression. Le Président américain proposa d'accorder l'asile au Président rwandais. En fait, pour Museveni et Bush, les jeux étaient faits : le FPR ne pouvait que gagner, d'autant plus que dans sa touchante naïveté, Habyarimana n'avait jamais cru bon d'armer le Rwanda pour défendre efficacement ses frontières. Il croyait que son régime était inattaquable. Surpris, mais pas assommé, ce dernier réussit à convaincre ses amis, notamment les Présidents Mitterand et Mobutu, de venir en aide au Rwanda. L'offensive du FPR fut brisée et Rwigema, son chef, périt sur le champ de bataille. Mais le FPR ne pouvait être vaincu aussi facilement, car derrière le rideau, il y avait plus puissant que le FPR qui tirait les ficelles. Il est clair que le Président Ougandais a armé le FPR et l'a lancé à la conquête du Rwanda, en violation flagrante des conventions de l'OUA et des Nations Unies. Son implication dans l'affaire est indéniable depuis le début.

Les officiers, qui ont commandé l'armée du FPR, avaient occupé des postes clés dans l'armée ougandaise. Si, comme le prétendit Museveni, ils ont pris l'initiative d'attaquer le Rwanda à son insu, ils ont commis une faute d'insubordination. Logiquement ils auraient donc dû passer devant la cour martiale quand la contre-offensive les refoula vers l'Ouganda. Mais Museveni ne les a pas inquiétés. Il ne les a pas démobilisés. Au contraire, il les a aidés à se réarmer et à se réorganiser pour repartir à l'attaque. Paul Kagame qui se trouvait alors en formation aux États-Unis — comme officier ougandais — fut rappelé pour prendre la tête des opérations. Le premier agresseur n'est donc nul autre que Museveni lui-même. Un proverbe rwandais dit :

« Qui est protégé par un léopard puise à la source sans inquiétude ». C'est la protection des États-Unis qui donnait tant d'assurance au Président Museveni. Et voici les motivations de cette alliance indéfectible qui n'a plus rien de secret.

Tout a commencé avec la fin de la guerre froide. Dans l'imaginaire américain, l'islamisme est devenu l'équivalent de « l'empire du mal » naguère représenté par le Pacte de Varsovie. En Afrique, la menace islamiste était incarnée par le Soudan, la seule « République islamique » du continent. La nouvelle version du « containment » ou de l'endiguement en Afrique de l'Est se déroula en quatre étapes ;

- 1) dans la seconde moitié des années quatre-vingt, les États-Unis, en étroite collaboration avec la Grande-Bretagne, choisirent un pays frontalier du Soudan et le transformèrent en satellite militaire. Ce pays, c'est l'Ouganda. Il sortait d'une longue guerre civile. Un homme fort, Yoweri Museveni, venait de s'emparer du pouvoir à Kampala, avec l'aide des réfugiés tutsi, originaires du Rwanda. Relevons en passant qu'il est lui-même ressortissant d'un groupe apparenté aux Tutsi : les Hima ;
- 2) en 1990, le président ougandais eut des problèmes avec sa population qui lui reprochait d'avoir récompensé ses « mercenaires tutsi » en leur confiant de hautes responsabilités dans l'armée et dans les services de sécurité. Les Ougandais percevaient ces Tutsi rwandais comme des usurpateurs. Par ailleurs, Museveni avait des ambitions régionales, nourries par le fait que son pays était justement surarmé par les puissances anglo-saxonnes. Or, les armes ne sont pas faites pour être contemplées, mais pour être déployées sur des théâtres d'opérations. Museveni décida donc de faire d'une pierre deux coups : il envahit le Rwanda en utilisant ses alliés tutsi devenus encombrants. Il se débarrassa d'eux en les envoyant au front. Cela n'a pas marché tout de suite, mais il est tenace : quatre ans de guerre lui permettront d'installer ses amis au pouvoir à Kigali ;
- 3) en 1996, les deux régimes tutsi de la région, le Rwanda et le Burundi, formèrent avec l'Ouganda une « sainte alliance » et lancèrent leurs armées à la conquête du Zaïre avec le prétexte de mettre fin à la dictature de Mobutu, comme si ces régimes eux-mêmes n'étaient pas de féroces dictatures. Le monde les laissa pourtant faire, et l'invasion du voisin fut perçue comme un acte de vertu. Après avoir chassé Mobutu, ils intronisèrent Laurent Désiré Kabila à Kinshasa. Tout à coup, on a pu voir l'ampleur du jeu qui se tramait. De l'Afrique du Sud, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie, de l'Allemagne, de la Belgique etc... les transnationales du diamant, de l'or, du cobalt, du pétrole et d'autres matières précieuses dont regorge le Zaïre se sont précipitées sur le territoire « libéré ». Elles se sont partagées des concessions. Elles ont recruté des armées privées pour défendre leur part du gâteau. Les employés locaux de ces cartels, c'est-à-dire l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ont également reçu la permission de se servir en occupant chacun une fraction du territoire avec ses forêts et ses mines ;
- 4) en 1998, à peine deux ans après son arrivée au pouvoir, Laurent Désiré Kabila se rendit compte que ses concitoyens n'acceptaient pas que le mobutisme soit remplacé par l'occupation étrangère. Il se pourrait d'ailleurs que cela ait fait partie de ses calculs dès le départ. Il saisit donc l'occasion pour donner congé aux forces d'occupation, mais il avait probablement sous-estimé leur réaction : ils ont immédiatement tenté de le renverser, et la guerre est repartie. Mais cette fois, d'autres pays africains ont estimé que les alliés de Londres et de Washington avaient dépassé les limites acceptables : l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie, suivis plus discrètement par la Zambie et le Mozambique, entrèrent en guerre pour soutenir Kabila. Il y a donc eu constitution de deux vastes camps ennemis qui

s'affrontent sur le territoire du Congo-Zaïre. Face aux pays que nous venons de citer, il y a l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, et quelques alliés plus lointains comme l'Éthiopie et l'Érythrée. Mais, à partir de 1998, même Washington a perdu le contrôle du conflit : il ne réussit pas toujours à discipliner ses alliés de la région. Ainsi, l'Éthiopie et l'Érythrée, qui font partie de la « ceinture américaine de sécurité » installée autour du Soudan, n'ont pas hésité à s'assommer mutuellement pour une bande de terre désertique à leur frontière incertaine. De même, l'Ouganda et le Rwanda se sont affrontés à coup de canons pour le contrôle du butin qu'ils pillent dans le Haut-Zaïre : les alliés sont devenus ennemis et ont transformé les rues de Kisangani en un champ de bataille.

Lors des duels télévisés qui ont opposé les deux candidats à la présidence des États-Unis aux dernières élections, le candidat Bush a été appelé à se prononcer sur la situation qui prévaut en Afrique des Grands Lacs. Il a déclaré, notamment, que l'occupation d'une partie du territoire de la République démocratique du Congo par ses voisins de l'Est ne différerait en rien de l'occupation du Koweït par Saddam Hussein. Rappelons que Saddam Hussein, comme Museveni ou Kagame, avait été un allié des États-Unis, notamment dans sa longue guerre contre l'Iran. Mais quand le président irakien s'empara du Koweït, les États-Unis ont reconnu que l'ancien allié était un dangereux mégalomane : il fut neutralisé par l'*Opération Tempête du désert*. À ce propos, les experts disent que depuis le débarquement en Normandie, ce fut l'opération militaire américaine la mieux préparée, la mieux coordonnée et la mieux réussie. Ce succès est dû à votre talent, Monsieur le Secrétaire d'État. Fin stratège, vous avez démenti les détracteurs qui affirment que d'habitude, le déroulement des opérations américaines se résume en trois points : on y va ; on écrase tout ; on revient !

Mon propos n'est pas d'approuver ou de prendre position dans le conflit qui oppose les États-Unis à l'Irak depuis plus de dix ans. Je voudrais simplement tirer un argument de cette histoire : votre grand pays est capable de changer son fusil d'épaule et de reconnaître qu'il s'est trompé d'allié. Dans le cas de l'Irak, il a été capable de mettre en œuvre de grands moyens pour rectifier la situation, et il n'en est pas sorti diminué. Si l'aventure de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi dans la République démocratique du Congo est semblable à celle de Saddam Hussein au Koweït, elle ne doit pas être tolérée. Cette fois, il ne serait même pas nécessaire d'envoyer l'armée américaine déloger les occupants du Zaïre : il suffirait de beaucoup moins pour les contraindre à rentrer chez eux. Aucun de vos alliés dans la région n'a les moyens d'ignorer un sérieux avertissement de votre part. Il vous suffirait de parler fort, de rompre la conspiration du silence qui assure l'impunité aux agresseurs. Et il y a mille raisons d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

Pendant que les armes parlent en Afrique des Grands Lacs, il y a un problème gravissime dont la solution est ajournée : le sida qui ravage cette zone en guerre. Sa virulence est nettement liée au désordre provoqué par les combats. Il y a d'abord le fait que l'« effort de guerre » consume des ressources qui devraient être investies dans la santé et dans l'éducation des populations. Par ailleurs, tous les témoins œuvrant sur le terrain vous le diront : en Afrique des Grands Lacs, les armées constituent le vecteur majeur de la propagation de cette pandémie. Ce serait moins inquiétant s'il s'agissait uniquement de contaminations accidentelles par des soldats qui ne seraient pas au courant de leur séropositivité et qui, sans penser à mal, transmettraient la maladie à des partenaires consentants. Malheureusement, ce qui se passe est bien plus vicieux que cela.

Quand des gens en armes violent des femmes, cela n'est pas considéré comme un acte d'indiscipline, mais comme une nécessaire affirmation de la puissance : le guerrier a droit au réconfort. Ensuite, l'acte sexuel est devenu un acte de guerre. On raconte même que des unités

spéciales de soldats séropositifs sont utilisées pour contaminer le camp ennemi. Cela signifierait que nous sommes en face d'une véritable « guerre biologique » aux conséquences incalculables. Tout cela doit être dit. Tout cela doit être dénoncé, afin que le monde ne prétende plus qu'il ne savait pas. Avant de parler de la paix et de l'après-guerre, il faut s'assurer qu'on ne camoufle pas un manque de courage entraînant dans la fuite du présent et du réel. Seul un regard désillusionné sur l'histoire immédiate, seule une lecture exacte du paysage sans lunettes déformantes nous permettront d'inventer des ruses pour sortir du dédale.

### **La conspiration du silence**

Monsieur le Secrétaire d'État,

Ceux qui dirigent les nations, y compris la vôtre, sont des humains. Ils ont droit à l'erreur. J'admettrais même que la décence oblige à leur permettre de sauver la face, surtout s'ils représentent la plus puissante nation du monde. Je comprends beaucoup moins qu'ils persévèrent dans l'erreur quand il est devenu urgent de corriger le tir. Pour ne pas parler en énigmes, posons les questions sans détours. Ne croyez-vous pas qu'en Afrique des Grands Lacs, les États-Unis ont parié sur de mauvais chevaux de course ? Nous avons déjà relevé qu'en ce qui concerne les récents drames du Rwanda et de la République démocratique du Congo, vos alliés doivent être tenus pour ceux par qui le désastre arriva. Est-il juste de leur permettre de piller sans vergogne les ressources de leur voisin, sans compter le nombre de victimes que font leurs armées dans la population civile du territoire qu'ils occupent ? Le leadership des États-Unis dans le monde ne souffre-t-il pas de cette étroite association avec des seigneurs de guerre sans foi ni loi ?

Je ne crois pas qu'il faille compter sur le temps pour les rendre plus sages, plus pacifiques, plus respectueux de la démocratie, ou simplement, de la vie humaine. Voici une indication sur la difficulté de changer la mentalité du premier d'entre eux : le Président ougandais. Comme médiateur dans le conflit burundais, le Président Mandela vient d'échouer dans un pari risqué. Il a voulu impliquer tous les voisins du Burundi dans la tâche de trouver une façon de sortir ce pays de la guerre civile. Ainsi, il a accordé à Yoweri Museveni le titre ronflant de « Président de l'initiative régionale de paix » pour le Burundi. Or, ceux qui s'accrochent au pouvoir à Bujumbura sont des protégés de Museveni et ses alliés dans l'occupation de la République démocratique du Congo. Aux yeux de ceux qui combattent le pouvoir putschiste de Bujumbura, le Président ougandais n'est donc pas crédible : il est à la fois juge et partie. Il ne fait d'ailleurs aucun effort pour le cacher. Pour toute solution, il a proposé sans rire de constituer une force régionale pour anéantir les rebelles qui s'opposent à l'armée monoethnique du Burundi. Toute l'habileté et toute la détermination de Mandela n'ont donc pas suffi (ou du moins, pas encore) à transformer Museveni en faiseur de paix.

Quant aux actuels dirigeants de Kigali, le temps où ils pouvaient encore revendiquer dans leur propre pays comme chez leur voisin de l'ouest le titre de « libérateurs » est révolu. De nouveau, je comprends qu'il soit difficile pour les États-Unis de lâcher des alliés sans paraître inconséquent. Mais est-il permis de trahir l'humanité par fidélité à des alliés rationnellement indéfendables quand il est devenu impossible de plaider l'ignorance ? Les violations massives des droits de la personne par le nouveau régime rwandais sont désormais tellement documentées qu'il serait vain d'essayer de les énumérer de façon exhaustive. Contentons-nous donc de relever cinq points sur lesquels même ceux qui soutenaient naguère le régime de Kigali ont changé de discours<sup>4</sup> :



- 1) sous la conduite du Général Kagame, dont la responsabilité personnelle est engagée, le FPR s'est en effet livré à des tueries de Hutu organisées après, pendant, et même avant le génocide des Tutsi. Cela signifie qu'à aucun moment le FPR n'a mené une politique réconciliatrice. Il n'a jamais représenté une alternative meilleure au régime précédent qu'on s'accorde à diaboliser comme pour trouver des prétextes à l'injustifiable absolution de ceux qui l'ont renversé par les armes ;
- 2) Kagame est désormais mis en cause, non pas par des extrémistes hutu, mais par ses proches, dans l'attentat contre le Falcon présidentiel, événement qui, le 6 avril 1994, a déclenché le génocide contre les Tutsi. Désormais, l'absence d'enquête sérieuse pour établir ses responsabilités dans cette affaire, et éventuellement, prononcer son inculpation, relève de la complicité, notamment de la part de ceux qui ont institué le Tribunal pénal international pour le Rwanda ;
- 3) au Congo-Kinshasa, le FPR, sous les ordres de Kagame, a non seulement démantelé *manu militari* des camps d'exilés hutu, mais encore, il a persécuté sur deux mille kilomètres à travers la forêt équatoriale, des civils dont près de 200 000 ont péri, victimes d'inanition, de maladies ou des « unités spéciales » lancées à leur poursuite depuis Kigali ;
- 4) plus de 130 000 prisonniers croupissent dans les prisons du Rwanda, certains depuis 1994, en attente de jugement. Ils sont « présumés coupables » de génocide. Mais tout le monde sait désormais que la plupart d'entre eux sont uniquement coupables d'être Hutu. Leur enfermement participe donc à une stratégie de réduction démographique et de purification ethnique, comme les exécutions sommaires dont parlent quantité de rapports d'enquête sur le Rwanda actuel ;
- 5) le Rwanda occupe une bonne partie de l'est de la République démocratique du Congo, sous prétexte d'établir un glacis de sécurité autour de son territoire. Mais il est clair qu'il s'agit d'un prétexte fallacieux. Cette occupation est motivée par l'appât des richesses. Elle sert à siphonner impunément les matières précieuses du pays voisin.

Je voudrais également dire un mot du « troisième larron », car on oublie souvent de mentionner le Burundi parmi ceux qui occupent illégalement l'est de la République démocratique du Congo. Le Régime de Bujumbura est également soutenu par les États-Unis. Il est pourtant issu d'une félonie caractérisée. Sous l'instigation de son chef, le Major Buyoya, un président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné en octobre 1993. L'élimination physique du Président fut suivie d'une paralysie des institutions et d'une gigantesque purification ethnique de trois ans avant que le Major Buyoya ne retrouve en 1996 le siège qu'il avait perdu par les urnes. Il entreprit alors de créer sur tout le territoire des « camps de concentration » où il parqua les paysans Hutu comme du bétail sous prétexte de couper l'herbe sous les pieds des rebelles qui se cachent dans la population.

En faisant l'avocat du diable, en développant un discours qui contredit la version officielle élaborée par les experts américains de la politique étrangère, mon souhait était de vous éclairer sur la nature irrémédiablement « fasciste » des régimes qui, en Afrique des Grands Lacs, comptent sur votre appui pour se maintenir. Mais à supposer que je vous aie convaincu, une question demeure : que faire ? Suffirait-il de retirer votre appui à ces régimes, ou faudrait-il en plus prendre des initiatives concrètes et positives pour ramener la paix dans cette zone ? Mon point de vue est que l'abstention ne suffit pas. Les régimes en question sont assez armés pour se maintenir longtemps, même sans votre soutien actif, et les sources d'approvisionnement en

armes sont assez nombreuses pour qu'ils n'aient pas à craindre d'être à court de munitions. Il me semble donc qu'il serait nécessaire de mettre à l'ordre du jour une série de mesures à prendre au bénéfice de la stabilisation de cette région, et je suggère l'esprit dans lequel votre diplomatie pourrait se mettre en branle pour changer la situation.

## **POUR UN PACTE DE STABILITÉ RÉGIONALE**

Monsieur le Secrétaire d'État,

Votre pays s'intéresse aux initiatives de paix déjà tentées dans la région de l'Afrique des Grands Lacs. Je pense notamment aux Accords de Lusaka qui ont eu l'appui des États-Unis, mais qui n'ont rien changé à la situation. Je pense également au travail de Nelson Mandela qui depuis plus d'une année a remplacé feu Julius Nyerere comme médiateur dans le conflit interne au Burundi. En août 2000, le Président Clinton est allé à Arusha en Tanzanie, pour soutenir le Président Mandela dans l'effort d'amener les Burundais à signer des accords mettant fin à une guerre civile qui a déjà fait plus de 200 000 victimes. Aussi louables que soient ces efforts, il me semble que la montagne accouchera toujours d'une souris tant que les problèmes seront abordés de façon partielle et parfois partiale. Ainsi, ce ne sont pas tous les intéressés qui ont signé les Accords de Lusaka. Le Burundi, qui pourtant occupe une partie de l'est de la République démocratique du Congo, n'était pas partie prenante dans ces accords. Par ailleurs, les problèmes burundais resteront insolubles tant que le reste de la région des Grands Lacs sera dans la tourmente. Les régimes actuels du Rwanda et de l'Ouganda sabotent toute solution tendant à mettre fin à l'hégémonie tutsi au Burundi. Il est également certain que Kinshasa accordera nécessairement un sanctuaire aux rebelles hutu du Rwanda et du Burundi tant que les armées de ces deux pays occuperont une partie de son territoire. Pour trancher ou défaire le nœud gordien, il me semble inévitable de l'attaquer par son centre : tout devrait commencer par la pacification urgente de la République démocratique du Congo.

## **L'unité et l'indivisibilité de la République démocratique du Congo**

La paix n'aura pas lieu tant que subsistera la peur ou le refus de regarder les choses en face, sans faux fuyants. La partition de la République démocratique du Congo pourrait très bien s'inscrire dans les faits, dans la longue durée, dans la permanence, avec le consentement de ceux qui, parmi les Congolais, collaborent avec l'occupant<sup>5</sup>. On n'en est pas encore là : les occupants n'ont pas suscité de mouvement explicitement séparatiste, comme au temps de Tshombe. Mais il faut éviter que le point de non retour soit atteint pendant que le monde ferme les yeux. C'est uniquement pour ceux qui gardent les yeux ouverts que le pire n'est pas sûr. Il y a des convictions qui ont déjà volé en éclats : la taille de la République démocratique du Congo, ses richesses de toutes sortes et son poids démographique ne sont pas des atouts garantissant son unité et sa souveraineté. Le contraire a déjà été démontré, à plusieurs reprises. Ce qui pourrait constituer un atout puissant pour la souveraineté, c'est une volonté majoritaire — à défaut d'être unanime — de constituer pour la première fois un vrai pays, fondé sur une citoyenneté défendable envers et contre tous. Tant que le Congo ne sera pas une « République de citoyens », il y aura toujours des gendarmes Katangais ou des Banyamulenge prêts à devenir le cheval de Troie par lequel le malheur arrivera. Des voisins, parfois insignifiants pourront toujours humilier le géant, de la manière la plus ostensible. En Afrique des Grands Lacs, la paix aura lieu d'abord dans la République démocratique du Congo ou n'aura pas lieu. Il est urgent de comprendre qu'un pacte réaliste de stabilité dans la région est impensable sans cette première étape qui me semble incontournable.



La déliquescence de l'État congolais est la cause principale des turbulences que traverse la région. La perte de contrôle sur les moyens de la violence légitime ou la « décentralisation » de ces moyens au profit de groupes armés conduit à des réactions en chaîne impossibles à maîtriser. Si Kinshasa n'a pas le contrôle de tout le territoire de la République démocratique du Congo à cause de ses voisins envahisseurs, ces derniers annulent eux-mêmes leur principal argument. Ils prétendent que l'invasion assure leur sécurité, mais en même temps, leur agression garantit un sanctuaire aux opposants qu'ils cherchent à neutraliser. En conséquence, on aboutit donc à un parfait retournement des causes ! Il n'y a que deux façons d'éliminer le sanctuaire : occuper la totalité de la République démocratique du Congo ou laisser se constituer une autorité centrale capable de répondre de ce qui se passe sur tout le territoire. La première solution a échoué, et, très probablement, cet échec fut définitif : même en utilisant des pions congolais, le Rwanda et l'Ouganda ne parviendront plus à occuper l'ensemble du Congo. Il ne reste donc que la seconde possibilité et, de toutes les puissances régionales en lutte sur le sol congolais, l'Angola semble être le seul pays à avoir compris, de longue date, que l'implosion de son voisin aurait des conséquences incalculables sur son propre avenir.

Par deux fois, notamment lors des deux guerres du Shaba, en 1978 et 1979, Luanda a servi de sérieux coups de semonce au pays de Mobutu qui abritait et soutenait les rebelles angolais. Mais l'Angola n'a pas cédé à l'erreur d'assouvir des ambitions territoriales au détriment de son voisin. On sait aussi que Luanda a participé de façon discrète mais décisive aux opérations qui ont donné le coup de grâce à Mobutu. Mais par la suite, l'Angola a de nouveau montré que son intérêt bien compris ne résidait pas dans la déstabilisation de toute la région. Ainsi, quand la coalition anti-Mobutu fut invitée à traverser le fleuve pour prendre pied au Congo-Brazza, l'Angola changea de camp. Mis à mal par l'adversaire qu'il avait lui-même provoqué, le pro-américain Lissouba chercha une alliance avec Kabila qui, à l'époque, était encore sous la tutelle des armées rwandaise et ougandaise. L'Angola s'y opposa de la manière la plus ferme en précipitant la déroute de Lissouba. L'invasion angolaise de la zone de Pointe Noire qui constituait le fief des partisans de Lissouba donna à Sassou Ngwesso (déjà massivement soutenu par les Français) les moyens d'une écrasante victoire.

Puis, Kabila déçut ses parrains. Il n'honora pas toutes les clauses de leur pacte secret, car ce n'est pas par altruisme qu'ils l'avaient aidé à prendre le pouvoir. Il aurait dû se contenter du rôle d'homme de paille, mais après deux ans, il montra la porte aux Rwandais et aux Ougandais qui réagirent en consolidant l'emprise qu'ils avaient déjà sur l'est du pays et en organisant un pont aérien pour masser dans le Bas-Zaïre des troupes destinées à marcher sur Kinshasa. Cette fois, l'Angola vola au secours de Kabila en coupant le chemin aux envahisseurs et en les contraignant à rentrer chez eux.

À y regarder de près, le jeu angolais s'est révélé bien plus intelligent et plus constructif que celui des Rwandais, des Ougandais, et même, de l'Afrique du Sud qui évite de prendre position. Les Angolais n'exportent pas leur savoir-faire militaire dans le but de démembrer les pays voisins. Et je suis sûr que pour influencer positivement sur les événements, les États-Unis devraient surmonter leur réticence et imiter l'Angola, s'en servir comme modèle ou paradigme, prolonger son action stabilisatrice en faveur de la République démocratique du Congo. On ne peut pas raisonnablement exiger que ce pays négocie à genoux devant ses agresseurs. Le départ des occupants-prédateurs doit être posé comme préalable incontournable à tout pacte de stabilité.

## L'impératif démocratique

Monsieur le Secrétaire d'État,

Je viens d'insister sur le caractère non négociable de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo. Une fois ce principe acquis, la neutralisation des groupes armés opérant à partir de ce territoire et qui menacent la sécurité des voisins de l'Est deviendra certainement négociable. Mais pour que cet objectif soit atteint, il sera nécessaire d'exiger l'instauration de conditions qui, dans tous les pays concernés, rendront inutile la guerre de tous contre tous. Ces conditions se résument dans ce que l'on pourrait appeler l'impératif démocratique, et la nécessaire consolidation de l'État de droit. De nouveau, c'est probablement en République démocratique du Congo que devrait se situer le point de départ de ces changements.

D'une part, quand les occupants auront rebroussé chemin, les rebelles congolais, qui collaborent actuellement avec les armées étrangères, seront obligés de déposer les armes pour se soumettre à la loi des urnes. D'autre part, si le Président Kabila (père) est mort avant la reddition des comptes à propos de la démocratie, ses successeurs n'y échapperont pas. Ils ne pourront pas nier leur entière responsabilité dans l'instauration d'un régime en tout semblable au précédent. Quand ils ne pourront plus invoquer l'état d'exception, ils seront à court d'arguments, incapables de justifier qu'une dictature ait remplacé sans ambages un totalitarisme pourtant promis à l'abolition. Il faudra bien qu'ils se commettent avec la démocratie ou qu'ils se démettent. Car ce peuple qui a survécu à tant de naufrages aura le droit, après l'occupation, de se donner des gouvernants qui lui restitueront le poids et le rang qu'il mérite au cœur de l'Afrique et au bénéfice de l'Afrique.

Mon plaidoyer pour la démocratie vaut également pour vos alliés de l'est de la zone dont nous parlons. Si l'on vous dit que l'Ouganda est actuellement démocratique, prenez-le avec un grain de sel. Il n'y a pas de « démocratie à l'africaine » : c'est un slogan vide de sens ; c'est une absurde alliance de mots destinée à jeter de la poudre aux yeux. Les Ougandais n'ont jamais élu Yoweri Museveni dans une compétition ouverte, pluraliste, respectant le principe partout admis comme élément incontournable de toute démocratie : « Une personne, une voix ». Les « seigneurs de guerre » sévissant en Ouganda, au Rwanda et au Burundi devront admettre que l'État de droit est la meilleure garantie de la paix.

J'en profiterais d'ailleurs pour souligner que les opposants à la suprématie hima-tutsi auraient également des leçons à apprendre en matière de démocratie. Laissons de côté les opposants ougandais et rwandais qui, pour le moment, n'ont pas de mouvements organisés au point de se poser de façon convaincante comme alternatives aux régimes en place. C'est surtout au Burundi que la protestation a une structure politique et militaire et une expérience capable d'obliger l'oligarchie régnante à faire semblant de négocier. C'est probablement de mauvaise foi et de mauvaise grâce que l'etnarchie minoritaire reconnaît ainsi son illégitimité. Il y a pourtant un argument qu'elle mobilise rarement pour contester la légitimité de ceux qui la combattent : la plupart d'entre eux ont eu recours aux méthodes « putschistes » qu'ils reprochent pourtant au pouvoir en place. Ainsi, le commandant Cossan Kabura, ancien chef du groupe armé qui s'appelle FROLINA (Front de libération nationale), revendiqua le titre de président du PALIPEHUTU (Parti de la libération du peuple hutu) dont il avait « destitué » les responsables pour prendre leur place par un coup de force : une opération un peu comique dans la mesure où cet apprenti-putschiste ne pouvait pas mettre la main sur ceux qu'il voulait chasser du « pouvoir » pour leur imposer le silence par la prison ou l'exécution. Le seul résultat est que l'ancien parti est désormais divisé en deux fractions irréconciliables. Et

maintenant, Cossan Kabura vient d'être lui-même renversé par un putsch à l'intérieur de son mouvement !

Le Frodébu (Front pour la démocratie au Burundi) a également succombé à la tentation anti-démocratique quand l'aile initiatrice du CNDD (Conseil national de défense de la démocratie) tenta de contourner les structures du parti pour imposer Léonard Nyangoma comme chef de file de l'ensemble. Puis le CNDD lui-même finit par éclater quand Jean-Bosco Ndayikengurukiye voulut renverser Nyangoma par un « coup d'État ». On assiste donc à l'ironie revanche de la bêtise totalitaire contre les discours qui prétendaient la faire disparaître. Entre les putschistes de l'ethnarchie tutsi et les « combattants de la liberté », il y a une solidarité secrète qui désavoue sans cesse leur querelle : d'un côté comme de l'autre, on a une confiance aveugle dans la force et on veut gouverner sans être élu. D'un côté comme de l'autre, on constate la même négation de la liberté, la même absence du réflexe démocratique.

### **La solution fédérative**

Monsieur le Secrétaire d'État,

Je viens de soutenir que la partition de la République démocratique du Congo est à désavouer fermement. Cette fois, j'irai plus loin. A y regarder de près, ceux qui se sont arrogé le droit de conquête et d'annexion de l'espace congolais, j'entends l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, sont tous les trois des pays enclavés et sans ressources naturelles significatives. La région a donc besoin d'une solution qui empêcherait ces petits pays de répondre à la pénurie par la prédation et qui les arracherait à l'implosion, car les guerres civiles qui sévissent dans les trois pays s'expliquent aussi en bonne partie par la rareté des richesses distribuables. Le problème fondamental de la République démocratique du Congo est donc diamétralement opposé à celui de ses trois agresseurs de l'Est. D'un côté, il y a surabondance de richesses naturelles qui provoquent la convoitise, tandis que de l'autre, il y a une excessive disette qui pousse à la razzia. Les solutions doivent donc elles-mêmes être envisagées de manière opposée. Pour se développer, la République démocratique du Congo a besoin de recouvrer sa souveraineté et de se donner un leadership honnête et sérieux, moins préoccupé par le pillage que par la redistribution. Mais pour ses trois voisins de l'Est il faudrait bien plus que de bons gouvernements : un espace plus large qui leur garantirait une viabilité minimale.

J'ai déjà plaidé à maintes reprises<sup>6</sup> pour une fédération qui réunirait l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et le Kenya. Les arguments en faveur de cette option sont nombreux et solides. Pour tenter de vous convaincre qu'une telle orientation mériterait votre support, voici, Monsieur le Secrétaire d'État, quelques-uns de ces arguments :

- 1) une telle fédération mettrait fin au face-à-face mortel entre Hutu et Tutsi, au Rwanda comme au Burundi. Laissés à eux-mêmes, Hutu et Tutsi éviteront difficilement de s'enfermer dans l'intolérable éventualité de la « destruction mutuelle assurée » ;
- 2) la pression démographique sur les terres et l'exiguïté du marché de l'emploi dans ces petits pays enclavés trouveraient une solution. Il existe des terres arables dans le reste de l'Afrique orientale. Il y aurait également une plus grande capacité d'embauche dans un ensemble plus vaste. La tentation expansionniste vers l'Ouest n'aurait donc plus de sens ;
- 3) dans une grande fédération, l'insoluble question des armées monoethniques provoquant en réaction des rebellions également monoethniques deviendrait automatiquement caduque,

car l'armée serait du ressort fédéral, comme d'autres secteurs clés qui constituent encore des bastions de l'exclusion. C'est notamment le cas de l'éducation et de la justice ;

- 4) la fédération résoudrait également l'un des problèmes les plus épineux auxquels font face les voisins des trois pays actuellement déchirés par des guerres civiles : les centaines de milliers de réfugiés qu'ils sont obligés d'héberger, parfois depuis des décennies, deviendraient tout simplement des citoyens de la fédération, libres de s'établir partout où ils voudraient sur l'ensemble du territoire de l'Union ;
- 5) économiquement, une telle fédération entraînerait la création d'un vaste marché où la libre circulation des biens et des personnes s'inscrirait dans les faits. Les investisseurs étrangers auraient confiance et n'hésiteraient pas à venir en grand nombre pour profiter des conditions de sécurité qui seraient nécessairement meilleures qu'auparavant ;
- 6) une telle fédération mettrait fin à l'enclavement de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi en les rattachant à un ensemble naturel auquel ils appartiennent déjà. Économiquement, ils dépendent de la Tanzanie et du Kenya pour leurs importations et leurs exportations. Culturellement et géographiquement, ils font partie de l'espace Swahili bien plus que de la Francophonie ou du Commonwealth ;
- 7) l'instauration d'une telle fédération pourrait être l'objet d'un formidable exercice de démocratie. Si on organisait des référendums dans tous les pays concernés, il n'y a pas de doute que l'option recueillerait partout des majorités écrasantes. On aurait alors une fédération des citoyens dans laquelle aucune partie de la population ne serait condamnée à être de la chair à canon.

## ÉPILOGUE

Monsieur le Secrétaire d'État,

De tout ce que je viens de dire dans cette longue lettre, on peut conclure fermement par les dix thèses suivantes :

- 1) à la faveur du récent changement d'administration à Washington, une révision de la politique américaine en Afrique des Grands Lacs serait plus que bienvenue. Le temps est propice, et vous êtes la personne indiquée pour initier cet infléchissement ;
- 2) je partage l'opinion du nouveau Président des États-Unis qui dit ne voir aucune différence entre l'invasion du Koweït par l'Irak et l'occupation de la partie orientale de la République démocratique du Congo par l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ;
- 3) comme Saddam Hussein, vos alliés en Afrique des Grands Lacs, soit Yoweri Museveni, le président ougandais, Paul Kagame, le président rwandais et Pierre Buyoya, le président burundais, sont de féroces « seigneurs de guerre » qui mènent une politique totalitaire dans leurs pays et annexionniste vis-à-vis de leur voisin de l'Ouest ;
- 4) de même que vous avez contraint Saddam Hussein à évacuer le Koweït, de même vous pourriez, si vous le vouliez, ramener à la raison les trois prédateurs de l'Afrique des Grands Lacs, et cela sans aucune opération militaire : une ferme mise en demeure, et éventuellement un solide embargo sur la coopération, suffiraient à les faire reculer ;

- 5) la partition de la République démocratique du Congo est à exclure. L'unité et l'indivisibilité de ce pays est la pierre angulaire de la paix dans toute la région. C'est pourquoi toute solution qui n'affirment pas de la manière la plus claire le caractère non négociable de la souveraineté territoriale de ce pays devrait être abandonnée ;
- 6) le retrait des forces d'occupation sévissant actuellement dans l'est de la République démocratique du Congo entraînerait inévitablement le départ des autres armées africaines engagées aux côtés du Gouvernement de Kinshasa : une fois restaurée l'intégrité territoriale de ce pays, la présence militaire de l'Angola, du Zimbabwe, de la Namibie et de quelques autres pays perdrait sa justification ;
- 7) la paix finalement acquise vous permettrait à coup sûr de peser de tout votre poids pour exiger que soient respectés dans toute la région les principes démocratiques qu'il vous revient de promouvoir partout dans le monde, en conformité avec votre leadership global ;
- 8) quand les forces d'occupation auront évacué le Congo, le pays pourra enfin travailler à mériter le titre de « République démocratique ». On ne pourra plus invoquer l'état d'exception pour prolonger la dictature et le pillage des richesses du pays. Ses leaders devront se soumettre à l'épreuve des urnes, ou se démettre ;
- 9) la culture totalitaire des autres pays en cause, notamment l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, devra également subir sa négation. Les régimes en place, tout comme les contestataires qui combattent ces régimes, devront déposer les armes pour s'en remettre au peuple souverain qui les départagera par un vote libre ;
- 10) la démocratie doit mettre tous les possibles à égalité. L'un des problèmes majeurs de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi est leur enclavement. L'autre problème épineux est l'absence sur leur sol de richesses naturelles suffisantes. C'est bien cela qui provoque les guerres civiles dans lesquelles ces pays sont verrouillés, et leurs tentations expansionnistes vers l'Ouest. Une solution sérieuse pourrait bien être la fédération de ces petits pays turbulents avec la Tanzanie et le Kenya. La création d'un vaste ensemble intégré en Afrique de l'Est mettrait un terme définitif à l'enclavement et à la pénurie. Une telle option ne devrait pas être imposée de façon autoritaire : elle pourrait au contraire surgir d'un formidable exercice de démocratie. Si l'on soumettait la solution fédéraliste au référendum dans tous les pays concernés, nous parions qu'elle recueillerait un score majoritaire qui surprendrait tous les frileux et tous les sceptiques.

## NOTES

- 1 Mes principales publications dans ce secteur sont : *Idéologies de l'indépendance africaine*, Harmattan, Paris, 1989 ; *Hutu, Tutsi, Twa : Pour une société sans castes au Burundi*, Harmattan, Paris, 1993 ; *Ethnicité et démocratie en Afrique : L'homme tribal contre l'homme citoyen ?*, Harmattan, Paris, 1994 ; *La « Pax Americana » en Afrique des Grands Lacs*, Vents d'Ouest, Hull, 2000.
- 2 Paraphrase de l'un des Entretiens du Bouddha qui répètent en fait la première « Noble vérité » du très célèbre Sermon de Bénarès : « Voici ô moines la noble vérité sur la souffrance : la naissance est souffrance, la maladie est souffrance, la vieillesse est souffrance, la mort est souffrance, la tristesse et le tourment sont souffrance, l'union à ce que l'on n'aime pas est souffrance, la séparation d'avec ce que l'on aime est souffrance, bref, les cinq agrégats d'attachement sont souffrance ».

- 3 Il faut ajouter tout de suite que cette hiérarchie des castes existait aussi dans les autres royaumes de l'Est de la zone interlacustre, voisins du Rwanda et du Burundi, soit les six royaumes du Buha, dans la Tanzanie actuelle, et aussi, le royaume du Nkore dans l'Ouganda actuel. Pour plus de détails, voir mon ouvrage *La « Pax Americana » en Afrique des Grands Lacs*, op. cit, p. 33-34.
- 4 Voir à ce propos Rony Brauman, Stephen Smith, Claudine Vidal, *Rwanda : politique de terreur, privilège d'impunité*. Ce document paru en juin 2000, dénonce les exactions et massacres commis par le FPR, en se basant sur un nombre impressionnant de rapports d'organisations humanitaires et internationales. L'intérêt de la prise de position sans équivoque de ces trois grands spécialistes de l'histoire immédiate en Afrique des Grands Lacs est qu'ils ne peuvent pas être tenus pour ennemis du Régime actuel du Rwanda. Ainsi, Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, est auteur d'un ouvrage, *Devant le mal. Rwanda, un génocide en direct*, Paris, Arléa, 1994, dans lequel il soutenait sans hésitation le FPR victorieux ! Devant les faits, son discours a changé du tout au tout !
- 5 Le récent recul de 200 km des armées rwandaise et ougandaise n'est un bon signe que s'il prélude à une évacuation totale. Mais si le passé est garant de l'avenir, cela pourrait n'être qu'un jeu destiné à gagner du temps, notamment pour apprivoiser la nouvelle administration américaine. C'est avec une véritable maestria que le FPR joua ce jeu-là face à Habyalimana lors des négociations interminables d'Arusha, qui, à plusieurs reprises, aboutirent à des accords dûment signés puis systématiquement violés.
- 6 Tout un chapitre de mon ouvrage, *La « Pax Americana » en Afrique des Grands Lacs*, porte sur cette question (p.193-215). Par la suite, lors des « ateliers » organisés en Hollande par le NCB (Nederland Comité Burundi) en avril, juin et septembre 2000, où des Burundais de toutes tendances étaient invités à élaborer des scénarios pour l'avenir de leur pays, j'ai défendu cette option fédéraliste et, malgré d'énormes résistances, la proposition a fait l'objet de l'un des quatre scénarios retenus dans le document final (Voir *Scénarios pour le Burundi*, NCB, 2000, Wolvenhof, 2001, p. 25-30).

# **LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES : HISTORIQUE, CONTENU ET APPLICATION DES NOUVELLES TECHNIQUES DE MISE EN ŒUVRE DES DROITS DE LA PERSONNE**

Pascal Musulay MUKONDE

Docteur en droit de l'Université de Montréal (1999), Pascal Musulay Mukonde est originaire de la République démocratique du Congo. Il est le président en exercice du Comité directeur d'une ONG, « l'Espace Avenir ». Il occupe aussi les fonctions du président du Conseil en immigration et en investissements à Montréal et de chercheur associé au Centre d'études sur les régions en développement de l'Université McGill.

## **Résumé**

Cette communication est une présentation sommaire de l'histoire, du contenu et des mesures de sauvegarde des droits de la personne et des peuples consignés dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CHADHP). La CHADHP est un instrument juridique international qui établit un système de promotion et de protection des droits de la personne et des peuples dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) dont la principale mission est de renforcer la cohésion et la solidarité entre les États africains, d'intensifier leur coopération ainsi que leurs efforts afin d'offrir des meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique. Depuis son adoption à l'unanimité à Nairobi (Kenya) le 28 juin 1981, au cours d'un sommet des chefs d'État et de Gouvernement, la CHADHP a fait l'objet de plusieurs études. Celles-ci ont été effectuées soit sous l'angle de l'analyse de son contexte historique, soit dans une optique comparative et sous l'angle de son contenu et de ses mécanismes de mise en application. La CHADHP a une visée qui concerne l'avenir de l'Afrique. Comme telle, elle débouche sur un projet de société impliquant des choix politiques, économiques, sociaux et culturels. La CHADHP ratifiée à ce jour par la majorité des États africains, à l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Erythrée, de l'Éthiopie et du Swaziland, est un acte juridique ayant force exécutoire et propre à produire des effets juridiques à l'égard de ceux-ci. Son application rigoureuse et non partisane permettrait de résoudre bien des conflits qui opposent aujourd'hui plusieurs États africains membres.

## **INTRODUCTION**

**J**e tiens à préciser dès le départ que le développement qui suit sera relativement bref et descriptif compte tenu du fait qu'il a été analysé de façon approfondie à la conférence tenue le 16 janvier 2001 au Tribunal des droits de la personne du Québec à Montréal. Toutefois, il est utile de présenter ici, ne serait-ce que sommairement, l'histoire, le contenu et les mesures de sauvegarde des droits de la personne et des peuples prévues dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CHADHP) telles qu'elles sont actuellement appliquées sur le plan national et sur le plan international ou continental.

## **L'HISTORIQUE**

La CHADHP est un instrument juridique international qui établit un système de promotion et de protection des droits de la personne et des peuples dans le cadre de l'Organisation de l'unité



africaine (OUA). Il convient de rappeler que la mission de l'OUA consiste à renforcer la cohésion et la solidarité entre les États africains, à intensifier leur coopération ainsi que leurs efforts, afin d'offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique<sup>1</sup>.

Depuis son adoption à l'unanimité à Nairobi (Kenya) le 28 juin 1981 par le sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA, la CHADHP a fait l'objet de plusieurs importantes études. Celles-ci ont été effectuées soit sous l'angle de l'analyse de son contexte historique<sup>2</sup>, soit dans une optique comparative et sous l'angle de son contenu et de ses mécanismes de mise en œuvre avec les instruments internationaux relatifs aux droits de la personne dont, au plan universel, la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et le Protocole facultatif se rapportant au PIDCP, le tout dénommé la Charte internationale des droits de l'homme et, sur le plan régional, la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et la Convention américaine des droits de l'homme (CADH)<sup>3</sup>.

La CHADHP a une visée qui concerne l'avenir de l'Afrique. Comme telle, elle débouche sur un projet de société impliquant des choix politiques, économiques, sociaux et culturels<sup>4</sup>. La CHADHP, accord ratifié à ce jour par la majorité des États africains à l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Erythrée, de l'Éthiopie et du Swaziland, est un acte juridique ayant force exécutoire et propre à produire des effets juridiques à l'égard de ceux-ci<sup>5</sup>.

## LE CONTENU

La CHADHP comporte un préambule qui reprend les objectifs principaux de la Charte de l'OUA de 1963, ainsi qu'un total de soixante-huit articles, répartis en trois parties<sup>6</sup>. La première partie comprend vingt-neuf articles (art. 1 à 29) relatifs aux droits et devoirs conformément à la conception africaine où les droits sont inséparables des devoirs visant les personnes, les peuples et les États. La seconde partie (art. 30 à 63), intitulée « Des mesures de sauvegarde », est consacrée entièrement au mandat confié à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. La troisième partie (art. 64 à 68), intitulée « Dispositions diverses », comprend des mesures pratiques concernant la signature, la ratification et les conditions d'amendement de la Charte.

Il est à noter qu'il existe une certaine parenté d'approche entre la conception africaine des droits de la personne et des peuples et celle des Latinos-Américains. Les problèmes sur lesquels se bute une protection efficace des droits de la personne sont comparables dans leur intensité en Afrique et en Amérique latine. Ceux-ci constituent le reflet de leurs préoccupations communes, à savoir : sur les deux continents les États sont caractérisés par l'existence de difficultés économiques et de régimes politiques répressifs<sup>7</sup>. Par contre, la CHADHP se différencie de la CEDH<sup>8</sup>. Cette dernière ne consacre pas les droits économiques, sociaux et culturels non plus que les devoirs individuels. Néanmoins, les droits économiques, sociaux et culturels sont consignés dans la Charte sociale européenne.

La CHADHP codifie dans son texte les différentes catégories de droits tels que les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels de la personne, les droits des peuples, les droits de la solidarité et les devoirs de la personne et des États<sup>9</sup>. Ainsi donc, elle consacre l'indivisibilité des droits de la personne et des peuples tant au plan de leur substance qu'au plan de leur justiciabilité<sup>10</sup>.



Il convient de souligner que la CHADHP est le premier instrument juridique international qui consacre plusieurs de ses dispositions aux droits des peuples<sup>11</sup>. C'est dans ses articles 19 à 24 qu'elle énumère les différents droits des peuples, notamment : le droit à l'égalité (art. 19) et les droits de liberté qui comprennent le droit à l'existence et le droit à l'autodétermination (art. 20), autrement dit les droits-libertés, lesquels exigent de l'État une abstention dans leur exercice ; les droits de solidarité qui englobent le droit à la libre disposition des peuples vis-à-vis de leurs richesses et de leurs ressources naturelles (art. 21), le droit au développement (art. 22), le droit à la paix (art. 23) et le droit à l'environnement (art. 24), autrement dénommés les droits-intérêts, lesquels nécessitent une prestation de l'État dans leur réalisation<sup>12</sup>.

Ces droits de liberté et ceux de solidarité, en plus d'exprimer le rejet de cette oppression dont les peuples négro-africains furent l'objet<sup>13</sup>, mettent l'accent sur des points familiers à la conception négro-africaine du droit<sup>14</sup>. Ils réintroduisent le caractère sacré du lien existant entre Dieu (Theos), la personne (Andros) et le monde (Cosmos) (le vivant non humain et la nature inanimée), et ils se trouvent par conséquent à consacrer la cosmothéandricité dans la théorie des droits de la personne et des peuples en Afrique<sup>15</sup>.

## LES GARANTIES NATIONALES ET INTERNATIONALES DE LA CHARTE AFRICAINE

La CHADHP prévoit, au plan national, que les États africains qui l'ont ratifiée veille à l'application des droits, libertés et devoirs qu'elle énonce. En conséquence, ces États s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer. Ils doivent également garantir l'indépendance des tribunaux.

Au plan international (continental), il convient de signaler que lors de la création du mécanisme de sauvegarde des droits de la personne et des peuples, les États africains privilégièrent la création d'un organe aux pouvoirs très limités, à savoir la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. En effet, la Commission africaine a une vocation plutôt de promotion que de protection des droits et libertés. Ainsi, les États se réservèrent, par la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement interposée, un rôle essentiel dans le processus de contrôle des droits, libertés et devoirs garantis par la Charte africaine. Ils optèrent donc pour le mode de règlement politique des différends, lequel rappelle non seulement l'institution de la palabre, chère à la tradition africaine comme ils ne cessent de l'affirmer, mais également le contexte de la guerre froide dans lequel coexistaient les États africains et le règne des régimes dictatoriaux sur le continent africain<sup>16</sup>.

En somme, les garanties internationales sont assurées en deux instances. En première instance, elles le sont par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Outre sa mission d'exécuter toutes les autres tâches qui pourraient lui être confiées par la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA en vertu de l'article 45 al. 4 de la Charte africaine, la Commission africaine est investie des trois missions principales. Elle exerce la fonction de promotion des droits de la personne et des peuples (art. 30 et 45 al. 1), la fonction de protection des droits de la personne et des peuples (art. 30 et 45 al. 2) à la suite de l'introduction d'une plainte ou de la production de rapports sur les mesures d'ordre législatif ou autres à prendre par les États africains, et ce conformément à l'article premier de la Charte africaine et la fonction d'interpréter toute disposition de la Charte africaine (art. 45 al. 3).

En deuxième et dernière instance, elles sont assurées par la conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA, l'organe suprême de l'OUA, sur la base du rapport que lui transmet

la Commission africaine. La Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA dispose seule du pouvoir de décider en dernier ressort du sort à réserver aux rapports de la Commission africaine relatifs aux violations commises (art. 59 al. 2). Elle décide également de l'opportunité de publier (art. 59 al. 3) les rapports de la Commission africaine (art. 53, 58 al. 2 et 58 al. 3), lesquels sont les véritables sanctions dont celle-ci dispose. La confidentialité qui entoure l'ensemble des mesures de sauvegarde des droits et libertés de la personne et des peuples prévues dans la CHADHP (art. 59 al. 1) reflète évidemment l'importance que les États africains accordent à leur souveraineté<sup>17</sup>.

Mais, toujours est-il qu'aujourd'hui, plusieurs facteurs suscitent un intérêt particulier pour militer en faveur de la nécessité d'améliorer le système de promotion et de protection des droits, libertés et devoirs, tel qu'il a été établi par l'OUA. Ce sont, entre autres, la récente démocratisation en cours dans un nombre croissant des États africains qui se nourrit de la revendication du respect des droits de la personne et des peuples ; les violations persistantes des droits et libertés, comme nous l'avons signalé précédemment, ainsi que « l'enterrement » constant des plaintes parvenues à la Commission africaine au sujet de ces violations. Pour ces raisons, deux idées méritent d'être sérieusement considérées. Il s'agit, d'une part, de l'idée d'un nouveau mécanisme politique et diplomatique de la dimension humaine en Afrique et, d'autre part, de l'idée de renforcer la Commission africaine et de créer une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Conformément à l'article 20 de la Charte de l'OUA, c'est par le moyen législatif, comme protocole additionnel<sup>18</sup>, que pourraient être institués les deux mécanismes préconisés.

Tel serait le système africain de protection des droits, libertés et devoirs, système qui s'inspirerait, sur plusieurs points, du Protocole additionnel dont il a été fait mention<sup>19</sup> et qui tiendrait compte à la fois de la nature du pouvoir politique qui est en pleine mutation vers la démocratie pluraliste en Afrique et de la conception africaine du règlement des différends qui privilégie la conciliation. C'est là que ma position de se contenter pour l'instant d'une formule transitoire en la matière trouve sa justification. Seules les évolutions futures en Afrique pourraient constituer les paramètres pouvant déterminer une formule permanente.

## NOTES

- 1 L'article 2 de la Charte constitutive de l'OUA dispose que : 1) Les objectifs de l'organisation sont les suivants : a) renforcer l'unité et la solidarité des États africains ; b) coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique ; c) défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance ; d) éliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique ; e) favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. 2) À ces fins, les États membres coordonneront et harmoniseront leurs politiques générales, en particulier dans les domaines suivants : a) politique et diplomatie ; b) économie, transports et communications ; c) éducation et culture ; d) santé, hygiène et nutrition ; science et technique ; f) défense et sécurité. Cf. Charte constitutive de l'OUA et Carte africaine des droits de l'homme et des peuples, Doc. CAB/LEG/67/3 Rev. 5, New York, 1990, ONU, HR/PUB/90/1.
- 2 Voir Mbaye. K. (1985), *Droits de l'Homme et des peuples en Afrique et la Charte africaine*, rapport de la conférence tenue à Nairobi 2/4 décembre, Commission internationale de juristes, p. 2 ; Kojdo, E. (1989), « La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples. Le contexte historique », dans Rudh, vol. 1, p. 29 ; Glele, A.M. (1986), *Introduction à l'OUA et aux organisations régionales africaines*, Paris, LGDJ, p. 80-82 ; Nguema, I. (1991), « L'Afrique, les droits de l'Homme et le développement », *Revue de la Commission Africaine de droits de l'Homme et de Peuples*, vol. 1. oct., p. 47ss ; Kamto,

- M., Pondi, J.-E., Zang, L. (1990), *L'OUA : rétrospective et perspectives africaines*, Silex, Paris, p. 16-17 ; Ouguerouz, F. (1993), *La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, Paris, PUF, p. 41-78.
- 3 Voir Buergenthal, T., Kiss, A. (1991), *La protection internationale des droits de l'homme*, Kehl, Strasbourg, Arlington, Éditions N.P. Engels, p. 127-134 ; Sudre, F. (1989), *Droit international et européen des droits de l'homme*, Paris, PUF, p. 81-83 ; Cohen-Jonathan, G. (1990), « La protection internationale des droits de l'homme dans le cadre des organisations universelles, documents d'études », *Droit international public*, n° 3.06, La documentation française, Paris, p. 32-34 ; Mukonde, M.P. (1994), *L'OUA, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et la mondialisation des droits de la personne*, Thèse, Montréal, 138 p.
  - 4 Voir la *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, préambule § 3, 4, 8, 9 ; Flory, M. (1990), « La quatrième décennie pour le développement, la fin du nouvel ordre économique international ? », dans *Annuaire français de droit international*, p. 606 ; Baragiola, P. (1989), *La nouvelle convention de Lomé (IV)*, Bruxelles, p. 1ss ; Caviezel, L. et Fouga, P. (1992), « L'ajustement structurel et la pauvreté au Burundi », dans *Les cahiers du CEDAF*, n° 5, Bruxelles, p. 140ss.
  - 5 Voir Mbaye, K., *op. cit.*, p. 35 ; Conseil Constitutionnel d'Algérie, décision du 20 août 1989 relative au code électoral, dans Rudh, 1989, p. 276ss ; Nguema, I. (1992), *La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples*, note d'information rédigée à l'occasion des journées organisées à Paris les 7 et 8 décembre par l'UNESCO et l'institution des droits de l'homme du Barreau de Paris, p. 1ss.
  - 6 *La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, New York, 1990, ONU, HR/PUB/90/1 ; OUA, Doc. CAB/LEG/67/3/Rév.5.
  - 7 Cf. Mukonde, P. (1999), « L'Afrique subsaharienne vit un crépuscule sans fin : la mondialisation est préjudiciable aux intérêts vitaux des États de cette région », dans *Le Devoir* du 29 octobre, p. A 9 ; voir également Buergenthal, T. et Kiss, A., *op. cit.*, p. 128 ; Kodjo, E., *op. cit.*, p. 31 ; Nguema, I., *op. cit.*, p. 48.
  - 8 M. Buzingo écrit à ce propos : « Il n'existe pas de valeurs supérieures opposables à la liberté individuelle. L'essentiel consiste à maintenir une société démocratique permettant le jeu des volontés particulières. Sans entrer dans les détails, retenons que le monde occidental en général se caractérise par cette conception basée sur l'individu. Nous la trouvons spécialement dans la Convention européenne et la jurisprudence de la Cour de Strasbourg ». Cf. Buzingo, M. (1990), « Intérêt et contribution de la Charte de Banjul au concept de droits de l'homme », dans F. Massart et C. Roosens, *Francophonie, CEE et droits fondamentaux*, Louvain-la-Neuve/Bruxelles, Académia/ Bruylant, p. 115-116.
  - 9 Le critère retenu dans la Charte africaine pour la consécration des droits de la personne et des peuples dans leur globalité est celui des valeurs de civilisation africaine, et non pas sur le critère de l'importance de l'effort financier que devrait consentir l'État-Partie généralement observé par les autres instruments juridiques internationaux et régionaux. Voir Nations Unies, Doc. A/C.3/SR.410, 1952 (#54) relatif aux travaux préparatoires des Pactes des Nations Unies de 1966 ; Bossuyt, M. (1975), « La distinction juridique entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels », dans *Revue des droits de l'homme*, vol. 8, p. 790ss ; Ouguerouz, F., *op. cit.*, p. 83.
  - 10 J. Matringe constate : « En réalité, l'affirmation de l'indifférenciation des deux catégories de droits (droits de nature exécutoire et droits programmatique) doit être appréciée dans son contexte dans un continent ruiné et affamé, dépourvu de réels services publics au service des hommes, tant sur le plan économique que social ou encore culturel. Alors que, ce mariage de droits antinomiques se présente potentiellement comme un instrument de promotion et de réhabilitation de l'individu. [...] Les États sont juridiquement tenus d'assurer la jouissance immédiate de tous les droits de l'individu ». Toutefois, eu égard du niveau de développement des États africains, il convient de noter que la distinction n'apparaît pas dans la pratique. Voir Matringe, J. (1996), *Tradition et modernité dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Étude du contenu normatif de la Charte et de son apport à la théorie du droit international des droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant, p. 25-30.

- 11 Les droits des peuples sont l'objet de vives controverses juridiques au sein de la communauté internationale, controverses portant sur la qualifications des sujets de ces droits et de leur contenu normatif. Voir Sudre, F., *Droit international et européen des droits de l'homme*, op. cit., p. 83 ; Pellet, A. (1987), *Le droit international de développement*, Paris, PUF, p. 11-34 ; Feuer, G. et Cassan, H. (1991), *Droit international du développement*, Paris, Dalloz, p. 26 ; Matringe, J., op. cit., p. 106-110.
- 12 Pour qualifier les droits des peuples, j'ai emprunté la terminologie utilisée par le professeur M. Virally. Voir Virally, M. (1960), *La pensée juridique*, Paris, LGDJ, p. 151.
- 13 L'élan du lancement de la négritude est parti du journal corporatif et de combat « L'étudiant noir » en 1934 au Quartier Latin à Paris. Ce journal était animé par le Sénégalais L.S. Senghor, le Martiniquais A. Césaire et le Guyanais L. Damas et autour desquels se rassemblaient des Africains Birago Diop et Ousmane Socé, et des Antillais L. Sainville et A. Maugée. La négritude implique la protestation contre l'attitude de l'Occidental dans toutes ses dimensions qui veut ignorer la réalité négro-africaine. Elle prône la réhabilitation du négro-africain, la restitution de son droit d'initiative et celui de sa personnalité. Elle rejette le fait de disposer du négro-africain, de penser pour lui et d'agir à sa place. Cf. Kesteloot, L. (1988), *Négritude et situation coloniale*, Paris, Silex, p. 8-12 ; Blerald, A. (1981), *Négritude et politique aux Antilles*, Paris, Caribéennes, p. 28-29 ; Metogo-Messi, E. (1985), *Théologie africaine et ethnophilosophie*, Paris, l'Harmattan, p. 35ss.
- 14 J. Matringe souligne : « C'est donc en termes de complémentarité et non d'opposition qu'il faut apprécier la tension animant ces deux catégories de droits (droits de la personne et droits des peuples) [...] La Charte propose ainsi une troisième branche alternative consistant à considérer l'homme à la fois isolément et socialement. L'homme est donc l'origine et la fin des droits des peuples ». Voir Matringe, J., op. cit., p. 113 ; voir également Rouland, N. (1994), « Les fondements anthropologiques des droits de l'homme », *Revue générale de droit*, Université d'Ottawa, vol. 25, p. 21-23 ; Lamarche, L. (1995), *Perspectives occidentales du droit international des droits économiques de la personne*, Bruxelles, Bruylant, p. 151-155 ; Blandier, G. (1974), *Anthropologies*, Paris, PUF, p. 30-32.
- 15 Par exemple, la lecture combinée des dispositions relatives au droit de propriété (art.14), plus précisément au droit de la propriété foncière, et au droit à l'environnement (art.24), permet de saisir la signification concrète de la théorie cosmothéandrique. La relation Personne (andros)-Terre (cosmos) fixe les modes d'utilisation de la terre. Et la relation Dieu (Theos)-Personne (andros) sert à légitimer l'acte juridique produit dans la relation Personne-Personne conformément à la relation Personne-Terre, et le protège par des manifestations juridiques, telles que la divinisation de la terre et la ritualisation de son utilisation. Cf. Rouland, N., *Anthropologie juridique*, Paris, PUF, p. 192-194 et « Les fondements anthropologiques des droits de l'Homme », dans *Revue générale de droit*, Université d'Ottawa, 1994, vol. 25, n° 1, p. 13 ; Bimwenyi-Kweshi, O. (1981), *Discours théologique négro-africain. Problème des fondements*, Paris, Présence africaine, 650 p.
- 16 Voir Mukonde, M.P. (2000), *Droits et obligations démocratiques en Afrique subsaharienne francophone*, Montréal, Thèse, p. 155-166.
- 17 *Ibid.*
- 18 À ma connaissance, l'Avant-projet final du Protocole additionnel à la Charte africaine ainsi que son document explicatif ont été transmis aux Chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA et au Président en exercice de l'OUA aux fins qu'ils servent de documents de travail au Comité d'experts gouvernementaux qui serait chargé d'élaborer le Protocole additionnel à la Charte africaine portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Voir CIJ, Protocole additionnel relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, cinquième atelier sur la participation des ONG aux travaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenu du 28 au 30 novembre 1993 à Addis Abéba, Éthiopie.

Il convient de préciser que les rédacteurs du projet du Protocole se sont inspirés des instruments régionaux et universels existants tels que le statut des Cours européenne et interaméricaine, le statut de la Cour internationale de justice ainsi que le rapport de la Commission de droit international sur la question d'une juridiction pénale internationale et d'autres instruments internationaux d'interprétation. Voir Mukonde,

M.P. (1994), *L'OUA, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et la mondialisation des droits de la personne*, Thèse, Montréal, p. 102ss.

- 19 Il suffirait que neuf États parties à la Charte constitutive de l'OUA aient déposé leurs instruments de ratification pour que le Protocole additionnel entre en vigueur et qu'il produise ses effets à l'égard de tous les États africains qui ont ratifié la Charte africaine. Ces derniers auraient qualité pour agir devant la Cour africaine. Notons que seuls quatre États africains (l'Éthiopie, l'Érythrée, le Swaziland et l'Afrique du Sud) n'ont pas encore ratifié la Charte africaine. Ces États ne font d'ailleurs pas partie de l'OUA. Voir la note explicative du Protocole additionnel (art. 6).



## LA GUERRE DES GRANDS LACS : POUR QUI ET CONTRE QUI ?

Léopold NTEZURUBANZA

Détient un doctorat décerné par l'Université d'État de Leiden aux Pays-Bas. Ancien maître de recherche à l'Institut de recherche scientifique et technologique du Rwanda, ancien chef du Département de production de médicament au Centre de recherche sur la pharmacopée et la médecine traditionnelle et responsable du Programme de recherche sur les plantes aromatiques et les huiles essentielles. Originaire du Rwanda, il vit actuellement au Canada.

### Résumé

La guerre en Afrique des Grands Lacs a été déclenchée le 1<sup>er</sup> octobre 1990 par le Front patriotique rwandais, actuellement au pouvoir à Kigali, à partir du territoire ougandais. Elle a fait l'objet d'une médiatisation et d'une désinformation sans précédent dans la presse occidentale, notamment dans le monde anglosaxon qui connaît mal l'histoire sociopolitique de cette région. Cette guerre culmina au Rwanda avec les massacres qui emportèrent plus de deux millions de victimes et forcèrent plus de trois millions de personnes à prendre le chemin de l'exil dans les quatre coins de la planète. Pourquoi le résultat de cette guerre n'apporte que l'étiquette de « Génocide rwandais contre les Tutsi et les Hutu modérés » ? Pourquoi et pour qui ce « génocide » ? Ce génocide deviendra notamment, en 1996, la raison motivée de l'invasion meurtrière de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) qui vient de décimer plus de trois millions des victimes civiles innocentes. L'argument avancé s'articula notamment sur la protection des Banyamulenge et du régime de Kigali fortement menacés par la présence des miliciens Interahamwe et des ex-Forces armées rwandaises. En 2000, la guerre à Kisangani, à plus de mille kilomètres des frontières rwando-ougando-congolaises, entre les armées rwandaise et ougandaise, ont indéniablement montré la face cachée de cette guerre : l'exploitation abusive des ressources naturelles dont regorgent le pays victime. L'ethnicité et l'ethnocide préalablement avancées comme raison de l'occupation d'une partie du territoire congolais ne tiennent donc plus que sur un bout de fil. Ce texte présente le vécu de ce drame, il tente de répertorier les causes, les acteurs et l'impact de cette guerre aux crimes ignobles qui dépassent les limites de l'imagination, et ce aux yeux de la Communauté internationale.

### INTRODUCTION

**L**es grands idéaux de l'égalité, de la justice, de la liberté, de la bonne gouvernance et du bien-être économique et social pour tous qui ont inspiré les luttes pour les indépendances restent difficiles à atteindre pour les pays africains. L'Afrique vit encore à l'heure de la pauvreté, de la corruption, de l'obsession du pouvoir, du népotisme et du tribalisme, le tout étant fortement aggravé par les luttes d'intérêts des pays étrangers au détriment des communautés de base.

Les pays de l'Afrique des Grands Lacs ne font pas exception à cette règle et servent même d'illustration de ce mal qui constitue un frein redoutable pour le développement de la sous-région et du continent tout entier. En effet, l'Afrique des Grands Lacs vit les drames les plus tragiques de son histoire caractérisées, notamment, par les divisions ethniques et régionales, les violences des droits de la personne, l'opportunisme, l'indifférence de l'élite nationale et de la société civile, le déclin des valeurs morales et sociales, les conflits armés.

Notons que la persistance de l'intolérance, de l'exclusion, de la famine, de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement, de l'épuisement et de la dilapidation des ressources naturelles, de l'appropriation des biens d'autrui, de la surpopulation et de la paupérisation de la population, de la compétition pour les ressources devenues rares accroissent l'instabilité et l'insécurité, mettent en cause toute initiative visant le développement socio-économique et alimentent les conflits dans la sous-région.

Dans ce contexte, les observateurs s'accordent sur le fait que les profondes mutations en cours dans les pays des Grands Lacs, affectés par une généralisation des conflits et une aggravation du problème des réfugiés et des personnes déplacées, constituent à coup sûr un énorme défi à la paix, à la stabilité et au développement économique de l'Afrique centrale, orientale et australe.

Bien que la majorité des pays de la sous-région soient plus ou moins impliqués dans les conflits, les pays les plus affectés sont le Rwanda, le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola. Le Rwanda a joué et joue encore un rôle central dans ces conflits. Rappelons que l'attaque contre la RDC s'est justifiée, notamment, au nom de la prévention d'un autre possible génocide au Rwanda. C'est pourquoi cet exposé fait souvent référence à la situation au Rwanda.

Ce texte est concentré sur le Rwanda, le Burundi et la RDC à cause des liens historiques et des alliances politico-militaires entre ces trois pays. Il comprend l'aperçu sur la situation dans les Grands Lacs vers les années quatre-vingt-dix, les causes et les acteurs des conflits et leurs conséquences ainsi que les perspectives de solutions visant le retour à la paix et à la stabilité, éléments indispensables pour le développement socio-économique intégral des peuples de la sous-région.

## **SITUATION DANS LES PAYS DES GRANDS LACS VERS 1990**

### **Principaux problèmes**

Vers les années quatre-vingt-dix, la région des Grands Lacs était principalement caractérisée par les problèmes économiques, la mauvaise gouvernance due aux dictatures érigées par les partis uniques. Avant la guerre dite d'octobre 1990, le Rwanda, point de départ des conflits, était confronté principalement aux problèmes économiques aggravés par la poussée démographique et le régionalisme. Ces problèmes étaient également présents au Burundi voisin. Les problèmes ethniques étaient de loin les plus menaçants par rapport à la pauvreté de plus en plus ressentie dans toutes les couches de la population. L'ethnie a fait souvent l'objet de manipulations politiques. Les problèmes économiques et de mauvaise gouvernance se faisaient également sentir dans le Grand Zaïre. Les atteintes aux droits de l'homme et la mauvaise gestion des ressources naturelles étaient souvent dénoncées par diverses organisations, surtout du monde occidentales, dont celles militant pour le respect de la personne.

Les problèmes économiques et la surpopulation sont séculaires au Rwanda et au Burundi. Les puissances coloniales, dont la Belgique, n'ont ménagé aucun effort pour y faire face, notamment en favorisant l'émigration volontaire, surtout des Rwandais, vers le Congo voisin, comme main-d'œuvre dans les exploitations minières.

Malgré ces problèmes, la sous-région vivait moins de tensions. Cette paix et cette stabilité relatives avaient permis de mettre en place certains outils et mécanismes pour contribuer au



développement socio-économique par l'intégration régionale. C'est dans ce cadre que furent mis en place la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et l'Office de valorisation du bassin de Kagera (OBK). La CEPGL regroupe le Burundi, le Rwanda et le Zaïre (actuelle RDC), alors que l'OBK comprend le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie. Un bon nombre de problèmes régionaux étaient réglés au sein de ces organisations.

Grâce à ces mesures d'intégration régionale, la libre circulation des biens et des personnes était réelle, surtout entre le Rwanda et le Zaïre. L'établissement de l'axe Kigali-Kampala marqua l'étape importante des relations entre le Rwanda et l'Ouganda qui se proposaient de régler pacifiquement le problème des réfugiés rwandais en Ouganda, vieux de plus de trente ans. Ces organisations constituaient donc des forums privilégiés pour mettre en pratique les politiques requises pour assurer le développement intégral par tous et pour tous.

### **Le vent de la démocratie et son impact**

La dislocation du monde soviétique eut un impact immédiat en Afrique sub-saharienne. Comme dans la plupart des autres pays, le vent dit de « l'est » avait déjà commencé à souffler dans les Grands Lacs, portant le flambeau de la démocratie, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, de l'équité sociale, de la tolérance, de la lutte contre l'impunité. C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> septembre 1990, un mémorandum pour le multipartisme et la démocratie fut publié au Rwanda par trente-trois signataires. Au Burundi, le rapport de la Commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale fut publié le 13 mai 1989. Au Zaïre, les voix pour la démocratisation devenaient aussi de plus en plus persistantes.

C'est à cette époque que prirent naissance certaines organisations, dont le Front patriotique rwandais (FPR), qui fut fondé en 1988. Les crises qui secouent actuellement la sous-région ont débuté avec l'attaque du Rwanda par le FPR le 1<sup>er</sup> octobre 1990, à partir de l'Ouganda.

### **PRINCIPALES CAUSES ET PRINCIPAUX ACTEURS DES CONFLITS**

Bien que l'Afrique des Grands Lacs comprenne un territoire plus étendu et que, en réalité, la majorité des pays de la sous-région soient plus ou moins impliqués dans les conflits qu'elle subit, les pays les plus affectés sont le Rwanda, le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola.

La guerre du Rwanda a commencé le 1<sup>er</sup> octobre 1990 quand le Front patriotique rwandais (FPR), composé principalement des réfugiés tutsi en provenance de l'Ouganda, a lancé une attaque pour essayer de prendre le pouvoir. Trois ans de guerre et de négociation ont suivi jusqu'à l'éclatement en avril 1994 où, après l'assassinat du Président rwandais Juvénal Habyarimana et du Président burundais Cyprien Ntaryamira, le pays est entré dans un chaos absolu avec des massacres massifs de la population dont une partie importante fuya vers les pays voisins.

Au Burundi, il y eut les premières élections démocratiques en juin 1993. Au bout de trois ans, le Président Melchior Ndadaye fut assassiné. Ce fut le commencement d'une période de massacres et la fuite de la population vers l'extérieur. En juillet 1996, un coup d'état se produisit et le Major Pierre Buyoya, qui avait perdu les élections en 1993, accéda au pouvoir.

En octobre 1996, les camps des réfugiés rwandais dans l'ex-Zaïre furent attaqués par les armées du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. Une partie des gens fut assassinée et l'autre obligée de revenir au Rwanda. De même, les camps de réfugiés en Tanzanie furent démantelés et les gens obligés de rentrer dans leur pays.

Après les attaques, une rapide offensive de ces trois armées, soutenant l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, arrivait à Kinshasa et renversait le Maréchal Mobutu pour mettre Laurent Désiré Kabila au pouvoir. En 1998, un nouveau conflit éclata entre le Président Laurent Désiré Kabila et ses alliés dans la guerre contre Mobutu.

La guerre en RDC a également affecté la stabilité précaire de l'Angola, et le vieux conflit entre le gouvernement du MPLA et l'UNITA s'est ravivé. Il est important de bien connaître les vrais acteurs de ces conflits sanglants dans la sous-région. La guerre lancée contre le Rwanda par le FPR le 1<sup>er</sup> octobre 1990 a fait l'objet de la médiatisation et de la désinformation sans précédent dans la presse occidentale, notamment dans le monde anglo-saxon qui connaît mal l'histoire socio-politique de cette région.

## **Problèmes économiques**

Le Rwanda est très densément peuplé avec plus de 7 800 000 habitants sur une superficie de moins de 26 000 km<sup>2</sup>. Il dispose de peu de ressources. Le secteur agricole, avec le café et le thé, représente plus de 85 % des recettes provenant de l'exportation. Plus de 90 % de la population vit en milieu rural et les terres cultivables sont devenues de plus en plus rares. Le chômage, surtout chez les jeunes scolarisés, représente un défi pour le gouvernement dont l'économie est fortement fragilisée par les effets de la guerre, notamment le blocage du corridor nord reliant Kigali au port kenyan de Mombasa où transitent la presque totalité des importations du pays. Cette situation fut aggravée par l'ajustement structurel imposé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en pleine crise en 1990.

## **Mauvaise gouvernance**

### *Problèmes régionaux et ethniques*

Depuis 1980, la politique rwandaise fondée sur l'équilibre régional et l'équilibre ethnique était de plus en plus mal gérée. Elle était contestée et accusée de manque d'équité sociale. Cette situation a engendré les problèmes régionaux et ethniques dont le pouvoir en place a eu du mal à trouver le bout du tunnel. C'est cette défaillance que le FPR et les médias exploiteront au détriment du gouvernement de Kigali. Ce dernier n'a pas pu expliquer et distinguer les deux problèmes assez difficiles à comprendre si on ne connaît pas bien l'histoire et les réalités identitaires au Rwanda et au Burundi.

Contrairement à ce qui est souvent observé dans les pays de l'Afrique sub-saharienne, les Rwandais et les Burundais ont une même langue, le Kinyarwanda au Rwanda et le Kirundi au Burundi. Il n'existe pas non plus des régions spécifiques aux trois ethnies : hutu, tutsi et twa. Mais il existe bel et bien dans les deux pays des régions naturelles comparables aux petites nations dans les autres pays africains, avec une population et des valeurs sociales et culturelles. Le pouvoir était accusé de manque d'équité à l'égard de ces régions qui regroupent les trois composantes ethniques.

Le problème ethnique est posé différemment. Les Tutsi (15 %) et les Twa (1 %) sont minoritaires dans la presque totalité des régions. Les statistiques nationales indiquaient que les Tutsi occupaient même plus de postes, si on tient compte de la représentativité proportionnelle, mais se plaignaient de ne pas occuper des postes importants et certains postes politiques, comme maire ou préfet.

### *Les acteurs de la guerre et des conflits*

À la même époque, certains hauts responsables civils et militaires hutu, hostiles au régime de Kigali, avait regagné les rangs du Front. La défection des hauts responsables hutu proches du régime en place et leur position au sein du FPR ont considérablement changé la face et les mobiles de cette guerre depuis 1991.

La guerre lancée contre le Rwanda par le FPR a culminé en avril-juin 1994 avec ce qu'on appelle le « Génocide rwandais contre les Tutsi et les Hutu modérés ». Sciemment ou inconsciemment, la Communauté internationale a créé le flou dont certains dirigeants mal intentionnés se serviront pour diaboliser l'ethnie hutu et globaliser tous ces crimes sur elle. On aura ainsi trois groupes : les Hutu modérés, les Hutu extrémistes et les Tutsi. L'ethnie tutsi n'aura pas de qualificatif, restant une et unitaire, victime des extrémistes hutu.

Cette identification aura des répercussions dangereuses, car elle mettra à l'abri certains auteurs du mal que sont les extrémistes tutsi de l'intérieur et de l'extérieur du pays, particulièrement dans la sous-région. Cette guerre, pour qui et contre qui ? Pour quoi et pour qui ce « génocide » ?

Rappelons qu'après la prise du pouvoir par le FPR, plusieurs théories contradictoires ont été formulées selon lesquelles il n'existait pas d'ethnies au Rwanda (Hutu-Tutsi-Twa), qu'il s'agit de la simple fabrication de l'Église catholique et des colonisateurs, se basant notamment sur quelques traits physiques et la richesse marquée par le nombre de têtes de bétail (vaches). Ces mêmes théoriciens sont des avocats des malheurs infligés aux Tutsi depuis 1959 et restent muets sur ceux des Hutu relégués au rang d'esclaves depuis les millénaires jusqu'à la Révolution sociale de 1959. Ils vantent la meilleure organisation et la parfaite harmonie de coexistence pacifique entre le peuple rwandais avant la colonisation et l'arrivée des missionnaires. Or, il est confirmé que « la colonisation a renforcé, structuré et exacerbé les catégories identitaires, mais elle ne les a pas créées ». Pourquoi nier l'existence des ethnies ? Y a-t-il au monde un pays sans ethnies ? Pourquoi confondre délibérément l'unité nationale et l'unité ethnique ?

Il ressort qu'il se pose un problème d'identité des acteurs des crises dans la sous-région ! Qui a attaqué le Rwanda en 1990 ? Les réfugiés rwandais, les Ougandais d'origine rwandaise, les Zaïrois d'origine rwandaise, les sympathisants... ont été accusés, à tort ou à raison, d'avoir participé à cette guerre. Ainsi, cette guerre était une coalition contre le pouvoir en place identifié comme détenu par certains Rwandais, principalement du nord du pays, pour défendre les droits de leurs frères et sœurs à retourner dans leur patrie, droit que leur refusait cette poignée de gens.

Qui a attaqué le Zaïre en 1996 ? C'est également la coalition des Banyamulenge (Tutsi d'origine rwandaise naturalisés Zaïrois), l'Armée patriotique rwandaise (APR), l'Armée ougandaise, l'Armée burundaise... pour défendre les droits de leurs frères et sœurs à survivre dans leur pays, droit qui leur était refusé par le pouvoir dictatorial de Kinshasa, qui garde

encore sympathie avec les génocidaires, ceux-là mêmes qui, depuis 1959, refusaient aux Tutsi de revenir au Rwanda.

Les conflits en cours sont liés entre eux par des facteurs complexes aussi bien nationaux, régionaux qu'internationaux. Le FPR n'aurait pas pu attaquer sans l'appui de l'Ouganda où ses responsables occupaient des postes importants, notamment au sein de l'Armée ougandaise (National Résistance Army-NRA) et des Services des renseignements, sans la complicité de certains pays de la sous-région, et avec le feu vert des puissances étrangères pour assurer leurs positions géopolitiques et économiques dans la sous région.

C'est d'ailleurs ce qui vaudra au FPR d'être présenté par certains Rwandais comme une armée étrangère d'invasion contre le Rwanda. Cette attaque était perçue comme celles qu'a connu le pays dans les années soixante, menées par les anciens royalistes, fils et filles d'anciens dignitaires qui avaient quitté le pays en 1959, évincés par la Révolution sociale de 1959 après le refus de partage du pouvoir avec la majorité hutu, tentant de prendre le pouvoir par la force.

### **Enjeux économiques et commerciaux des pays étrangers**

Les ressources naturelles rares étaient mal gérées dans tous les pays. Elles ne profitaient qu'à une poignée de personnes, les deux ethnies confondues. Ces richesses n'étaient pas partagées équitablement entre les régions du pays.

Le cas du Zaïre était le contraire. Il y a beaucoup de richesses naturelles (minerais, bois, etc.) qui sont mal exploitées et mal gérées. Cette situation n'a cessé d'attirer des trafiquants et des fraudeurs de tout bord, surtout des métaux précieux comme l'or, le diamant et le coltan, mais avec un même constat : les revenus de la vente de ces richesses ne remplissaient que les poches d'une poignée de personnes au détriment des cinquante millions de Zaïrois.

En l'an 2000, la guerre à Kisangani entre l'Armée patriotique rwandaise et l'Armée ougandaise, à plus de mille kilomètres de la frontière rwando-congolaise, est une preuve éloquent de l'appétit des pays voisins pour les richesses de la RDC.

Selon des sources dignes de foi, l'entente Kabila-Kagame-Museveni devrait, notamment, satisfaire aux desseins géostratégiques et commerciaux de certaines multinationales. On cite, à titre d'exemple l'American Mineral Fields Incorporated (AMFI) créée en 1995, en plein accord avec les régimes en place à Kigali, à Kampala et à Bujumbura. Le divorce entre Kinshasa et Kigali serait essentiellement dû à la remise en cause des contrats signés avec le Consortium americano-canadien AMFI au profit de l'AAC de l'Afrique du Sud.

L'exploitation illégale des ressources a aidé les armées à avoir accès à des ressources financières énormes et explique l'enrichissement de certains chefs militaires et civils ougandais, ainsi que la mise en place de réseaux illégaux dirigés soit par des chefs militaires, soit par des civils. Ce sont ces deux éléments qui constituent pour l'essentiel le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et la poursuite du conflit, précise le rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources et d'autres richesses de la RDC.

Les parties en conflit ont pu obtenir le matériel nécessaire par l'achat direct contre paiement d'armes et matériel, le troc (obtention d'armes contre les concessions d'exploitation minière) et la création de co-entreprises. Toutes les armées bénéficient directement du conflit en RDC. Le rapport de l'enquête des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et

autres richesses de la RDC, qui révèlent ces éléments, indique un échantillon de trente-quatre sociétés qui importent des minéraux de la République démocratique du Congo via le Rwanda. Le conflit en RDC devient ainsi une bonne activité lucrative aux yeux fermés aux catastrophes humanitaires et écologiques qu'il provoque.

Actuellement, les sociétés multinationales ne se contentent plus aujourd'hui de dicter leurs lois aux gouvernements du monde, même aux plus puissants, ni de contrôler ces États. Elles nourrissent désormais l'ambition de fonder un nouvel ordre mondial en procédant à la création de nouvelles entités étatiques qui seraient leurs propres émanations et fonctionneraient comme un de leurs organes. Les moyens militaires, que ces groupes détiennent et manipulent, leur permettent d'imposer leur volonté à des institutions nationales ainsi qu'à des gouvernements, de prendre possession d'un État, de l'acheter mais également de l'anéantir. Plusieurs sociétés multinationales sont impliquées dans l'exploitation des richesses de la RDC et les principaux pays bénéficiaires sont surtout les États-Unis, l'Allemagne, la Belgique et le Kazakhstan.

### **Presses et médias**

La presse et les médias, surtout occidentaux, ont joué un rôle sans précédent dans le conflit. Il faudra surtout noter les désinformations qui ont marqué tous les événements. Malgré son accueil légendaire, cette région et ses pays peu ou mal connus dans le monde, principalement le Rwanda et le Burundi, pays fortement christianisés, se verront coller le cachet de la haine et de l'intolérance.

La presse et les médias ont abusivement exploité les manipulations ethniques de certains politiciens. Ils ont diffusé les informations et les images souvent erronées qui ne faisaient qu'allumer le feu de la haine. On se souviendra des images de cadavres du Lac Victoria qui ont fait le tour du monde. Tout le monde ne sait pas que le Lac Victoria est en Ouganda ni que des cadavres jetés dans la rivière Kanyaru et même, en partie, dans la rivière Kagera ne peuvent arriver intacts après avoir traversé les chutes de Rusumo et la plage aux hippopotames.

Une bonne partie de la presse et des médias locaux était partisane, ce qui a contribué à la prolifération et au renforcement des crises. Il y a lieu de noter, par exemple, certaines émissions incitant à la haine et à la violence diffusées par la Radio Télévision libre des milles collines (RTLTM) au Rwanda et la radio Muhabura du FPR lors de la crise rwandaise.

### **Communauté internationale**

La communauté internationale n'en était pas moins complice et a manifesté une certaine indifférence devant les conflits et les différentes crises humanitaires qui secouaient la sous-région. Le rôle joué par certaines entités et institutions et le comportement opportuniste de certaines sociétés privées et personnalités influentes, y compris des décideurs dans les pays de la sous-région, n'ont pas contribué à la prévention et à la résolution des conflits.

### **Visées territoriales**

Certains spécialistes s'accordent pour affirmer que les assassinats du Président Burundi, Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, des Présidents Habyarimana du Rwanda et Ntaryamira du Burundi le 6 avril 1994, visaient le maintien au pouvoir de la minorité tutsi pour faciliter la

mise en place de l'empire hima. Cet empire regrouperait notamment l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Le régime FPR à Kigali a même préconisé la tenue de la Conférence Berlin II pour retracer les frontières dans la sous-région, essentiellement entre le Rwanda et la RDC. Plus tard, on apprendra que selon les termes du pacte qui aurait été conclu entre les Présidents Yoweri Museveni de l'Ouganda, Paul Kagame du Rwanda, Pierre Buyoya du Burundi et Laurent Désiré Kabila de la RDC, la révision du tracé des frontières devrait se faire en faveur du Rwanda et de l'Ouganda.

## CONSEQUENCES DES CONFLITS

Le constat est amer : les effets de ces conflits sont accablants et ont conduit à ce qui est appelé à juste titre « La guerre mondiale africaine ». Plusieurs sources s'accordent à dire que plus d'une dizaine de pays sont impliqués dans la Guerre des Grands Lacs.

### Au niveau humanitaire

Les effets des conflits sont très accablants. Au Rwanda, on évalue que la guerre a emporté un million de victimes avant juillet 1994 et forcé plus de trois millions de personnes à prendre le chemin de l'exil dans les quatre coins du monde, où plus d'un million de personnes y perdront la vie. On dénombre plus de 30 % de nouveaux malades du sida. Les Burundais ont subi le même sort avec les chiffres revus à la baisse. En République démocratique du Congo, on estime à plus de seize millions le nombre de personnes qui souffrent de la famine, deux millions de déplacés, deux millions de morts et deux millions de nouveaux malades du sida (tableau 1).

**Tableau 1**  
**Victimes des conflits au Burundi, au Rwanda**  
**et en République démocratique du Congo**

Pays	Victimes	Déplacés	Réfugiés
Burundi	500 000	600 000	1 000 000
Rwanda	2 000 000	400 000	1 000 000
RDC	2 000 000	2 000 000	400 000

### Aux plans politique et économique

La répartition de la RDC indique les enjeux politiques et économiques, aussi internes, régionaux et internationaux. Plusieurs rencontres ont été organisées pour mieux comprendre les racines et les causes profondes de ces conflits, les étapes, la signification et les stratégies du processus de retour à la paix, la cohabitation, la réconciliation, la reconstruction morale, l'émancipation sociale et politique des populations des Grands Lacs. Les observations faites dans ces diverses rencontres sont concordantes. On constate :

- que les racines du conflit sont profondes et sont en train de s'enraciner dans la culture de la sous-région ;
- que les mentalités et la culture de la violence, au lieu de s'atténuer, ont tendance à se renforcer ;
- que les conflits, les guerres, les massacres ont brisé les cœurs, semant la haine, l'esprit de vengeance et l'absence de projet de vie et de société ;
- que l'absence d'une justice juste et équitable porte préjudice à la réconciliation entre les peuples ;
- qu'il n'existe pas de véritable politique de reconstruction et de réconciliation nationale.

Il manque donc la tolérance pour une société ouverte. Il est connu que dans une société, « le conflit constitue le corollaire reconnu et obligé du pluralisme et de la liberté, un processus naturel qui s'avère fonctionnel et engendre le changement et la croissance ». Une société bloquée ou autoritaire considère le conflit comme un phénomène inacceptable et dangereux pour sa stabilité. La tolérance représente en même temps la cause et le produit du changement. Elle oblige chacun à « accepter l'autre et en ne se reniant pas soi-même, à vouloir gagner mais à laisser l'autre gagner, à accepter de confronter son point de vue à ceux des autres et à les comparer, à écouter l'autre, à lui reconnaître le droit à la différence et, finalement, à accepter le changement et l'innovation ». Ne pas tolérer conduit à vouloir figer la société tout en niant le principe même de l'égalité pour tous les citoyens. Le gouvernement des hommes doit toujours obéir à leurs besoins et à leurs désirs, et ceux-ci sont évolutifs.

### **Au plan sanitaire**

Le système de soins de santé n'a cessé de se détériorer durant les dix dernières années. Les maladies et les épidémies peu connues et rares ont été répandues dans la sous-région. À ce sujet, il y a lieu de citer le paludisme et le sida. Le fléau du paludisme est actuellement généralisé au Rwanda alors qu'il n'était signalé que dans les régions de basses altitudes. D'autres maladies, qui étaient supposées éradiquées, comme la tuberculose, sont réapparues. Le combat contre ces fléaux est difficile compte tenu du manque de ressources requises, dont celui du personnel qualifié.

### **Au plan alimentaire**

Malgré la rareté des terres cultivables, les cas de famine étaient rarement signalés dans la sous-région. Actuellement, tous les pays de la sous région lancent des appels pressants à la Communauté internationale pour secourir des millions de personnes menacées par la famine. Non seulement les conflits empêchent-ils de cultiver la terre, mais une bonne partie de la population active, surtout les hommes et les jeunes, a été massacrée ou enrôlée souvent de force dans l'armée. On estime que les conflits ont privé le Rwanda de plus de 59 % de sa population active.

### **Au plan éducationnel**

Les conflits ont emporté du personnel qualifié dans tous les domaines de développement. Le système éducatif inexistant pour les personnes déplacées et les réfugiés a privé la sous-région de plusieurs générations. Ceci explique notamment la présence de plus en plus accrue des « enfants-soldats », des enfants de la rue. Certains spécialistes qualifient cet état de génocide intellectuel.

### **Au plan environnemental**

Toutes les catastrophes survenues dans la sous-région ont des impacts considérables sur l'environnement. On notera les systèmes anarchiques et abusifs d'exploitation des terres, des forêts et des ressources minières, principalement en RDC.

Les réserves naturelles qui abritaient des nouvelles espèces végétales et animales sont fortement menacées. On donnera comme exemple les forêts naturelles en RDC et au Rwanda, le parc des Birunga avec les gorilles de montagne entre le Rwanda, la RDC et l'Ouganda, le parc et le domaine de chasse du Mutara au Rwanda. Certains spécialistes évoquent même les catastrophes écologiques dans les pays des Grands Lacs.

## **OUTILS ET MÉCANISMES POUR ASSURER LA PAIX, LA STABILITÉ, LA RÉCONCILIATION ET LA RECONSTRUCTION NATIONALES**

La paix et la réconciliation nationales sont des préalables à la stabilité politique, à la reconstruction physique et morale et au développement socio-économique. Les voix de plus en plus nombreuses s'élèvent actuellement pour affirmer qu'il faut œuvrer à la restauration de la paix et à la réconciliation nationale, conditions indispensables pour mettre fin à l'instabilité dans les pays des Grands Lacs. Mais quels sont les outils et les mécanismes pour voir le bout du tunnel ? La Communauté internationale et les amis des pays et des peuples de la sous-région ne devraient ménager aucun effort pour mettre en place un véritable plan Marshall de développement socio-économique équitable et durable ainsi que de véritables politiques de réconciliation et de reconstruction afin de tirer de la misère ces millions d'âmes innocentes, victimes d'actes ignobles, insensés et irresponsables qui dépassent les limites de l'imagination. Ce plan viserait notamment la lutte contre la pauvreté, pour la justice juste, la bonne gouvernance, la démocratisation, la gestion rationnelle des ressources naturelles et la préservation de l'environnement.

### **Lutte contre la pauvreté**

Un ventre affamé n'a point d'oreilles. La prolifération des conflits armés dans la sous-région et les différentes crises humanitaires qui en résultent montrent à suffisance qu'il existe une relation entre développement et sécurité. Il est vrai que l'insécurité freine le développement et celui-ci est nécessaire pour maintenir la sécurité. Par ailleurs, l'expérience des années passées démontre que le développement n'est possible que sous des conditions politiques viables et adéquates.



## **Justice juste et équitable**

Depuis plus de sept ans, seule une partie des présumés acteurs du drame rwandais a été traduite devant les tribunaux. Seuls les hauts responsables extrémistes hutu de l'ancien régime ont été transférés au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha. Plus de 100 000 prisonniers à majorité hutu croupissent encore dans les tribunaux rwandais. Les jugements sont souvent arbitraires. Les arrestations, les exécutions sommaires et les disparitions n'ont jamais cessé.

Le FPR a des responsabilités politiques et militaires sur ce qui s'est passé au Rwanda depuis 1990. Les acteurs du FPR ne semblent s'inquiéter de rien. Jusqu'à présent, les témoignages à leur encontre n'ont pas été pris en considération. Il y a lieu de noter que les révélations sur l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, élément qui a déclenché le génocide du 7 avril 1994, sont restées sans suite ; les récentes déclarations timides du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), selon lesquelles le Président rwandais aurait promis sa coopération pour faire comparaître devant cette juridiction les membres du FPR présumés coupables des crimes contre l'humanité et de génocide, sont restées lettres mortes. Plus encore, les enquêtes sur les massacres des Congolais et des réfugiés hutu en territoire congolais par l'Armée patriotique rwandaise (APR) et les soldats de l'AFDL sont encore bloquées. Il faudrait que les gouvernements prennent leurs responsabilités, notamment celle de promouvoir les droits de la personne et réhabiliter l'appareil judiciaire pour éradiquer l'impunité, améliorer les conditions carcérales et lutter contre la culpabilisation et la victimisation globalisantes.

## **Politiques de réconciliation et de reconstruction nationales**

### *Bonne gouvernance et démocratisation*

Il faudrait ne ménager aucun effort pour aider les communautés de base à apprendre à discerner les intentions réelles de ses leaders afin d'éviter l'instrumentalisation et la manipulation politiques, de s'organiser pour mieux participer aux décisions qui défendent leurs intérêts vitaux, de s'impliquer davantage dans les initiatives locales de paix et de réconciliation.

Les ONG et les mouvements associatifs sont appelés à appuyer et à soutenir les initiatives en faveur de la paix et de la réconciliation, à renforcer l'éducation à la non-violence, à dénoncer le mal d'où qu'il vienne et toutes les formes de népotisme ainsi que le trafic de l'influence dans la fonction publique et à ne dire que la vérité constructive, à mener des investigations en toute transparence sur les injustices, les crimes commis, à publier les résultats et à interpeller les pouvoirs publics pour l'application d'une justice équitable, à coordonner les initiatives de paix et de réconciliation au niveau national et à renforcer les capacités de la population pour qu'elle participe à la prise des décisions. Dans ce cadre, l'appui des ONG internationales est important dans la dénonciation des ingérences dans les conflits, dans la promotion et la défense des droits et des libertés de la personne, dans l'opérationnalisation des projets de lutte contre la pauvreté et dans la mise en place de mécanismes de prévention et de résolution des conflits. Les ONG internationales sont invitées à faciliter les échanges d'expériences, d'informations à propos des initiatives positives à la reconstruction morale et à la cohabitation pacifique entre les peuples, à influencer la communauté internationale pour qu'elle s'implique d'une manière positive dans la résolution des conflits dans la région.

Les communautés religieuses devraient insister davantage dans leur enseignement sur les vertus telles que l'écoute de l'autre, la repentance, le pardon, l'amour et la justice. Elles devraient

prêcher une évangile relative au développement socio-économique. En collaboration avec les gouvernements, elles devraient introduire dans leurs programmes de formation scolaire des cours sur la paix, la non-violence et la cohabitation pacifique, bref elles devraient être une véritable autorité morale qui prêche par l'exemple, qui défend et qui protège les plus faibles. Ceci contribuera à pallier la décadence morale et spirituelle constatée dans la sous-région afin que puissent s'implanter la lutte contre le népotisme, le trafic d'influence.

Il faudrait que les gouvernements manifestent et mettent en pratique la volonté politique de réconcilier tous les peuples, de créer un cadre rassurant pour un dialogue constructif visant la mise en œuvre d'une logique de paix et la promotion d'une vie harmonieuse dans la sous-région, de respecter la propriété collective et privée et de stimuler un environnement favorable aux investissements privés et extérieurs, de permettre à tout le monde l'accès à l'information, à l'éducation, à la nourriture, aux soins de santé, à l'emploi et aux moyens de production. Bref, les gouvernements devraient mettre en place les mécanismes nécessaires pour la bonne gouvernance, assurer la sécurité intérieure et extérieure des pays, respecter et faire respecter la constitution et les lois, encourager l'action de la société civile et éviter l'interférence dans ses activités.

#### *Exploitation rationnelle des ressources naturelles*

Des mesures très énergiques devraient être prises si l'on veut mettre fin au cycle de l'exploitation des ressources naturelles et de la poursuite des conflits dans la sous-région. La démocratie, la bonne gouvernance, c'est aussi la juste répartition des richesses. Comme le recommande le groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources et d'autres richesses de la RDC, il faudra prendre des

sanctions contre les pays et les particuliers participant à des activités illégales, des mesures de prévention permettant d'éviter que la situation ne se reproduise, de dédommagement des victimes de l'exploitation illégale des ressources naturelles, de mise au point d'un cadre pour la reconstruction, d'amélioration des mécanismes et règlements internationaux régissant certaines ressources naturelles et des questions de sécurité.<sup>1</sup>

#### *Cohabitation pacifique*

La cohabitation entre les trois ethnies au Rwanda et du Burundi sera très difficile si on n'arrive pas à une compréhension de la réalité plus complexe mais plus juste que l'actuelle. Il faut une reconnaissance mutuelle des responsabilités, mais aussi des valeurs de l'autre. Il faut permettre à l'histoire de suivre son cours, sans vouloir revenir en arrière. Il y a eu une révolution au Rwanda qui a abouti à l'émancipation de la population ; il est difficile de revenir aux anciens schémas de soumission.

En RDC, surtout à l'est du pays, le ressentiment de la population envers la communauté tutsi est énorme. Les Tutsi, longtemps installés au Kivu, sont considérés aujourd'hui comme des envahisseurs et des oppresseurs des autres ethnies qui y vivent. Il est temps d'examiner les voies et les moyens pour poser les bases d'une entente juste et pacifique.

### **Apport de la Communauté internationale**

La communauté internationale devrait tout mettre en œuvre pour veiller à ce que les grandes puissances cessent d'être partie prenante des conflits. Il faudrait qu'elle intervienne plutôt d'une manière objective en faveur des intérêts des populations, dans le respect des conventions et des traités internationaux, introduise dans sa coopération au développement des appuis aux programmes relatifs à la paix et à la réconciliation, au respect des droits et des libertés de la personne, à la justice et à la bonne gouvernance, intervienne dans l'élimination de la pauvreté en annulant les dettes des pays concernés, en accordant une assistance humanitaire appropriée à toutes les victimes des conflits aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays.

### **CONCLUSION**

Les conflits en cours dans les Grands Lacs sont liés entre eux par des facteurs complexes aussi bien nationaux, régionaux qu'internationaux. C'est pourquoi leur prévention et leur résolution doivent se baser sur une approche et une perspective à la fois régionale et nationale. Les coûts de la guerre sont de loin supérieurs à ceux de la prévention et de la gestion des conflits.

Dans ce contexte, les observateurs s'accordent sur le fait que les profondes mutations en cours dans les pays des Grands Lacs, affectés par une généralisation des conflits et une aggravation du problème des réfugiés et des personnes déplacées, constituent à coup sûr un énorme défi à la paix, à la stabilité et au développement économique de l'Afrique centrale, orientale et australe.

La grande victime de ces conflits a été et continue à être les peuples, eux qui doivent construire le futur, eux qui n'ont ni moyens d'expression ni force politique, ni force militaire. Il faudrait que les amis des pays des Grands Lacs et la Communauté internationale épris de paix et de liberté prêtent main-forte à la mise en place des vraies politiques de réconciliation et de reconstruction nationales pour assurer la paix et la stabilité, éléments indispensables pour le développement socio-économique de la sous-région.

Il faudrait aussi assurer la gestion saine des ressources naturelles afin de garantir un développement durable et équitable. Dans ce cadre, il faudrait que les recommandations du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres ressources en RDC soient mises en application pour assurer la paix et la stabilité dans la sous-région. Ces recommandations concernent notamment les sanctions à prendre contre les pays et sociétés impliqués dans ces actes illégaux, la réparation et l'indemnisation, la reconstruction et la sécurité. Il faut supprimer les stratégies qui entretiennent le cercle vicieux de la guerre et de l'exploitation des ressources de la RDC. Le pillage, l'extorsion et l'association de criminels sont devenues choses courantes. Ces organisations ont des ramifications dans le monde entier, ce qui constitue un grave problème auquel la région doit faire face.

### **NOTE**

- 1 Conseil de sécurité des Nations Unies (2001). Rapport du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo.

**BIBLIOGRAPHIE**

*Actes de l'atelier de réflexions sur la paix, la réconciliation morale et la cohabitation sociale dans les pays des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, République démocratique du Congo),* Machakos, Kenya, 15-20 novembre 1999.

AMNESTY INTERNATIONAL (1986). *Sujet d'inquiétude au Burundi*, mai.

AMNESTY INTERNATIONAL (1988). *Burundi : Killings of Children by Government Troops*, octobre.

CENTRE DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ ET L'INJUSTICE AU RWANDA (2001). Mémoire adressé à Madame Carla Del Ponte, Procureur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda, 16 janvier.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES (2001). Rapport du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo.

MUGABE, J.-P. (2000). *Déclaration sur l'attentat contre l'avion dans lequel les présidents Habyarimana du Rwanda et Ntaryamira du Burundi trouvèrent la mort le 06 avril 1994*, International Strategic Studies Association, Alexandria, Virginia, USA.

REYNJENS F. (1994). *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi : 1988-1994*, Paris, Éd. Karthala.

## L'ONU ET LE MAINTIEN DE LA GUERRE : CAS DE L'AFRIQUE DES GRANDS LACS

M. Samba MATABARO

Étudiant au baccalauréat en communications sociales à l'Université Saint-Paul (Ottawa/Canada), il est d'origine congolaise. Il est déjà détenteur d'un certificat en communications sociales et d'un autre en animation sociale de la même université. Il s'implique très activement dans diverses discussions, anime des débats sur les différentes et véritables facettes des guerres qui secouent la région des Grands Lacs Africains. Il s'intéresse particulièrement à la recherche des enjeux, ceux qui, sciemment ou inconsciemment, sont moins médiatisés et pourtant très anguleux dans la destruction du cœur du continent africain.

### Résumé

Nous commencerons par un historique de la mission de l'Organisation des Nations Unies dans ses rôles de résolution de conflits et de maintien de la paix. Nous regarderons la performance de l'ONU dans plusieurs cas démontrant la contradiction entre cette mission et la réalité sur les terrains, justifiant ainsi le titre de notre communication. Les cas étudiés seront ceux de la République démocratique du Congo à l'époque de Lumumba et plus récemment, puis ceux de l'Angola, du Rwanda et de la Sierra Leone. Le cadre d'influence de l'ONU sera analysé. En particulier nous tenterons de répondre à la question : à qui l'ONU obéit-elle ? La passivité de cette organisation en face d'une guerre imminente sera analysée en utilisant les documents disponibles, faisant ainsi apparaître les contradictions entre ses missions telles qu'elles sont initialement annoncées et ses actions une fois sur les terrains. Ses performances seront réévaluées à la lumière des objectifs réels. Plusieurs autres aspects seront considérés : la structure même de l'ONU, de son conseil de sécurité, le droit de veto. Seront également signalées ses influences, en particulier au cours des processus de paix, des sommets et des conférences pour la paix. Finalement des changements fondamentaux seront suggérés pour créer un vrai organisme de maintien de la paix, suivant les principes de démocratie et de justice appliqués aux États. Nous tirerons la leçon en observant la dernière décennie qui a vu les guerres se multiplier et la mortalité atteindre un taux jamais enregistré depuis la dernière guerre mondiale.

### INTRODUCTION

Depuis la fin de la guerre froide, la recrudescence de guerres qui détruisent les nations surprend plusieurs observateurs qui espéraient que le monde allait avoir un répit. Certaines des ces guerres, nommément dans la région des Grands Lacs Africains, reprennent toute leur vigueur alors que l'Organisation des Nations Unies, organe essentiellement créé pour préserver la paix, affiche des attitudes qui suscitent des interrogations. Drastiquement, ces guerres prennent une autre allure dès que l'ONU s'implique dans la résolution de ces crises. Tous ces éléments réunis nous permettent de reconsidérer le rôle de maintien de la paix de l'ONU, ses institutions, sa façon d'agir et de se comporter comme organe essentiellement né pour préserver la paix.

Pour comprendre le bilan de fonctionnement du système onusien en Afrique centrale, nous débiterons par un aperçu historique de l'organisation, sa structure, ses objectifs et son fonctionnement. Nous aborderons des cas historiques de la région des Grands Lacs en appuyant

nos analyses par des exemples de réalisations et d'agissements de l'ONU dans la région, en considérant la période qui précède le début de la guerre et celle de l'après-guerre. Notre analyse se terminera sur une conclusion sous forme de suggestions afin de dégager une critique constructive pour une organisation dont la mission serait irréprochable.

Pour bien comprendre comment la paix peut être instaurée, il faut d'abord connaître les mécanismes de la guerre. Mais y a-t-il quelque chose de plus caché à l'opinion publique que ces mécanismes ? Une fois ces mécanismes publiquement démasqués, ils cesseront de fonctionner, apportant ainsi une amélioration considérable à nos sociétés et à nos populations. C'est donc le devoir des citoyens de tous les pays de comprendre les mécanismes de la guerre pour les contrer et se débarrasser de ce fléau. Par contre, les gens qui veulent la guerre et qui en bénéficient directement feront tout ce qui est en leur pouvoir pour garder les populations dans l'ignorance, les égarer, les tromper, garder secrètes leurs stratégies ; tout cela dans le but de les réutiliser d'une guerre à l'autre. On ne peut donc pas douter que ceux qui veulent la guerre vont forcément s'intéresser à l'ONU et tenter de la faire agir contre ses objectifs originaux.

Certains éléments bien connus sur les guerres méritent d'être rappelés. La guerre est l'activité humaine (si l'on peut dire) qui demande le plus de planification et de préparation, et ceci à plusieurs niveaux. Il n'y a pas de guerre qui arrive au hasard, qui éclate tout à coup. La guerre n'est pas, comme on essaie de le faire croire, dans la nature humaine, il n'y a pas de guerres ethniques, ni de guerre de surpopulation. Toute guerre est préparée longtemps à l'avance. L'objectif est toujours pour un petit groupe d'acquérir des richesses qui ne lui appartiennent pas, par tous les moyens. La guerre est donc du brigandage à grande échelle, à haut niveau, et très bien orchestré. Il n'y a pas non plus de guerre sans mensonge, car il faut la justifier, et toutes les guerres nécessitent une très forte propagande.

La guerre n'a jamais le soutien du peuple, ni même celui des attaquants, elle est organisée par un petit groupe qui, grâce à certains moyens, arrivent à s'arroger le pouvoir, à décider des actions militaires et à les utiliser pour ses propres buts sans se soucier des autres parties. Selon cette logique, l'ONU, qui fut fondée avec comme mission le maintien de la paix, est la première organisation dont on doit s'assurer le soutien si l'on veut qu'une guerre arrive. L'ONU est aussi une organisation responsable, ses décisions d'agir ou de ne pas agir sont prises en connaissance de cause, elle dispose de toute l'information nécessaire. Les événements que nous allons énumérer dans notre étude soutiennent l'hypothèse que ce qu'on appelle les échecs de l'ONU sont trop nombreux pour être attribuables au fait du hasard ; ils peuvent être vus comme des succès selon un agenda qui n'est ni avoué ni avouable.

## LA STRUCTURE DE L'ONU

Officiellement fondée le 24 octobre 1945 par 51 pays, l'Organisation des Nations Unies s'assigne principalement l'objectif suivant : « Préserver la paix, la coopération internationale et la sécurité collective ». Elle compte six organes principaux, dont cinq se trouvent à son siège à New York. Il s'agit de :

- l'Assemblée générale ;
- le Conseil de sécurité ;
- le Conseil économique et social ;
- le Conseil de tutelle ;
- le Secrétariat ;
- la Cour internationale de justice qui, elle, a son siège à La Haye aux Pays-Bas.

Le Conseil de sécurité est l'organe en charge du maintien de la paix et de la sécurité internationale. Selon les termes de la Charte des Nations Unies, tous les pays membres sont tenus d'exécuter ses décisions. Le Conseil de sécurité est composé de :

- cinq pays membres permanents ;
- dix pays membres suivant un système de rotation.

Les cinq pays permanents sont les suivants :

- les États-Unis ;
- la France ;
- le Royaume-Uni ;
- la Chine ;
- la Russie.

Le droit de veto : le pouvoir de ces cinq pays est plus important puisqu'ils sont permanents, mais à ce déséquilibre s'en ajoute un autre plus important : ces cinq pays jouissent du droit de veto. Même si la majorité est atteinte, et la majorité est à neuf membres pour le Conseil de sécurité, la décision peut être renversée par le veto d'un des cinq pays.

Les remarques suivantes s'imposent d'elles-mêmes :

- tous les membres permanents sont des pays développés ;
- trois sur cinq sont des pays occidentaux du système impérialiste ;
- trois sont des pays européens ;
- certains continents, en particulier l'Afrique, ne sont pas représentés ;
- tous sont des pays producteurs d'armes.

Cette structure du Conseil de sécurité dénote un manque complet de démocratie au niveau des pays. Les pays n'ont pas les mêmes droits et la représentation au niveau des continents est inégale. La dominance des pays riches sur les pays pauvres apparaît de façon évidente et, plus grave, les pays décideurs sont les producteurs d'armes, donc exactement ceux qui ont intérêt pour leur économie à maintenir les guerres. On ne peut donc que s'attendre à voir ce qui arrive maintenant, le fossé se creuse entre les pays pauvres et les pays riches. Cette sur-représentation des pays riches et coloniaux contient aussi un message qui se lit facilement : « Nous, les pays riches, sommes bons et voulons votre bien. Nous savons mieux que vous ce que vous devez faire, c'est donc à nous de décider et à vous d'obéir ». Nous pouvons donc y voir un héritage direct du colonialisme et du paternalisme qui l'accompagne.

Bien sûr, si l'hypothèse que ces cinq pays vont tout faire pour le bien des autres était vérifiée, on pourrait penser que cette situation soit satisfaisante. Mais malheureusement, la situation qui apparaît nous force à remettre en question la bonne volonté et l'esprit pacifique de certains des membres permanents.

Pour donner dès maintenant un exemple de partialité de l'ONU, alors que la République démocratique du Congo est attaquée par trois pays voisins, en infraction totale de la charte de l'ONU dont tous ces pays sont signataires, l'ONU d'abord ferme les yeux pendant huit mois et impose par deux fois (au début de la guerre en août 1998 et lors de l'assassinat du Président Laurent Kabila) un embargo sur les armes pour le Congo qui est la victime. Elle favorise clairement l'agression et le succès rapide des armées ougandaise, rwandaise et burundaise chargées de conquérir ce riche pays, pour en faire profiter bien d'autres qui sont nommés dans

le rapport paru sur l'exploitation des ressources et autres richesses de la République démocratique du Congo.

## LE CAS DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO EN 1960

Le livre récemment publié *L'Assassinat de Lumumba*<sup>1</sup> par Ludo de Witte fournit des informations qui sont restées longtemps cachées au public. Il écrase entièrement la thèse défendue depuis toujours par la Belgique affirmant que Patrice Lumumba a été victime d'une guerre de clans, thèse qui camouflait toute l'implication belge dans l'assassinat et dans le processus qui l'a causé.

L'implication du gouvernement belge, ainsi que celle de l'ONU et du gouvernement américain, apparaît au grand jour. Ce livre a même causé assez d'émotions pour occasionner une enquête du parlement belge dans le but d'évaluer la responsabilité du gouvernement de l'époque dans cet assassinat. Parmi les nombreuses informations contenues dans ce livre, nous avons choisi les citations suivantes qui résument bien certains éléments clés.

1. « Si l'État-pari de Tshombé [ndrl : la province sécessionniste du Katanga] passe le cap du Nouvel an, il le doit surtout — outre l'apport belge — à l'appui qu'apportent à la sécession les dirigeants des Nations Unies. »<sup>2</sup>

2. « L'ONU a aidé le Katanga d'une autre manière encore. Ce qu'elle a refusé au gouvernement légal de Lumumba, elle le consent au putschiste Tshombé : l'autorisation de recevoir une aide unilatérale de l'étranger en vue de sauver la gendarmerie [ndrl : Katangaise]. »<sup>3</sup>

3. « Le 24 novembre [1960], à la suite d'un débat houleux, l'assemblée générale reconnaît par 53 voix contre 24 et 19 abstentions la délégation de Kasavubu comme représentation légale de la République du Congo [...] La majorité des pays qui, au fil des délibérations, sont passés du camp Lumumba à celui de Kasavubu « étaient sensibles aux pressions exercées par les alliés occidentaux. »<sup>4</sup>

R. Dayal, représentant spécial au Congo du secrétaire général de l'ONU, a décrit plus tard les événements comme « un des exemples les plus patents de l'exercice massif et organisé de contraintes et de pressions — combinées à diverses incitations — pour faire changer le vote d'États membres ». (p 127, paragraphe 1)

4. Entre-temps, Hammarskjöld, premier secrétaire général des Nations Unies, a précisé à l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies qu'il interposera des troupes de l'ONU entre Stanleyville et Léopoldville si Lumumba atteint son objectif. [Pour bloquer toute tentative de reconquérir le pouvoir et ramener l'ordre dans le pays.]<sup>5</sup>

Comme toujours, la sécession du Katanga fut considérée comme souhaitable pour satisfaire de nombreux appétits économiques insatiables et qui étaient efficacement représentés au niveau des décideurs de l'ONU. Les actions de l'ONU à cette époque sont maintenant clairement identifiées comme intentionnelles. À l'époque, elles avaient été présentées comme un échec, mais la réalité est différente. L'ONU agissait selon un agenda caché et tout à fait inavouable. L'ONU n'a pas échoué, mais a remporté un succès éclatant le jour même où Lumumba fut assassiné.



Que penser du présent ? La ressemblance est tellement flagrante : l'échec commodément avoué, la passivité sous couvert de la négligence, les manigances cachées. Il est facile d'imaginer l'acharnement de l'ONU contre le Congo aujourd'hui et contre le gouvernement de Laurent Désiré Kabila dans le passé.

## LE CAS DU RWANDA

Les auditions de l'assemblée nationale française montrent très clairement que la guerre d'agression de l'Ouganda sur le Rwanda, commencée en septembre 1990, était appuyée et soutenue au niveau de l'ONU par les États-Unis et l'Angleterre. Par contre, elle était combattue par la France. Le cas du Rwanda depuis 1994 présente un exemple remarquable d'usage préparé de la propagande. Les pays occidentaux ont été submergés jusqu'à très récemment par la propagande tutsi, à laquelle ils ont activement participé pour garder les trois présidents tutsi en place (Museveni, Kagame et Buyoya), afin de les utiliser dans l'agression et le pillage de la République démocratique du Congo. Le groupe tutsi a réussi à se faire passer pour victime, malgré l'évidence qu'il est à l'origine — avec le soutien occidental — de toutes les guerres de la région. En effet, depuis qu'à la chute du mur de Berlin, Museveni s'est tourné vers les États-Unis, il a :

1. attaqué avec le soutien américain le Rwanda de Habyarimana jusqu'à ce que ce dernier soit assassiné avec son homologue burundais ;
2. causé l'assassinat du président hutu élu au Burundi, Ndadaye ;
3. et un peu plus tard, attaqué avec les alliés qu'il a mis en place (Kagame et Buyoya), la République démocratique du Congo.

La propagande a réussi à faire croire à une grande partie de l'Occident — qui, il faut l'avouer, ne fait pas d'effort pour rechercher la vérité — que les Hutu avaient assassiné le président hutu du Rwanda, causant un génocide dont surtout les Tutsi ont été victimes, alors que finalement ce sont eux qui ont pris le pouvoir. Pour aider les fausses informations à circuler, les pourcentages Hutu-Tutsi (85 % – 15 %) n'apparaissaient jamais dans la presse occidentale, de peur que la question se pose : comment cette minorité de 15 % a-t-elle pu arriver au pouvoir ?

L'ONU a appliqué maintes fois l'embargo unilatéral sur les armes pour voir plus rapidement la victoire qu'elle veut dans la guerre qu'elle prépare. Elle a déclaré un embargo sur les armes contre le Rwanda de Habyarimana qui était attaqué par l'Ouganda, et a laissé le libre accès aux armes aux attaquants qui les recevaient par le biais de l'Ouganda.

Longtemps avant les révélations du *National Post*, en fait un mois après l'abattage de l'avion d'Habyarimana et Ntaryamira, le 4 mai 1994, l'information suivante était donnée au congrès américain, sous-comité sur l'Afrique, par Remigius Kintu, montrant clairement l'implication des Tutsi et de l'ONU. Bien sûr rien n'est apparu dans la presse occidentale.

Kigali residents claim to have seen three rockets light up the sky before the Presidential plane crashed. One rocket came from the area of the National Assembly Hill, which is not too far from the airport where Rwanda Patriotic front has a battalion of 600 men. The other two rockets came from the adjacent areas of the airport. Kigali Airport was guarded by Belgian troops under U.N. command. Therefore, security at the airport and its

surrounding areas was in Belgian hands. Obviously, Belgian troops either had a lax security system or bear responsibility in the assassination.

Bien souvent, on a montré (cas de la RDC en 1998, de la Guinée en 2000) que l'ONU sait à l'avance quand une guerre va éclater et ne fait rien pour l'empêcher. Le cas du Rwanda en est un exemple supplémentaire, comme le montre le Général Roméo Dallaire lorsqu'il explique avec quelle insistance il a réclamé une aide qui n'est jamais venue. Grâce au rapport du *World Policy Institute de New York*, en date du 22 mars 2001, nous comprenons maintenant pourquoi l'ONU et les États-Unis ont fait la sourde oreille aux appels plutôt humains du Général canadien Roméo Dallaire. Le rapport explique :

The U.S. sent 75 million in emergency military assistance to Rwanda in 1994, after Kagame drove the government that had perpetrated the Rwandan genocide from power ; but when it could have supported efforts to stop the killing, the Clinton administration was instead actively lobbying to withdraw U.N. forces from the country.

Dans un contexte géopolitique régional, on peut dire sans se tromper que la guerre d'occupation du Congo n'est qu'une suite logique de ce même cheminement de terreur et était donc bénite par l'ONU. Voilà pourquoi il n'est pas surprenant que l'hypothèse de négligence ait été acceptée comme camouflage des actes criminels délibérés et planifiés dans un but de génocide des populations africaines.

Les assassinats des présidents hutu, et le chaos qui les a suivis, ont eu des conséquences qui satisfont pleinement les objectifs américains puisqu'ils ont mené à la prise de pouvoir par Kagame et Buyoya, leurs candidats, et à l'accès direct au pillage des ressources naturelles du Congo et au massacre de sa population.

Le 1<sup>er</sup> mars 2000, le journal canadien *National Post* montre la complicité et la complaisance de l'ONU dans le génocide de 1994. Il précise comment un haut responsable de la Cour internationale de justice, la Canadienne Louise Arbour, cache un dossier impliquant Kagame dans l'abattage de l'avion d'Habyarimana. L'ONU, qui a d'abord nié l'existence de ce rapport, que l'auteur Michael Hourigan réclamait, a finalement reconnu que l'information publiée par le *National Post* était exacte. Jusqu'à présent, malgré les pressions multiples et les intérêts en jeu, le rapport n'a pas été rendu public et la piste qui mènerait Kagame en cour a été volontairement abandonnée. L'ONU est clairement complice de Kagame dans sa montée au pouvoir, complice dans l'assassinat de Habyarimana et Ntaryamira, coupable d'être restée volontairement inactive lors du génocide rwandais. Il n'est pas surprenant que l'information relative à tous ces crimes contre l'humanité dans ces pays soit camouflée et cachée. De plus, nous voyons apparaître un point commun remarquable entre les deux situations observées au Congo en 1960 et au Rwanda en 1994 : dans ces deux cas, un régime populaire a été renversé après l'arrivée de l'ONU ; échec ou succès ? Si on doit juger selon le critère « désir des pays occidentaux », il s'agit de deux succès complets.

## LE CAS DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO DEPUIS 1996

L'ONU se trouve en tête de la préparation de la guerre en République démocratique du Congo avec la technique utilisée en particulier sous l'administration Clinton et qui consiste à créer un groupe de victimes imaginaires dans des régions stratégiques que des armées bien réelles vont aller défendre, et où les intérêts américains vont bien s'implanter. Ce schéma a été utilisé en particulier pour la Guerre du golfe, pour la sécession de l'Érythrée, au Kosovo, et au Timor

oriental où il a pleinement réussi. Au Congo, il a été utilisé avec les Banyamulenge, ethnie de trente mille personnes environ, qui sont des Tutsi d'origine rwandaise, immigrés depuis 1959 au Congo. Plusieurs éléments montrent le rôle de l'ONU dans le maintien de la guerre.

### La première guerre

1. Dès janvier 1996, Roberto Garreton, commissaire onusien des droits humains, est utilisé pour préparer l'opinion publique à l'invasion du Congo. Il établit un rapport très biaisé (numéro E/CN.4/1996/66 du 29 janvier 1996) sur la question de la nationalité à l'est du Congo au sujet des immigrés rwandais faussement appelés banyamulenge. Il affirme :

- que ces derniers sont au Congo depuis le 17<sup>e</sup> siècle ;
- qu'ils courent le risque de génocide à la rwandaise.

Contrairement aux objectifs qui lui ont été assignés, L'ONU sert à préparer les guerres. Ainsi, quand la guerre pour faire partir Mobutu commence, elle est parfaitement présentée au monde de la même façon que Monsieur Roberto Garreton s'y était pris pour préparer l'opinion publique : *une révolte des guerriers banyamulenge contre le régime de Mobutu*.

2. Il est important de remarquer ce qu'écrit Colette Braeckman au sujet du nettoyage de camps des réfugiés hutu dans son article intitulé : « Rideau de silence sur un nettoyage » paru dans *Le Soir* du mercredi 13 novembre 1996 : « Américains et Européens en étaient parfaitement informés et à Gisenyi, en face de Goma, des témoins dignes de foi assurent avoir aperçu des soldats noirs américains aux côtés des militaires de l'armée patriotique rwandaise ».
3. En 1996, le Canada se mobilise et envoie des troupes pour tenter de sauver des femmes et des enfants réfugiés hutu qui sont massacrés dans les provinces orientales du Congo (à Kisangani et au Kivu) par les troupes du Front patriotique du Rwanda (FPR). Les troupes s'envolent pour l'Afrique centrale et atterrissent à Kampala. Les pressions du gouvernement Clinton pèsent sur eux pour qu'ils rebroussent chemin, alors qu'à moins de 700 kilomètres d'eux, les femmes et les enfants sont en train d'être massacrés. Cet acte était donc parfaitement planifié et dans la ligne des événements décrits par le Général Dallaire deux ans plus tôt au Rwanda.
4. Au début de la guerre, en 1996, plusieurs témoins très fiables ont affirmé que les envahisseurs venant du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi ont utilisé, pour le transport d'armes au Congo, des camions du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
5. En juillet 1997, le Secrétaire général de l'ONU constitue une commission d'enquête sur les massacres et autres violations des droits de l'homme à l'est de la République démocratique du Congo. Lorsque le gouvernement congolais demande à l'ONU d'enquêter sur les forces de l'APR, qui ont commis des massacres sur leurs compatriotes réfugiés en RDC par l'opération turquoise, les enquêtes s'arrêtent. Le but de la commission était de déranger le gouvernement de Laurent Désiré Kabila, pas celui de Kagame.

## La deuxième guerre

Les documents de l'ONU, à partir d'avril 1998, donnent certains indices que celle-ci se préparait à la guerre en affaiblissant le côté de la République démocratique du Congo.

1. Dans sa résolution 1161 du 9 avril 1998, le Conseil de sécurité se déclare gravement préoccupé par la non-application de l'embargo sur les armes qui sont vendues aux ex-FAR sur le territoire congolais.

La mise en place d'une commission internationale sur la vente, la fourniture et la livraison d'armements et de matériels connexes aux milices à l'est de la RDC est effectuée avec la participation financière de l'Allemagne, de la Grande Bretagne, des États-Unis, de la Belgique et du Japon.

2. 18 août 1998, le Secrétaire général affirme, à la suite du travail de cette commission, qu'une connexion est établie en RDC entre les groupes rebelles contre l'Ouganda, le Burundi, les ex-FAR et les rebelles de l'UNITA. L'agression de la RDC par l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi est passée sous silence. Par la création de cette commission, le Conseil de sécurité discrédite et affaiblit le gouvernement de Kinshasa, prenant ainsi une position dans cette guerre du côté des agresseurs.
3. Dans sa résolution 1173 du 12 juin 1998, le Conseil de sécurité fait une tentative très claire de séduction de l'Angola, alliée de Kinshasa, dans le but d'affaiblir la victime de la guerre qui se prépare. Dans cette résolution, le Conseil de sécurité impose subitement un embargo contre la vente des diamants de l'UNITA. Ces mesures en faveur du gouvernement de Dos Santos arrivent contre toute attente.
4. Lorsque la guerre commence, des massacres abominables de villages entiers ne sont pas dénoncés par l'ONU qui est pourtant suffisamment bien informée sur la situation. Le premier massacre rapporté dans la presse, celui du 1<sup>er</sup> janvier 1999 à Makobola, a été dévoilé publiquement par le Vatican, alors que Reuters, AFP et autres services d'information gardaient le silence. En avril 1999, l'ONU, qui ne peut pas regarder ailleurs plus longtemps, sort la résolution 1234 demandant le retrait des troupes non invitées de la RDC. Cette résolution n'est suivie d'aucune autre mesure permettant son application ; les faveurs de l'ONU sont toujours du côté des agresseurs.
5. Lors des accords de Lusaka, l'ONU néglige le retrait des forces non invitées. Plusieurs villes sont prises par les agresseurs sans qu'il y ait condamnation par l'ONU, et les trois guerres de Kisangani ont lieu après la signature des accords. Le retrait des troupes non invitées en reste au stade de la rhétorique. On peut s'y attendre puisque les États-Unis continuent d'armer les agresseurs et construisent même une base militaire à Cyangugu, au Rwanda, en face de Bukavu.

Par contre, lorsque le côté gouvernemental reprend du terrain, l'ONU et la Communauté internationale crient que les accords de Lusaka ne sont pas respectés par le gouvernement congolais. Les accords de Lusaka sont donc utilisés comme instrument pour mettre le gouvernement congolais sous pression, faire durer la guerre et l'exploitation illégale des richesses.

6. Lorsque la Mission de l'organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) arrive à Kinshasa, au début de l'année 2000, elle demande à aller

observer non pas les zones occupées, mais des zones gouvernementales qui présentent un intérêt stratégique.

7. En juin 2000, l'ONU est prise en flagrant délit de sous-rapporter le nombre de morts dans les massacres. Selon des sources fiables, cette pratique a existé de façon courante dans la région depuis le génocide de 1994. L'ONU rapporte trente-et-un morts dans les massacres de Katogota au Kivu alors que la réalité dépasse les trois cents. Nous citons l'extrait d'un article de Linda de Hoyos paru dans le journal *Executive Intelligence Review* du 30 juin 2000 :

On May 22<sup>nd</sup>, the MISNA reported that the death toll at Katogota was 300 people [...] BBC quoted Charles Petrie, a senior adviser to the U.N. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs in Congo, as saying that 31 civilians may have been killed in recent clashes in the area.

8. Finalement le rapport sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo, qui devait être rendu public depuis longtemps, a été dévoilé au public, l'ONU n'étant plus à mesure d'étouffer la vérité. Combien de rapports édifiants de l'ONU dont la publication sauverait tant de vies ont été cachés ? C'est le deuxième que nous mentionnons, celui de Michael Hourigan a failli être oublié pour toujours. Où apparaît, dans la mission de l'ONU, son rôle de protéger les génocidaires, les assassins et les pilliers de richesses d'autrui au prix de la vie humaine ?

## CONCLUSION

### Quelques propositions de la structure de l'ONU :

- a. Au Conseil permanent, il faudrait une représentation par continent pour que les intérêts de chaque partie du monde soient défendus par ceux qui les ont à cœur.
- b. Chaque continent devrait directement être responsable de régler ses guerres par ses propres forces de maintien de la paix.
- c. Il faudrait abolir totalement le droit de veto : ce système n'est rien d'autre que de l'autoritarisme (absence de collaboration mutuelle des nations), un enracinement du néocolonialisme au sein de l'institution onusienne. Les détenteurs du droit de veto décident du sort de tout le monde. Or, dans ce monde de plus en plus mondialisant, où les intérêts économiques priment sur les valeurs humanitaires, la partialité du veto est du côté de celui qui a des gros intérêts économiques.

L'existence réelle de l'ONU n'a que deux options : ou bien elle se démarque des États-Unis pour devenir un organe incarnant la paix pour tous, ou elle se laisse engloutir par ces derniers pour devenir un instrument dédié simplement à la défense des intérêts de la plus grande puissance planétaire. C'est le moment pour que ceux qui placent la paix plus haut que les intérêts économiques se mobilisent avant qu'il ne soit trop tard.

**NOTES**

- 1 Ludo De Witte (2000), *L'assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala, 416 p.
- 2 *Idem*, p. 160.
- 3 *Idem*, p. 161.
- 4 *Idem*.
- 5 *Idem*, p. 129.

## LE NOUVEL ORDRE POLITIQUE COMME ENJEU ET DÉFI DU DIALOGUE INTERCONGOLAIS

Mwayila TSHIYEMBE

Docteur d'État en droit, docteur en science politique, ancien professeur associé à l'Université de Lubumbashi (République démocratique du Congo, ex-Zaïre). Est actuellement professeur de géopolitique à l'Université de Paris XII et directeur de l'Institut panafricain de géopolitique de Nancy (France).

### INTRODUCTION

**D**epuis le 16 janvier 2001, date de l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila, les événements semblent s'accélérer dans la crise congolaise. Non seulement son successeur s'est prononcé en faveur de la relance des Accords de Lusaka et du dialogue intercongolais mais, qui plus est, il a réhabilité le facilitateur désigné, l'ancien président du Botswana, Sir Ketumile Masire, et pris langue avec le Rwanda. Celui-ci et l'Ouganda ont désengagé leurs forces avancées sur le front de Pweto et de l'Équateur, conformément aux accords de cessez-le-feu. Tant et si bien que profitant de l'aubaine, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1341 (2001), en date du 22 février 2001, demandant instamment :

à toutes les parties aux accords de cessez-le-feu de Lusaka de préparer et d'adopter, le 15 mai 2001 au plus tard et en étroite liaison avec la MONUC, un plan et un calendrier précis qui mèneraient à l'achèvement du retrait total et en bon ordre de toutes les troupes étrangères se trouvant sur le territoire de la RDC (alinéa 6).<sup>1</sup>

Redoutant la mauvaise foi des belligérants, le Conseil de sécurité a agité, pour la première fois, la menace des sanctions contre les récalcitrants, en se déclarant

disposé à envisager, au cas où les parties ne se conformeraient pas intégralement aux dispositions de la présente résolution, des mesures qui pourraient être imposées conformément aux responsabilités que lui confère la Charte des Nations Unies et aux obligations qu'elle lui impose (alinéa 28).

Si ces intentions se confirment, le chemin des Accords de Lusaka (signés le 10 juillet 1999) sera le seul qui mène à Rome, c'est-à-dire à la paix. Dès lors, le dialogue intercongolais s'impose comme lieu et enjeu de pouvoir mettant en compétition les intérêts légitimes des protecteurs, des protégés et des non alignés qu'il ne faut ni dissimuler ni discréditer.

Néanmoins, le dialogue intercongolais risque d'être un feu de paille s'il ne débouche pas sur un « nouvel ordre politique »<sup>2</sup> ou nouveau projet de société démocratique, qui est la condition *sine qua non* de la durabilité de la paix civile en RDC. En effet, alors que l'on sait quelque chose de la compétition pour le pouvoir (l'expérience de la Conférence nationale souveraine [CNS] aidant), l'on ignore totalement le contenu du nouvel ordre politique stigmatisé par les signataires. Ce n'est pas le moindre des paradoxes quand on connaît la médiocrité des élites congolaises qui, au nom de la politique du ventre, ont bradé la transition et le projet de société démocratique élaboré par la Conférence nationale souveraine, dont il ne reste que l'armature,

c'est-à-dire l'État fédéral et l'économie de marché. Même en partant de cet acquis de la CNS, le mystère reste entier pour deux raisons au moins : primo, le fédéralisme n'est pas une panacée, car il n'est qu'un mode de distribution du pouvoir et non l'invariant structurel de la nature de l'État qui, au demeurant est soit nationale, soit postnationale ; secundo, l'économie de marché est une logique des champs de batailles dans laquelle ne résistent que ceux qui luttent avec acharnement ; elle n'est pas une sinécure de philanthropie.

Dès lors, il est à craindre que le dialogue intercongolais soit une foire d'empoigne où s'étreignent les politiciens véreux et les marchands d'illusions, rivalisant de malice pour vendre aux enchères leurs soutiens empoisonnés. Autrement dit, une bataille d'hommes et non une bataille d'idées.

C'est pourquoi, réfléchir sur le nouvel ordre politique est un préalable au défi lancé à l'intelligentsia congolaise, étant donné que tout projet de société démocratique est une création de l'esprit des hommes et l'œuvre de leur investissement dans un champ d'actions historique. Si bien que s'investir dans le champ d'action historique congolais, c'est mettre à profit un double héritage du génie créateur des peuples du Congo en matière d'organisation : d'une part, le modèle de l'État multinational traditionnel appelé Royaume Kongo, royaume Kuba, royaume Luba et empire Lunda ; d'autre part, les sociétés « sans État » dont la création du politique et du droit a permis l'acquisition, sur le plan du gouvernement local, des outils d'autonomie de gestion sans commune mesure avec le primat néolibéral de « moins d'État », en vogue aujourd'hui (les Yaka, Anamongo, Azande, Shi, Fuliro, Pende, Tshokwe, etc.).

À la lumière de cette culture politique traditionnelle, une rupture radicale avec le modèle de l'État-nation importé s'impose, comme préalable à la refondation d'un authentique modèle de l'État de droit démocratique postnational en RDC. Pour la première fois depuis la décolonisation, l'occasion est belle de répondre à cette question récurrente, à savoir : la RDC c'est quelle République ? Quelle démocratie ? Quelle constitution ? Il s'agit de changer de fond en comble les trois variables fonctionnelles dont l'esquisse est le centre d'intérêt de cette communication, à savoir : la nature de l'État (l'État postnational), la nature de la démocratie (la démocratie combinatoire ou participative) et la constitution (le néoconstitutionnalisme).

### **LA RDC C'EST QUEL ÉTAT OU QUELLE RÉPUBLIQUE ? L'ÉTAT MULTINATIONAL OU POSTNATIONAL ?**

Depuis le 30 juin 1960, le chaos congolais est une crise de l'organisation du politique à l'échelle de la société globale, subséquente à l'État indépendant du Congo, au Congo belge et à la République démocratique du Congo. Contrairement aux idées reçues, en effet, l'incompatibilité du modèle occidental de l'État-nation (son primat unificateur et homogénéisant) avec les logiques de la société congolaise plurinationale (primat différentiel et segmentaire) en est la cause principale. Tant et si bien que le choc des civilisations qui en découle a créé une dynamique paradoxale. D'un côté, la RDC, en tant que coquille vide, est un pseudo-État « toujours en quête d'une nation »<sup>3</sup> au sens occidental du terme ; de l'autre, son substrat humain composé d'une mosaïque des nations précoloniales dites ethnies et des individus corsetés là par la seule volonté coloniale est en quête d'un État de tous les peuples et de tous les citoyens, c'est-à-dire un État fédérateur des peuples, des cultures, des langues, des religions, des terroirs, des droits, etc.

Il s'entend que l'éradication de cette contradiction fondamentale passe par le dialogue de ces deux mémoires collectives de l'unité et de la diversité. À cette fin, les nations et les citoyens du



Congo doivent se mettre d'accord pour la première fois : sur le choix des valeurs fondatrices d'une société de liberté ; sur un pouvoir réellement légitimé et collectivement partagé par les nations et les citoyens ; sur un droit perçu comme naturel ; sur un projet de développement durable.

Tels sont les termes de la refondation du pacte démocratique et républicain, socle de la volonté de vivre ensemble. Autrement dit, constituer la RDC en tant qu'État postnational, ce n'est pas seulement donner un statut politique au pouvoir et aux citoyens comme en 1960. C'est surtout donner un statut politique aux peuples dits ethnies et aux citoyens du Congo, pour fonder leur droit inaliénable à la légitimation de l'État et à l'exercice du pouvoir.

Quatre chefs permettent d'en saisir le cheminement : affirmer l'unité de la RDC en tant qu'État postnational ; réhabiliter les nations congolaises dites ethnies ; séparer la nationalité de la citoyenneté ; séparer l'idéologie de l'État du nationalisme.

### **Affirmer l'unité de la RDC en tant qu'État postnational**

Sans altérer la substance de l'article 2 du projet constitutionnel de la CNS stipulant que « la RDC est, dans ses frontières du 30 juin 1960, un État indépendant, souverain et indivisible », on peut ajouter un deuxième alinéa, précisant que « composé de plusieurs peuples et fondé sur le principe de l'unité dans la diversité, le Congo est une république fédérale, démocratique, sociale et laïque ».

Dans cet esprit, l'État cesse d'être un moyen de domination par la force (Machiavel), par l'argent (Marx), par l'usage de la violence légitime (Weber). Il redevient la capacité d'agir ensemble mobilisée par les nations et les citoyens afin de faire face aux enjeux et défis qui pèsent sur le destin commun.

### **Réhabiliter les nations congolaises dites ethnies**

Les Kongo, les Luba, les Lunda, les Kuba, les Yaka, les Anamongo, les Azande, les Shi, les Fuliro, les Nande, les Tshokwe, les Pende, etc. sont des nations sociologiques ou des communautés historiques, par opposition aux nations juridiques ou étatiques. Elles correspondent bien à la définition objective et subjective de la nation, à la fois comme communauté de caractères (langue, lien de sang, histoire et religion communes, etc.) et volonté de vivre ensemble attestée par l'histoire.

### **Séparer la nationalité de la citoyenneté**

Sortir du quiproquo de l'État-nation, en démontrant qu'il n'existe pas un lien de cause à effet entre la nationalité et la citoyenneté. Contrairement aux idées reçues, en effet, la nationalité est un lien d'appartenance à une communauté de caractères telle que kongo, lunda, luba, kuba, yaka, anamongo, shi, etc., tandis que la citoyenneté est le lien d'appartenance à un État : la RDC. En d'autres termes, création exclusive du politique, l'État est au-dessus de toutes les nations et, à ce titre, il ne peut fusionner avec aucune d'entre elles. En cette matière, le défi du nouvel État congolais du XXI<sup>e</sup> siècle est de créer trois nouvelles citoyennetés : la citoyenneté économique, la citoyenneté sociale et la citoyenneté culturelle articulées des droits économiques, sociaux et culturels. À cette fin une stratégie à trois dimensions s'impose :

- primo, rompre avec le postulat classique de créance exclusive sur l'État dont les moyens sont de plus en plus limités ;
- secundo, créer un partenariat incitatif tripartite, englobant les solidarités de l'État, des nations et des citoyens, en vue d'une nouvelle politique de redistribution des richesses ;
- tertio, à condition, bien entendu, de réinventer le capitalisme congolais. Pour ce faire, il y a lieu de réconcilier les traditions des sociétés de libre entreprise mais de non salariat avec celles de l'État de la porte ouverte inaugurées par l'EIC (L'État indépendant du Congo).

Pour ce faire, le projet de développement durable doit servir de boussole pour adapter le passage de l'économie de subsistance à l'économie d'accumulation, l'efficacité économique à la cohésion sociale, la mobilité du capital à la mobilité du travail, la vertu de régulation à la vertu de la libre entreprise, afin que l'État, les nations et les citoyens redeviennent les acteurs de leur propre histoire.

### **Séparer l'idéologie de l'État du nationalisme**

L'idéologie de l'État postnational est l'humanisme patriotique, alors que le nationalisme est l'idéologie des peuples du Congo. En tant qu'humanisme, la RDC sera l'espace de protection et de promotion des droits de l'homme et des droits des peuples, par-delà leur nationalité, religion, culture, terroir, etc. En tant que patrie, la RDC sera l'union sacrée des nations et des citoyens ancrés dans les terroirs, lieux de mémoires et d'activités confondant dans le même destin les morts et les vivants.

### **LA RDC, C'EST QUELLE DÉMOCRATIE ? DÉMOCRATIE COMBINATOIRE**

#### **Refondation du pacte démocratique et républicain**

La démocratie nouvelle est combinatoire, car elle est la synthèse de la démocratie libérale et de la démocratie républicaine. Au libéralisme (qui éveille la mémoire collective des sociétés sans État), la démocratie nouvelle emprunte l'idée de reconnaître la diversité (nationale, culturelle, linguistique, religieuse), de la consacrer en droit, et de la traduire dans les institutions, à travers l'autonomie des régions, des communes et des chefferies traditionnelles (dont il faut réhabiliter le gouvernement et l'assemblée et doter des compétences propres aux collectivités locales, à savoir l'entretien des routes, la petite école, la santé primaire, le développement rural, l'artisanat, l'état civil, etc.).

La double représentation des nations (Chambre des nations ou Sénat) et des citoyens (Chambre des citoyens ou Assemblée), bicaméralisme oblige aux niveaux local, régional et étatique a pour vocation de mettre fin au tribalisme et d'établir un cordon sanitaire autour des partis politiques dont la revendication de l'identité ethnique est un délit sanctionné par la loi.

Le droit de vote des peuples doit être réhabilité au Congo et son lieu d'expression est la communauté villageoise. En effet, chaque communauté villageoise désigne un *Mandataire ou Grand électeur* et l'ensemble des Grands électeurs constitue un Collège distinct, chargé d'élire les représentants des peuples au niveau du Sénat local, régional et central. Est candidat toute personne justifiant de son appartenance à la nation en cause (kongo, luba, lunda, kuba, yaka, anamongo, shi, nande, etc.).

Par contre, la démocratie nouvelle rejette la conception moniste de la société articulée sur l'opposition irréductible individu/communauté. Car dans les sociétés plurinationales, l'individu et la communauté sont les deux faces d'une même réalité : l'action sociale. Il s'agit d'une stratégie de bascule qui, selon le contexte et l'histoire, privilégie tantôt l'individu, tantôt la communauté sinon les deux à la fois. En outre, dans la démocratie nouvelle, l'espace public est mixte, car l'État postnational n'a pas le monopole du bonheur public. Par conséquent, la société civile congolaise détient une part du politique (la politique locale) et du droit (droit particulier) au même titre que l'État (politique et droit général), au nom du principe de pluralisme juridique (le droit édicté par l'État et le droit édicté par les peuples, jadis appelé droit coutumier).

Quant au républicanisme, il réveille la mémoire collective des sociétés ayant créé l'État multinational ou l'État de plusieurs peuples (kongo, luba, lunda, kuba, etc.). Partant de ce socle, la démocratie combinatoire emprunte l'idée de l'État régulateur, ferment de l'unité et de l'intérêt général, de l'égalité des nations et des citoyens. Mais elle rejette l'idée de l'État démiurge du développement qui fait tout et n'importe quoi, en se substituant aux citoyens et aux nations en cause.

Au bout de ce processus de refondation émergent les trois modes d'articulation du politique ci-après :

- le nouveau mode de légitimation de l'État repose sur le double consentement des peuples (la multinationalité) et des citoyens (la citoyenneté) ;
- le nouveau mode de gouvernement et la nouvelle gouvernance sont incarnés par un régime présidentiel tricéphale, irrigué par la fonction de coordination stratégique de trois niveaux de gouvernements autonomes : le gouvernement fédéral, le gouvernement de la région, le gouvernement de la chefferie ;
- le nouveau mode de distribution de pouvoir est le fédéralisme intégral. Il s'agit, par-delà l'affirmation des principes classiques de séparation, d'autonomie et de participation, d'inventer une démocratie de proximité dont la spécificité est la républicanisation du pouvoir traditionnel (la République entre dans les traditions et les traditions entrent dans la République).

Chemin faisant, la réhabilitation de la culture politique de l'Arbre-à-palabre permettrait de renouveler la fonction tributienne disparue des Parlements congolais, en y réintroduisant les vertus de tolérance de l'opinion contraire, du respect de l'adversaire politique et du parler vrai. Par pétition ou référendum d'initiative populaire, les nations ou les citoyens peuvent imposer au gouvernement un débat sur une question jugée vitale pour le pays ne figurant pas à l'ordre du jour du Parlement. En outre, compte tenu du principe traditionnel de la faillibilité des majorités, l'autre innovation du pouvoir législatif est la proclamation d'un droit exclusif de l'opposition parlementaire de contrôler la gestion du gouvernement de la majorité, afin que le pouvoir ne soit pas juge et partie, comme en Occident. Cette réforme implique l'adoption concomitante d'une Charte des droits et devoirs de l'opposition et d'une commission indépendante des élections.

Quant à la culture juridique du *Conseil des sages*, elle permettrait de rénover la justice en posant les bases : d'un pouvoir indépendant de l'exécutif et du législatif ; d'une démocratie constitutionnelle, en remplaçant la légitimité des Anciens par celle des Modernes, c'est-à-dire par l'élection au suffrage universel des juges constitutionnels (vote sur liste, le jour de l'élection

présidentielle ou parlementaire). Et ce, parce que la fonction de contrôle de la constitutionnalité des lois donne une énorme responsabilité à ces juges pour abroger la loi, qui est l'expression de la volonté des peuples et des citoyens. Par conséquent, ils doivent détenir une légitimité populaire.

### **Nouvelle force publique et nouvelle fonction publique**

La force publique autant que la fonction publique (centrale et territoriale) constituent la capacité d'action de l'État démocratique et républicain. Leur renouvellement suppose plusieurs préalables : préciser le gabarit de la force publique et de la fonction publique, selon les critères d'efficacité et d'économie des moyens (combien ça coûte ?) ; définir le profil du soldat, du gendarme, du policier, du fonctionnaire et de l'agent public du XXI<sup>e</sup> siècle, en fonction de nouvelles missions qui leurs sont assignées ; déterminer le statut, la composition et l'emploi de ces forces en fonction de la stratégie de défense et de maintien de l'ordre à définir et du management public ; rehausser le niveau de recrutement des forces (diplôme d'État de secondaire comme minimum dans l'armée, un graduat dans la police et la gendarmerie) ; à compétence égale, respecter l'équilibre national et régional et régler fermement les problèmes d'intendance (logement, formation, santé, équipement, pouvoir d'achat des salaires et soldes, gestion des carrières, etc.).

### **QUELLE CONSTITUTION POUR LE NOUVEL ÉTAT ? LA CONSTITUTION DÉMOTIQUE**

À chaque manifestation de la déliquescence de la RDC, le constitutionnalisme est apparu comme une solution de sortie de crise. Cependant, le constitutionnalisme de pacotille du parti-État autant que le constitutionnalisme inefficace de la transition n'ont été que des chimères. Le premier a permis à la dictature de faire main basse sur le pouvoir, le second s'est noyé dans l'ingénierie juridique.

Pour changer de perspective, la figure constitutionnelle de l'État postnational est le constitutionnalisme démotique. Est démotique la constitution attachée à la composition humaine de l'État. Son objet est la fondation de la triade *État-peuples-citoyens* polarisée sur une triple fonctionnalité :

- restituer aux ethnies leur statut de peuples ou de nations sociologiques en tant que réalité juridique et politique de l'État postnational ;
- conférer aux peuples et aux citoyens le statut de pouvoir constituant originaire et source de légitimation de l'État, en vue de réconcilier la légitimité traditionnelle et la légitimité importée ;
- instituer le pluralisme juridique pour attester la complémentarité du droit général produit par l'État avec les droits particuliers produits par les peuples. Il s'agit de souligner que l'État postnational n'est pas le seul lieu de production du droit au Congo ;
- bâtir la démocratie constitutionnelle sur trois piliers : ériger la justice comme pouvoir indépendant ; fonder la plénitude du contrôle de la constitutionnalité des lois sur la légitimité démocratique des juges qui en ont la charge ; élargir la saisine aux assemblées

des régions autonomes et des chefferies et consacrer le principe de l'exception de constitutionnalité.

Ce néoconstitutionnalisme instaure, pour la première fois, le dialogue entre les patrimoines constitutionnels d'Afrique et d'Occident, ouvrant ainsi la perspective de l'universalité.

## CONCLUSION

Iconoclaste, ce projet de nouvel ordre politique précise, pour la première fois depuis 1960, de quel type de république et de démocratie peut-être la RDC. De même qu'en réconciliant la RDC avec son histoire, sa culture et le génie créateur de ses peuples, le nouvel ordre politique lui fournit les outils pour maîtriser le présent et éclairer le futur.

Certes, cette mutation est difficile, étant donné l'ignorance du patrimoine intellectuel congolais par les élites et la classe politique congolaises obnubilées par le modèle occidental de l'État-nation. Cependant, l'adhésion unanime des peuples du Congo à l'acte de refondation d'une démocratie durable devra convaincre tout le monde, d'autant que « *À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire* ».

## NOTES

- 1 Résolution 1341 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée le 22 février 2001, point 6.
- 2 Accord de Lusaka, chapitre 5, alinéa 5.1
- 3 Alain Verhaagen (1995), « Zaïre : un État toujours en quête de la nation ? », in *Parlements et Francophonie*, nos 97-98, 4<sup>e</sup> trimestre, p. 126-140.



## ANNEXE

### PROGRAMME DU COLLOQUE

#### **L'APRÈS-GUERRE EN AFRIQUE DES GRANDS LACS** **Des stratégies pour une paix réelle et durable**

##### ***Les guerres en Afrique des Grands Lacs : causes et conséquences sociales, un bilan***

- Président : Antoine Lutumba NTETU, Université du Québec à Chicoutimi.
- 09 h 00 : Mot de bienvenue.
- 09 h 15 : Mwayila TSHIYEMBE, Institut Panafricain de Géopolitique (France).  
*L'aspect social dans la genèse et la résolution des conflits en Afrique.*
- 10 h 15 : Pause.
- 10 h 30 : Melchior MBONIMPA, Université de Sudbury.  
*Plaidoyer pour un pacte de stabilité en Afrique des Grands Lacs.*
- 11 h 00 : Léopold, Université du Québec à Chicoutimi.  
*La guerre des Grands Lacs : pour qui et contre qui ?*
- 11 h 30 : Période de discussion.
- 11 h 50 : Pause.

##### ***Les stratégies africaines de résolution non violente des conflits : historique, guerres évitées***

- Présidente : Marie-Claude Mungul MANGA., Université McGill.
- 13 h 00 : Jules DUFOUR, Université du Québec à Chicoutimi.  
*Prévention et résolution des conflits en Afrique*
- 13 h 30 : José BONYEME, OPCC.  
*Clés pour une stratégie nouvelle de l'aménagement du territoire comme base de résolution et de prévention de conflits en Afrique.*
- 14 h 00 : Yona Gérard LIKONGO, OPCC.  
*La santé des gouvernants et des populations, interface pour le développement et le maintien de la paix en Afrique des Grands Lacs.*
- 14 h 30 : Période de discussion.
- 14 h 45 : Pause.

***L'après-guerre en Afrique des Grands Lacs : scène politique, développement économique et social***

- Président : Jules DUFOUR, Université du Québec à Chicoutimi.
- 15 h 00 : Annick LAMBERT, Université du Québec à Hull.  
*Le testament de Laurent Désiré KABILA : son application et ses conséquences sur la stabilité en Afrique des Grands Lacs.*
- 15 h 30 : Samba M. MATABARO, Université Saint-Paul.  
*L'ONU et le maintien de la guerre dans le monde : le cas particulier de l'Afrique des Grands Lacs.*
- 16 h 00 : Pascal Musulay MUKONDE, Espace Avenir.  
*La charte africaine des droits de l'homme et des peuples : historique, contenu et application des nouvelles techniques de mise en œuvre des droits de la personne.*
- 16 h 30 : Paul KANAMBY, OPCC.  
*La nature de l'État congolais et sa réaction à l'impact de la guerre, à la fin des hostilités dont il est l'objet de la part des pays voisins.*
- 17 h 00 : Période de discussion.
- 17 h 15 : Clôture du colloque.



